



**HAL**  
open science

# Innovation, liens sociaux et stratégies productives des ménages ruraux malgaches : une étude de cas dans la commune rurale d'Ambalavao

Sohary Manambahy Razanaparany

## ► To cite this version:

Sohary Manambahy Razanaparany. Innovation, liens sociaux et stratégies productives des ménages ruraux malgaches : une étude de cas dans la commune rurale d'Ambalavao. Sociologie. Université Sorbonne Paris Cité, 2016. Français. NNT : 2016USPCB202 . tel-02015938

**HAL Id: tel-02015938**

**<https://theses.hal.science/tel-02015938>**

Submitted on 12 Feb 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



UNIVERSITÉ  
**PARIS**  
**DESCARTES**

N° | \_ | \_ | \_ | \_ | \_ | \_ | \_ | \_ | \_ | \_

Université Paris Descartes – UFR des Sciences humaines et Sociales - ED 180  
Université Paris Sorbonne Cité

## **INNOVATION, LIENS SOCIAUX ET STRATEGIES PRODUCTIVES DES MENAGES RURAUX MALGACHES.**



### **Une étude de cas dans la commune rurale d'Ambalavao**

Thèse de Doctorat en Socio-Démographie

Présentée par  
Sohary Manambahy RAZANAPARANY

Sous la direction de  
Frédéric SANDRON

#### Membres du jury

Frédéric SANDRON, Directeur de Recherche, Université Paris Descartes  
Maryse GAIMARD, Professeur des Universités, Université de Bourgogne  
Thierry SIMON, Maître de Conférences HDR, Université de La Réunion  
Jean-Christophe MARCEL, Professeur des Universités, Université de Bourgogne

Novembre 2016

## REMERCIEMENTS

Cette thèse a comme objectif, entre autres, de démontrer la place centrale des liens sociaux dans la société malgache. Je consacre ainsi ces premières pages pour exprimer ma profonde gratitude à tout ceux qui m'ont accompagnée tout au long de ce parcours ; et ce, au-delà des simples formalités d'usage.

J'adresse en premier lieu ma gratitude à Frédéric Sandron pour avoir dirigé mon travail. Vous avez toujours répondu présent malgré vos multiples obligations et malgré les difficultés de ces quatre années.

Je remercie aussi le Père Recteur ainsi que l'Université Catholique de Madagascar pour leur accueil ; Jeannot Ramiamanana pour ses conseils avisés ; avec une pensée particulière pour le Centre de Recherche pour le Développement et toute son équipe.

Ma reconnaissance va à l'Université de Paris Descartes, de l'Université Sorbonne Paris Cité et à l'équipe du Ceped, Centre Population et Développement, qui malgré l'éloignement, m'ont témoigné appui scientifique et logistique.

Je remercie également Lanto Andriamamonjy et toute l'équipe du Bureau de Coordination des Actions Sociales de l'Archidiocèse d'Antananarivo pour m'avoir permis de mener cette recherche en parallèle à mon travail. Merci d'avoir pris le relais à chaque fois que ma

thèse me retenait loin de mes obligations professionnelles. Vos encouragements ont été une aide précieuse et me vont droit au cœur.

Au Maire et au bureau exécutif de la Commune Rurale d'Ambalavao, aux chefs *fokontany* ainsi qu'à toute la population, merci pour votre accueil chaleureux et votre amabilité au cours de nos nombreuses rencontres.

Chers parents et frères ; chers amis et à vous tous mes proches, qui m'avez soutenue tout au long de ce parcours; recevez ici ma profonde gratitude.

Et enfin, à mon mari, merci tout simplement !

A vous tous, inconnus et anonymes qui avez contribué, par vos sollicitudes, vos sourires, vos encouragements, merci ! Cette thèse n'aurait pas abouti sans vous.

## RESUME

Innovation, liens sociaux et stratégies productives des ménages ruraux malgaches.

Une étude de cas dans la commune rurale d'Ambalavao

La population rurale des Hautes Terres Centrales de Madagascar se caractérise par un mode de vie qui entretient une relation très étroite entre les pratiques culturelles, les liens sociaux et l'économie domestique des ménages. Cependant, malgré l'introduction d'innovations, ces ménages ruraux font face à une insuffisance de la production agricole et à un faible accès aux services publics de base. Cette situation influence la gestion de l'économie du ménage et sa qualité de vie. Gestion des récoltes, mobilisation des liens sociaux et régime des nouvelles pratiques innovantes sont donc autant de paramètres à considérer. Cette thèse, qui porte sur la Commune Rurale d'*Ambalavao*, vise alors à savoir dans quelle mesure et de quelle manière les familles mobilisent ces paramètres dans leur stratégie productives et leur vision de développement.

Mots-clés : Madagascar, innovation, liens sociaux, agriculture familiale.

## ABSTRACT

Innovation, social links and productive strategy of the Malagasy rural householding.

A case-oriented study in the Rural District of Ambalavao.

The rural population of the Malagasy Central Highlands stands for by a lifestyle which maintains a very close relationship between cultural manners and customs, social links and household economy. However, despite the introduction of innovations, those rural household are suffering from a shortage of agriculture production, and a low access to basic public services. This situation has an impact on the household economic management and in its life quality. As a result, different parameters like harvest managing, mobilization of social links, new innovating practices system must be taken into consideration.

In that case, this argument concerning the rural district of Ambalavao aims at bringing knowledge how much these families manage to gather those parameters in their productive strategy and their vision of development.

Key words : Madagascar, innovation, community solidarities, family livelihood.

## SOMMAIRE

Introduction .....	7
Chapitre 1.	
L'agriculture familiale, au centre de l'organisation sociale d'Ambalavao .....	47
Chapitre 2.	
Economie familiale et pluriactivité rurale.....	86
Chapitre 3.	
Liens sociaux et réseaux de producteurs à Ambalavao.....	123
Chapitre 4.	
Vulnérabilité et gestion des risques à Ambalavao.....	152
Chapitre 5.	
Innovation et prise de décision en milieu rural.....	179
Conclusion .....	223
Bibliographie .....	236
Table des matières.....	244

## Introduction

Depuis plusieurs années, l'agriculture fait l'objet d'un regain d'intérêt dans la conception du développement et dans la vision de réduction de la pauvreté à l'échelle mondiale. D'un côté, le rapport de la Banque Mondiale (2008) sur le développement dans le monde a en effet constaté que les espaces ruraux accueillent les trois quarts des habitants pauvres des pays en développement (World Bank, 2006). Pour l'Afrique subsaharienne, excluant l'Afrique du Sud qui possède une structure économique différente, près de 62% de la population totale vit et travaille en milieu rural (FAO, 2006 ; World Bank, 2006). D'un autre côté, la prise de conscience de la limite des énergies pétrolières et par conséquent la grande ruée vers la production d'énergies vertes a en effet sensiblement réduit la production de denrées alimentaires dans les champs des grands pays producteurs (Webber and Labaste, 2010). Les prix de ces denrées alimentaires, sur le plan international, ont alors significativement augmenté (FIDA, 2010). D'un autre côté, la communauté internationale a constaté que le modèle de développement actuellement poursuivi par la majorité des pays n'est pas durable. La démographie mondiale prévoit en effet à l'horizon de 2050 une population de près de neuf milliards de personnes. L'économie mondiale doit alors faire face à des besoins toujours croissants en nourriture et en énergie.

Le développement et la réduction de la pauvreté en milieu rural passent ainsi par le développement du secteur agricole. Les centres de décision ont en effet reconsidéré le rôle de l'agriculture, qui est appelée à la fois à nourrir la planète, à gérer durablement les ressources disponibles et à réduire la pauvreté et les inégalités des populations (Coordination SUD, 2007). Dans ce sens, le développement rural passe par plusieurs points de vue. Il est d'abord macro économique, en faisant appel aux implications des changements technologiques et institutionnels dans le monde rural. À l'échelle du ménage, il concerne surtout les paramètres de prise de décisions (Barrett *et al*, 2010).

Les pays occidentaux sont caractérisés par une grande spécialisation de l'agriculture, notamment par la monoculture et une grande intégration financière. Les derniers indicateurs sur l'Europe de nos jours illustrent bien cette situation. Les superficies à haute vocation rurale représentent 52% du territoire européen. Une parcelle d'exploitation, en 2012, mesure en moyenne 14,3 Ha et emploie en moyenne une personne à temps plein. La taille moyenne des exploitations familiales peut aller jusqu'à 3.000 Ha en Australie. Le poids du secteur dans l'économie globale est stable depuis les dernières années. En 2012, le secteur primaire compte pour environ 4% de l'économie globale (Destais et Piton, 2013).

### **1.1. Le contexte du développement rural à Madagascar**

Les pays en voie de développement font actuellement face à une agriculture qui ne fait plus vivre décemment une famille. À l'échelle de l'Etat, un déséquilibre flagrant concernant les politiques publiques dans les pays du Sud est constaté. Les cultures industrielles d'exportation sont souvent plus soutenues que les cultures vivrières locales, pourtant garantes de la sécurité alimentaire de la population en général (Benoit-Cattin et Dorin, 2009). Du point de vue des ménages, les populations rurales d'Afrique subsaharienne cherchent en général à établir un système agricole qui puisse leur assurer une certaine autosubsistance ; à travers une production variée et adaptée à leurs besoins et à l'environnement (Sow, 2009). Des facteurs structurels s'érigent pourtant en obstacles à la modernisation de l'agriculture.

Le cas de Madagascar se focalise sur quatre principaux facteurs:

***L'insuffisance de l'éducation de base et de la formation professionnelle agricole, qui forment des contraintes importantes pour le développement du potentiel agricole du pays.***

L'exploitation des potentialités du secteur agricole dans le monde rural,

notamment en termes de croissance, est conditionnée par un accès facilité des jeunes à la formation et à l'information. «La pratique de toute activité économique exige de l'acteur une maîtrise de la succession des changements qui s'opèrent tant au sein du système de production que dans son environnement», tel est le constat du Réseau FAR Formation Agricole et Rurale (Cavaillé, 2009 :1). Or, les compétences agricoles s'acquièrent plus par l'apprentissage informel et la formation sur le tas à Madagascar que par une formation professionnelle structurée (Debouvry, 2004).

Par ailleurs, l'analphabétisme constitue une importante contrainte pour le milieu rural de Madagascar. 27 % de la population rurale est touchée par ce phénomène, contre 11% dans les villes (INSTAT, 2012). En 2012, près d'un quart de la population malgache de 15 ans et plus déclarent ne pas savoir ni lire ni écrire la langue malgache.

L'insertion professionnelle de nouvelles générations de jeunes adultes dans la vie active rurale est un défi face au faible accès à la formation professionnelle, en termes de disponibilité et de qualité de la formation (Rakotovao *et al*, 2001). Les autorités visent à présent la mise en relation de la recherche universitaire avec les services de vulgarisation et la formation agricole pour lancer le développement rural à Madagascar.

### ***Le blocage foncier qui inhibe tout aménagement des structures de production.***

La question foncière est au centre de l'agriculture à Madagascar comme en Afrique. L'apparition des « accapareurs de terres » en Afrique (Mutsaers *et al*. 2012), ou encore des “*mpivarotra tanindrazana*”, littéralement « ceux qui vendent les terres des anciens, l'héritage » dans l'opinion publique malgache s'est imposée de plus en plus dans l'analyse du milieu rural. Le pays rencontre en effet des litiges d'ordre foncier qui menacent d'anéantir tout effet incitatif des politiques nationales pour améliorer la situation socioéconomique en milieu rural.

La législation malgache qui régit la propriété foncière est certes fournie. Le droit de jouissance des particuliers sur leur terre, de par le principe du *jus utendi* et *abutendi* qui confère au propriétaire l'usage et même l'abus de leur terre, a été prévue par une loi<sup>1</sup> avant la colonisation (Aubert, 1999). Le pays dispose depuis 2005 d'une Lettre de politique foncière qui prévoit de faciliter les procédures de sécurisation foncière (MAEP, 2004). Elle se distingue entre autres par la mise en place d'un guichet foncier dans des zones reculées, qui délivre un certificat foncier ayant valeur juridique. Cependant, ces différents dispositifs ne sont pas systématiquement mis en œuvre. La sécurisation foncière demeure difficilement accessible, surtout pour les principaux acteurs concernés, les paysans. La capacité de l'Etat à satisfaire les demandes en immatriculation foncière est largement limitée. À l'échelle du pays, les services du domaine délivrent seulement 650 à 1750 titres par an en face d'un demi-million de demandes non satisfaites en 2003 (Teyssier, 2004).

La venue massive des investisseurs étrangers accompagnés de l'installation de grands exploitants nationaux constituent aussi un grand danger à Madagascar dans un contexte très marqué par la corruption. Les litiges fonciers constituent en effet une grande partie des questions traitées dans les tribunaux malgaches.

Cette situation d'insécurité foncière engendre des conflits sociaux et des blocages économiques importants (Droy *et al.*, 2006). Il s'agit entre autres d'une recrudescence des conflits fonciers, autant au niveau des tribunaux que dans les rapports sociaux en général. Par ailleurs, cet environnement non incitatif constitue une atteinte au patrimoine familial et au bien-être des ménages tout en limitant les possibles investissements (Minten *et al.*, 2003). Dès 1793, Arthur Young constate ainsi que la sécurité foncière est le levier principal qui permet

---

<sup>1</sup> Loi du 09 mars 1806 promulguée par la Reine Ranaivalona III.

aux familles de « transformer le rocher en jardin ».<sup>2</sup>

***La faiblesse de l'intégration financière et commerciale de l'agriculture paysanne.***

Le manque de débouchés pour écouler les produits figure parmi les principaux motifs de découragement des paysans. En réalité, la difficulté repose surtout sur l'absence d'informations concernant les débouchés et les exigences du marché (Morganti, 2001). Cette opacité du marché contribue à fausser les décisions prises par les ménages dans la construction de leur stratégie d'enrichissement. A cela s'ajoute un manque de capacité des ménages dans l'exploitation de leur environnement (Sen, 1992). A l'échelle des structures décentralisées, la plupart des communes rurales ne possèdent pas les capacités administrative et économique nécessaires pour «mettre en œuvre des actions significatives qui puissent provoquer l'essor de l'économie agricole» (Fraslin, 2002 : 2).

Par ailleurs, le paysan malgache ne peut pas accéder au marché formel du crédit (Bouquet *et al*, 2007). Plusieurs facteurs, que les ménages ruraux ne sont pas en mesure de remplir, conditionnent l'accès à ce marché. Pour le cas des banques et des institutions de microfinance, il s'agit du coût de la transaction, de la perception de l'institution quant à leur capacité de « compréhension des ménages » face aux éventuelles anomalies dans les remboursements, la taille et la qualité du patrimoine du ménage en rapport avec la solvabilité. La taille du ménage ainsi que leur niveau de connaissance concernant les produits offerts sont aussi déterminants (Raharison, 2006). Le taux de pénétration de la micro-finance dans les activités agricoles est encore faible, d'après la plate-forme des institutions de microfinance malgache, 14% pour l'ensemble de Madagascar en 2009. Dans la majorité des cas, le marché informel du crédit, soit le système d'emprunt traditionnel, se substitue ou complète ce marché formel. À l'instar des pays en développement, les ménages

---

<sup>2</sup>La citation complète est « Donnez à un homme la possession sûre d'une roche sombre, et il va le transformer en un jardin, donnez-lui un bail de neuf ans d'un jardin, et il va le transformer en un désert. » Arthur Young en 1793 cité par Dumont en 1962 dans « *L'Afrique noire est mal partie* ».

malgaches continuent à faire appel aux usuriers ou aux prêts entre familles et/ou amis en cas de besoins urgents de liquidité (Boucher *et al.*, 2007).

### ***La pauvreté de la population en générale.***

Malgré une amélioration de la situation du monde rural ces dernières décennies, la proportion de personnes très pauvres vivant en milieu rural dans le monde est toujours très élevée. 70% des personnes disposant de moins de 1,25 USD par jour dans le monde pour leurs besoins de base vivent en milieu rural (Nations Unies, 2013). Même si le niveau de pauvreté est variable selon les régions du monde, l'Afrique Subsaharienne est plus la durement frappée par la faim et la pauvreté, l'incidence de la pauvreté y étant la plus marquée (FIDA, 2010).

Classée dans cette sous-zone de l'Afrique au Sud du Sahara, Madagascar est aussi considéré comme un pays très pauvre et est classé 151<sup>ème</sup> sur les 187 pays d'après l'Indice de Développement Humain. Un peu moins de 70% des ménages malgaches vivent en dessous du seuil de pauvreté (Malik, 2013). Le milieu rural à Madagascar est, quant à lui, en général caractérisé par un faible accès aux services sociaux de base (Banque Mondiale, 2008).

L'accès aux soins de santé primaire et aux services d'eau et assainissement améliorés est encore limité. Un tiers de la population est sous-alimentée et 55% de la population rurale malgache est touchée par la malnutrition chronique (FAO, 2005). Selon la même source, la disponibilité en riz, le principal aliment de base, à Madagascar a baissé : une personne ne dispose plus que d'environ 115kg/an de riz en 2005 contre 160 kg/an dans les années 1960.

La situation de l'éducation et de la scolarisation à Madagascar, par contre, a connu une nette amélioration. De même, d'énormes progrès en matière d'éducation ont été réalisés au cours des quarante dernières années dans le monde en général et dans les pays d'Afrique Subsaharienne, en termes d'expansion des systèmes scolaires en relation avec la croissance

démographique (Nations Unies, 2013). En 2000, le taux de scolarisation enregistré dans la zone avoisine les 64% avec un écart entre filles et garçons relativement faible (Tabutin and Schoumaker, 2004). La Banque Mondiale (2011) enregistre à Madagascar un taux de scolarisation de 73%, dû notamment aux résultats des campagnes de sensibilisation intensive dans le cadre de l'Education pour Tous. Cela a eu pour conséquence d'augmenter de plusieurs points le taux net de scolarisation primaire. L'écart entre filles et garçons, s'il est négligeable au primaire, s'accroît au niveau de l'enseignement secondaire au détriment des jeunes filles.

Sur le point de vue du revenu, Blanc-Pamard et Ramiarantsoa (2000) illustrent l'appauvrissement de la population rurale malgache par un recul considérable de la valeur d'une journée de salaire. Cela se manifeste par une perte de pouvoir d'achat des ménages ruraux. En 1966, une journée de salaire leur permettait d'acheter 5kg de paddy, alors qu'en 1992, celle-ci ne valait qu'à peine 1kg. L'absence de liquidités ainsi que le manque d'accès aux différents services annexes à la production ralentissent, sinon empêchent, la professionnalisation des activités agricoles.

L'Etat, à travers ses ministères, tend et veut être un acteur à part entière pour la réduction de la pauvreté rurale. Cela se ressent dans son effort de structuration et de service de proximité<sup>3</sup>. Cependant, l'environnement n'est pas suffisamment incitatif et sécurisant pour produire. Des crises politiques récurrentes mais aussi une faible résilience face aux risques et catastrophes naturelles aggravent la paupérisation et l'inégalité de croissance économique (Andrianirina *et al*, 2010).

---

<sup>3</sup>Notamment la restructuration de nombreuses unités services pour le développement rural de proximité : les Centres de Services Agricoles basés dans les communes rurales, CIRDR ...

## **1.2. Madagascar, un pays à vocation agricole**

Les données socio-économiques concernant Madagascar attestent qu'une grande majorité de la population vit en milieu rural. D'après les estimations du PNUD (2014), près de 8 Malgaches sur 10 vivent en milieu rural.

L'agriculture et l'élevage constituent les activités économiques principales, faisant travailler la quasi-totalité de la population active, soit 94% d'agriculteurs et d'éleveurs parmi la population rurale malgache. Le paysage des exploitations agricoles est dominé par l'agriculture familiale. Les petits producteurs qui la pratiquent, représentent près de « 85% des agriculteurs des pays en développement » selon la Banque Mondiale (2011). Pour Madagascar, l'Organisation Internationale du Travail affirme que « *les ¾ de la population [malgache] sont des petits exploitants agricoles dont 90% en milieu rural* » (2010).

D'un autre côté, les ménages vivant en milieu rural sont caractérisés par un lien privilégié entre l'activité économique et la structure familiale. Benoit-Cattin (2007 :120) parle d'une « exploitation agricole familiale » où « les relations économiques – incluant la solidarité – sont enchâssées dans des relations sociales de parenté au sein de groupes plus ou moins larges ». L'économie domestique de ces ménages s'organise d'abord autour d'enjeux socio-économiques à dimension familiale avant toute extériorisation par le marché. Malgré les acquis techniques des pratiques traditionnelles et les expériences des politiques agricoles successives, la vente précoce des récoltes, l'endettement, la paupérisation continuent d'être des difficultés pour eux.

La morphologie de la population et les indicateurs socio-économiques du pays permettent de soutenir que la dynamique du changement dans le monde rural malgache se base sur le développement de l'agriculture. A l'instar des autres pays d'Afrique subsaharienne (FAO et Banque Mondiale, 2001), ce secteur constitue une opportunité prometteuse. Les potentialités agricoles du pays sont nettement sous-exploitées. Les surfaces cultivables, qui s'élèvent à environ 14% de la superficie totale du pays, ne sont valorisées qu'à hauteur de

31% (FAO, 1995). Par ailleurs, le secteur primaire représente en 2005 en moyenne 35% de la richesse du pays, dont la part la plus significative provient de l'agriculture : 47% du PIB primaire entre 1984 et 2005 (FAO Madagascar, 2005).

Par conséquent, les petits exploitants ruraux sont les plus vulnérables face à la pauvreté. La gestion des risques et la limitation de l'impact des chocs liés à la pauvreté se ressentent beaucoup dans les stratégies de ces ménages (Gondard-Delcroix et Rousseau, 2004).

### **1.3. Concepts-clés**

La littérature scientifique sur l'innovation, les liens sociaux et la stratégie de création de richesse des ménages ruraux est fournie.

#### **1.3.1. Innovation**

La question de l'innovation en milieu rural continue d'être une notion d'actualité pour la communauté scientifique puisqu'elle est considérée comme incontournable dans l'amélioration des conditions de vie des ménages.

Dans cette thèse, différents aspects de l'innovation seront traités. Elle est d'abord technique (Pélissier, 1976). Les activités économiques de la zone d'étude présentent en effet une certaine culture technique, qu'elles aient été implantées par des acteurs externes ou développées au sein même de la société. L'innovation est aussi organisationnelle (Le Roy, 1993) dans la mesure où la gestion de l'économie domestique constitue un élément de taille dans la sensibilisation effectuée auprès des ménages par les différents projets mis en œuvre dans la zone. L'aspect social de l'innovation a été mis en évidence par la sociologie wébérienne. Assogba (2010) la définit comme un processus social qui consiste à relier les besoins sociaux aux aspirations de la population, en introduisant de nouvelles façons de penser et d'agir. Elle peut enfin être

culturelle, dans la conception de Simpson (2000), car le milieu rural malgache fait l'objet depuis quelques années d'essais d'intégration des outils technologiques dans son mode de communication et de production.

De nombreux auteurs ont traité les modalités d'appropriation et de refus des pratiques innovantes par les ménages ruraux. Les paysans ont la capacité de produire des innovations qui « *modifient fortement* » leur système de production et le fonctionnement de leurs exploitations (Sibelet et Dugué, 2007). La différence réside dans la manière dont ils « *gèrent et intègrent les modifications et les aléas de l'environnement* » dans leur système de vie (Brossier, 1989). En fait, des facteurs exogènes et des facteurs liés à l'exploitation elle-même conditionnent les réponses des ménages face aux propositions d'innovation (Huijsman, 1986). Dans certains cas, les paysans refusent d'adhérer à une pratique innovante à cause des caractéristiques de l'innovation et de la société visée (Fremaux, 1977). D'autres études montrent que les familles peuvent accepter d'innover si des conditions sont remplies, notamment en matière de gestion des risques (Pélissier, 1976). Nous sommes arrivés aux mêmes conclusions lors de nos précédentes études à Ambalavao (Razanaparany, 2010). Les modes de diffusion des innovations sont aussi mentionnés dans la littérature. Cette diffusion utilise d'autres formes de liens sociaux influencent aussi l'adoption ou le refus de l'innovation. Boschma en 2004 parle de la proximité, un facteur déterminant qui stimule les interactions et peut amener à adhérer à des pratiques innovantes.

### **1.3.2. Liens sociaux**

Les liens sociaux font référence dans la thèse aux aspects des relations de dépendance et d'autonomie qui s'opèrent simultanément entre les individus et ménages de la société. Les ménages mobilisent leurs systèmes de connaissance, amis ou parents, selon des modalités définies par une norme socialement admise (Akindès, 2003). Les réseaux, ainsi que les logiques qui en

découlent, régissent avec les décisions propres des ménages la société en général (Darré,1996). Les associations et groupements de paysans figurent parmi les manifestations les plus fréquemment rencontrées des liens sociaux en milieu rural. Les ménages et les individus entrent à la fois en coopération et en concurrence dans ces lieux de rencontre et de confrontation (Blundo, 1992). Dans ces réseaux de production, la gestion de l'information et des communications est essentielle.

En relation avec les questions d'innovation, l'interdépendance entre les acteurs, telle que Pecqueur et Colletis (2004) la décrivent, influence les décisions prises par rapport aux nouvelles pratiques et à la stratégie de production en général. Steyer et Zimmermann (2004) parlent effectivement d'une diffusion de l'innovation fondée sur la dynamique des influences sociales au sein de la communauté. Gannon et Sandron (2006) ont montré que dans certains cas, les relations sociales, notamment le *Fihavanana* dans les Hautes Terres Centrales de Madagascar, sont déterminants dans la prise en compte des éléments d'innovation dans la gestion de l'économie domestique des ménages. En fait, pour les zones ayant des rapports villes-campagnes constants, l'évolution des relations sociales fait partie des éléments majeurs de la compréhension des changements dans le milieu rural (Bonnaud, 2002).

Ce déploiement du champ de relation des individus et des ménages a des impacts considérables sur la gestion de l'économie domestique (Eve, 2002). En produisant des effets économiques, ces relations deviennent des ressources incontournables pour ces ménages (Collier, 2002).

### **1.3.3. Stratégies productives des ménages ruraux**

A l'instar d'autres pays d'Afrique subsaharienne (Benoit-Cattin, 2007), les paysans malgaches placent la terre et les relations sociales au centre de leur stratégie de production. Les choix des modes de production qu'ils adoptent peuvent dépendre de l'envergure de leur capital social (Engolo Camille, 2001). La nature et la qualité des liens sociaux ont une influence considérable sur la

manière dont le ménage exploite la terre et par là même, sa stratégie de production. Les conditions socio-économiques dans lesquelles se trouvent les paysans conditionnent aussi les choix qu'ils font dans la gestion, à long, court ou moyen termes, de leur économie domestique.

Comme on l'a vu précédemment, les stratégies adoptées par les ménages ruraux peuvent être bloquées par des difficultés telles que les menaces liées au foncier ou encore l'indisponibilité des liquidités (Teyssier, 2000). Il peut s'agir d'intensification agricole ou au contraire du choix d'une économie extensive, peu rentable et diversifiée (Townsend, 1985). Mais en général, les ménages ruraux malgaches organisent leur économie en cherchant à maximiser les profits tout en réduisant les dépenses, en fonction des questions de risques et d'incertitude. La gestion de l'économie domestique intègre alors plusieurs formes et modalités: mobilité, diversification ou combinaison des spéculations, dispersion ou concentration des facteurs de production (Couty, 1989).

#### **1.4. Problématisation**

Cette thèse a pour principal objectif de déterminer les relations entre les liens sociaux, l'innovation et les stratégies productives adoptées par ces ménages ruraux. Elle pose la question de savoir comment ces trois aspects du monde rural interagissent et affectent la situation socio-économique de ces ménages.

A l'issue de cette recherche, il s'agira alors d'apporter des éléments de réponse aux quatre principales questions de recherche qui se posent.

Maintenir un certain niveau de la production agricole pour assurer ses besoins figure parmi les principales difficultés des exploitations familiales en milieu rural. Par conséquent, les pratiques liées à l'atteinte de cet objectif concernent le mode de production des familles (gestion des intrants, outillages agricoles, techniques agricoles etc.) mais aussi la capitalisation des liens sociaux. Dans ce sens, la pratique traditionnelle de l'épargne, de l'investissement ou des techniques

culturelles sont des paramètres qui apparaissent dans leur stratégie productive.

- \* Dans la gestion de sa trésorerie, le ménage cherche toujours à réduire les charges ainsi que le volume des travaux liés au système agricole. Mais la minimisation de ces dépenses constitue-t-elle réellement la priorité de ces ménages dans le cadre de l'agriculture familiale ?
- \* En milieu rural malgache, le capital social est en général fonction des relations de dépendance ou d'autonomie entre les individus, entre individus et/ou groupes (parenté, voisinage, travail, réseaux etc.). Comment les ménages gèrent-ils ce capital social dans l'exploitation familiale ?

Le ménage fait face à des difficultés liées aux périodes de soudure. En général, la gestion du revenu qui découle de l'agriculture familiale cherche l'équilibre entre la satisfaction des besoins alimentaires et la possibilité de disposer de liquidités suffisantes pour les autres charges liées à la position sociale ou aux services sociaux de base ; notamment l'accès aux soins, la santé maternelle et infantile, la scolarisation des enfants ou encore la sécurité. Les décisions prises sont alors fonction de plusieurs facteurs.

- \* Quelques soient la quantité et la qualité de sa production, le ménage se doit de déterminer la distribution de celle-ci pour la satisfaction des besoins de sa famille. Il convient alors de déterminer les motivations et les paramètres considérés dans la stratégie que va adopter le ménage (relations entre la consommation familiale et le marché des produits).
- \* La population en zone rurale est souvent considérée comme imperméable aux pratiques innovantes (Faure, 2007). Cependant, la pratique du développement et plusieurs recherches dans ce sens montrent qu'une grande partie du paysannat est particulièrement sensible à de nombreuses formes d'innovation (République du Niger, 2003). Ainsi, dans quelles conditions ces familles acceptent-elles de remettre en cause leurs pratiques culturelles, comportements, culture

etc. au profit de nouvelles techniques ou technologies ?

L'hypothèse à vérifier dans le cadre de cette thèse considère que les ménages adoptent leurs stratégies productives en tenant compte des liens sociaux dans lesquels ils sont impliqués et de la dynamique d'innovation qui s'opère dans leur entourage. Cette hypothèse sera vérifiée à travers des sous-hypothèses. La première propose que les interactions qui s'opèrent au sein de la société, dans toutes leurs formes, ont une incidence sur les comportements économiques des ménages. D'un autre côté, la prise en compte de pratiques innovantes, qu'elles soient introduites par des organismes d'accompagnement ou par des individus membres de la société elle-même, constitue déjà en soi une stratégie de gestion de l'économie domestique des ménages. La dernière sous-hypothèse avance qu'en milieu rural, les liens sociaux sont toujours des paramètres centraux dans les comportements des ménages face à l'innovation.

### **1.5. Le terrain**

Deux principales raisons ont motivé le choix de la commune rurale d'Ambalavao comme zone d'étude. La première est pratique, car cette analyse fait suite à une recherche déjà effectuée dans la zone en 2010 dans le cadre de nos études en économie, population et développement. La contribution des pépinières villageoises, une des activités principales de la commune, dans le développement de la commune en a été l'objet. Il en est ressorti que la construction de richesse et la gestion des avoirs des ménages ruraux malgaches faisaient appel, entre autres, aux liens sociaux et avaient des incidences face à l'adoption de l'innovation. De plus, les caractéristiques de la localité nous semblent intéressantes dans le cadre de notre analyse puisque représentative des problématiques actuelles des Hautes Terres de Madagascar.

### 1.5.1. Les Hautes Terres Centrales de Madagascar

Le cadre de vie général d'Ambalavao correspond au paysage classique du milieu rural des Hautes Terres malgaches. Cette zone est assez proche de la capitale mais reste inscrite dans une logique rurale. Sa situation géographique et la dynamique sociale qui y est observée lui permettent d'être un cadre propice à l'étude des liens sociaux, de la gestion du capital social et de l'influence de celui-ci dans le comportement face à l'innovation au sein d'un ménage.

Une lecture du milieu naturel des Hautes Terres Centrales de Madagascar, qui s'étend sur environ 120 000 km<sup>2</sup>, permet de constater que cette zone est fortement marquée par la riziculture et l'activité agricole (Raunet, 1991). Avec une altitude qui varie de 900 à 1.700 mètres et une pluviométrie moyenne annuelle de 1.200 à 1.500 mm, elle présente des conditions physiques et climatiques favorable à une activité agricole intense et spatialisée.

En effet, la commune peut être décrite comme « un ensemble de collines à moyenne pente espacée de bas fond qui longe le fond » (Miarimanana, 2008). L'organisation de l'activité économique s'est ainsi construite autour du binôme « *tanety-bas-fonds* », un découpage suivant la pente de l'espace. Dans l'ensemble des Hautes Terres Centrales malgaches, les bas-fonds sont occupés par la riziculture irriguée, qualifiée par certains auteurs d'« héritage » de l'origine asiatique du peuplement de cette zone (Raunet, 1991). Les bas et flancs de colline, successivement *vodi-tanety* et *tehezan-tanety*, sont occupés par les habitations et sont perçus comme ayant les meilleures potentialités agricoles. Sur ces faibles et moyennes pentes sont en général cultivées des cultures pluviales, essentiellement du maïs, manioc ou haricot. La partie sommitale des collines, caractérisée par des sols souvent dégradés et par conséquent une faible potentialité agricole, a été classée depuis la colonisation « terrain à vocation de reboisement villageois » et/ou encore destinée aux pâturages des bétails.

Cependant, la pression démographique ainsi que les contraintes foncières ont fortement modifié cette organisation de l'espace. Razafimandimby constate en 1995 que les *tanety* des Hautes Terres sont « presque entièrement déjà marqués ». La superficie des exploitations familiales ne dépassent pas l'hectare et les familles disposent de moins en moins de terre à cultiver. Les parcelles sont alors surexploitées, notamment depuis l'essor des cultures de rentes. Par conséquent, un recul notable, sinon un abandon du reboisement villageois est constaté malgré une histoire riche de l'accompagnement dans ce domaine. Ainsi, le découpage de l'espace dans les Hautes Terres confirme que malgré une apparente structuration basée sur le riz, la paysannerie malgache a toujours pratiqué la polyculture (Le Bourdieu, 1974). C'est ainsi que l'agriculture familiale de cette zone est marquée par une forte diversité des activités économiques. Le revenu généré par la riziculture ne suffit pas à suivre la croissance démographique, qui est dans cette zone assez importante (Raison *et al.* 1994). La production rizicole est traditionnellement complétée par des cultures maraîchères, le petit élevage, des activités artisanales (Rabemanambola *et al.*, 2009).

Par ailleurs, cette zone constitue un tout culturel qui se distingue des pôles côtiers. Son organisation sociale est basée sur la mobilisation de la famille et des relations sociales (Rakoto Ramiarantsoa, 1997).

### **1.5.2. Un milieu naturel fragilisé**

Ambalavao et l'ensemble des Hautes Terres en général sont en effet de plus en plus décrits comme un milieu naturel « fragilisé ». Un fort accroissement démographique, de l'ordre d'environ 4,9% par an entre 1980 et 2011, avec le partage des terres entre les héritiers entraînent une diminution substantielle de la taille des exploitations familiales, notamment le morcellement des parcelles

cultivées.

D'après Randriamboavonjy (1996), le sol y est chimiquement pauvre, nécessitant par conséquent de grands apports en fertilisants pour l'agriculture. Certaines parties du relief plus ou moins accidenté ainsi que des vallées parfois très étroites rendent certains *tanety* difficilement exploitables.

L'irrigation dans la zone provient de trois rivières : la Sisaony, l'Andromba et l'Andreniranosarotra. Les deux dernières sont les affluents de la première, elle-même principal affluent de l'Ikopa (Chaperon *et al.* 1993). Par ailleurs, le climat tropical humide d'altitude d'Ambalavao permet une nette distinction entre la saison sèche et fraîche, entre avril et octobre, et la période pluvieuse, de novembre à mars (Rambeloarisoa, 1998). Le débit de la rivière Sisaony constitue une donnée importante pour le milieu physique à Ambalavao car les changements selon les saisons permettent d'analyser les activités agricoles de la population. Les cultures en saison sèche sont en effet possibles pour les familles riveraines de ces affluents. Les contre saisons de petits pois et de fraises, plantés le long de la rivière, sont ainsi typiques des familles habitants les *fokontany* connexes, Anosibe et Ambohibary.

### **1.5.3. La commune rurale d'Ambalavao**

Située dans la périphérie de la capitale Antananarivo et traversée par une des principales routes nationales du pays, Ambalavao s'inscrit dans une relation ville-campagne intense.

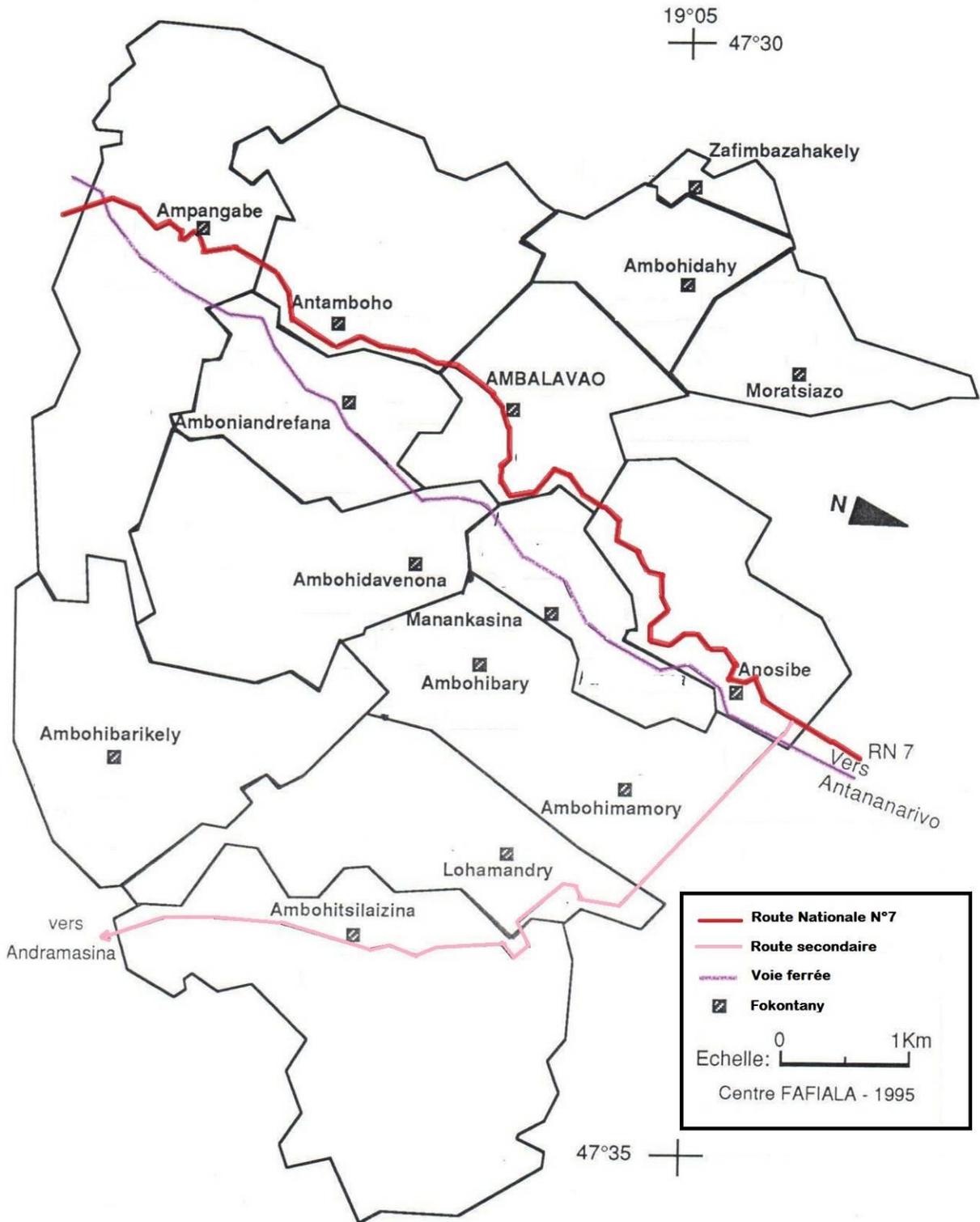
Ambalavao fait partie des zones de la proche périphérie de la capitale puisqu'elle fait partie des 26 communes rurales qui composent le district administratif d'Antananarivo Atsimondrano. La population de la zone entretient une relation continue avec la ville, notamment pour les relations avec le marché.

Située à 26 km au sud d'Antananarivo sur la Route Nationale 7, reliant la capitale à la ville de Toliary, la commune s'étend sur une superficie de 44,8 km<sup>2</sup>. Elle est par ailleurs limitée à l'Est par les Communes Rurales d'Ambatofahavalo

et d'Andramasina, au Nord par celle de Tsiafahy, à l'Ouest par celle d'Ambohijoky, au Sud par celle de Behenjy (Commune Rurale d'Ambalavao, 2010).

Cette commune rurale compte 15 *fokontany* : Ambalavao, Ambohibarikely, Ambohibary, Ambohidahy, Ambohidavenona, Ambohimamory, Ambotsilaizina, Amboniandrefana, Ampangabe, Anosibe, Antamboho, Lohamandry, Manankasina, Moratsiazo, Zafimbazahakely (Carte 1).

Carte 1 Les 15 *Fokontany* de la Commune Rurale d'Ambalavao (Source: Fafiala, 1995)



La question de l'innovation, relations sociales et les implications de celles-ci dans le processus de développement ne manque pas de se poser dans cette zone dans la mesure où les contacts avec la ville génèrent un processus de modernisation propre à modifier la structure sociale et le mode de vie de la population. Son histoire montre que d'importants mouvements de population y ont été observés et ont participé à la construction et au peuplement de la zone. Randriamparany a en effet démontré dans ses enquêtes (2008) l'origine multiple des habitants d'Ambalavao, qui remonte dans le courant du XVI<sup>ème</sup> siècle. Le commerce d'esclaves venant du Sud de l'île, les déplacements des anciennes familles royales à cause des diverses guerres de clans ont entre autres donné ce brassage des populations. De nos jours, la proximité de la route ainsi que l'ouverture très prononcée aux différents partenariats supposent l'existence d'échanges et de mobilités, autant pour l'administration que pour la population en général. Doté de caractéristiques physiques plus favorables que pour les autres sites du bassin versant d'Antananarivo Sud, Atsimondrano, Ambalavao fait partie depuis au 1988 des champs de démonstration privilégiés pour les projets d'aménagement pilotes<sup>4</sup>.

Cependant, les marqueurs de la ruralité propres aux zones des Hautes Terres malgaches dominent toujours le paysage de cette commune. L'architecture et les matériaux de construction des habitations, la structure des villages reflètent le paysage traditionnel de la localité. Malgré une économie de plus en plus monétarisée, la prépondérance des activités agricoles et d'élevage ainsi que l'attachement au mode de vie paysan sont toujours autant de caractéristiques propres aux campagnes malgaches.

La densité de plus en plus importante justifie également les relations contraignantes entre l'environnement et les questions de population. Des données issues d'évaluation des projets menés dans la zone parlent d'un « triplement » de la population en 30 ans. De 1988 à 2013, la densité de

---

4 Notamment les projets PARV (Programme d'Appui au Reboisement Villageois), de 1988 à 1993 ; le FDP (Foresterie et Développement Paysan) à partir de 1996.

population passe de 91 à 281 habitants au km<sup>2</sup> (Gabathuler *et al.*, 2014). La population jeune, caractérisée par une forte fécondité, exerce une pression notable sur l'espace.

## **1.6. Approche et méthodologie**

Les modalités et impacts de l'innovation, notamment sur les stratégies de production des ménages ruraux, ont été analysés de plusieurs manières par la communauté scientifique. En effet, des phénomènes sociaux, tels que le comportement face à l'innovation ou les formes de solidarité au sein d'un groupe, ont fait l'objet de plusieurs études quantitatives. Mais se concentrer sur les comportements manifestes, observables, quantifiables et traitables s'avère insuffisant (Eisner, 1981). Des mécanismes tels que les relations sociales ou les comportements relatifs aux prises de décision, sont souvent implicites et difficilement quantifiables. C'est ainsi que le cadre et les conditions de cette thèse nous semblent suggérer le recours à une démarche qualitative. Dans ce sens, en privilégiant le travail de terrain, l'observation et la participation, les questions de recherche seront traitées simultanément dans le cadre de la démarche adoptée.

### **1.6.1. La démarche qualitative**

Du point de vue de la méthodologie, le choix de la démarche qualitative se base sur une pluralité de logiques (Mucchielli *et al.*, 2004). Cette dernière est d'abord compréhensive. Elle se propose en effet d'approfondir les processus qui se mettent en œuvre à Ambalavao, concernant notamment les interactions entre l'innovation, les liens sociaux et les stratégies productives des ménages, plutôt que l'explication des causes ou encore la précision des mesures. Elle est aussi inductive dans la mesure où la compréhension de la situation ou des phénomènes sociaux se dégagera d'un contact prolongé et itératif avec la

société d'Ambalavao. Ce qui explique la présence prolongée et répétée dans la zone.

D'un autre côté, l'utilisation de cette démarche nous permet de pallier la faible taille de l'échantillon à interviewer (Piette *et albert*, 1996). La méthode se dispense en effet de représentativité statistique puisque notre propos est focalisé sur les représentations qui structurent les quotidiens des habitants d'Ambalavao. Dresser un portrait complet des comportements de gestion de l'économie domestique des ménages ruraux n'était pas possible pour nous. Des questions d'ordre financier et organisationnel ne nous permettent d'ailleurs pas d'atteindre un niveau statistique de nombre d'entretiens selon l'approche quantitative.

### **1.6.2. Plan d'observation**

En principe, l'observation et les entretiens se font à l'échelle du chef de ménage, et par extension à celui du ménage. En effet, le ménage agricole est l'unité de base dans laquelle vivent la majorité des gens en milieu rural. Qualifié d'« unité sociale » (Netting, 1993), il combine plusieurs fonctions à la fois : la production, la distribution, la transmission et la reproduction. Les chefs de ménages sont ainsi les mieux placés pour délivrer des informations concernant les caractéristiques de leurs exploitations et les comportements de leur famille. Des membres des ménages, autres que les chefs de ménage, ont aussi été interviewés car les informations ainsi obtenues sont tout aussi stratégiques. Les variations des points de vue, selon l'âge ou encore le genre, sont intéressantes pour connaître l'itinéraire suivi par le ménage.

D'un autre côté, des informateurs clés ont aussi été interviewés dans la mesure où ils peuvent fournir une vue d'ensemble des villages et de la population en général, selon leur position sociale ou leur fonction. Une série d'entretiens a alors été programmée entre autres pour quelques responsables administratifs, des aînés dans les villages.

### **1.6.3. Technique d'enquête**

#### **A. Les démarches utilisées**

La démarche méthodologique adoptée se décline en plusieurs composantes.

##### **1. Revue de la littérature**

Cette étape consiste surtout à comprendre et affiner les notions centrales (innovation, liens sociaux, stratégies productives) dans la littérature scientifique, sur la base d'un état de l'art sur ces thèmes. Il s'agit aussi de prendre connaissance et d'analyser les problèmes déjà abordés par la communauté scientifique sur le sujet et identifier les pistes de recherches à explorer.

##### **2. Revue des données secondaires**

Cette étape s'insère dans la phase exploratoire de la recherche. Les données existantes nous permettent alors de nous imprégner du contexte local et régional d'Ambalavao. Le champ d'analyse sera aussi délimité, par les données communales et les études déjà faites concernant la commune.

D'un autre côté, la commune rurale d'Ambalavao a fait l'objet de nombreuses études. Ces dernières sont recensées dans les bases de données universitaires, notamment celles de l'École Supérieure des Sciences Agronomiques et celle du Département Agro-management de l'Université d'Antananarivo. Des centres d'information et divers projets et programmes menés dans la zone disposent aussi de documents concernant la commune rurale d'Ambalavao : entre autres le CITE Ambatonakanga et d'autres organismes de développement dont le SAHA.

### **3. L'observation**

Utilisée dans ses débuts dans le domaine de l'ethnologie classique, la technique de l'observation participante consiste en général à partager de manière plus ou moins passagère l'existence des groupes à étudier (Mucchielli *et al.*, 2004), en se familiarisant avec les systèmes de valeurs et de culture du groupe.

Nous avons choisi de recourir à une « observation participante périphérique » pour la collecte de nos données (Kirk and Miller, 1986). Découpée analytiquement en effet, cette technique fait appel à la fois à l'observation et à l'interaction où le chercheur est à la fois et successivement, témoin et coacteur (de Sardan, 1995). Se limiter à une observation périphérique éviterait ainsi une trop grande implication dans le site de recherche qui ne manquerait pas de nuire à l'analyse. En plus d'alimenter le débat sur l'atteinte au caractère scientifique de la recherche due à une trop grande subjectivité (Piette *et albert*, 1996), une présence prolongée sur le terrain accentuerait la perte des données, risque déjà présent dans le processus « observation – prise de note – description » (Auerbach and Silverstein, 2003).

Les observations directes participantes menées dans le cadre de la recherche ont alors pour objectif de saisir les interactions et les comportements des acteurs durant l'entretien. Mais elles permettent aussi de constater de visu la manifestation des liens sociaux dans les prises de décisions des ménages, réactions et comportements face au changement, économie domestique. Les observations sont réalisées pour la plupart sur les lieux des entretiens : les champs, le domicile des paysans, le domicile des chefs *Fokontany*, au niveau des différents *Fokontany*.

Le travail de vérification des données obtenues se fait dans le cadre d'une démarche qualitative au fur et à mesure de l'avancement des investigations (Deslauriers, 1987). Ce qui explique notre choix de découper la collecte des

données en plusieurs vagues d'entretiens. La concordance entre les données, provenant en l'occurrence des ménages et des autres personnes ressources, permet de dégager un ensemble de constantes nécessaires à l'établissement de conclusions.

#### **4. Les récits de vie**

Les « récits de vie » ont aussi été valorisés dans la collecte de données. En effet, dans certaines situations, des faits et comportements sont expliqués par les expériences des individus. Tout au long du récit, les facteurs explicatifs sont donnés de la même manière que la description et les modalités de fonctionnement du fait enquêté.

En fait, le récit de vie rejoint la démarche des ethnosociologues qui consiste à enquêter sur un fragment de réalité sociale dont on n'a pas grande connaissance a priori. Il s'agit principalement, dans ce contexte, de la migration des travailleurs de carrière qui est un phénomène qui ne nous est pas familier. Concernant ce groupe alors, nous n'avons pas d'hypothèses scientifiques préalables mais plutôt des rubriques d'informations nécessaires, à l'exemple des personnes contacts dans les zones d'arrivée et de départ, ou encore de la qualité de la relation de voisinage avec les villageois dans les zones d'arrivée.

Nous avons eu recours à cette technique pour la collecte de données auprès des travailleurs de carrière immigrés venant de la zone Antsirabe. En les incitant à partager leur vécu au cours d'une discussion, la majorité du temps informelle, nous avons pu discerner les mécanismes par lesquels ces individus sont parvenus à leur situation présente et à expliquer, entre autres, le contexte de leur départ et de leur arrivée à Ambalavao. De même, les individus sont amenés à partager la manière dont ils gèrent leur situation mais aussi comment leur famille restée dans les zones de départ réorganise la vie familiale.

## **5. L'entretien semi-directif**

Il s'agissait en premier lieu de collecter des données qualitatives par entretien auprès d'un échantillon de la population cible : la population d'Ambalavao. Une démarche itérative entre les informations recueillies dans le cadre des entretiens et l'analyse effectuée a permis d'avoir une compréhension approfondie des données obtenues (Ezzy, 2002).

L'entretien semi directif a été privilégié dans la mesure où le contact direct avec les enquêtés, possible avec cette méthode, permet de recueillir les informations nécessaires, les perceptions et les expériences des individus par rapport aux thèmes de recherche. En outre, cette méthode contribue à faire ressortir un aperçu du tissu social qui existe à Ambalavao, essentiel dans l'analyse des corrélations entre les liens sociaux et les stratégies productives des ménages. L'entretien prendra la forme d'une « conversation contrôlée et structurée » par un canevas d'entretien, « une série de questions guides relativement ouvertes visant à laisser la parole aux enquêtés ». La formulation des questions ne suit pas forcément un ordre prédéterminé mais permet par contre de recentrer les sujets au besoin. Cependant, certains entretiens ont été faits en groupe dans le cadre d'un focus group.

Dans ce sens, deux guides d'entretiens ont été élaborés. Le premier s'adresse aux ménages, principales cibles de l'enquête, dont les répondants peuvent être chefs de ménage ou non. Le second interroge plutôt d'autres informateurs clés, sources d'informations secondaires.

Nos entretiens ont pris en compte le cadre général de la communication dans les villages, notamment les endroits et les moments les plus propices aux discussions, autant s'il s'agit d'un homme ou d'une femme. Nous avons pu aussi avoir une idée des catégories d'informations qui sont susceptibles d'être obtenues dans le cadre d'entretiens formels et celles qui nécessitent des discussions plus informelles, sans éléments perturbateurs tels que la prise de

note ou la prise de photos.

### *Objectifs des entretiens*

L'objectif de cette étude est d'obtenir des données qualitatives et quantitatives sur les relations entre les liens sociaux, l'innovation et les stratégies productives des ménages ruraux d'Ambalavao. Il s'agit spécifiquement de:

- \* *Identifier les stratégies d'adaptation développées par les ménages pour faire face aux éventuels chocs*

Les résultats des entretiens permettront de dire si une typologie de ménages ruraux existe à Ambalavao. Dans ce sens, il s'agit entre autres de déterminer les caractéristiques des exploitations agricoles en termes de système de production, de profil de consommation, de gestion des récoltes, de revenu.

Ainsi, la situation de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité de la population figure parmi les résultats attendus de l'étude.

- \* *Comprendre les contributions des liens sociaux dans la construction des stratégies productives des ménages*

Durant les entretiens, on a cherché à approfondir les apports des relations sociales et des comportements de groupe dans l'enrichissement des ménages ruraux. Mais il s'agit aussi de comprendre les différentes implications du capital social sur la détermination des choix et de l'orientation du ménage.

- \* *Evaluer la qualité de vie des ménages d'Ambalavao en fonction de leur appartenance ou non à un réseau d'innovation.*

Le comportement des ménages face à l'innovation dépend de plusieurs facteurs, dont leur environnement et les groupes auxquels ils appartiennent. En effet, les résultats de nos précédentes études (Razanaparany, 2010) ont montré que le réseau de pépiniéristes établi dans la localité influence fortement les activités économiques liées à la production et la commercialisation des plants forestiers. De plus, les observations ont montré que l'association de pépiniéristes, créée à partir de l'accompagnement du programme PROSPERER,

est actuellement un des principaux réseaux existants à Ambalavao. L'appartenance à un groupe défini constitue donc une base pour différencier les ménages en fonction de leur comportement face à de nouvelles pratiques.

Pour voir l'évolution du niveau de vie des ménages sous cet angle-là, l'on procèdera à une étude comparative de l'économie domestique des ménages membres et non membres du réseau. Les ménages extérieurs au réseau constituent la base de la comparaison. Cette étude s'intègre ainsi à l'évaluation à mi-parcours du programme, avec le partenariat de l'équipe de pilotage.

D'un autre côté, l'enquête détermine l'existence d'autres réseaux de paysans susceptible d'influer sur le comportement des paysans face au changement.

## **B. Les sources de données : la population étudiée**

Les sources d'information ont été segmentées en cibles principales, les ménages ruraux d'Ambalavao et en cibles secondaires, notamment les autorités villageoises et administratives, les professionnels en accompagnement technique. Ces derniers sont choisis selon leur fonction dans la société.

### **1. Le choix des ménages**

Les ménages à interviewer ont été sélectionnés de sorte à ce que tous les groupes préalablement identifiés dans la société soient interrogés. Ainsi les informations ont ainsi pu être nuancées en fonction de la situation de chaque personne interrogée, que celle-ci soit un chef de ménage exerçant une activité économique particulière ou encore une personnalité détenant une certaine autorité au sein de la communauté. De plus, cette démarche permet de réduire les coûts relatifs à la collecte des données puisque l'échantillon est limité à des groupes restreints.

Chaque *fokontany* étant « mutuellement exclusif », c'est-à-dire qu'un ménage est exclusivement rattaché à un quartier défini, les 15 *fokontany* de la Commune constituent le premier degré des sources de données. 5 d'entre eux ont été sélectionnés selon deux critères. En premier lieu, la proximité ou non des principaux villages du *fokontany* par rapport à la route nationale. Ensuite, l'existence ou non d'activités économiques caractéristiques au *fokontany*.

L'échantillon final a été prélevé au second degré à partir de la population des *fokontany* par échantillonnage probabiliste simple. Le recrutement des ménages à interviewer se fait ainsi au hasard au niveau des villages.

La commune rurale d'Ambalavao recense 13.409 habitants en 2013<sup>5</sup>. Parmi eux, 120 chefs de ménage ou leurs conjoints ont été interrogés (Tableau 1). Ils viennent de 5 *fokontany* de la commune: Ambohibarikely, Ambohibary, Ampangabe, Antamboho et Manankasina.

---

<sup>5</sup> Source : données communales en 2014.

**Tableau 1: Répartition des personnes enquêtées**

<i>Fokontany</i>	Entretiens effectuées			Total
	1 <sup>ère</sup> vague	2 <sup>ème</sup> vague	3 <sup>ème</sup> vague	
Ambohibarikely			15	15
Ambohibary	20		15	35
Ampangabe		20		20
Antamboho		21		21
Manankasina	20		10	30
Personnes ressources			7	7
Total	40	41	47	<b>128</b>

## **2. Collecte des données**

Dans le cadre de la démarche qualitative, en couplant l'observation participante et les entretiens semi-directifs, nous sommes restée pendant deux ou trois jours successifs dans les *fokontany* concernés pendant toutes les semaines de chaque série d'entretiens.

Par ailleurs, chaque descente sur terrain a été assortie d'une semaine dans les locaux de la commune rurale d'Ambalavao pour appuyer l'équipe de l'exécutif dans les domaines qu'ils choisissent. En 2013, il s'agissait surtout d'appui à l'administration. Cela nous a notamment permis de nous familiariser avec les chefs *fokontany* dans le but de faciliter nos prochaines visites. Par la suite, nous avons été intégrée dans les équipes d'animation et de sensibilisation de la population. En 2014, les thèmes étaient l'assainissement et la santé<sup>6</sup> ; en

---

6 WASH – construction de toilettes pour chaque famille, vaccination des enfants en bas âge ...

2015, nous avons animé plusieurs séances pour les jeunes filles sur les questions de la santé reproductive, le progrès et le développement à l'échelle de la famille.

Au total, trois vagues d'entretiens, qui s'étalent sur une durée de six mois, ont été réalisées.

‡ - **1ère vague: Novembre – Décembre 2013**

Diverses questions liées à l'organisation sociale ont été traitées au cours de la première série d'entretiens : structure des familles, les liens familiaux et les mécanismes qui s'enclenchent à partir de ces relations etc. Les caractéristiques des exploitations agricoles en termes, entre autres, de systèmes de production, de profil de consommation, de gestion des récoltes, de revenu etc. ont été observées. Une étude plus approfondie des ménages producteurs de plants forestiers et horticoles a aussi pu être faite avec l'implication des différentes formes de relations sociales dans la conduite de leurs activités.

40 ménages, représentés par les chefs de ménages ou leurs conjoints, venant de deux premiers *fokontany* ont été interrogés. Il s'agit de Manankasina et d'Ambohibary. Ce premier échantillon est constitué de 20 ménages vivant des activités agricoles en général et de 20 autres dont le revenu provient principalement de la production et vente de plants forestiers et horticoles. Notons que parmi les ménages de ce dernier groupe figurent des ménages préalablement interrogés durant les entretiens de 2010. Cette première série a été effectuée durant la période pluvieuse car les activités économiques des ménages pépiniéristes et des paysans en général sont plus dynamiques durant cette période.

‡ - **2ème vague: Juillet – Août 2014**

La deuxième descente a ciblé un deuxième groupe de ménages dont la principale source de revenu, en marge des activités agricoles, est aussi

caractéristique : la production, transformation et vente d'ananas ainsi que la production et vente de produits artisanaux.

8 chefs de ménage par *fokontany* ont été interviewés. Cinq de ces ménages appartiennent à un réseau spécifique de producteurs, les trois autres déclarent être indépendants dans leurs activités économiques. Cependant 41 individus des 2 *fokontany* Ampangabe et Antamboho ont été au final interrogés durant ce deuxième séjour de terrain. En effet, d'autres personnes appartenant à certains ménages, autre que les chefs de ménages, ont aussi été sollicitées pour des entretiens afin d'obtenir des informations différenciées selon leurs rôle et place au sein de la famille : fils ou fille, mère de famille ou encore aide agricole.

Ces entretiens ont permis de connaître les contributions des liens sociaux dans les activités de production de ces ménages. Les logiques qui motivent leur choix en matière de stratégie de gestion de l'économie domestique ont aussi pu être étudiées. Une observation comparative de l'économie domestique des ménages membres et non membres du réseau particulier a aussi pu être faite, dans la perspective de comprendre leurs logiques d'adoption des pratiques innovantes.

### ‡ - 3<sup>ème</sup> vague: Janvier – Février 2015

La dernière vague de descente sur terrain s'est tenue en Janvier et Février 2015. L'entretien a ciblé un autre groupe d'environ 40 individus habitant à Manankasina, Ambohibarikely et Ambohibary.

En premier lieu, il a été établi que la majorité des ménages d'Ambalavao souffrent de la période de soudure en milieu rural, malgré l'existence d'activités d'appoint sources de liquidité. Les familles mettent en œuvre par conséquent des stratégies d'adaptation pour y faire face. Cependant, plusieurs facteurs caractérisent l'impact de la période ainsi que les comportements des ménages face à ces difficultés : entre autres les groupes sociaux auxquels ils appartiennent, les activités économiques qu'ils pratiquent.

Les familles qui exploitent les carrières de granite sont aussi les cibles de cette dernière vague. Deux catégories sont alors identifiées. La première regroupe les familles qui investissent dans l'activité (payant les taxes dues à la commune, propriétaires des capitaux et des outils de travail, en relation avec les clients etc.). La deuxième catégorie est celle des familles qui font le travail physiquement, venant des alentours ou plus généralement migrants du Sud, qui touchent leur salaire selon une modalité particulière.

Nous avons aussi rencontré les personnes ressources durant cette dernière vague d'entretiens : le personnel de la commune et les responsables des programmes de développement dans la commune PROSPERER, PAPRIZ.

#### La nature des données recueillies et traitement des données

Les données qualitatives consignées durant les entretiens avec les acteurs et dans les notes d'observation font fonction de corpus (De Sardan, 1995). Elles se présentent sous la forme de textes, soit des mots et expression du langage, mais aussi d'informations symboliques émises par les interlocuteurs, notamment les gestes ou le ton de la voix utilisés de manière consciente ou non (Andreani et Conchon, 2003). Elles ont été obtenues par prise de note directe au cours des entretiens.

Dans le but d'obtenir des informations plus complètes, nous nous sommes faites aidée, à certains moments de l'enquête, par une étudiante qui travaille sur le même thème<sup>7</sup>, et qui nous a secondée dans la conduite des entretiens, notamment pour la prise de notes. L'existence de deux enquêteurs ainsi que le briefing des réponses à chaque fin de journée permet de réduire la « perte en qualité du discours des interviewés » qui peut aller jusqu'à 50% des réponses

---

<sup>7</sup> Cette étudiante, pour un mémoire de Master en Communication, s'est associée à la deuxième vague de nos descentes sur terrain (Juillet et Août 2014). Son questionnaire est focalisé sur la gestion de l'économie domestique des ménages ruraux. Son enquête a pour objectif de décrire les pratiques de gestion des ménages et d'identifier les points d'amélioration possible.

selon Andreani et Conchon (2003: 4), mais aussi de limiter la déformation des propos des interviewés selon la subjectivité de l'enquêteur (Krippendorff, 2003).

Le corpus a été par la suite dépouillé et traité. L'analyse des données recueillies est empirique : en effectuant une itération entre les informations recueillies et l'analyse afin d'obtenir une compréhension approfondie de ces données (Ezzy, 2002). Dans ce cadre, la théorie affirme en effet que plus le chercheur s'imprègne de ses notes et de son vécu pendant les entretiens, plus il est capable d'en comprendre le sens et d'en creuser les idées.

Dans ce sens, l'analyse des données, qui a été concrètement effectuée durant le mois qui a suivi chacune des vagues d'entretiens, s'est faite en plusieurs phases. La première, qui est analytique, consiste à reprendre les notes qui relatent les idées énoncées pendant les réponses, en identifiant les éventuelles positions convergentes et divergentes de ces propos. A partir de là, des axes centraux ont pu être dégagés en classant les éventuelles caractéristiques, les composantes à expliquer, leurs causes ou leur contexte. Des tentatives de mises en relation de ces variables ont ensuite suivi cette phase synthétique dans le but d'établir les connexions entre les questions de recherche posées. Ainsi, les données issues des corpus sont sélectionnées, coupées, recollées, en fonction du propos démonstratif et narratif. Au final, des descriptions, nous avons repris des citations ou des références à des cas dans le corps du travail afin de garantir la validité de la démarche. Soit à noter que les initiales que nous avons attribuées aux personnes citées dans le texte correspondent à des noms fictifs afin de conserver l'anonymat des sources de données.

## C. Limites de la démarche

### *Concernant la documentation*

A l'instar de tous ceux qui ont effectué des recherches à Madagascar, comme c'est souvent le cas dans les pays les moins avancés, nous nous sommes heurtée à un manque chronique de données et de statistiques fiables. Les services de l'Etat, déconcentrés ou décentralisés, ne disposent pas de données suffisantes pour décrire et ainsi pour analyser la situation du pays concernant les activités de développement et les initiatives d'aménagements opérés. On peut ainsi en déduire que les décisions politiques du pays, en rapport avec les secteurs de développement, sont prises en fonction d'estimations et de projections issues des différents organismes de développement plutôt que sur la base d'une connaissance réelle et approfondie du milieu.

La situation est la même au niveau de l'administration communale. La commune possède certes une documentation concernant la zone. Cependant, les catégories d'informations disponibles sont assez limitées dans la mesure où la base de données est en cours de constitution. De plus, rares sont les études approfondies effectuées concernant cette commune. Néanmoins, les éléments de cette base de données proviennent principalement de deux sources. Il s'agit d'abord des rapports et résultats d'investigation des étudiants qui sont de plus en plus nombreux à Ambalavao depuis 2008<sup>8</sup>. Concernant les données disponibles, nous avons constaté que le recensement de la population s'effectuait durant la période de soudure. Les données sont donc sujettes à des oublis ou à des manques étant donné que plusieurs personnes sont en déplacement dans d'autres zones pour le travail. Néanmoins, cette situation n'enlève pas la crédibilité des données existantes.

---

<sup>8</sup>Source : Entretien avec les membres du bureau exécutif de la Commune Ambalavao. Depuis 2008, la commune reçoit régulièrement plusieurs étudiants de la Faculté de Sociologie de l'Université d'Antananarivo, en stage d'observation groupé.

D'un autre côté, les divers projets et programmes qui ont été exécutés dans la zone fournissent des rapports. Ces derniers ont beaucoup contribué à la constitution de notre documentation. Cependant, les informations ainsi obtenues ont été difficilement exploitables dans la mesure où elles n'étaient pas systématiquement référencées par les auteurs et par conséquent, vérifiables.

#### Concernant la collecte des données

Durant la collecte des données, les entretiens n'ont pas pu être enregistrés pour des raisons logistiques, mais aussi à cause du refus des personnes à parler devant un matériel d'enregistrement. La transcription des résultats des entretiens ne s'est donc pas faite de manière systématique.

Durant les rencontres, il a été constaté que la capacité d'écoute des interviewés est assez faible durant certaines périodes, notamment pendant les grands travaux rizicoles et pendant le remboursement des pots des pépiniéristes. Cela correspond en effet à la soudure pendant laquelle certaines familles déclarent être accaparées par la survie.

#### La sécurité

Les conditions socio-économiques locales ont aussi limité notre accès au terrain. L'Etat malgache a de plus en plus de mal à assurer la sécurité physique de ses citoyens. En fait, l'insécurité caractéristique des zones urbaines et enclavées a effectivement gagné Ambalavao. Depuis 2014, les familles qui ont d'importants gains suite à des ventes sont de plus en plus victimes de braquages. Ces attaques peuvent être causées par de simples rumeurs dans les villages, mais les voleurs peuvent aussi être au courant des gains réels des familles et profiter de la situation. Nous en avons fait l'expérience pendant une de nos activités de terrain. Une pépiniériste membre d'une des familles interviewées a ainsi perdu la vie en 2015 après être revenue du marché de la capitale ; son père a, quant à lui, été amputé d'un pied à cause de blessures

graves. Quoiqu'il en soit, nos déplacements seule dans les *fokontany* sont depuis limités. Face à cette situation, une poste avancée de la gendarmerie est construite à Ambalavao sur demande de l'administration de la commune. Son inauguration est prévue dans le deuxième semestre de l'année 2016.

### **1.7. Articulation de la thèse**

Cette partie introductive pose le cadrage général de l'étude, qui situe l'objet de la recherche dans son champ. Les questions de recherche sont détaillées dans le cadre de la problématisation. Une large description du terrain y figure aussi, notamment la situation générale des Hautes terres malgaches et de la commune rurale d'Ambalavao en particulier. Plusieurs aspects de la méthodologie sont ensuite développés : une justification de la démarche qualitative, une description de la population étudiée mais aussi la nature des données obtenues.

Nous effectuerons dans un **premier chapitre** un survol des concepts définissant l'agriculture familiale dans le contexte tout en analysant la place de cette agriculture familiale dans l'organisation d'une société rurale. La présentation de ces concepts permettra d'établir un état de l'art concernant les thèmes mobilisés. En retraçant l'évolution structurelle de cette forme d'organisation en Afrique subsaharienne, nous pourrons connaître la tendance actuelle des formes d'exploitation agricole à Madagascar. Par ailleurs, nous décrirons la structure des ménages ruraux dans la zone. Nous démontrerons aussi que selon la littérature scientifique et dans la réalité, cette agriculture familiale assume de multiples fonctions autant pour la famille que pour la communauté. Ensuite, nous décrirons les caractéristiques d'une exploitation agricole familiale à Ambalavao. D'un côté, cela permettra de dégager les corrélations entre la structure des ménages ruraux et l'organisation de leurs

activités. D'un autre côté, ce chapitre démontrera le poids des relations de groupe (avec les aspects et rôles de ces relations) et l'importance de la main-d'œuvre enfantine par rapport aux aides agricoles dans l'économie domestique des ménages.

Le **chapitre deux** traitera les manifestations de la pluriactivité dans l'économie familiale. L'hypothèse de la pluriactivité des ménages ruraux malgaches habitant les Hautes Terres Centrales sera étudiée dans ce chapitre. Y seront détaillées en effet les différentes formes de production agricole et les caractéristiques du revenu des ménages. Nous verrons alors que la terre, notamment les bas-fonds, constitue un capital très important de développement et d'intensification. L'incidence de chaque activité dans la formation du revenu, et donc le comportement du ménage face à l'organisation de la production seront étudiés.

Dans les trois derniers chapitres seront développés les paramètres qui influent sur la décision des ménages par rapport aux stratégies de gestion qu'ils vont adopter. En effet, nous verrons que la gestion de l'économie domestique des ménages ruraux repose pour l'essentiel sur les jeux de réseaux de producteurs, la gestion des risques et l'adhésion à des comportements innovants.

Le troisième **chapitre** démontrera alors l'importance des liens sociaux dans la construction et le fonctionnement des réseaux de producteurs. Dans ce chapitre, les principales causes de résistance face au regroupement de paysans seront traitées. Par ailleurs, nous verrons que les rapports de pouvoir et d'autorité au sein de ces réseaux ont une influence considérable dans la gestion de l'économie des ménages membres, mais aussi des ménages extérieurs au réseau.

Dans le **chapitre quatre**, nous verrons comment les ménages gèrent les risques et chocs qu'ils subissent. Ce chapitre détaillera les stratégies de résilience adoptées par les ménages face à ces difficultés, courantes ou non. Nous verrons aussi les ressources disponibles et à mobiliser qui s'offrent à ces

ménages. Il s'agira d'abord d'approfondir les aspects des risques et incertitudes auxquels font face les ménages à Ambalavao et dans le milieu rural en général. Ensuite, les ressources mobilisées par les ménages, autant au sein même de l'organisation familiale ou dans ses multiples ramifications, seront détaillées. Ce chapitre traitera aussi des formes et rôles de la migration dans la construction des stratégies de gestion de l'économie domestique des ménages ruraux, notamment l'importance des réseaux migratoires dans la construction du revenu du ménage sera particulièrement traitée. Nous verrons alors que son contexte géographique particulier et l'impact des différentes crises socio-économiques qui ont touché le pays font d'Ambalavao une zone à forte tendance de migration saisonnière. En effet, le bassin d'emploi que constitue la capitale, qui est assez proche d'Ambalavao, attire indéniablement les actifs de cette zone. Ainsi, ce chapitre permettra d'identifier les motivations des individus dans le choix de leur stratégie de création de richesse. La contribution des différents types d'activités dans la formation du revenu sera alors déterminée. Par ailleurs, les membres de la famille qui participent au revenu des ménages seront aussi identifiés.

**Le dernier chapitre**, «Innovation et processus de décision», analysera les comportements des ménages face au marché de l'innovation dans le milieu rural et à Ambalavao. Il est en effet essentiel de voir l'évolution de cette notion pour bien appréhender la demande des acteurs et les véritables motivations des ménages. En réponse à la dernière question de recherche, ce chapitre débouchera ainsi sur les conditions dans lesquelles les ménages envisagent d'introduire des éléments nouveaux ou des comportements innovants dans leurs pratiques. De même, sur la manière dont ils les intégreront dans la gestion de leur économie domestique.

Nous réserverons la **conclusion** pour répondre complètement aux questions de recherches posées. Ainsi, les principales formes de stratégies productives des ménages ruraux des Hautes Terres Centrales malgaches seront

dégagées. Nous verrons aussi quels sont les principaux déterminants de l'adhésion des ménages ruraux à l'innovation, de même que les implications des liens sociaux dans la construction de l'économie domestique de ces ménages. À la fin, nous dégagerons les contraintes et opportunités de l'agriculture familiale, pour mettre en exergue les exigences de la modernisation de cette forme d'exploitation agricole familiale. Les recommandations ainsi formulées contribueront, à leur échelle, à l'amélioration des politiques locales de développement, mais aussi à évaluer l'importance donnée à l'agriculture familiale dans les plans nationaux de développement rural.

# **CHAPITRE 1**

## **L'agriculture familiale, au centre de l'organisation sociale d'Ambalavao**

# **1. L'agriculture familiale, au centre de l'organisation sociale d'Ambalavao**

L'agriculture familiale fait référence à une réalité multiple, autant dans le temps que dans l'espace, du fait de l'environnement très diversifié au sein duquel elle évolue. Dans ce chapitre, il s'agira de présenter les concepts qui composent la notion d'agriculture familiale. Le milieu rural étant en constante mutation, les unités familiales subissent régulièrement des bouleversements qui se ressentent surtout au niveau de leurs formes et des fonctions qu'elles occupent au sein de la société.

La première section présentera l'agriculture familiale comme une pluralité de concepts, autant dans le temps que dans l'espace, tributaire de l'environnement au sein duquel elle évolue et des populations qui la pratiquent.

Une deuxième section montrera les aspects de l'agriculture familiale d'Ambalavao ainsi que l'organisation en général de l'exploitation familiale agricole.

## **1.1. Agriculture familiale, une pluralité de concepts**

L'analyse des exploitations agricoles familiales repose sur plusieurs éléments. Nous verrons dans cette section que d'un point de vue global, l'agriculture familiale joue plusieurs rôles à la fois dans une société.

Par ailleurs, la structure même de l'agriculture, pratiquée au sein des ménages ruraux, est passée par plusieurs étapes depuis les études de base de Malthus.

### **1.1.1. Multifonctionnalité de l'agriculture familiale**

La littérature scientifique s'accorde sur le fait que l'agriculture familiale contribue de différentes manières à la construction et aux mutations d'une société rurale (Blanchemanche *et al*, 2000 ; Groupe Polanyi, 2008). Elle répond à plusieurs logiques à la fois, qui s'articulent autour de deux principales considérations selon l'échelle d'observation. Quesnel et Vimard (1987) ont démontré que des systèmes complexes de production et de reproduction peuvent être observés à travers l'analyse de ces multiples fonctions.

#### **A. La production : un enjeu au niveau de la famille**

La production sert un enjeu de taille à l'échelle de la famille rurale dans la mesure où elle en assure le fonctionnement. L'agriculture tient alors plusieurs fonctions selon les besoins de la famille.

La première fonction de l'agriculture est alors de fournir l'alimentation de la famille par la production de biens primaires.

Dans une logique marchande, l'agriculture constitue une source de liquidité pour les familles pour satisfaire les autres besoins et ainsi permettre le bien-être des familles. En fait, une fois leurs besoins primaires satisfaits, l'agriculture permet aux ménages de choisir d'affecter leur temps et ressources pour le travail ou les activités socioculturelles (Singh *et al.*, 1986).

Selon un point de vue de long terme, la production au niveau de la famille permet de valoriser le travail familial mais aussi et surtout de constituer et de transmettre un patrimoine familial (Chia *et al.*, 2006).

## **B. L'agriculture familiale : élément structurant du milieu rural**

L'agriculture fait alors partie des éléments structurants du paysage rural dans la mesure où les évolutions de l'agriculture familiale, que nous verrons plus loin, ont engendré des dynamiques dans les aspects et les modalités de reproduction sociale. Qu'il s'agisse de la parenté dans un village ou de la structure et la composition des familles, le tissu social en général au sein d'une société rurale dépend pour beaucoup de l'agriculture.

L'enjeu de l'agriculture familiale est ainsi celui de la reproduction sociale du point de vue de la société en général. D'un côté, Bourdier rappelle en 2012 que l'organisation sociale au sein d'une société est étroitement liée aux types d'agricultures qui y sont pratiquées. Elle subit ainsi les modifications qui se produisent suite aux changements des pratiques agricoles des familles, ou encore suite aux nouveaux rapports de l'agriculture familiale avec les éléments naturels (climat, nature et qualité du sol etc.).

Dans ce sens, les besoins de l'agriculture en Afrique ont longtemps dicté le nombre d'enfants désirés au sein d'une famille.

### **1.1.2. Evolution structurelle de l'agriculture familiale**

Les mutations qu'ont subies les systèmes d'exploitation agricoles et l'évolution l'agriculture familiale vont de pair. Différentes approches et courants de pensées ont analysé ces changements, notamment dans leurs causes et

formes. Deux principaux facteurs sont identifiés par la majorité des approches : l'augmentation de la population et les objectifs familiaux.

Les théories économiques s'accordent pour dire que les interactions de la population avec l'environnement ont été un des moteurs de l'évolution structurelle de l'agriculture familiale. Cependant, plusieurs autres paramètres expliquent les mutations. Il s'agit entre autres des impacts des relations ville-campagne dans le mode de production des familles rurales. Mais d'un point de vue institutionnel, les ajustements structurels généralisés dans l'économie rurale africaine, qui ont profondément modifié les politiques publiques, ont aussi modifié la structure profonde de l'agriculture familiale.

### **A. Les systèmes d'exploitation agricole dans les pays industrialisés**

Les formes et types d'agricultures familiales dépendent en grande partie de l'environnement dans lequel elles évoluent (Lamarche, 1991). Dans les pays du Nord, l'évolution de système d'exploitation agricole se reflète de différentes manières.

Dans le cadre de la relation historique entre populations et subsistances, la thèse malthusienne a décrit la situation d'avant 1800. En effet, la disponibilité des denrées alimentaires, c'est-à-dire la production mais aussi le prix de ces produits, a toujours été tributaire de l'augmentation de la population et des multiples freins, préventifs et positifs<sup>9</sup> que l'auteur a identifiés. La quantité de vivre disponible par tête a ainsi fait l'objet d'une oscillation continue ; ce qui a abouti à un affaiblissement progressif du niveau de vie de la population.

Dans les années de la grande Révolution Industrielle, les paysans

---

<sup>9</sup> Par freins préventifs, Malthus parle des « contraintes morales » qui devraient inciter les populations à freiner leur reproduction. Par ailleurs, les freins positifs sont les facteurs qui, à l'instar de la mortalité, limitent naturellement, de manière effective la population (Wrigley and Schofield, 1981).

détenteurs de petites propriétés agricoles des pays du Nord sont devenus des ouvriers agricoles. Les grandes avancées apportées par la Révolution Industrielle et ainsi l'industrialisation de l'agriculture ont alors permis à la population européenne de sortir du schéma malthusien (Komlos, 1996). En fait, des variables telles que l'accumulation de capitaux, les progrès techniques, la capacité organisationnelle des différents secteurs économiques a augmenté. Le développement des industries textiles et de la sidérurgie a certes connu la division du travail (Fligstein, 1985), un haut niveau d'administration (Weber, 1947) mais aussi une grande capacité de hiérarchisation (Blau and Scott, 1962). Cependant, c'est l'amélioration de la production de denrées alimentaires qui a été à l'origine des premiers investissements dans l'industrie moderne (Marczewski, 1965). Kolmos (1996 : 627) espérait même par ses analyses que « ... après la Révolution industrielle, l'expansion économique en vint à s'auto-entretenir ... ».

Par ailleurs, la taille des exploitations et l'effectif de la population agricole au sein d'un pays est aussi un aspect de cette évolution de l'agriculture dans les pays du Nord. Si dans les années soixante-dix, « la plupart des habitants de France » répondent aux critères de paysans (Duby et Wallon, 1975), l'exode rural dû à l'industrialisation a vu passer le nombre d'agriculteurs exploitants français de 4 millions en 1950 à 1 million en 1990. Si le nombre des agriculteurs a chuté, la taille des exploitations s'est par contre agrandie au fil du temps. Dans ce contexte, des nouvelles difficultés ont commencé à apparaître, notamment concernant la transmission intergénérationnelle du patrimoine.

De même, la nature de la demande globale des produits issus de l'agriculture reflète aussi l'évolution du système d'exploitation agricole. Le mode de consommation des pays du Nord suivait des logiques différentes selon les caractéristiques de la production. Après la mise sur le marché de l'alimentation issue de l'industrialisation massive de la production d'alimentation, le mode de consommation s'est plus orienté vers une logique de qualité de la nourriture. Ainsi, la production et la transformation de l'alimentation étaient conditionnées

par les besoins de qualité de la population. Le régime économique en lui-même s'est par conséquent retrouvé modifié. A titre d'exemple, les techniques de production et de transformation ont dû suivre les avancées technologiques : biotechnologie en Amérique et dans les pays nordiques (Mc Michael, 1994 ; Goodman and Redcliff, 1991) ou encore normalisation et qualité spécifique des produits alimentaire en Europe (Sylvander, 1995). L'aménagement de l'espace rural et le rapport en général de l'agriculture avec l'environnement font partie des transformations radicales du modèle de production en milieu rural.

L'insertion du secteur agricole dans l'économie de marché était par la suite devenue un défi nourri par toute l'économie. Cela conduit Mendras en 2000 à éclaircir les nuances entre paysan et agriculteur, le second étant « plus inséré dans l'économie marchande ».

Actuellement, des crises multiformes ont ébranlé le monde rural après les problèmes causés par un système purement capitaliste. Cela a rendu flou la conception même de la ruralité.

Il s'agit d'abord de l'effondrement du modèle de référence du milieu rural, qui était considéré depuis l'industrialisation comme idéal pour le développement. L'agriculture était devenue une profession bien déterminée, régie par des règles spécifiques. La technique tenait une place centrale dans ce cadre car elle était considérée comme la voie plus réaliste pour réaliser la « visée transformatrice de la société rurale »<sup>10</sup> (Lémery, 2003). Cette profession était soutenue par tout un dispositif : syndicat, coopération, associations et groupements etc. Cependant, l'aspect systémique du monde rural a fragilisé la profession. Les perturbations d'une composante de la production, soit par les enjeux familiaux ou par les enjeux marchands, entraînent par conséquent la fragilisation de l'autre (Servolin, 1988).

---

<sup>10</sup> Expression utilisée dans le cadre du Mouvement Jeunes communistes de France, une organisation politique de jeunesse proche du parti communiste français.

D'un autre côté, le métier même d'« agriculteur » a subi une certaine baisse sinon perte de valeur pour la population. L'échec de l'articulation famille – exploitation dans le modèle européen a eu de nombreuses conséquences. Dans ce cadre, la famille rurale joue de moins en moins son rôle d'espace de mobilisation de la main-d'œuvre pour l'exploitation, les mobilités professionnelles père – fils étant de plus en plus courantes. Des études ont ensuite montré que la profession agricole était en phase de déclin (Lémery, 2003). Dégrange (2001) a relié la maladie des vaches folles avec la manière dont les agriculteurs perçoivent leur métier mais aussi avec la baisse des investissements en milieu rural en général. Des questions se sont aussi posées pour savoir si les agriculteurs pouvaient être considérés comme de véritables entrepreneurs. La situation était en effet que les agriculteurs n'arrivaient pas à satisfaire le marché, autant en termes de qualité que de quantité de produits disponibles.

Les agriculteurs des pays industrialisés ont alors expérimenté ces crises de différentes manières tout en construisant leur réalité sociale. Les sciences sociales et humaines, notamment Dubet (1994), ont d'ailleurs largement débattu de la question dans le cadre de la sociologie de l'expérimentation. Une large portion de la population rurale d'alors a signifié sa « déception face à la modernisation » (Pernet, 1982) par une reconversion, à côté de ceux qui ont continué à investir dans le milieu.

## **B. Approches et courants de pensées**

L'analyse des exploitations familiales agricoles a été conduite de plusieurs manières par la communauté scientifique. Deux approches, l'analyse par les niveaux de décisions ainsi que la critique de la théorie néo-classique, sont deux courants qui ont attiré notre attention dans la mesure où elles décrivent de plusieurs manières la réalité à Madagascar et dans notre zone d'étude.

Les liens entre production et consommation au sein d'une famille ont été

mis en exergue depuis les études pionnières de Chayanov dans les années 1920. Le système d'exploitation agricole repose sur une représentation collective correspondant à un « modèle patriarcal de la famille paysanne » (Bosse-Platière, 2005). Les activités y sont partagées entre le chef de famille, en même temps chef d'exploitation, son conjoint et ses enfants.

Des économistes ont traité particulièrement les caractéristiques à la fois de « consommateur » et d'« entrepreneur » des ménages ruraux (Singh *et al.*, 1986). La prise de décision qui s'opère au sein du ménage tient alors une place très importante dans ce modèle. L'analyse par les niveaux de décisions (Ancey, 1974) a ainsi permis de conclure que les dépenses de la famille sont contraintes par son pouvoir d'achat. D'un autre côté, Gastellu (1980) affirme que les éventuels profits que le ménage pourrait tirer de ses activités économiques sont limités par le niveau d'investissement qu'il peut s'accorder. Les choix sont aussi mobilisés dans l'allocation du temps pour les membres de la famille. Il sera consacré au travail ou aux loisirs de la famille.

La théorie économique néoclassique considère l'individu comme un *homo economicus* rationnel, qui gère son économie familiale dans le but de maximiser l'utilité, soit le profit. Dans cette théorie, les comportements de l'individu et le marché sont régis par la loi de la concurrence pure et parfaite. Chaque concurrent prend alors des décisions de sorte à atteindre le but fixé (Guerrien, 1997). Un point de vue que de nombreux auteurs considèrent très loin de la réalité.

En premier lieu, la théorie néoclassique offre une description incomplète des acteurs économiques dans la mesure où les individus ne sont pas, par essence, totalement rationnels. Pour eux, les chefs de famille ne disposent que très rarement de toutes les informations pour prendre des décisions. La rationalité des décisions est alors remise en cause car dans la réalité, les choix sont faits pour satisfaire les besoins et objectifs du ménage par rapport à leur perception de leur situation. De plus, les objectifs poursuivis par les chefs de ménages et par conséquent les décisions prises dans le cadre de l'économie familiale sont définis en fonction de l'environnement socio-économique existant,

selon l'échelle de valeurs de chacun et de la communauté au sein de laquelle la famille évolue. Le modèle néoclassique ne considère que très faiblement, ou pas du tout, les valeurs poursuivies par les individus. Simon (1981) parle alors de rationalité adaptative et limitée car les ménages s'adaptent à leur environnement en fonction des expériences vécues, à travers un « jeu d'essais et d'erreurs ».

Cependant, malgré les multiples actions qui ont été menées dans l'analyse de la spécialisation et de l'intensification de l'agriculture, la recherche-action a démontré que le modèle d'agriculture familiale idéalement recherché par les différents intervenants diffère de la réalité. Dans les années 1990, force était de constater que la visée exclusive de la maximisation des profits économiques est une démarche fortement excluante car elle omet plusieurs aspects incontournables de l'agriculture familiale : entre autres la capacité des ménages à mobiliser les capitaux (Sourisseau *et al.*, 2012).

### **C. Relation ville-campagne : un des moteurs des mutations du monde rural**

L'immobilité des paysans africains est une hypothèse depuis longtemps infirmée par les scientifiques (Amselle *et al.* 1978; Skeldon, 1990). Nous verrons en effet dans le chapitre trois que la réalité démontre une continuelle itération entre ancrage et mobilité dans les sociétés rurales malgaches, et à Ambalavao.

Les relations entre la ville et la campagne font apparaître les interdépendances entre les individus, autant entre les citadins et les ruraux que entre ceux qui vivent dans le milieu rural. Les modalités de ces interdépendances ont changé tout au long des années en fonction de plusieurs facteurs, l'enclavement des zones rurales et le développement de la communication et des échanges. Peemans (1995) a par exemple montré l'impact des relations entre ville et campagne dans les modalités de transfert de revenus.

## **D. Agriculture familiale et ajustements structurels dans l'économie rurale africaine**

L'agriculture familiale est en continuelle évolution en Afrique subsaharienne, face à divers contextes, environnementaux, socio-économiques et politiques. Sur les questions politiques, la colonisation a été déterminante dans le paysage de l'économie rurale. En Afrique subsaharienne, des grandes plantations, où la main-d'œuvre est le plus souvent salariée, ont été créées, à côté des petites exploitations familiales (Gibbon, 2011). Certaines organisations africaines constatent que l'Occident prône la libéralisation des échanges et de l'économie en général tout en pratiquant des subventions et des mesures de protection pour leur économie (Zoundi, 2005). A la fin des années 1970, une grande partie de l'économie des pays en développement était interventionniste. Les programmes d'ajustement structurels ont été initiés pour libéraliser les échanges et intégrer le secteur privé dans l'économie. Dans les années 1990, la surface cultivable disponible par personne a beaucoup diminué, à cause notamment d'une forte pression démographique. La FAO parle d'une réduction de moitié depuis les années 60 et dans la moitié des années 90, une famille de l'Afrique subsaharienne pouvait disposer en moyenne de 2,2 hectares de terre arable (Dixon and Gulliver, 2001). La taille des exploitations familiales dans cette partie du globe va de 22 hectares per capita à moins de 1 ha, comme c'est le cas à Madagascar (chapitre 2).

Les ajustements structurels des années 1985 à 2000, accompagnés d'autres réformes macro-économiques, ont profondément modifié les économies africaines (Schwartz, 1989).

Selon un modèle développé par la Banque Mondiale et la Cornell University, les politiques d'ajustement ont été bénéfiques puisque les dispositions ont amélioré entre autres la distribution des intrants et la redistribution du revenu aux plus pauvres (Sahn *et al.*, 1999). L'Etat s'est totalement désengagé des secteurs

productifs, dont l'agriculture. Des mesures telles que la suppression des taxes sur l'exportation agricole ont eu pour objectif d'augmenter les revenus issus de l'exportation.

Cependant, la théorie ne s'est pas toujours confirmée dans la réalité, notamment pour Madagascar et Tanzanie (De Maio *et al.*, 1999). Il s'avère en effet que la pauvreté s'est même accentuée dans les pays modèles dans l'ajustement structurel, notamment l'Uganda ou le Kenya. En 1994, le revenu moyen per capita à Madagascar était en dessous de 240 \$ et 40% de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté depuis la moitié des années 80. Les investissements à outrance de 1978 ont certes provoqué un large accroissement de l'investissement public dans tous les domaines et dans le court terme, suivi d'une baisse générale de l'économie après la décision de sortir des mesures de stabilisations dictées par le Fonds Monétaire International. Pendant les périodes d'ajustement structurel, et plus particulièrement en 1987 et 1988, la vague de libéralisation a provoqué une dépréciation notable du commerce international<sup>11</sup>. Les prix du paddy aux producteurs et aux consommateurs ont alors augmenté, dans le but d'accroître les revenus ruraux, alors que le pouvoir d'achat des consommateurs n'a pas suivi. La majorité des exploitations ne sont pas en effet autosuffisants en riz, utilisé comme une production témoin. De même, plusieurs variables décrivant les conditions de vie de la population malgache se sont aussi détériorées suite à l'ajustement structurel. Les dépenses publiques relatives aux services sociaux de base, notamment la nutrition ou encore l'éducation ont aussi chuté durant cette période (World Bank, 1987).

## **1.2. Aspects actuels de l'agriculture familiale**

L'objectif de la société est en général de s'assurer que le groupe survive et se perpétue, par reproduction simple d'abord, et ensuite par l'accumulation

---

<sup>11</sup> Les auteurs parlent d'une dépréciation de 57% durant cette période (De Maio *et al.* 1999).

(Pavageau, 1981). En fait, les multiples études conduites dans le milieu rural montrent que l'organisation socio-territoriale d'une zone est fortement liée au système de pensée des populations qui y évoluent ; et par conséquent à la mise en valeur qu'elles font de la terre agricole.

Il sera d'abord question de la *Sustainable Rural Livelihood*, une approche très utilisée dans l'analyse des exploitations familiales agricoles en Afrique Subsaharienne. Cette section présentera ensuite comment les activités de production sont organisées à Ambalavao, en fonction de la vie quotidienne des familles et de la société en général. Dans une dernière partie, il sera question de savoir si les dynamiques qui affectent la société rurale affectent de la même manière l'organisation de l'agriculture familiale dans cette zone.

### **1.2.1. Le modèle de la « Sustainable Rural Livelihoods »**

Plusieurs approches prônent actuellement le maintien et la promotion de l'agriculture familiale face à la recrudescence de l'agribusiness et la promotion de l'agriculture contractuelle. La « *Sustainable Rural Livelihoods* » est une de ces approches, développée depuis le début des années 1990 face à la constatation que la pluriactivité des ménages n'est pas réellement prise en compte par les précédentes approches. L'exploitation familiale est alors considérée comme système d'activités rurales (Paul *et al.*, 1994) multisectorielles et multi situées qui prend en compte toutes les facettes de la vie des familles rurales, à la fois les logiques marchandes et non marchandes. Elle repose sur plusieurs principes. Il s'agit notamment de la liberté de choix des ménages sur les stratégies à adopter quant à la gestion de leur économie domestique. La mobilisation de différents types de capitaux, naturel, social, physique, financier et humain, caractérise aussi ce système.

Dans une perspective dynamique, le *Sustainable Rural Livelihood* combine à la fois les changements observés au sein de la société avec ceux qui modifient les aspects de la production familiale (Lamarche, 1991).

## A. Capabilities – functioning – doings/beings

Malgré sa relative complexité (Farrington *et al.* , 1999), le modèle de la *Sustainable Rural Livelihoods* correspond le plus au contexte malgache de l'agriculture familiale et par conséquent à notre argumentaire dans l'analyse de la gestion de l'économie domestique des ménages d'Ambalavao. Les ménages qui exercent une activité économique unique est effectivement très rare à Madagascar comme en Afrique Subsaharienne, la pluriactivité est effectivement centrale dans ce modèle. D'un autre côté, les aspects non marchands des activités des exploitations familiales sont aussi pris en compte.

Le système tente d'analyser les stratégies et les activités des exploitations familiales en fonction du contexte dans lequel elles évoluent et des structures qui sont en relation avec elles (Ellis, 2000). L'apport de l'approche réside alors dans la plaidoirie pour une agriculture familiale correspondant aux réalités des pays en voie de développement. Par ailleurs, cette approche étudie aussi les groupes domestiques dans plusieurs aspects (Chambers and Conway, 1991).

L'analyse des exploitations agricoles familiales par ce modèle consiste principalement à identifier les moyens que le ménage peut mettre en œuvre pour « fonctionner » tout en tenant compte de ses aspirations (*Doings* et *Being*). Du point de vue de Sen (2000), « fonctionner » pour un ménage revient autant à satisfaire ses besoins primaires qu'à ressentir du bien-être, être intégré et épanoui en prenant part à la vie en communauté. Les *Capabilities* correspondent par ailleurs aux actifs que le ménage possède avec les opportunités qui s'offrent à lui.

Les familles produisent alors en fonction des dotations dont elles disposent et de leur position face aux différents capitaux.

## **B. Choix et mobilisation des capitaux**

La gestion de l'économie familiale réside alors dans la pertinence des choix que le ménage fait concernant les stratégies à adopter et dans les décisions à prendre.

Ce modèle fait aussi appel à la notion de durabilité. Les activités des ménages ruraux sont conduites de manière à ce que le niveau de vie maintienne un niveau et une qualité optimale des « actifs, des opportunités et des capacités domestiques » (Sourisseau, 2012 : 13). Dans ce sens, la gestion et la mobilisation des capitaux se doit de mener le ménage à la résilience et à la résistance aux diverses pressions (Scoones, 2009). Ces dernières sont en effet multiples pour les ménages des Hautes Terres Centrales de Madagascar et à Ambalavao en particulier, comme il sera discuté dans le chapitre cinq.

Cinq catégories de capitaux sont utilisées dans ce modèle pour expliquer les dotations disponibles pour les ménages : le capital naturel, social, physique, financier, humain. Ces derniers se répartissent selon leur nature en capitaux tangibles et intangibles même si dans les formes, les adeptes de cette théorie ne s'accordent pas toujours dans la catégorisation des avoirs des ménages. Les ressources naturelles et l'environnement en général sont par exemple comptés parmi le capital naturel des ménages ruraux. La promotion de la microfinance dans le milieu rural constitue selon les acteurs de développement une mesure pour améliorer l'accès des petites exploitations au capital financier (Leedge, 2003). Dès une étude en 1988, Coleman relie le capital humain et le capital social par l'éducation, le dernier étant à la fois une ressource disponible autant pour l'individu que pour la société entière. Dans ce cadre, la pauvreté correspond à l'incapacité des ménages à mobiliser ces capitaux (Scoones, 2009)

Ce modèle a beaucoup influencé les politiques publiques dans les pays du Sud, notamment dans l'analyse de la pauvreté (Bebbington, 1999) et dans l'identification des typologies de ménages ruraux en fonction de la pluriactivité et l'aspect non marchand des exploitations agricoles (Leedge, 2003). La dimension

institutionnelle de l'agriculture familiale est ainsi considérée avec une analyse des contraintes qui peuvent limiter la mobilisation de ces capitaux pour les ménages (Ellis, 2000).

### **1.2.2. Organisation familiale de la production à Ambalavao**

La notion et les formes d'exploitation agricole correspondent en Afrique subsaharienne à une réalité très diversifiée. Elle varie d'un pays à un autre (Mbetid-Bessane *et al.*, 2006). Cependant, plusieurs éléments reviennent dans la caractérisation de ces exploitations. Les principales sont le rapport avec la terre et la maîtrise de la force de travail.

L'espace à la disposition des familles, soit la terre, fait partie des traits caractéristiques d'une exploitation familiale agricole. Le foncier joue un rôle clé dans la dynamique des familles rurales (Chauveau, 1979) dans la mesure où il constitue un des fondements de l'existence de l'exploitation familiale malgache. En fait, le rapport de la société malgache avec la terre, dont la valeur est avant tout symbolique avant d'être économique (Platteau, 1998), reflète l'importance d'une exploitation aux yeux de la famille.

#### **A. Structure des ménages ruraux**

Dannequin et Diemmer (2000) affirment que la dimension ainsi que la composition de la famille font partie des données fondamentales d'une exploitation agricole familiale dans la mesure où elles influent sur l'identité et la vie même de l'exploitation. La structure des ménages dans les hautes terres de Madagascar et dans le site de l'étude sera mise en évidence dans cette partie.

## **1. Ménage, famille et système de production**

La définition de Lamarche (1991), « une unité de production agricole où propriété et travail sont intimement liés à la famille », décrit les caractères actuels de l'agriculture familiale malgache et des pays en voie de développement en général.

La famille, avec le village en Afrique, a toujours été considérée comme le centre de décision autonome qui mobilise les ressources productives dans l'exploitation (Chayanov, 1966). En fait, les concepts de ménage et famille sont récurrents dans l'analyse de l'agriculture familiale. Même s'ils font référence à une même entité, la communauté scientifique nuance l'utilisation de ces termes. En effet, cela impacte l'analyse de la structure des ménages ruraux. Ces études précurseuses ont dessiné les premières caractéristiques des ménages ruraux et ainsi les motivations qui les animent. Selon son modèle, les efforts de production dans les exploitations agricoles familiales sont motivés par la satisfaction des besoins de la famille, tout en maximisant les fonctions de loisirs en cas de surplus. Les questions de marché sont dans ce point de vue secondaire. La famille nucléaire a longtemps été l'unité sociale de référence au sein d'une société (Bourdier, 2012). Elle n'est jamais statique, puisque c'est en général en son sein que, au fil des générations, les changements qui vont affecter la société entière se forment. Depuis notamment la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, la conception de la famille a changé dans le milieu des sciences humaines et sociales (Bosse-Platière, 2005). Dans les sociétés occidentales surtout, ces modifications concernent les formes de famille, notamment sur les modalités de conjugalité, les rapports entre parents et enfants, l'émancipation de la femme ou encore le mariage pour tous. Mais dans le monde rural, le modèle familial est relativement réfractaire à ces mutations, surtout dans un pays comme Madagascar, où l'ancestralité est omniprésente.

A Ambalavao, la structure et la composition des ménages rejoignent celles observées en Afrique subsaharienne. D'après les dires d'une mère de famille : « *Mon mari et moi, nous sommes conscients que nous ne pourrons plus élever*

*autant d'enfants que nos aînés; mais avoir moins de trois enfants ne me paraît pas normal* ». La taille moyenne des ménages est de 5 personnes par ménage, selon les données disponibles au service de l'état civil pour l'année 2015. Au niveau national en 2005, la moyenne est de 6,5 personnes par ménages (OIT, 2008).

L'exploitation agricole familiale s'organise alors autour de la famille, dans sa dimension et sa composition. Il y a en effet une relation très étroite entre la composition de la famille et le volume de son activité économique. Le nombre de jour de travail des membres de la famille correspond par exemple à la part du temps consacré au travail.

D'un autre côté, l'intensité du travail que les membres accordent à l'exploitation dépend du choix des activités génératrices de revenu qu'elle fait et aussi des saisons (Dannequin et Diemmer, 2000). Dans ce sens, la famille mobilise un ensemble structuré de moyens (terre, capital, travail), combinés entre eux, pour s'assurer des productions végétales et/ou animales mais aussi pour satisfaire ses objectifs et besoins (Jouve, 1994).

Bonnefond (1988) différencie deux systèmes au sein d'une même exploitation agricole pour faciliter son analyse. Il s'agit du système de culture et du système de production. Le premier fait référence aux connaissances et expériences techniques que l'agriculteur met en œuvre pour produire. Les aspects « espace », soit la superficie cultivable et disponible pour la famille, la qualité et la nature des sols et temps sont constamment mis en relation avec les aspects « temps » de la production : le cycle cultural, le recours ou non à la jachère etc. Le climat est dans le même sens un paramètre important dans le système de culture, car la production dépend par essence des saisons. En dehors de ce système opérant, à travers lequel la famille s'acquitte des tâches nécessaires à la bonne marche technique de son exploitation, un processus continu de mémorisation et de traitement d'informations se met en œuvre dans le

cadre de la gestion (Brossier *et al.* 1997). Il s'agit du système de production proprement dit, correspondant aux organisations socio-économiques nécessaires pour que la culture soit possible. Cependant, dans l'observation de la réalité, les deux systèmes de Bonnefond reflètent les processus qu'une même unité de production met en œuvre pour la bonne marche de son exploitation.

Comme on l'a vu plus haut, notamment concernant la multifonctionnalité de l'agriculture familiale, une exploitation familiale agricole peut être perçue de deux manières. Elle est d'abord une entreprise exerçant des activités de production et fixant des objectifs tels que l'augmentation du revenu. Mais l'exploitation familiale est aussi une institution dont la fonction est de fournir la nourriture des membres de la famille et de constituer et transmettre un patrimoine pour les générations à venir.

## ***2. Fécondité en milieu rural et décision sur le nombre d'enfants à avoir***

A l'instar des pays au sud du Sahara, Madagascar présente encore une forte fécondité en milieu rural. En 2012, une femme malgache met au monde 4,5 enfants en moyenne au cours de sa vie féconde (Unicef, 2015). Cependant, la situation est à nuancer. Sans aller jusqu'à noter une baisse de la fécondité, le choix sur le nombre d'enfants à avoir appartient de plus en plus aux femmes actuellement, notamment dans les zones urbaines et périphériques, à cause des difficultés économiques qu'elles subissent.

En Afrique, plusieurs raisons conventionnelles expliquent le taux élevé de fécondité (Pool, 1992). Outre le désir d'avoir des enfants la valeur hautement psychologique des enfants. Ensuite, l'Afrique présente un fort taux de mortalité infantile, ce qui conduit les familles à concevoir plusieurs enfants pour espérer avoir une descendance nombreuse.

La décision du nombre d'enfants au sein de la famille a plusieurs origines. Cette décision découle d'abord d'une négociation interne. Les économistes ont mis en évidence le fait que les femmes portent la quasi-totalité des risques dans le fait de porter un enfant. Les données officielles de 2013 affirment que dans le milieu rural de Madagascar, près de 478 mères meurent des suites d'un accouchement pour cent mille naissances vivantes (INSTAT, 2013). L'environnement social, même s'il n'y a pas de corrélation directe, a aussi un effet sur la décision d'un ménage concernant le nombre d'enfants à avoir. Bardhan et Udry (1999) ont relevé un mimétisme concernant le choix des voisins sur le nombre d'enfants. Ainsi, la décision d'avoir un nombre élevé d'enfants dans les zones rurales reculées de Madagascar est fortement tributaire des pressions sociales et des besoins en main-d'œuvre.

Les données communales d'Ambalavao montrent une augmentation des naissances depuis 1993, avec un pic de 475 naissances en 2004. Les décès recensés sont par contre assez linéaires. La commune dépasse rarement les 50 décès par an.

## **B. Le rapport avec la terre**

La bonne gestion de l'exploitation familiale dépend en Afrique Subsaharienne de l'accès des ménages aux ressources telles que la terre (Jayne *et al.* 2006). D'après les statistiques, la taille des terres agricoles disponibles par personne dans cette zone a été réduite de moitié dans les 40 dernières années. En 1997, un ménage malgache des Hautes Terres Centrales cultivait en moyenne 1,5 Ha, nuance étant faite que plus de la moitié a moins de 1Ha. La Banque Mondiale avance une superficie de 0,7Ha par famille pour 60% de la population rurale des Hautes Terres Centrales malgaches (De Maio *et al.* 1999). A Ambalavao, la taille moyenne des exploitations va de 40 ares à 90 ares

pour chaque famille (Savaivo, 2011). L'agriculture africaine étant en plus faiblement mécanisée, la superficie agricole exploitée par chaque famille est un déterminant facteur de production. Outre la superficie disponible par famille, la terre est aussi très inégalement distribuée entre les exploitations familiales.

Les familles choisissent leur stratégie de production en fonction de leur relation avec la terre (Courade, 1994). L'accès à la terre à Ambalavao est déterminant dans la diversification agricole et la pluriactivité. A Antamboho, la majorité des familles productrices d'ananas sont propriétaires de leur terre. Un ancien chef du *fokontany* d'Antamboho producteur d'ananas raconte : « *Au début du projet, c'était l'assurance d'avoir des terres propres à nous et régularisées auprès de l'Etat qui a motivé notre engagement* ». Les familles bénéficiaires des anciens projets sont alors toutes propriétaires de parcelles de terrain dans le *fokontany*. C'est d'ailleurs ainsi que les anciennes familles d'Antamboho sont reconnaissables aux *mpiavy*, les familles nouvellement installées. La question foncière ne se pose pas si la parenté qui relie le voisinage est encore facilement traçable. Dans ce cas, les terres sont reconnues comme héritage et le risque de conflits est faible. Les propriétaires peuvent faire des arrangements entre eux pour définir l'usage des parcelles. Les familles peuvent ainsi agrandir leur exploitation en toute sérénité. Cependant, certaines mères de familles interviewées craignent la disparition progressive des aînés, témoins ou auteurs de ces alliances faites entre les propriétaires désormais devenus citoyens et les familles qui sont restées. « *Je commence à avoir peur pour nos terres, confie une mère de famille d'Ambohibarikely, car si les ray aman-dreny – les parents – disparaissent, leurs descendants ne vont pas forcément entériner les accords déjà faits... Or nous n'avons aucun moyen écrit de les prouver...* ». Le risque de remettre en cause ces anciennes alliances est réel car les descendants des propriétaires peuvent avoir d'autres logiques quant à l'utilisation de leur terre. Cette situation se retrouve dans les *fokontany* d'Ambohibary et de Manankasina.

La décision pour une famille de planter des arbres sur une parcelle donnée dépend par exemple du fait qu'elle soit exploitant locataire ou propriétaire.

D'après les études de Ratsimanohatra (2008), le statut d'occupation des terres à Ambalavao est à 60% en faire valoir direct. Cela laisse croire que les paysans préfèrent investir eux-mêmes dans leur terre. Les héritiers sont cependant devenus très nombreux pour pouvoir apprécier la situation. Pour le reste, les terres sont en général en métayage, ce qui laisse apparaître qu'il existe des paysans « sans terre » ou n'ayant pas une superficie suffisante pour faire vivre leur famille.

Dans le cas où elle est alors locataire, la famille sera moins encline à planter des arbres fruitiers. Le cas de L., un jeune homme vivant à Ambohibarikely et qui avait un projet de verger pour augmenter son revenu illustre bien cette situation : « *Nul ne sait ce qui peut se passer dans l'avenir, si je plante des orangers dans mon champs maintenant, il faudrait attendre plusieurs années avant d'en cueillir les fruits et ainsi les bénéfiques ; alors que le propriétaire du terrain – qui habite en ville - peut à tout moment réclamer son bien. Je perdrais alors tout mon investissement.* ». Cependant, certains auteurs ont constaté que même si les exploitants sont propriétaires de leur terre, la production agricole n'augmente pas. Dans ce cas, nous avons constaté que des critères tels que la régénération de la fertilité du sol n'entrent pas toujours dans les considérations des agriculteurs. La culture intensive, promue par de nombreux intervenants dans la commune, laisse parfois la terre épuisée de ses éléments nutritifs.

D'un autre côté, l'organisation sociale en général est aussi régie en partie par le rapport de la population avec la terre (Quesnel et Vimard, 1987). On verra plus loin qu'à Ambalavao, la raréfaction de la terre, en tant que capital, est une source de concurrence entre les membres d'une même famille, notamment pour les familles pépiniéristes. Durant un entretien, un homme âgé qui connaît bien la région et les familles qui y ont habité se lamente sur les effets de la pression démographique sur la propriété foncière. Ainsi, une famille puissante d'Ambohidavenona, village situé dans le *fokontany* d'Ambohibary, possédait dans les années 1950 tout un vallon de rizières et beaucoup de *tanety*. Cependant, la famille en question a actuellement perdu de son prestige car ses

descendants sont nombreux. A chaque nouvelle génération, le patrimoine familial éclate et la superficie disponible pour chaque nouvelle famille formée est de moins en moins grande. Au bout de trois générations de descendance, une famille n'a plus que 2 ou 3 parcelles de rizières et une petite surface de *tanety* pour construire une maison. Ce cas n'est cependant pas isolé, la majorité des familles des Hautes Terres malgaches connaissent cette situation (Durand, 2007).

De leur côté, les jeunes ne considèrent pas leur place au sein de l'exploitation agricole familiale comme satisfaisante. La majorité des jeunes gens interrogés se jugent « sous-employés, confinés dans des statuts d'aides familiaux et dépendants ». En effet, la taille de leur exploitation agricole est logiquement inférieure à celle de leurs parents, quand ils se mettent à leur propre compte par héritage ou par achat (Andriamanalina *et al.*, 2014).

### **1. Territorialisation des exploitations familiales : les familles pépiniéristes**

Au regard des activités économiques qui y sont pratiquées, la Commune Rurale d'Ambalavao peut être divisée en plusieurs « territoires » définis comme zones d'influence respectives des acteurs de chaque filière (Barel, 1986). L'analyse de l'échelle dans le cadre duquel s'inscrivent les interactions entre les différents intervenants conduit alors à la définition d'un espace propre aux pépinières villageoises d'Ambalavao.

D'après les observations, les délimitations des *fokontany* sont importantes dans la définition de cet espace. Pour le cas de l'exploitation des pépinières villageoises, ce territoire correspond à trois *fokontany* où l'activité est la plus intense. Il s'agit d'Ambohibary et de Manankasina, situés à proximité l'un de l'autre, mais aussi du *fokontany Zafimbazahakely*<sup>12</sup> situé à une distance assez

---

<sup>12</sup> Ce *fokontany* se situe à 13 kilomètres du Chef-lieu de la commune.

éloignée des deux premiers. L'essentiel de la production et de la commercialisation des plants forestiers et horticoles sont localisées dans les villages de ces trois *fokontany*. Cette activité a permis l'existence d'un pouvoir d'achat intégré dans l'économie de marché pour toute la population riveraine. De plus, la création d'un grand nombre d'emplois est observée. Cette « territorialisation » de l'influence des acteurs des pépinières villageoises et de leurs actions rejoint le concept de « pôle de développement » élaboré par Perroux en 1964.

## **2. Aménagement de l'espace et rapport avec la terre**

Le paysage de cette région, comme c'est souvent le cas dans les Hautes Terres malgaches, montre une certaine disparité d'occupation de l'espace et de valorisation des terrains. Les cultures les plus importantes : la riziculture ou encore les cultures d'inter-saison<sup>13</sup> se font dans les bas-fonds. Par contre, les collines restent relativement moins occupées par rapport au nombre de familles qui y vivent : seules des habitations et quelques superficies pour les cultures sur *tanety*<sup>14</sup> tels que la culture de manioc ou de patate occupent le terrain.

D'après les paysans, la raison principale est la mauvaise qualité de la terre, défavorable à la culture. La pression exercée sur les bas-fonds a en effet orienté tous les efforts des intervenants, les vulgarisateurs comme les paysans, vers l'amélioration de ceux-ci. Les actions de développement rural se sont alors concentrées sur l'intensification de la riziculture. Les paysans d'Ambalavao situent le début de la pratique des techniques rizicoles modernes dans la première moitié des années quatre vingt-dix<sup>15</sup>. Par conséquent, les flancs à faible

---

<sup>13</sup>Petit pois, fraise,...

<sup>14</sup>Tanety : colline déboisée (Andriamahazo *et al.* 2004)

<sup>15</sup>Source : nos entretiens.

ou forte pente, les *tanety*, ont été exclus des schémas de progrès pour le milieu rural (Andriamahazo *et al*, 2004).

C'est dans ce sens que l'exploitation des pépinières villageoises répond à la problématique de la valorisation des *tanety*, telle que les autorités la définissent. En effet, la valorisation des *tanety* fait partie des grandes lignes d'actions des autorités malgaches pour faire face à la pression foncière et au manque de revenu pour les familles.

Ainsi, en amont la production et la commercialisation des plants permettent une occupation des versants des collines dans la mesure où cette exploitation n'a pas particulièrement besoin de terres inondées, en l'occurrence des rizières ou des bas-fonds. Cependant, les commodités pour la gestion des pépinières ainsi que les questions de sécurité exigent que ces parcelles se localisent sur les parties basses de la colline. De plus, le déplacement de la couche arable, à cause de l'érosion (Moller, 1991) ne permet qu'une utilisation ciblée des *tanety*. Ainsi, la totalité de la surface de ces versants n'est pas utilisée, dans la mesure où les plantations s'agglutinent en aval des flancs.

En aval, la production et la commercialisation de plants dans les pépinières villageoises d'Ambalavao ont pour objectif d'approvisionner le marché pour le reboisement. Effectivement, l'arbre et en corollaire le bois est le produit final de la filière, en ce qui concerne la foresterie. En effet, la quasi-totalité des clients qui s'approvisionnent à Ambalavao ont pour objectif de boiser des zones relativement inoccupées. Les plants de cette zone vont alors être plantés sur des zones en hauteur : les *tanety*, notamment des collines ou des plaines. Ils peuvent être localisés dans le cadre même de la commune ou dans d'autres régions.

## **C. Mobilisation de la force de travail intrafamiliale à Ambalavao**

Comme on l'a vu précédemment, tous les membres de la famille participent au bon fonctionnement de l'exploitation familiale. La répartition des tâches entre les hommes et les femmes est significative dans l'organisation sociale d'Ambalavao. La main-d'œuvre enfantine contribue aussi dans les activités de production de la famille, même si les aides agricoles ont un poids plus important.

### **1. Force de travail féminin et durabilité de l'agriculture familiale**

La grande majorité des paysans interviewés affirment qu'à Ambalavao, les travaux sont extrêmement cloisonnés entre les hommes et les femmes, quelle que soit l'activité économique en question.

La femme en milieu rural a été auparavant considérée comme un travailleur secondaire dans l'exploitation. Mais la main-d'œuvre féminine est depuis quelques décennies un pilier de la durabilité de l'agriculture familiale (Deere, 2005). Leurs responsabilités sont de plus en plus importantes dans la production, suite à de nombreuses actions menées pour la considération de la femme dans les programmes de développement. En passant des travailleurs secondaires à un statut de gestionnaire des exploitations, elles assurent le fonctionnement de l'exploitation comme une extension de leurs responsabilités domestiques.

Durant les années 1980, la scolarisation de la femme n'était plus prioritaire au-delà d'un certain niveau d'instruction. En effet, les parents pensaient selon les entretiens que les femmes étaient destinées à être envoyées « dans les villages des autres », « *any am-bohitr'olona* », il n'était donc pas nécessaire et même non recommandé qu'elles passent trop de temps sur les bancs de l'école. Ce qui explique le fort taux d'analphabétisme des femmes dans cette commune, à l'instar des autres communes rurales du pays. Selon le chef ZAP d'Ambalavao,

environ 35% des adultes alphabétisés dans cette commune sont des femmes<sup>16</sup>. En effet, la division du travail donne un rôle social particulier à la femme.

Les hommes effectuent tous les travaux de force : préparatifs précédant le semis des graines forestières, engrais, labour, etc. . La majorité des travaux de champs relatifs à la production d'ananas sont effectués par les hommes.

Mais plusieurs activités économiques sont ainsi sous la responsabilité quasi-exclusive des femmes à Ambalavao. Elles sont sollicitées pour les travaux nécessitant de l'endurance et de la minutie, en dehors des travaux ménagers. Il s'agit notamment des travaux dans les pépinières forestières et horticoles et des activités d'artisanat qui sont exclusivement féminines.

Dans les familles pépiniéristes, il s'agit des travaux d'arrosage des parcelles et d'entretien des serres ou encore de travaux de repiquage des rizières pour les femmes. Le rembourrage des germoirs avec de la terre préparée est aussi un travail minutieux d'autant plus que ces germoirs sont parfois de très petites tailles. Mais l'endurance concerne aussi le nombre des germoirs à rembourrer : une saison de Ravintsara ou de Cyprès ne peut être rentable que si elle atteint les milliers de pieds. Les propriétaires doivent donc prévoir une quantité largement supérieure à ce millier afin d'anticiper sur les probables pertes de plantules ou sur les commandes supplémentaires. Dans ces derniers cas, la rémunération des femmes n'est pas calculée en fonction du nombre de journées. Elle prend plutôt comme base le nombre de germoirs rembourrés. Dans les familles productrices d'ananas, les femmes sont chargées du désherbage des parcelles, une entreprise qui peut se révéler fastidieuse car la mauvaise qualité des sols font que les mauvaises herbes florissent pendant la période pluvieuse.

La division du travail est moins dure dans les mines artisanales. Les hommes autant que les femmes travaillent dans ces carrières. Cependant ce sont les hommes qui font les travaux nécessitant une grande force physique (Photo 1).

---

<sup>16</sup>ZAP : Zone Administrative et Pédagogique



***Photo 1 : La manipulation des moellons dans les carrières est essentiellement un travail d'homme.***

## ***2. Main-d'œuvre des enfants et recours aux aides agricoles***

Dans de nombreux pays, notamment à Madagascar, les enfants demeurent un apport incontournable de main-d'œuvre (Razafindratsima, 2007). La participation des enfants dans les travaux domestiques en milieu rural est catégorisée dans les « travaux dommageables » dans la classification de l'Organisation Internationale du Travail (OIT, 2008). La scolarisation des 82% des enfants économiquement actifs est remise en cause par ces travaux.

Cette situation ne prévaut cependant pas dans une zone comme Ambalavao du fait notamment de sa proximité avec la ville. Le recours aux aides agricoles y est plus important.

Ce phénomène peut s'expliquer par plusieurs facteurs. L'insuffisance de la main-d'œuvre familiale en est la principale raison ainsi que le nombre et l'âge des enfants dans la famille. La scolarisation des enfants réduit en effet considérablement la main-d'œuvre familiale par rapport au niveau considéré comme optimal de travail dans l'exploitation. D'autre part, des travailleurs sont plus sollicités que d'autres, selon leur aptitude au travail, suite à des formations suivies ou à une longue expérience dans le domaine des travaux en pépinières par exemple. La localisation géographique des exploitations familiales par rapport aux principaux villages des *fokontany*, où l'opportunité d'emploi est plus forte, est aussi déterminante. Si les exploitations familiales sont isolées ou éloignées, ils font moins appel aux aides agricoles.

### **1.2.3. L'agriculture familiale dans un monde rural en mouvement**

Les mutations que subissent les rapports de productions intrafamiliales, sont souvent les reflets des transformations de l'agriculture et ainsi de l'organisation sociale dans le milieu rural. Le changement climatique modifie les rapports de la famille avec l'espace qui les entoure. La production agricole dépend aussi des dynamiques du cycle de vie des familles, notamment dans les relations homme/femme mais aussi dans l'organisation du travail en général. Suite à des interventions extérieures, l'Etat ou le secteur privé, des composantes telles que la scolarisation sont porteurs de nouveaux rapports au sein de la famille et de nouvelles fonctions dans la reproduction sociale.

## **A. Changement climatique : déterminant des rapports avec l'espace**

Les effets du changement climatique sur l'agriculture sont multiples et peuvent concerner de nombreux domaines. Downing (1991) a classifié ces effets en trois catégories. La première, selon lui, prend en compte l'effet direct de la concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère et traite des conséquences sur le système agricole en général. La deuxième catégorie traite de la variation de la température et de la pluviosité sur les performances agricoles. La dernière catégorie se focalise plutôt sur les effets des différentes variations sur le système socio-économique lié à l'agriculture. Dans notre cas, nous avons choisi cette dernière catégorie, dans la mesure de nos capacités et des données disponibles.

L'Afrique subsaharienne figure parmi les zones les plus vulnérables au changement climatique. L'augmentation de la température y est de près de 0,7° par décennie, une augmentation importante selon les études des Nations Unies. Près de 90% de la population se nourrit de l'agriculture irriguée dans cette zone, alors que les précipitations sont les premières affectées par le changement climatique (Rousset, 2012).

D'un autre côté, la population ne dispose que d'une faible capacité à s'adapter aux nouvelles conditions climatiques. Les agriculteurs africains ont certes mis en place des systèmes de culture adaptés aux conditions extrêmes de production, telle que la sécheresse. Cependant, ils ne sont que faiblement préparés à des changements qui seront plus durables et plus intenses dans la disponibilité de l'eau pour les cultures par exemple.

A Madagascar, le changement climatique se manifeste par des « événements climatiques soudains » de plus en plus fréquents mais aussi par des « modifications à long terme et continues » dans le climat (Razakavololona,

2011). Ambalavao, les changements successifs des crues ont beaucoup modifié les activités économiques des paysans et par conséquent l'organisation en général de la société. D'un côté, une forte baisse du débit de la rivière principale, le Sisaony, et de ses affluents est constatée pendant la période sèche. En effet, si le débit minimum était de  $1,9\text{m}^3/\text{s}$  en 1999, elle est actuellement très faible selon les dires des paysans qui l'utilisent dans leurs activités. L'Andromba, un des affluents de la Sisaony, alimente en effet les *fokontany* d'Ampangabe et d'Antamboho en eau. D'un autre côté, les périodes pluvieuses sont devenues plus dangereuses autant pour l'agriculture que pour la population en général car la *Sisaony* sort régulièrement de son lit depuis quelques saisons (Randriamparany, 2008). Les conséquences de ces changements sont directes et indirectes. Selon quelques paysans interrogés, les effets directs relèvent par exemple de la « *prolifération des maladies et ravageurs sur les cultures maraichères* ». Mais la majorité d'entre eux font référence aux conséquences indirectes dans la mesure où les bouleversements dus au stress hydrique ont contribué à un « *raccourcissement de la période de pluie* » et parallèlement aussi à une « *saison culturale plus courte* ».

Des communautés d'appui au développement qui travaillent dans la zone, principalement celles rattachées à l'Eglise catholique, sensibilisent les paysans pour faire face au changement climatique. Ils encouragent les démarches participatives d'éducation sur les impacts des pratiques agricoles non durables sur l'écosystème en général et sur les aspects d'une agriculture résiliente.

## **B. Cycle de vie et organisation de la production au sein de la famille**

Nous avons établi plus haut que l'exploitation agricole familiale est une conjonction entre une unité de production et une unité familiale. L'organisation et le fonctionnement de la production dépendent donc des caractéristiques de la

famille ainsi que des différentes étapes que celle-ci peut connaître tout au long de son existence.

C'est dans ce sens que les « cycles de vie » sont des données essentielles dans l'analyse des exploitations familiales agricoles : depuis la formation du couple jusqu'à l'éclatement de l'unité familiale, en passant par la composition de cette famille. L'organisation de la famille ainsi que ces différentes étapes ont pour but de construire un patrimoine qui va se transmettre aux générations suivantes (Marshall *et al.* 1994). Si la formation du couple correspond à l'installation de la famille, cette dernière passe par une phase d'expansion pendant laquelle elle produit pour la croissance et capitalise des avoirs. Au fil du temps, la famille se désintègre ou éclate petit à petit, la plupart du temps pour permettre la formation de nouvelles familles. Pendant cette phase, elle décapitalise, c'est-à-dire que ses avoirs sont redistribués, idéalement par transmission générationnelle (Quesnel et Vimard, 1987).

La phase de capitalisation est cependant faible en Afrique subsaharienne (Capillon, 1993). Des difficultés telles que le faible accès à l'équipement limitent la phase de croissance des ménages. A Ambalavao, les familles ont déclaré pendant les entretiens que les conditions de vie actuelles sont telles qu'elles ne peuvent plus s'attendre à « capitaliser », « *manangona, mihary* », mais s'efforcent seulement de satisfaire leurs besoins primaires<sup>17</sup>.

L'évolution du ménage et des motivations des membres de la famille explique les décisions prises et influencent ainsi la trajectoire de l'exploitation. Les choix faits dans le temps et la trajectoire même de la famille sont alors déterminants pour la situation actuelle des exploitations familiales. Ainsi, parce que les conditions de vie sont plus contraignantes, certaines familles moyennes décident d'avoir moins d'enfants pour pouvoir mieux capitaliser. « *La vie est dure*

---

<sup>17</sup>Sources : nos entretiens

*de nos jours ; avoir autant d'enfants que nos aînés n'est plus du tout possible »*<sup>18</sup> affirme un père de famille pépiniériste et riziculteur. Dans le même sens, le fonctionnement de l'exploitation agricole dépend de la nature des liens qui relient les membres de la famille mais aussi des événements qui interviennent dans la famille durant chaque phase. A l'échelle de la famille, un nombre moins élevé d'enfants ou encore le décès d'un membre actif peut modifier l'organisation de la production familiale. Au niveau de la commune, la hausse du taux de scolarisation des enfants et des jeunes a profondément modifié l'organisation de l'exploitation agricole. Le recours aux aides agricoles devient la règle dans la production alors qu'auparavant, la main-d'œuvre des enfants suffisait à faire tourner les pépinières forestières et horticoles.

Pavageau (1981) relève que la manière dont les jeunes perçoivent leur environnement influence le cycle de vie d'une famille mais aussi les trajectoires familiales dans le milieu rural. D'après lui, l'éducation des jeunes est conduite pour qu'ils aient une connaissance précise de l'organisation de leur société. En Afrique par exemple, les jeunes comprennent depuis leur enfance la différenciation des groupes de résidence ou encore le système hiérarchique fondé sur la hiérarchie. Leurs comportements et aspirations sont alors en général conformes à cet ordre établi et les jeunes décident rarement de modifier la trajectoire de leur famille. Durant nos entretiens, les aînés ont pourtant constaté que les jeunes perçoivent différemment leur société. L'organisation autour de valeurs telles que le respect des ancêtres est délaissée au profit de considérations plus mercantiles. D'après eux, les jeunes valorisent plus les individus qui se sont enrichis et cherchent à les imiter. Les jeunes familles récemment installées que nous avons interviewées ont alors déclaré que leur motivation à participer aux *famadihana* est assez faible dans la mesure où cela freine beaucoup leur élan dans la constitution d'un patrimoine familial. En

---

<sup>18</sup>Idem. Il s'agit surtout des familles ayant une condition de vie « moyenne », exerçant des activités économiques en plus de la riziculture. « *Efa mafy ny fiainana amin'izao, tsy vita intsony raha hatao mitovy amin'ny isan-jaza taloha ny amin'izao* »

conséquence, de nouvelles échelles de valeurs sont reconnues dans la société, notamment celles basées sur l'avoir et la capitalisation.

Par ailleurs, les différences dans les trajectoires familiales et dans la capacité des familles voisines à capitaliser génèrent un sentiment de « jalousie généralisée ». Les jeunes et les nouvelles familles sont les plus sensibles à ce phénomène. Un chef *fokontany* a ainsi mentionné que «... *les vols sur pieds et diverses formes de destructions de bien d'autrui sont de plus en plus rencontrées dans le fokontany* »<sup>19</sup>. D'après lui, ce sont surtout les jeunes, animés par de la jalousie, qui détruisent les plantes sur pieds ou volent les pailles de riz laissées sur les rizières après la récolte.

### **C. Scolarisation des enfants : nouveaux rapports familiaux et nouvelles fonctions dans la reproduction sociale**

D'après une étude des Nations Unies, l'Afrique compte en 2013 plus de 230 millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans, dont 60% vivent en milieu rural. Par ailleurs, le taux de scolarisation des jeunes a connu une nette augmentation suite aux interventions massives, publiques et privées, dans le domaine de l'éducation. Les jeunes du milieu rural sont ainsi de plus en plus instruits et ouverts. Les activités des jeunes se diversifient et les relations intergénérationnelles se transforment (Bryceson, 2002). A l'échelle de la famille, nos enquêtes ont montré que les enfants se désengagent de plus en plus de la production familiale. La scolarisation a modifié les conditions du passage du statut d'âge d'adolescence au statut d'âge adulte (Galland, 2009). Si auparavant, un enfant était considéré comme adulte quand il arrivait à bien s'occuper d'une partie de la pépinière de ses parents, les parents d'Ambalavao s'accordent à dire

---

<sup>19</sup> « Mia-mahazo vahana ny alabotry sy ireo olona mpisompatra eto amin'ny fokontany ».

que puisque leurs enfants passent beaucoup de temps sur les bancs de l'école, ils s'autonomisent plus tard. Certaines mères de famille déplorent que l'apprentissage du repiquage du riz par les jeunes filles devient de plus difficile car elles aussi passent plus de temps en dehors de l'exploitation familiale. En contrepartie, les parents et la famille en général s'attendent à une aide plus conséquente au temps de leur vieillesse. Cette attente est plus forte comme on le verra plus tard si le jeune a émigré dans une autre zone. Ces jeunes scolarisés sont considérés comme des acteurs importants dans la structuration sociale (Losh *et al.*, 2013).

En général, un enfant scolarisé, à plus forte raison si cette scolarisation est poussée, est orienté sur une trajectoire autre que celle des parents (Quesnel et Vimard, 1987). Le contexte d'Ambalavao illustre bien cette relation particulière entre la scolarisation des enfants et la gestion de l'économie familiale des ménages mais aussi dans l'organisation en général de la société. Si la quasi-totalité des enfants en bas âge bénéficie d'une éducation de base, par l'intermédiaire de la hausse du taux de scolarisation dans les villages de pépiniéristes, une stagnation de l'enseignement secondaire est toutefois constatée. D'une part, les jeunes de ces communautés finissent difficilement le collège. L'obtention du BEPC, le brevet sanctionnant le niveau secondaire, est considérée comme une étape importante dans la vie d'une jeune personne. D'un autre côté, l'inexistence d'un lycée public freine la poursuite des études malgré la récente ouverture d'établissements payants dans le chef-lieu de la commune.

Le manque de moyens financiers n'est cependant pas la raison d'une telle stagnation de l'éducation. En effet, la majorité des parents peuvent facilement assurer les charges relatives aux études de leurs enfants. Celle-ci provient plutôt d'un manque de motivation des jeunes dans le domaine de l'étude. Pour les communautés locales, les études sont faites en vue d'augmenter leur chance de réussir dans la vie. Or, la réussite pour ces jeunes correspond à l'image que leurs parents projettent, soit un revenu très élevé obtenu à partir de la

commercialisation de plants forestiers et horticoles. Ils estiment alors que seule la maîtrise du savoir technique et l'acquisition d'expérience par la pratique leur permettraient d'assurer leur avenir. Les études ne sont donc pas perçues comme un investissement profitable par les jeunes de cette localité (Becker, 1991). Elles sont plutôt considérées comme des compléments qui leur procureraient des avantages tels que la compréhension de langues étrangères, utile lors des négociations. Par conséquent, la poursuite des études au-delà d'un certain niveau devient une perte de temps car crée un manque à gagner dans le futur parcours de pépiniériste de ces jeunes.

De leur côté, le rôle des études selon les parents est surtout de maintenir leurs enfants dans leur foyer, c'est-à-dire les empêcher de se marier tant qu'ils sont encore trop jeunes. C'est seulement après que le jeune décide par lui-même d'abandonner les études pour travailler à plein temps que les parents les autorisent à se marier afin qu'ils ne soient pas « trop oisifs ». Aux yeux des parents, l'enseignement au-delà du secondaire n'apporte pas de différence significative dans la vie de leurs enfants. Très peu d'entre eux s'alignent par conséquent sur la position de Becker (1991) qui affirme que « l'augmentation de la profitabilité de l'éducation élève le désir de fournir à ses enfants une éducation coûteuse ». Parmi les chefs de famille interviewés, seuls deux parents semblaient convaincus qu'encourager ses enfants dans des études plus poussées, et par conséquent plus coûteuses, leur assurerait un futur meilleur. L'attitude des parents envers leurs enfants changent et s'orientent plus vers la satisfaction de besoins de loisirs<sup>20</sup>.

L'abandon scolaire au niveau du collège est donc considéré comme une « pratique cohérente » par les parents puisqu'il est dirigé, d'une manière plus ou moins souple, par un ensemble de perceptions et d'actions que le jeune hérite de

---

<sup>20</sup> Par exemple, posséder un scooter pour un jeune homme ne relevait plus du fruit de son travail personnel mais était un cadeau de parents, qui veulent « impressionner » leur entourage.

sa famille et de son entourage<sup>21</sup>. En fait, cette pratique contribue aussi à situer la personne dans son espace social (Bourdieu et Passeron, 1987).

Outre la question de la motivation, l'écart entre le niveau d'instruction des parents et celui des enfants peut aussi expliquer le recul de l'enseignement. A fortiori, dépassé un certain niveau d'instruction, les parents ne sont plus motivés et n'encouragent plus leurs enfants aux études. En effet, un certain sentiment de complexe d'infériorité chez les parents peut être identifié. La conception selon laquelle un niveau d'instruction exceptionnel amènerait les enfants à s'éloigner d'eux et de leur environnement, se retrouve à Ambalavao. D'une manière générale, le niveau d'instruction des adultes dans les villages étudiés avoisine l'enseignement primaire. D'après Gabathuler *et al.* (2014), près de 66% des pépiniéristes d'Ambalavao ont bénéficié de l'éducation primaire ; le pourcentage est de 56% pour le reste de la population de la commune. Ainsi, dès que le jeune dépasse les aptitudes de ses parents, ces derniers estiment que leur mission est terminée. L'exemple d'une jeune fille ayant obtenu son diplôme de baccalauréat et désirant poursuivre les études illustre bien cette situation<sup>22</sup>. La position sociale et la situation financière de ses parents permettaient à ces derniers de prendre en charge les frais liés à l'université. Pourtant ces derniers ont désapprouvé en argumentant avec les nombreuses difficultés que l'université apporterait dans leur vie : déménagement à la ville, distance par rapport aux parents par exemple. Au final, la jeune fille est « retournée aux champs »<sup>23</sup> et pris sa place parmi les pépiniéristes du village. Soit à noter que pour les deux *fokontany* d'Ambohibary et de Manankasina, une seule personne a fréquenté l'université. Après deux ans

---

<sup>21</sup> Concept d' « habitus » développé par Bourdieu.

<sup>22</sup> Cette anecdote a été racontée par une mère de famille interviewée, pépiniériste ayant une exploitation de taille moyenne.

<sup>23</sup> Expression utilisée par la personne interviewée qui a raconté l'anecdote, signifiant « retour aux travaux de champs ».

d'études supérieures, cette personne travaille comme enseignant dans les différents collèges et lycées dans le chef-lieu de la commune. D'après les données obtenues auprès de la commune, 5% de la population totale détient le diplôme du Baccalauréat (Commune Rurale Ambalavao, 2010).

En conclusion, on constate que le rapport de la population d'Ambalavao avec la scolarisation des enfants est quelque peu mitigé. D'un côté, les parents considèrent qu'envoyer leurs enfants à l'école améliorerait leur futur. Ce qui explique pourquoi tous les enfants en bas âge des *fokontany* Manakasina, Ambohibary et Antamboho sont scolarisés. De nouveaux rapports se mettent par conséquent en place dans l'organisation des familles et de la production en général.

Mais d'un autre côté, la scolarisation est limitée, que ce soit par les parents ou par l'initiative même des jeunes, pour pouvoir garder et perpétuer l'organisation de la production familiale. Le nombre de jeunes fréquentant le collège et le lycée est moins important que l'école primaire. Si 85% de la population a pu terminer l'éducation primaire, seules 47% continuent au Collège (Commune Rurale Ambalavao, 2010).

L'amélioration du niveau de vie des ménages d'Ambalavao, et donc l'augmentation du niveau de leur revenu n'entraînent pas automatiquement la poursuite des études pour les enfants. Cette situation est surtout observée dans les pays en voie de développement. Cependant, le Chef *Fokontany* ainsi qu'une poignée de parents déplorent un manque d'orientation et d'information à l'endroit de la population jeune, qui permettrait pourtant de leur offrir des perspectives.

## **Conclusion de chapitre**

L'agriculture familiale telle qu'elle est pratiquée actuellement en Afrique Subsaharienne correspond aux aspects décrits dans le modèle de la « *Sustainable Rural Livelihoods* », que l'on a utilisé pour l'analyse des exploitations familiales agricoles d'Ambalavao.

À Madagascar, plusieurs éléments sont considérés comme fondamentaux dans l'agriculture familiale. L'aménagement de l'espace typique aux Hautes Terres malgaches témoigne de la relation qui existe entre les hommes et la terre. L'utilisation de la force de travail est aussi caractéristique des exploitations familiales agricoles malgaches. Qu'il s'agisse de la force de travail disponible au sein de la famille ou de la main-d'œuvre à capter dans la communauté environnante, la maîtrise de la force de travail est déterminante dans l'organisation sociale du monde rural.

La composition et la structure des ménages ruraux à Ambalavao permettent d'entamer l'analyse des ressources de l'exploitation, notamment en matière de main-d'œuvre.

## **CHAPITRE 2**

### **Economie familiale et pluriactivité rurale**

## 2. Economie familiale et pluriactivité rurale

L'histoire du monde rural laisse apparaître que la pluriactivité a toujours été la règle dans l'économie familiale (Mayaud, 1999). Cette situation n'est pas pour autant universelle puisque les familles exerçant une seule activité économique existent, notamment dans les Hautes Terres malgaches, même si elles sont rares. Ce chapitre traitera des éléments constitutifs du système de production, mais aussi de la manière dont cette pluriactivité se manifeste dans l'économie familiale.

La première section montrera les aspects de la pluriactivité en question en Afrique subsaharienne et à Madagascar. Il y sera question de l'organisation de l'économie familiale à Ambalavao.

La seconde détaillera la production en elle-même dans la zone d'étude, notamment les activités génératrices de revenu pratiquées par les familles, les itinéraires techniques ou encore les intrants utilisés. Nous verrons alors qu'à Ambalavao comme dans toutes les Hautes Terres Centrales de Madagascar, la terre, notamment les bas-fonds, constitue un capital très important de développement et d'intensification.

L'incidence de chaque activité dans la formation du revenu du ménage sera étudiée dans la troisième section. Les aspects marchands de l'économie domestique rurale seront mis en évidence, d'autant plus que la majorité des familles exercent des activités structurées en filières.

La dernière section traitera des comportements des ménages face à l'organisation de la production. Il s'agit en l'occurrence d'identifier le processus de décision qui s'opère au sein d'un ménage pour les questions de circuit commercial, de réseau marchand ou encore d'autoconsommation des produits.

## **2.1. Pluriactivité rurale en Afrique sub saharienne**

La pluriactivité est à la fois une stratégie de survie et de lutte contre la pauvreté pour les ménages ruraux malgaches. A Ambalavao comme dans tout Madagascar, l'économie rurale est essentiellement basée sur la riziculture et diverses activités d'appoint. La première a laissé son empreinte dans les Hautes Terres malgaches. Les orientations politiques et stratégiques des dirigeants ont aussi une influence sur les activités d'appoint.

### **2.1.1. La pluriactivité en question : en Afrique Subsaharienne et à Madagascar**

La pluriactivité est en Afrique, avant d'être une pratique quotidienne, un moyen de lutte contre le risque. Rares sont les familles à pratiquer une activité économique unique (Bourdieu et Passeron, 1987). Elle a en effet pour objectif d'accroître le niveau de revenu disponible pour les petits agriculteurs (Alderman and Praxon, 1994). La pluriactivité des ménages s'observe, dans la pratique, dans la motivation des familles à introduire de nouvelles cultures ou à augmenter la surface agricole exploitée. Ces nouvelles spéculations sont souvent choisies en fonction du marché et font l'objet de véritables contrats. Par conséquent, elles ont tendance à se transformer en monoculture. Cependant, si elle est faite à l'échelle du pays ou même du continent, la spécialisation de l'agriculture, familiale ou contractuelle, en cultures de rente met en danger la sécurité alimentaire des populations (Courade, 1994).

Pour certains auteurs, la pluriactivité rurale est à différencier de la diversification. Delame (2001) définit en effet la pluriactivité comme « l'exercice simultané d'une activité sur l'exploitation agricole et d'une activité non agricole » (2001). Un point de vue que Dufour (2006) confirme que, pour parler de

pluriactivité, l'autre activité ne doit avoir aucun lien avec son activité agricole. Comme on l'a vu précédemment, l'agriculture familiale africaine est déjà par définition diversifiée (Mbetid-Bassane et Gafsi, 2002). D'un autre côté, la diversification des cultures peut être considérée comme un élément de pluriactivité. Cette pratique constitue en effet un réel investissement pour ces familles rurales et leur procure une source de revenu conséquente. Dans cette étude, nous rejoignons donc Ntsama et considérons la pluriactivité au même titre que la diversification. Ces deux notions étant « complémentaires » d'après elle (Ntsama, 2009 :6).

A Ambalavao comme en Afrique en général, certaines familles choisissent d'exercer une activité agricole exclusive, diversifiée ou non. Elles expliquent ce choix de ne pas s'engager dans d'autres exploitations par plusieurs facteurs qui définissent en fait les contours de la pluriactivité rurale.

Le manque de liquidités pour démarrer de nouvelles activités figure parmi les premières raisons. L'accès au crédit a relativement été facilité dans le milieu rural malgache. Cependant, les ménages malgaches sont encore réticents, ce qui explique la faiblesse de leur pluriactivité. D'un autre côté, Ntsama a déduit dans ses études que l'accès à un appui financier ne conduit pas forcément à la diversification pour les paysans africains. En effet, les familles qui réussissent le mieux leur diversification ou qui investissent le plus sont celles qui ont utilisé leurs fonds propres, issus de leurs activités agricoles.

### **2.1.2. L'illusion de l'intensification**

Depuis les Trente Glorieuses, qui se sont notamment focalisées sur la réussite du processus de modernisation par l'industrialisation, les « dynamiques de spécialisation et d'intensification » ont été promues et même généralisées (Sourisseau *et al.*, 2012). Selon Boserup (1970), l'intensification est en fait la seule réponse possible face à la croissance de la population qui appelle une

disponibilité toujours croissante de nourriture. Selon elle, le développement d'un pays pourra se faire uniquement en investissant dans les infrastructures de production et les moyens de communication pour avancer dans le processus. Dans le domaine de l'agriculture, ceci correspond à l'augmentation de la quantité de facteurs de production utilisée sur une unité de production. Ce procédé touche en général le travail, c'est-à-dire augmenter la quantité de main-d'œuvre dans une exploitation agricole, mais aussi les intrants agricoles utilisés.

En fait, dans les années 1970, l'intensification a été présentée comme « idéale » par les politiques de développement qui se sont succédé en Afrique (Bourgeois et Meuriot, 2011). L'augmentation des rendements agricoles qui en découle permet effectivement d'augmenter de manière directe le revenu des ménages ruraux et ainsi lutter contre l'insuffisance alimentaire et la pauvreté. De plus, le procédé a été conçu de telle sorte que le défrichement des terres non encore exploitées s'arrête. L'augmentation des engrais devrait de même permettre de maintenir la fertilité du sol. L'intensification avait alors pour ambition de contribuer à la conservation des ressources naturelles de l'Afrique subsaharienne.

Les sociétés rurales africaines ont alors été exhortées à maîtriser la fertilité de la terre et à intégrer le marché et ainsi à effectuer des aménagements dans leur mode de production. Des fertilisants et produits phytosanitaires chimiques ont été introduits dans l'itinéraire technique des paysans pour soutenir le maintien de la fertilité du sol. Par ailleurs, l'intégration au marché pour écouler le surplus de production nécessite l'introduction de nouvelles variétés de produits, conformes aux besoins des consommateurs. Il s'agit par exemple de semences dites normalisées pour les produits maraîchers ou encore de variétés étrangères pour la production d'ananas et de fraises. Par ailleurs, la place des vulgarisateurs dans les chaînes de production en général s'est affermie. On remarque aussi le développement du marché d'intrants chimiques.

Cependant, ces dynamiques ne correspondent pas toujours à la réalité dans les pays du Sud. Des contraintes limitent la capacité des ménages ruraux à intensifier leurs activités (Fraval, 2000). Il peut s'agir de contraintes liées à l'organisation familiale elle-même mais aussi de contraintes externes. Au niveau de la famille, une agriculture intensive mobilise plus de liquidités, notamment pour se procurer le surplus d'intrants. D'un autre côté, l'intensification pousse les familles à délaisser les cultures associées, pourtant pratiques courantes dans le milieu rural africain et malgache. La monoculture est effectivement plus facilement gérable pour ces familles dans ce contexte.

Des contraintes externes limitent aussi l'adoption de l'intensification par les producteurs. A Ambalavao comme dans les Hautes Terres malgaches, l'agriculture contractuelle, variante sinon corollaire de l'agriculture intensive, amène des adaptations dans l'organisation de la production. Plusieurs entreprises travaillent avec des paysans en sous-traitants pour obtenir des produits intermédiaires. Il s'agit principalement de Codal, ou encore de Lecofruit, présent à Ambalavao. Les nécessités techniques, telle que la normalisation ou le calibrage des produits, considèrent une grande partie de la production comme des « déchets » difficilement vendables. Une production intensive exige aussi que la main-d'œuvre maîtrise certaines habiletés techniques, ce qui peut générer des conflits entre le propriétaire de l'exploitation et les travailleurs ou aides agricoles qu'il emploie.

Peu de familles rurales peuvent ainsi répondre aux exigences de l'intensification dans leur exploitation agricole. Mais pour celles qui ont pu s'engager dans ce procédé, l'expérience montre des conséquences néfastes. D'un point de vue agronomique, la durabilité de l'agriculture est remise en cause dans la mesure où les sols les plus riches sont exploités de manière excessive. L'utilisation des intrants chimiques a eu un effet contraire à ceux annoncés. Les exigences techniques, entre autres l'utilisation d'une quantité donnée d'engrais organiques pour tout recours aux intrants chimiques, n'ont pas toujours été respectées. D'un autre côté, l'économie familiale est devenue fortement dépendante du marché. Les opérations économiques relatives à l'agriculture intensive deviennent des

prises de risques pour l'économie domestique : fluctuation des marchés, recours au crédit etc.

### **2.1.3. Les aspects de l'économie familiale rurale**

En 2011, les enquêtes de Savaivo ont montré que les ménages d'Ambalavao exploitent en moyenne moins de 30 ares de rizières et autant de *tanety* pour les cultures sèches (Savaivo, 2011).

Dans cette partie, nous analyserons les modes de subsistance des familles rurales d'Ambalavao c'est-à-dire la manière dont ces familles se procurent leurs moyens d'existence.

Dans les Hautes Terres malgaches, l'économie domestique des ménages ruraux est essentiellement basée sur la riziculture. La majorité d'entre eux, près de 51% des personnes interrogées, ont cependant des activités génératrices de revenu qui complètent ou compensent les besoins de liquidité. Ces activités peuvent être de l'élevage ou des cultures de contre-saison.

#### **A.La riziculture : une empreinte des Hautes Terres malgaches**

Le Bourdieu (1974) présume, à partir d'éléments archéologiques et des études sur le peuplement de Madagascar, que la riziculture a été introduite à Madagascar avec les premiers immigrants, notamment dans le courant du X<sup>ème</sup> siècle. En effet, d'après les études effectuées, il est peu probable que le riz ait été découvert puis déjà activement planté durant cette période de déploiement de peuplement.

La riziculture occupe depuis le règne du roi *Andrianampoinimerina* une place

centrale dans l'inconscient du Malgache, « *dans le ventre, le cœur et l'esprit du Merina* » comme l'affirme Ramiarantsoa (1998 : 32). La valeur de cette culture ne réside pas tellement dans sa nature de céréale, mais surtout dans le mode de culture et les croyances qui se sont développés autour d'elle. Cela explique notamment l'échec de l'introduction d'autres variétés de céréales dans l'alimentation de la population dans la moitié des années 2000, quand le marché du riz a connu une crise. Ramasinjatovo (2007) affirme en fait que la riziculture, avec d'autres éléments tels que le tombeau ou l'orientation des habitations, font partie des marqueurs caractéristiques de l'espace rural des Hautes Terres malgaches. Elle cite Rakoto Ramiarantsoa (1998 : 652) ainsi : « *Le cachet rizicole de la mérinité du paysage s'accorde avec la place d'Oryza sativa<sup>24</sup> dans la vie quotidienne : le riz est le fondement par excellence d'un repas, les interdits liés à la riziculture marquent les comportements des gens des terroirs, la gestion des rizières traduit les rapports sociaux et les relations de production dans les campagnes ...* ». Par ailleurs, tout une rangée de pratiques culturelles s'est organisée autour du riz. Servant de cadeau pour les personnes à honorer, par les prémices de récoltes<sup>25</sup>, ou encore d'impôt à l'Etat<sup>26</sup> (Rakotonaivo, 2003), les familles se devaient de produire une quantité suffisante de riz pour pouvoir s'acquitter de ses obligations sociales<sup>27</sup>. Aujourd'hui encore, les familles des districts ruraux dans la religion catholique devaient payer leur « dîme » à l'Eglise en nature, principalement en riz. Dans les écoles publiques d'Ambalavao, les parents d'élèves rémunéraient les enseignants *FRAM*, en riz<sup>28</sup>, la quantité augmentant avec le niveau de la classe des enfants. Des interdits relatifs au riz régulent aussi la société entière. A titre d'exemple, il est *fady* à Ambalavao de s'abriter sous les parapluies à proximité des rizières, à plus forte raison quand la

---

<sup>24</sup>Variété de riz la plus cultivée dans les hautes terres malgaches (ndl)

<sup>25</sup>*Santa-bary*

<sup>26</sup>Au temps d'Andrianampoinimerina, chaque ménage devait payer trois *vata* de riz à son souverain (soit environ 3 fois 14kg).

<sup>27</sup>*Adidy*.

<sup>28</sup>En riz principalement mais occasionnellement aussi en poules.

période de récolte, le *fararano*, approche.

Plusieurs auteurs se sont intéressés aux raisons de l'attachement des Malgaches à la riziculture. Rakotomalala et consorts (2001) affirment que les Malgaches pratiquent cette culture parce que leurs ancêtres ont fait de même.

### **1. Politique rizicole et situation du secteur**

Le riz étant un produit stratégique pour le pays, l'organisation de la filière riz à Madagascar figure parmi les prérogatives de l'Etat. La production ainsi que la disponibilité du riz sur le marché est régulièrement observée. D'un autre côté, les services statistiques malgaches présentent des lacunes certaines dans la collecte systématique des données de cette filière (Wong, 1962). C'est dans ce sens qu'un observatoire particulier du riz, l'OdR a été mis en place par une initiative publique – privée en 2004.

Depuis l'indépendance jusque dans les années 70 : la production de paddy a augmenté de 3,5% par an, un taux inférieur à l'accroissement démographique. Pendant cette période, chaque Malgache pouvait disposer de 160kg de riz par an. Les familles productrices de riz consommaient alors les trois quart de leur production en 1962. Ce qui ne laisse que 34% de la production rizicole pour la vente (François, 1963).

Mais cela a stagné à partir de cette période, notamment à cause du désengagement brutal de l'Etat. La production augmentait peine de 1% par an alors que la population malgache a augmenté à raison de 2,8 % par an, jusqu'à 2,5% par an dans le milieu rural (INSTAT, 2013). La disponibilité du riz dans le pays était aussi en baisse : seulement 120 kg par an par personne.

Durant la Deuxième République, les sociétés publiques – la SOMALAC<sup>29</sup> notamment - étaient mandatées par l'Etat pour la collecte et la distribution de riz. Même si la production n'était pas à son niveau optimal, l'Etat est revenu à partir de 1983, pour libéraliser le prix du riz. D'après les enquêtes auprès des ménages de 1993/94, la production à Antsirabe était de 0,6 tonne par hectare en riziculture pluviale. D'ailleurs, le pouvoir d'achat de la population a connu une hausse notable. D'après Rakotovao (2001), un paysan qui vendait un kilo de paddy en 1993 pouvait s'acheter en retour « près de deux fois plus de biens de consommation et un volume de riz sur le marché d'environ 30% plus élevé », comparé à dix ans auparavant. Mais cette hausse n'a pas duré dans la mesure où le prix recommence à baisser à partir de 1996.

Actuellement, le riz reste la première activité économique du pays en termes de volume mais représente aussi 48% de la consommation calorique globale des Malgaches (FAO, 2008 : 31). Les statistiques au niveau national de 2012 affichent un rendement moyen de 2,5 tonnes à l'hectare, sans distinction de technique rizicole (FAOSTAT, 2014). Les collecteurs assurent à plus de 40% la disponibilité du riz sur le marché. Les producteurs qui vendent directement leur récolte ne procurent que 20% du riz sur le marché. Cela explique en grande partie les variations de prix à Madagascar, qui sont plus dues à la spéculation des collecteurs qu'aux facteurs habituellement évoqués tels que l'enclavement des zones productrices.

Une baisse de la consommation de riz a été constatée, notamment depuis les années 1980. En 1962 en effet, chaque Malgache consommait en moyenne 142,5 kg de riz par an alors qu'en 1993, la consommation annuelle de riz par personne était de 107 kg. Il n'y a pas eu augmentation de la consommation d'aliments de substitution qui a accompagné cette baisse, ce qui aurait pu être expliqué par l'adoption d'un régime alimentaire plus diététique (INSTAT, 1999).

---

<sup>29</sup> Société Malgache d'Aménagement du Lac Alaotra

Par contre, l'on sait que les différentes crises politiques qui se sont passées dans le pays à partir du début des années 1980 ont fondamentalement entamé l'opinion publique concernant la sécurité alimentaire.

Si les Malgaches sont considérés comme parmi les plus grands consommateurs de riz dans le monde, ils accordent une valeur hautement symbolique à cette plante. Tout un système de représentation et de pratiques s'est d'ailleurs construit autour du riz et de la riziculture.

### ***a. Le système de culture rizicole à Madagascar***

La riziculture à Madagascar se présente sous deux formes. La riziculture itinérante sur brulis de forêt, appelé communément le *tavy*. En plus d'être une pratique culturelle dans certaines zones de Madagascar, le *tavy* constitue une réponse des familles pour faire face à plusieurs contraintes : entre autres le faible accès aux intrants agricoles. La deuxième forme, la plus répandue, est la riziculture permanente sur une parcelle donnée. Dans ce cas, la riziculture de bas-fonds, qui représente près de 80% des zones rizicoles malgaches, se distingue par rapport à la riziculture pluviale (Minten *et al.* 2006).

A Ambalavao, elle est principalement de type bas-fond inondé. La plaine rizicole est subdivisée en casiers entourés de diguettes, les *tatatra*. En dehors de la fonction de délimitation des parcelles exploitées par les familles, ces diguettes servent à retenir et à drainer l'eau dans les casiers (Dupriez et De Leener, 1990). La riziculture utilise surtout la main-d'œuvre familiale même si dans certaines zones, comme dans les *fokontany* de Manankasina et Ambohibary, le recours à une main-d'œuvre extrafamiliale est de plus en plus marqué. Concernant les itinéraires techniques, on verra dans le dernier chapitre que les pratiques des familles dans la riziculture ont petit à petit changé au fil du temps.

Mais quelque soit les types de riziculture pratiquée par les familles, les conditions

climatiques sont les principaux déterminants de la récolte (Pesneaud, 1997). La chaleur et l'ensoleillement dans une région rend possible ou non la pratique d'une culture bisannuelle dans une zone. La venue de la pluie est une réelle condition pour la pratique de la riziculture pluviale. Mais le choix des semences et de leurs variétés est aussi très important dans la mesure où tous les types de semences ne conviennent pas aux différentes zones des Hautes Terres malgaches.

## **B. La diversité des activités d'appoint**

Outre la riziculture, les ménages d'Ambalavao pratiquent diverses activités qui leur procurent des ressources complémentaires. Il s'agit notamment de culture sur *tanety*, pratiquées ou non en contre saison.

La culture du manioc figure parmi les premières en ligne. Lemaraina (1993) affirme que 90% de la population à Ambalavao cultive le manioc sur près de 4,7ha de superficie de la commune. Nos enquêtes confirment que c'est toujours le cas, la quasi-totalité de nos ménages ont au moins un champ de manioc. Cependant, nous avons remarqué que les ménages ne consomment plus autant de manioc. Ils utilisent plus cette récolte pour l'alimentation de leur bête, surtout les cochons. La culture de maïs, de tubercules telles que la patate douce, est aussi beaucoup pratiquée par les ménages d'Ambalavao.

La production des cultures sur *tanety* atteignent leur maximum pendant les périodes de pluie. En saison sèche par contre, les familles s'adonnent aux cultures de contre saison. D'après nos observations, la majorité des rizières des trois *fokontany* sont occupées par une culture en contre saison. La culture de petit-pois est la plus répandue dès que les rizières sont libérées des récoltes, mais les tomates et les haricots sont aussi présents. Ils étaient près de 30% des ménages à Ambalavao à cultiver cette spéculacion en contre saison selon une étude de la Banque Mondiale (1995). Par ailleurs, les entretiens ont aussi montré que plusieurs ménages ont pratiqué l'agriculture contractuelle depuis les années 1980. C'est ainsi que la tomate, le haricot vert, les haricots ou encore le cornichon sont devenus des cultures de contre saison ou même des cultures

permanentes sur *tanety* dans la région.

L'élevage est ainsi une composante très importante de l'économie familiale en milieu rural. Il contribue à près de 40% de la production agricole au niveau mondial. A Madagascar, cette activité représente 16% du PIB national (FAO, 2008). La demande en viande a d'ailleurs beaucoup augmenté à cause de la pression démographique mais aussi à cause d'une hausse de la consommation de viande par habitant au niveau mondial.

Si différentes formes du petit élevage sont courantes dans les Hautes Terres malgaches, l'élevage bovin reste la première spéculation animale avant d'autres catégories de petit élevage telles que porcins, ovins et caprins, aviculture, apiculture, sériciculture<sup>30</sup>. Les familles pratiquent l'élevage d'abord pour leur propre consommation mais aussi pour la vente locale.

De nombreuses études ont montré que Madagascar a un grand potentiel de développement concernant l'élevage, notamment l'élevage bovin. En effet, les maladies ou encore la surexploitation n'avait pas d'impacts notables sur le cheptel bovin à Madagascar. En effet, la situation géographique du pays lui a épargné de nombreuses maladies ; de même, le taux d'exploitation du cheptel était encore faible. Cependant, la réalité ne fait état que de très faibles évolution du secteur, autant en termes de volume de cheptel qu'en termes de types de spéculation. Selon les estimations officielles du ministère de l'élevage, le cheptel bovin à Madagascar n'a que très sensiblement augmenté, moins de 1% entre 2005 et 2010.

La situation est la même à Ambalavao. Les cheptels les plus courants sont : les zébus, les porcs, les palmipèdes, les poules locales ou encore les lapins. Respectivement 60% et 93% des ménages d'Ambalavao élèvent des zébus et des poules locales. Seuls 3% possèdent une vache laitière (Raharinirina, 2009).

---

<sup>30</sup>Exploitation des vers à soie sauvages.

## **2.2. Activités génératrices de revenu à Ambalavao**

A Ambalavao, l'économie locale est fortement caractérisée par une approche verticale. D'un point de vue historique, les activités en filière ont constitué une démarche d'innovation initiée par des intervenants pour la plupart privés. Dans cette deuxième section, nous nous efforcerons de donner les contours d'une analyse par filière avant de présenter les caractéristiques des exploitations familiales agricoles, selon les types d'activités économiques exercées par les familles à Ambalavao. Les ménages peuvent effectivement être catégorisés en fonction des activités secondaires qu'ils pratiquent.

Historiquement, la production de plants forestiers et horticoles avec la production et la commercialisation d'ananas sont les principales sources de liquidité pour les familles. Cependant, l'exploitation de carrière de granit attire de plus en plus de familles dans la mesure où cela constitue un grand investissement.

### **2.2.1. Système de production et approche verticale**

L'apparition des filières agricoles découle en Afrique subsaharienne des réformes agricoles liées aux mutations du monde rural : libéralisation de l'économie, globalisation des échanges commerciaux ou encore diminution des interventions étatiques. L'exportation de produits agricoles est en effet dans cette zone l'origine des recettes budgétaires de plusieurs Etats. D'un autre côté, les intervenants pour le développement dans le milieu rural africain s'accordent à dire que la lutte contre la pauvreté en milieu rural passe par l'amélioration du niveau de revenu des ménages. On parle plus récemment de « chaînes de

valeur », notamment avec le développement des grandes plantations comme les palmiers à huile, le coton, la canne à sucre.

### **A. Introduction des activités en filière : une démarche d'innovation**

La filière peut alors être définie comme « l'ensemble des relations interactives d'opérateurs techniques, économiques et financiers dans un environnement dynamique en vue de faire la promotion d'une spéculation ou d'un produit donné, dans le but de satisfaire un besoin, exprimé ou potentiel, d'un client final, appelé consommateur »<sup>31</sup>. Une filière agricole étant « centrée sur un produit agricole de base », analyser une filière revient à découper le système productif en question en identifiant les relations d'interdépendance entre les différents éléments (Fraval, 2000). Quatre éléments principaux sont identifiés comme constitutifs d'une filière. Tous les secteurs économiques, en l'occurrence agricole, industriel ou de services peuvent faire l'objet d'une exploitation par filière. Cependant, les produits agricoles et industriels sont les plus fréquents. Il peut s'agir alors du riz, du coton, ou encore des plants (Terpend, 1997). Par ailleurs, différents acteurs participent à la bonne marche de la filière, à différents niveaux. Ils se distinguent par les fonctions qu'ils occupent ainsi que par leur profil et spécialisation. L'environnement est aussi un élément fondamental dans la mesure où un ensemble structuré de partenaires au développement influence d'une manière ou d'une autre la filière. Le contexte spatial dans lequel se situe la filière est aussi déterminant, notamment les conditions physiques, sociales et culturelles du milieu. Le dernier élément correspond à l'ensemble des relations interactives qui existent entre toutes les parties prenantes qui interviennent dans la filière.

---

<sup>31</sup> Selon la publication du site web de l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural ANADER à la date du mardi 9 juin 2009 : Approche Filière. <http://www.anader.ci/>

## B. Approche verticale

La littérature scientifique a recensé plusieurs manières d'effectuer le découpage d'une filière. La filière peut être découpée en suivant l'itinéraire technique de la production : depuis les premières étapes de la production, par exemple l'acquisition des intrants, jusqu'à l'obtention d'un produit fini mis en vente sur un marché. D'un point de vue économique, il s'agit d'identifier les différentes catégories de consommateurs mais aussi la valeur ajoutée du produit par rapport aux différents acteurs qui prennent part à l'activité économique.

Mais pour analyser les filières qui sont pratiquées à Ambalavao, nous avons choisi l'approche méso-économique, qui consiste à « repérer, le long des diverses opérations, les acteurs, leurs logiques de comportement, leurs modes de coordination, et repérer ainsi les nœuds stratégiques de valorisation, de dégagement de marges » (Hugon, 1998). Cela permettra en effet de dégager les motivations des acteurs ainsi que l'implication des filières dans la stratégie de production des ménages ruraux d'Ambalavao.

Les praticiens ont identifié sept « anneaux fonctionnels » qui correspondent chacun à une catégorie d'acteurs spécifiques (ANADER, 2008).

La première étape rassemble deux de ces anneaux et correspond à la phase de recherche et développement durant laquelle interviennent successivement le créateur de l'espèce et l'améliorateur. Il s'agit par exemple des expériences en recherches scientifiques pour la création de nouvelles espèces, mais aussi des études ou expertises préconisant le développement d'un produit. Ces deux étapes ne sont pas réellement visibles à Ambalavao, quelque soit la filière étudiée.

La *production* est l'anneau le plus important et le plus connu dans la progression d'une filière. De même, le producteur est l'acteur le plus mis en

avant dans la succession d'actions. Si pour la filière des plants forestiers et horticoles, il s'agit de la multiplication des variétés et des plants, pour la filière des ananas, il s'agit de la production d'ananas proprement dite. Selon la spéculation concernée, la filière peut comporter une étape de *transformation* durant laquelle une catégorie d'acteur met en œuvre une technique ou une technologie pour passer d'une matière première à un produit fini. C'est le cas pour la filière ananas, où les paysans font une transformation artisanale de leur produit (Commune Rurale Ambalavao, 2010).

Les trois derniers éléments de la filière correspondent à l'acquisition finale du produit. Il s'agit de la *commercialisation* de celui-ci. Ensuite, le *marché* est un anneau en soi dans le cadre de l'analyse par filière dans la mesure où l'existence et les caractéristiques de celui-ci sont des variables importantes dans la vente. La *consommation* est la dernière étape de la progression du produit dans la filière. Elle correspond à la finalité des recherches et des transformations effectuées sur un produit. En général, le processus suivi tout au long de la filière a pour finalité de satisfaire les besoins de ce dernier acteur : le consommateur.

### **2.2.2. Les Pépinières Forestières et Horticoles**

En tant que mode de diversification des cultures et aspect de la pluriactivité rurale à Ambalavao, les pépinières sont une source sûre d'emploi pour la population. Cette activité, reliée de manière historique aux habitants de la zone, occupe une place centrale dans l'économie familiale.

#### **A. La production de plants forestiers et horticoles**

La quasi-totalité des habitants des *fokontany* d'Ambohibary, Manankasina et Ambohibarikely sont des paysans qui vivent des activités relatives aux

pépinières villageoises. Le Chef *fokontany* affirme que pour Ambohibary, 80% de la population sont pépiniéristes. Pour les deux autres quartiers, la proportion est moins importante, cependant la production et la commercialisation des plants nourrissent toujours la majorité des familles. Si une part importante des habitants exerce la profession de maçon, en parallèle ou non à l'état de pépiniériste, seule une infime partie de la population de ce *fokontany* gagne mensuellement un salaire fixe. Ces derniers se déplacent alors vers la ville et y travaillent comme employés de maison ou gardiens.

Si les pépiniéristes prédominent dans la qualification socioprofessionnelle de la population d'Ambalavao, les observations ont montré que leurs exploitations varient selon que les exploitants agissent dans le cadre de l'action collective. Nos précédentes études dans la région ont montré que la grande majorité des pépiniéristes d'Ambalavao exercent leurs activités individuellement.

D'une manière générale, les activités relatives à l'horticulture et à la foresterie contribuent à atténuer les effets du changement climatique. Elles permettent le maintien de l'équilibre agroécologique. En effet, les itinéraires techniques suivis par les pépiniéristes maintiennent, voire améliorent la fertilité du sol car les plants ont besoin d'un terreau riche en humus pour être viables. Les pépinières sont aussi une réserve non négligeable de biomasse, qui va contribuer à la purification de l'air. Les fleurs et les plantes d'ornementation, avec les plants forestiers, sont source d'alimentation pour les insectes. Les arbres fruitiers jouent un rôle de protection des bassins versants dans les zones où ils sont plantés. Et d'une manière générale, le bois est une source d'énergie pour la population.

D'un autre côté, la production et la commercialisation des plants horticoles et forestiers limitent fortement les conflits fonciers à l'échelle des familles. La tradition et la pratique facilitent la délimitation des zones de chacun.

Les caractéristiques physiques de la zone favorisent la pratique de cette activité. Dans les *fokontany* concernés, les sols fertiles car fortement alluvionnaires sont

extrêmement favorables à cette activité, notamment pour la fabrication du terreau (Moller, 1991). De même, on a vu dans la présentation de la région d'Ambalavao <sup>32</sup> que les conditions d'irrigation et de pluviométrie permettent la pratique de cette activité.

## **B. Place actuelle dans l'économie familiale**

Les activités relatives à la production et la commercialisation des plants forestiers sont toujours au cœur de l'économie familiale concernée. Les travaux en serre occupent largement le temps des membres de la famille. On peut aussi affirmer que l'organisation générale de la communauté dans ces *fokontany* tourne autour des pépinières.

Les plants sont « élevés » dans les pépinières pendant quelques mois pour qu'ils atteignent la taille propice. En effet, l'âge des plants à vendre suit des normes qui garantissent leur viabilité. Par exemple, le Silo National des Graines Forestiers SNGF et les autorités officielles préconisent une durée de deux ans en pépinières pour les variétés d'arbres fruitiers. Pour le *Ravintsara*, la norme est internationale car le produit final est souvent exporté<sup>33</sup>. Mais les producteurs ne suivent pas toujours ces normes, ils vendent leurs plants dès qu'ils jugent que ces derniers sont viables, soit trois ou quatre mois en pépinière. Les entretiens ont cependant montré que certaines commandes sont satisfaites dans les normes, surtout pour les grands exploitants.

La durée pendant laquelle les plants sont « élevés » en pépinière correspond à la période de soudure pour les habitants des *fokontany* Manakasina et Ambohibary. Contrairement à la majorité des régions rurales des

---

<sup>32</sup>Voir introduction.

<sup>33</sup> Notamment la norme AFNOR (Association Française des Normes) pour l'exportation des huiles essentielles vers la France.

Hautes Terres malgaches qui s'organisent en fonction du cycle rizicole, la soudure pour les pépiniéristes d'Ambalavao se situe entre les mois de Juillet et d'Octobre chaque année. C'est une situation paradoxale puisque cette période correspond à la saison des récoltes de riz, habituellement le moment où les paysans sont les moins vulnérables à la difficulté. Le prix du riz est au plus bas en cette période et il en est de même pour les autres denrées de première nécessité (Rakoto Ramiarantsoa, 1998). C'est à partir des mois d'Octobre et Novembre que le revenu des pépiniéristes d'Ambalavao augmente. Cette période correspond en effet à celle où les villages de pépiniéristes sont les plus actifs en vue de la période de reboisement à Madagascar.

En plus de l'organisation familiale, la vie de la communauté entière s'organise autour de la pépinière dans la mesure où l'entretien des plants requiert beaucoup d'attention : arrosage très régulier et désherbage systématique. La main-d'œuvre locale, spécialisée dans ces travaux, se consacre à ces travaux. Il n'est donc pas rare qu'une personne recherchant une aide agricole dans le *fokontany* pendant la période des travaux en serre ne trouve pas de réponse de la part des habitants du *fokontany*. De plus, la sécurité devient problématique. La commercialisation des plants drainant beaucoup de liquidités dans le village, des attaques à main armée commencent à faire leur apparition, en plus des vols sur pieds. La population prend alors des dispositions afin d'y faire face. Dans un village, les hommes veillent dans les pépinières durant la nuit et donnent l'alerte en cas de besoin.

D'un autre côté, les activités quotidiennes sont organisées en fonction des derniers jours ouvrables de la semaine. En effet, dès le Mercredi et le Jeudi, le pépiniériste prépare les marchandises qui vont être vendues dans les marchés locaux ou extérieurs. C'est le Vendredi que les ventes sont généralement les plus volumineuses. « *La journée du mercredi est très chargée pour nous, toute la famille travaille ensemble pour charger les soubiques de divers plants. Mais les adultes s'occupent plus à choisir les marchandises de qualité plus faciles à vendre.* » dit V. la pépiniériste.

Au début des projets, les essences utilisées étaient diversifiées : *Grevillea*, *Cedrella*, *Acacia* ... (Gabathuler *et al.* 2014). Actuellement, les variétés d'eucalyptus et de *pinus* sont les plus cultivées et commercialisées : *eucalyptus globulus*, *eucalyptus robusta*, *eucalyptus camaldulensis*, *pinus*. Cependant, d'autres types d'arbres d'ornementation sont de plus en plus demandées : *liquidambar*<sup>34</sup>, *Araucaria*, *flamboyant*<sup>35</sup>, *Terminalia Mantaly* ... Certains ménages à l'instar de Patrice, chef *fokontany* et ancien technicien des coopérations suisses à Ambohibary, se spécialisent dans la production de plants d'arbres fruitiers, entre autres avocatiers, pommiers, bibassiers, papayers, différentes variétés de pêches.

Cette activité apporte une importante valeur ajoutée dans l'économie familiale, notamment dans un contexte d'exiguïté des terres exploitées par les familles rurales. Nous avons vu plus haut que les familles d'Ambalavao disposent en moyenne moyen de 1ha (Ratsimanohatra, 2008). Les ménages doivent alors veiller à maximiser le profit obtenu sur une petite superficie cultivable.

### 2.2.3. Production et commercialisation d'ananas

L'*ananassa sativa*, plus communément appelé ananas, est cultivé en Imerina depuis la colonisation. Le potentiel de Madagascar en matière de production de fruits a été démontré depuis les premiers visiteurs de l'île. C'est ainsi que plusieurs variétés de fruits tropicaux, ces « plantes utiles aux pays chauds » ont été introduites dans la Grande Ile et cultivées dans le cadre de l'économie coloniale (François, 1927).

---

<sup>34</sup> Nom scientifique : *Liquidambar styraciflua*

<sup>35</sup> Nom scientifique : *Delonix regia*

La culture d'ananas fait partie des cultures sur *tanety* les plus importantes dans la commune rurale d'Ambalavao. Les statistiques parlent d'une culture qui s'étale sur près de 25% de la superficie de la commune (Commune Rurale d'Ambalavao, 2010) et d'une récolte annuelle d'environ 100 tonnes.

Depuis 1998, une ONG, le Mouvement d'Entraide pour les Enfants de Madagascar MEEM, a appuyé les parents d'élèves de l'Ecole Primaire Publique EPP du *fokontany* Antamboho. Afin d'améliorer les conditions de scolarisation des enfants et par conséquent la situation socioéconomique des familles, l'ONG a proposé une activité économique pour les familles. Ils étaient au début 56 familles à se spécialiser dans la culture et la vente d'ananas. Dès la première récolte, un point de vente dénommé « Mananasy », littéralement ananas, a été créé au bord de la route principale.

Au fil des années, les planteurs d'Ambalavao ont maîtrisé la technique pour obtenir des fruits d'ananas tout au long de l'année. Ils ont divisé leurs parcelles de plantation en fonction de la période attendue de récolte. La plantation est par exemple effectuée au mois de mai et juin pour les fruits à récolter en novembre et décembre.

Outre la vente d'ananas, les familles – regroupées pour la plupart en association ou en coopérative – procèdent à la transformation du produit en confiture et en fruits séchés.

## **2.2.4. Exploitation de carrière de granit à Ambalavao**

### **A. Origine de l'activité économique**

Depuis environ une dizaine d'années, le secteur minier s'est développé dans la commune d'Ambalavao avec la prise de conscience que les conditions physiques y sont favorables. Le paysage de la région est décrit comme un ensemble de « *substratums géologiques du socle ancien schistes cristallins (gneiss, migmatites) et roches de granitisation (granites migmatites et migmatites granitoïdes, granites d'Ambatomiranty et quartzite)* » (Randriamparany, 2008 :

20). Au début, les carrières étaient des sous-traitants de l'AGETIPA, une grande entreprise de concasseurs. Ensuite, plusieurs carrières de concasseurs privés ont vu le jour, ce qui a conduit l'administration communale à adapter son système de taxation aux petits et moyens exploitants.

Les familles ont choisi d'investir dans la carrière de granit à cause de la perspective d'étendre leurs activités économiques. Les exploitants peuvent être catégorisés en deux groupes. Il y a d'abord les familles disposant de capitaux financiers. Elles constituent les exploitants officiels enregistrés auprès de la commune et disposent de matériels quasi-professionnels. D'après nos entretiens, ce groupe domine la filière entière. Les grands exploitants maîtrisent en effet le transport des produits et l'accès au marché.

La deuxième catégorie regroupe par contre des immigrés et des paysans sans terre. Ces derniers constituent la majorité de la main-d'œuvre employée dans les carrières. Mais certains d'entre eux choisissent de se mettre à leur propre compte, à leur niveau d'investissement. Cependant, Ratsimanohatra (2008) émet un doute sur la rentabilité de ces petites exploitations. D'après lui les carrières d'envergure peuvent produire jusqu'à 200 moellons et 30 m<sup>3</sup> de gravillons par jour contre les 30 moellons et 2 m<sup>3</sup> de gravillons des petites exploitations.

Nous avons d'ailleurs remarqué que ces petites exploitations se font de plus en plus englober par les grandes. Elles sont en effet exclues petit à petit du marché à cause de leur faible visibilité sur le marché mais aussi à cause de la main d'œuvre rare, systématiquement attirée par les grands employeurs.

## **B. Les ménages qui pratiquent l'activité et notion d'investissement**

L'exploitation des carrières dans la région a une incidence sur la composition de la population dans la mesure où elles emploient des jeunes hommes originaires

de Fianarantsoa, Behenjy, Ambatolampy et des zones rurales d'Antananarivo (Randriamparany, 2008) et récemment d'Antsirabe<sup>36</sup>.

Cette activité nécessite de grands investissements de la part des ménages qui souhaitent le faire. Le propriétaire achète en effet un moellon à 0.029 euro, 100 ariary<sup>37</sup>, à son employé. Un homme en bonne santé peut produire jusqu'à 600 moellons par semaine. Cela revient à environ 600.000 ariary par semaine. Les travailleurs ne touchent cependant leur rémunération qu'au moment de retourner dans leur zone d'origine ou au moment d'envoyer de l'argent à leur famille. Leur fonctionnement, entre autres la nourriture durant la semaine, est à la charge de leurs employeurs. Ainsi, les travailleurs dans ces mines artisanales touchent aussi une « ration » en plus de leur salaire pour subvenir à des besoins courants comme la nourriture. Les familles reçoivent environ 5.88 euro, 20.000 ariary par semaine, s'il s'agit d'un travailleur seul, sa ration se chiffre en moyenne à 0.58 euro, soit 2.000 Ariary par jour.

De son côté, le propriétaire peut vendre la marchandise à 200 ariary, 0.058 euro, ou plus s'il s'agit de clients directs. Cependant, ces derniers sont très rares, le prix baisse jusqu'à 180 ariary, 0.052 euro, quand ce sont les intermédiaires qui prennent la marchandise. En fait, les clients directs, qui se trouvent le plus souvent dans la capitale, sont en contact direct avec les propriétaires de camions. Ces derniers viennent à leur tour acheter le produit dans les carrières d'Ambalavao. Les grands propriétaires de carrières, qui possèdent un ou plusieurs camions sont alors plus avantagés que les autres, les intermédiaires étant éliminés. Un employeur a au moins une équipe de deux personnes pour travailler pour lui. Si on se base sur la moyenne des 600 moellons produits par semaines par travailleur, une carrière moyenne peut rapporter jusqu'à 860.000 ariary, soit 252.94 euro. Outre le fonctionnement des travailleurs, la commune prélève aussi un droit d'exploitation de 50.000 ariary, 14.70 euro, pour chaque exploitant qui désire s'installer dans la commune.

---

36 Source : nos entretiens

37 1 euro équivaut à 3400 ariary (Aout 2016)

La main-d'œuvre dans les carrières se divise en deux. Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, les travailleurs titulaires de carrières, plus professionnels, proviennent d'Antsirabe. Cependant, nos entretiens ont montré qu'une partie de la main-d'œuvre moins qualifiée, soit ceux qui sont encore apprenti ou qui ne sont pas encore ancien dans le métier, sont originaires de la commune même, essentiellement dans les *fokontany* Amboniandrefana, Ambohitsilaizana, ou encore Lohamandry.

### **2.3. Structure du revenu**

En général, la pluriactivité des ménages ruraux se retrouve dans la structure de leur revenu dans la mesure où les liquidités dont ils disposent proviennent essentiellement des activités d'appoint. En fait, le budget de la famille et le budget de fonctionnement de l'exploitation agricole sont confondus.

Nous reviendrons dans cette partie sur les principales sources de revenus dans les familles pour comprendre comment elles gèrent leurs finances.

#### **2.3.1. Formation du revenu familial : les ressources**

De précédentes études ont montré que dans les pays du Sud, les sources de revenu sont tout aussi diversifiées que les activités économiques des ménages. Si l'on se réfère au cas de l'Inde (Walker *et al*, 1993) les catégories les plus pauvres avec les plus riches de la population avaient les revenus les plus diversifiés. La situation en Afrique est plus nuancée. Au Nigéria pendant les années 70 (Malton, 1979), les familles rurales avaient les mêmes caractéristiques qu'en Inde. Mais au Sénégal et au Burkina Faso (Reardon *et al*, 1993), les familles pauvres diversifiaient moins à l'opposé des ménages riches qui avaient la possibilité d'investir.

En tout cas, les revenus des ménages de l'Afrique Subsaharienne ont une origine à la fois interne et externe (Butault *et al.*, 2005). Leurs activités de production propres génèrent en effet un revenu, entre autres riziculture, maraichage ou élevage. Mais les membres du ménage s'extériorisent aussi. A Ambalavao, il s'agit surtout du salariat agricole ou encore d'emplois temporaires (maçonnerie, transport ou autres). Ces activités externes ont des effets sur les inégalités de revenu entre les ménages d'une même localité. D'un point de vue statique, cela donne aux ménages ayant une faible capacité de mobiliser les capitaux une opportunité de corriger leur revenu agricole.

La riziculture reste une source de revenu non négligeable pour les ménages ruraux des Hautes Terres (Ranaivomanana, 2013). Pour ceux qui exercent des activités secondaires, elle constitue un fond de sécurité. Mais pour les ménages les plus vulnérables, la gestion de la récolte en riz constitue l'essentiel de l'économie familiale. Ainsi, plusieurs familles d'Antamboho et de Manankasina vendent leur riz au moment de la récolte, pendant laquelle elles sont assurées d'avoir une somme d'argent conséquente, sûre et immédiate. D'autres préfèrent vendre quand le prix sera meilleur. En 2015, le prix du *kapoaka* de riz à la récolte, au mois de avril – mai, était de 250 ariary contre 400 ariary<sup>38</sup> au mois de septembre - octobre.

Le salariat agricole est aussi une source de revenu pour les familles d'Ambalavao. Pour les travaux rizicoles, il s'agit surtout du repiquage et de la récolte et battage du riz. Par ailleurs, les propriétaires de rizières reviennent de plus en plus au désherbage manuel en complément du sarclage à cause de la meilleure qualité des récoltes. Si dans les pépinières d'Ambohibary et de Manankasina, les travaux qui nécessitent des salariés sont essentiellement les rembourrages de pot en serre, à Antamboho, il s'agit de l'entretien des plantations d'ananas. Le travail est le plus fréquemment rémunéré à la journée pour une durée moyenne de 8 heures. Il s'agit du *sarakantsaha*. Mais quelle que

---

<sup>38</sup> Respectivement 0,07 euro et 0,11 euro.

soit la durée du travail, le salaire journalier s'élève à 2.000 Ariary à Ambalavao<sup>39</sup>, soit le niveau le plus élevé pour la région Analamanga<sup>40</sup> d'après une étude conjointe de L'INSTAT et du FOFIFA (2001). Dans certains cas toutefois, la rémunération diffère en fonction du sexe du travailleur. L'inégalité des tâches que l'on retrouve dans le travail fait par les hommes et les femmes explique cette disproportion de rémunération. Pour les travaux en rizière par exemple, les hommes qui préparent les parcelles touchent plus d'argent que les femmes qui font le repiquage pour une journée de travail. Si la moyenne nationale est de 10% au niveau de salaire, la différence est de 25% pour la localité d'Ambalavao<sup>41</sup> (Randrianarison, 2003).

D'après nos études de 2010, la vente de plants procure à un pépiniériste moyen un revenu de 20.000 Ariary par jour, soit environs 5,88 euros. La valeur marchande d'une pépinière commerciale peut se chiffrer à environ 2.000.000 Ariary (588 euros) pour une exploitation moyenne (Razanaparany, 2010)<sup>42</sup> et à 6.200.000 Ariary (1.824 euros) pour les grands exploitants (Gabathuler *et al.* 2014)<sup>43</sup> (Voir photo 2). La vente d'ananas rapporte un revenu sûr et continu dans l'année pour les familles d'Antamboho. D'après nos entretiens, les femmes qui vendent leur produit sur le bord de la route nationale gagnent en moyenne 3.000 Ariary la journée (0,88 euro), en plus du revenu issu de la vente de produits transformés, réservée à des périodes de foires agricoles. Comme on l'a vu précédemment, l'exploitation de la carrière de granit fournit un revenu plus conséquent autant pour les ménages propriétaires des carrières que pour les travailleurs.

---

<sup>39</sup> Pour la saison 2009. Environ 0,72 euro.

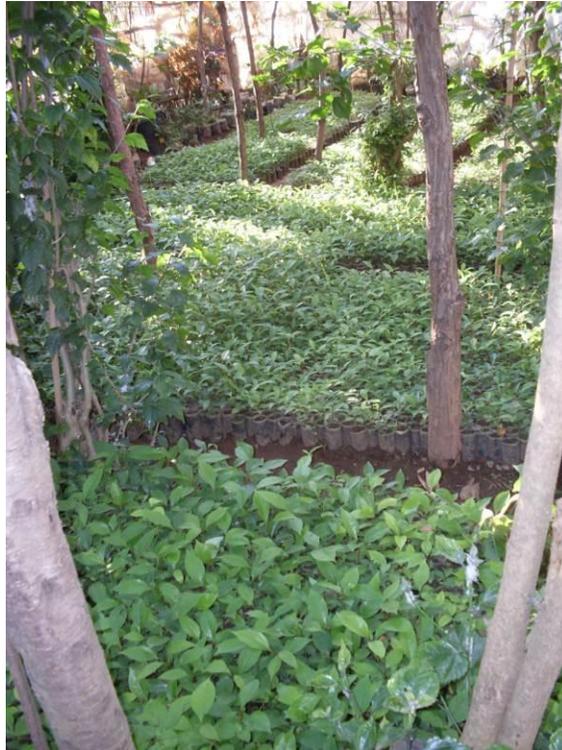
<sup>40</sup> Entre 1450 Ar et 2000 Ar.

<sup>41</sup> Les femmes gagnent 75% du salaire des hommes pour une journée, soit 1500 Ariary.

<sup>42</sup> Pour 3.000 plants de *Ravintsara*.

<sup>43</sup> Provenant d'une pépinière de 150.000 plants d'Eucalyptus et de 5.000 plants de pin.

Cette modalité de financement du budget de l'exploitation agricole pose le problème de la concentration des ressources familiales sur une courte période durant l'année. Cela demande aux familles une grande capacité à gérer leur économie domestique, notamment en termes d'épargne et de dépenses familiales.



**Photo 2 : Les plants de Ravintsara dans leur serre, en attendant leurs acquéreurs**

### **2.3.2. Satisfaction des besoins et dépenses familiales**

Pour connaître les principales rubriques de dépenses des ménages d'Ambalavao, nous avons croisé plusieurs questions durant nos entretiens. Les personnes interrogées ont immédiatement répondu que leurs principales dépenses concerne la ration quotidienne de riz, « *ny kapoaka isan'andro !* ». A Madagascar, le riz constitue un quart des dépenses effectuées au sein du

ménage et 37% de la consommation alimentaire. Cela explique la faible élasticité entre le revenu du ménage et la consommation en riz enregistrée par l'INSTAT (1999). Cet indicateur ne dépasse pas 0,6, quelque soit le type de ménage considéré, alors qu'il atteint 1,2 et 1,3 pour la consommation de viande et de poissons<sup>44</sup>. Mais dans la réalité, la majorité de ces mères de famille achètent aussi d'autres catégories de nourriture dans les petits épiceries locales : le *laoka*, accompagnement du riz (poissons séché, diverses légumes...), manioc, maïs.

Les produits de première nécessité sont aussi des dépenses conséquentes dans l'économie des familles rurales. Pétrole, sucre, sel sont autant de produits indispensables à la vie quotidienne, que les familles les plus pauvres achètent tous les jours. Celles qui disposent de plus de liquidités, notamment les pépiniéristes ou les opérateurs de carrières commencent à changer leur manière de se procurer ces biens. Soit elles achètent en gros chez les grossistes soit elles changent d'habitude. Concernant l'éclairage par exemple, la quasi-totalité des pépiniéristes de Manankasina se sont affranchis de l'utilisation de l'éclairage au pétrole. Ils investissent à la place en générateurs artisanaux d'énergie ou en plaques solaires. L'électricité est par ailleurs disponible dans le *fokontany* d'Antamboho. Cependant, une petite partie de la population interrogée utilise toujours le pétrole.

Outre les aliments de base, les familles dépensent aussi leur revenu en facteurs de production : engrais, semences, salaires. En 2008, les engrais ou produits vétérinaires n'étaient auparavant disponibles que dans l'unique grossiste de la commune ou dans les communes voisines. Mais actuellement, on trouve plusieurs grossistes dans le chef-lieu de la commune, ce qui offre plus de choix pour la population pour l'acquisition de leurs intrants.

Ensuite viennent d'autres dépenses relatives notamment à la scolarisation des enfants ou encore aux différentes obligations sociales de la famille. Les familles ayant un revenu faible ne réservent pas en général une part de leur revenu pour la santé. Elles n'ont effectivement pas les moyens de dépasser le centre de

---

<sup>44</sup> Page 5

santé de base CSB II communal en cas de complication. C'est ainsi que beaucoup de personnes fréquentent encore les *mpitaiza olona*, des guérisseurs traditionnels qui, selon la croyance populaire, ne « soutirent » pas trop d'argent aux familles déjà en difficulté, ce qui n'est pas le cas pour les hôpitaux, où le personnel de santé profiteraient du malheur des gens<sup>45</sup>. « ... *Du temps de sa maladie, nous avons emmené notre défunte fille à l'hôpital en ville. Mais faute d'attention des médecins et faute d'argent, elle en est morte. J'ai vu de mes yeux, je ne conseille plus à personne d'aller à l'hôpital public à moins d'avoir beaucoup d'argent...* ». Cependant, cette pratique reste cachée pour les étrangers, les gens n'en parlent pas ouvertement de peur du jugement des citadins. Les loisirs enfin sont des produits de luxe pour les familles. Outre les activités sportives organisées par la commune, en général le dimanche après-midi<sup>46</sup>, ou encore les *Hira gasy* clôturant les *famadihana* des plus nantis, les villageois ne reconnaissent pas vraiment les loisirs comme des besoins à satisfaire.

### 2.3.3. Trajectoire du ménage et variabilité du revenu

La question est ici de savoir quel est l'impact des inégalités des revenus dans la trajectoire des familles d'Ambalavao.

Les entretiens ont montré que la structure de dépenses des ménages est quasiment la même quelque soit leur profil économique. Cependant, les différences de rémunération dans les différents secteurs économiques au sein d'une société influencent la répartition du travail au sein du ménage (Norman, 1973). Le cas de la famille de R. à Manankasina, une famille originaire d'Ambohibary Antsirabe donc sans terre dans la région, illustre bien cette situation. Leur revenu provient de deux principales sources : la mère de famille travaille dans une carrière à côté de leur maison, au concassage de gravillons,

---

<sup>45</sup> Source : nos entretiens, réponse d'un chef de famille d'Antamboho.

<sup>46</sup> Le maire de la commune étant un grand pratiquant de football, organise régulièrement un tournoi entre les fokontany.

pendant que le mari travaille en tant que salarié agricole pour les villages environnants. La femme peut ainsi en même temps préparer le repas de son mari et de son ainé.

Concernant l'utilisation du revenu, on remarque que les trajectoires de développement suivies par les ménages sont multiples, répondant à diverses logiques. En premier lieu, l'investissement ou l'amélioration matérielle de la vie quotidienne ne font pas partie des prévisions de dépenses pour les familles les plus pauvres. Pour ces dernières, le lieu de résidence résulte du partage de la maison ancestrale. Cependant, la majorité des ménages exerçant une activité secondaire rémunératrice suivent des chemins quasi identiques. Plusieurs familles ont ainsi pu améliorer sinon construire de nouvelles maisons, grâce à leur épargne. C'est le cas par exemple de certains propriétaires de grandes plantations d'ananas dans le *fokontany* d'Antamboho ou encore à Ambohibary où l'on peut recenser au moins une nouvelle maison ou une maison rénovée de pépiniériste chaque année. Les familles exploiters de carrières achètent pour leur part des camions et autres voitures de transport, qui vont en général rejoindre l'unique coopérative de transport en commun de la commune KOFIAVO.

Les ménages ayant des activités agricoles mais exerçant le salariat agricole en plus ont des revenus supérieurs à ceux qui ne pratiquent que la diversification de culture. On constate ainsi que le revenu issu d'activités non agricoles, notamment le travail dans les carrières, a des impacts sur le tissu social de la commune. D'un côté, les grandes disparités de revenu créent des clivages dans la communauté. De l'autre, la disponibilité de liquidités peut modifier la trajectoire d'un ménage. Un chef de famille d'Ambohibary, après avoir eu un gain considérable dans la vente de plants forestiers, est devenu animateur de fêtes en achetant le matériel adéquat : ampli, baffles, microphone, groupe électrogène. Cependant, le cas est rare car les activités économiques des familles sont pour beaucoup dépendantes de l'histoire de la famille. Les autres aspects du développement seront approfondis dans le chapitre six.

## **2.3. Consommation et marché de produits**

Parallèlement aux multiples fonctions de l'agriculture, faire tourner l'économie familiale revient à équilibrer la consommation familiale et la mise sur le marché des produits provenant de l'exploitation agricole. Les ménages décident de l'utilisation du revenu en fonction de leurs attentes.

### **2.3.1. Des exigences de la sécurité alimentaire**

#### **A. Habitudes alimentaires familiales**

Les ménages répondent d'abord en général aux exigences de l'alimentation familiale avant de chercher l'accumulation de revenu monétaire, soit une performance économique maximale (Decoudras, 1997).

Nos entretiens ont montré qu'à l'instar des familles africaines, les habitudes alimentaires des ménages d'Ambalavao ne répondent que très rarement aux standards de la sécurité alimentaire (Yabile, 2013).

Les habitudes alimentaires des ménages d'Ambalavao ne diffèrent pas beaucoup de celles observées dans les hautes terres centrales malgaches. C'est pendant la période de soudure que les difficultés concernant l'alimentation sont les plus visibles (Montembault, 2005).

D'après les observations faites, l'habitude alimentaire des ménages d'Ambalavao révèle la permanence du riz à côté de la présence intermittente des aliments complémentaires comme le manioc, le maïs. Le riz reste essentiel dans l'alimentation de ces familles rurales malgaches. Les statistiques nationales avancent qu'il procure en moyenne jusqu'à 70% des calories dans la ration et le manioc contribue à moins de 20% des calories. (FAO Madagascar, 2005). Les ménages ayant des sources particulières de revenu n'ont pas de restriction

particulière concernant leur alimentation. La situation est cependant différente pour les autres ménages paysans d'Ambalavao, dont l'alimentation se base sur les nourritures telles que le manioc, le maïs. La consommation est fortement rationnée même si le grenier à riz est encore plein. En effet, la récolte est souvent utilisée pour financer des événements familiaux, qui malgré la spécificité d'Ambalavao, continuent d'avoir lieu durant cette période. Le *fararano*, période des récoltes, est considéré comme saison faste pour la tenue de fêtes de famille ; particulièrement à cause du lien direct des saisons malgaches avec les éléments atmosphériques (Rakoto Ramiarantsoa, 1995)<sup>47</sup>. De plus, la consommation de l'année à venir doit être anticipée. Le moment où il faudrait acheter du riz est aussi repoussé au plus loin possible. Si la réserve de la famille sur les récoltes de la saison précédente a été épuisée, celle-ci intègre l'achat du riz dans les charges de l'économie familiale.

## B. La sécurité alimentaire

La notion de sécurité alimentaire des ménages ruraux fait suite au point de vue selon lequel l'agriculture familiale est multifonctionnelle. Les ressources naturelles étant une des nombreux facteurs influant sur la sécurité alimentaire (Vrieling *et al.*, 2011), le manque de disponibilité et de diversification des aliments au sein de ces ménages sont des causes directes de la pauvreté alimentaire.

La situation alimentaire des ménages ruraux en Afrique subsaharienne a fortement régressé. A Madagascar, les besoins énergétiques satisfaits pour la population malgache sont passés de 2490 kcal à 2000 kcal par habitant et par jour (FAO Madagascar, 2005). La part de la population vivant avec moins de 1 dollar par jour a augmenté et cela se répercute sur leur situation alimentaire. Les observateurs internationaux affirment d'ailleurs qu'il n'y a que dans cette région que la sous-alimentation et la pauvreté a augmenté dans les trois dernières

---

<sup>47</sup> Par exemple, le *famadihana* et la circoncision ne peuvent se faire que quand les pluies ont totalement cessés.

décennies (World Bank, 2005). Par ailleurs, dans l'analyse de la capacité des ménages ruraux à maintenir leur production familiale, et par conséquent à assurer une stabilité alimentaire, la pandémie du VIH/SIDA figure parmi plusieurs facteurs déterminants en Afrique subsaharienne. Cette situation est cependant à relativiser car cette région demeure hétérogène, notamment concernant le taux de prévalence du VIH/SIDA selon Jayne *et al.* (2006). En trois ans en effet, 24,4% de l'augmentation de la mortalité des adultes à la suite de cette infection en Zambie est fortement corrélée à la réduction de 6% de la surface cultivée. Notons que le taux de prévalence du SIDA pour les adultes âgés de 15 à 49 ans en Zambie est de 12,4% contre près de 0,3% à Madagascar.

Les thèmes de la sécurisation alimentaire et de l'amélioration nutritionnelle font l'objet d'un programme spécifique pour Madagascar, le Plan d'Action National pour la Sécurité Alimentaire PANSA. Le milieu rural malgache est le plus touché par la malnutrition avec 55% de malnutrition chronique (FAO Madagascar, 2005).

### **2.3.2. Contraintes du marché**

#### **A.Un enclavement relatif**

La question de l'enclavement se pose à Ambalavao par rapport à la circulation des biens et des personnes. L'acheminement des produits vers les marchés constituent en effet une contrainte énorme pour les producteurs d'Ambalavao.

La majorité des *fokontany* de la commune sont desservis par des routes ou des pistes. Certains, comme Ambalavao, Anosibe, Manankasina ou Ampangabe, sont plus ou moins proches de la Route Nationale 7. Des pistes relient les autres *fokontany* au chef-lieu de la commune. Une seule coopérative

de transport dessert la totalité de la commune. Il s'agit de la coopérative KOFIAVO, appartenant d'après nos entretiens à une famille ancienne et influente dans la localité. Le marché du transport étant encore large dans la localité, d'autres coopératives ont tenté d'entrer en concurrence avec la coopérative existante. Cependant, cela n'a pas abouti du fait de jeux d'influence entre les propriétaires et les responsables communaux. Des ponts et des routes communales reliant les *Fokontany* entre eux existent mais leur état ne permet pas toujours l'acheminement des produits. Ainsi, les *fokontany* comme Ambohibarikely sont défavorisés dans la commercialisation de leurs produits. Les paysans sont en effet obligés de porter à bout de bras ou sur la tête leur soubique de plants ou caisses de tomates pour pouvoir les vendre dans le chef-lieu de la commune ou encore dans les marchés environnants. Leur entretien revient essentiellement au *fokonolona* qui fait périodiquement un travail communautaire « *asam-pokonolona* ».

Questionné sur la nécessité d'une éventuelle réhabilitation de la route, les réponses des paysans diffèrent selon leur position sociale dans le village. Les grands exploitants de pépinières affirment attendre instamment les actions politiques en ce sens dans la mesure où cela réduirait leur charge. Les habitants des villages dont une partie du revenu est assurée par les transports disent au contraire qu'entreprendre des travaux communautaires et par conséquent y consacrer une ou plusieurs journées de leur temps, ne répondrait pas à l'intérêt général. La route est alors devenue un enjeu déterminant dans la dynamique du salariat agricole à Ambalavao.

## **B. Difficultés relatives au marché**

En ce qui concerne l'évolution de la paysannerie malgache, la communauté internationale évoque une seule voie d'avenir : les exploitations agricoles malgaches doivent être à la fois familiales et compétitives, avec comme principale caractéristique l'orientation vers le marché (Steiner, 2012).

Le manque de liquidité constitue une contrainte importante pour la poursuite des activités génératrices de revenus exercées par les ménages d'Ambalavao. Le marché des plants forestiers et horticoles traverse depuis quelques années des difficultés après une longue période de prospérité. L'avenir de l'exploitation des ananas semble incertain d'après les producteurs. Les différents niveaux des filières s'intègrent difficilement dans les marchés plus importants.

Concernant le marché du crédit, plusieurs institutions de microfinance sont recensées dans le milieu rural malgache. Dans la commune rurale d'Ambalavao, c'est le CECAM sis dans la commune voisine qui assure ce service. L'offre est donc présente, même si les conditions ne sont pas parfaites. Cependant, très peu de familles ont recours aux services de la microfinance selon les responsables de la commune d'Ambalavao car l'idée même de l'endettement est difficilement acceptable pour elles. La procédure du CECAM exige effectivement un passage auprès de la commune, ce qui donne aux responsables une idée de la motivation des individus à faire des prêts.

Par contre, l'exploitation des carrières de granit offre des opportunités pour les familles puisque cela constitue la source de liquidité jugée la plus stable par les familles.

## **Conclusion de chapitre**

L'analyse du revenu familial montre que la trajectoire des ménages ruraux suit la variation du revenu qui est à leur disposition. Il peut s'agir d'accumulation, soit une amélioration du niveau de vie des familles ou au contraire de stagnation ou même de renforcement de la pauvreté. Nous avons vu que les hommes autant que les femmes contribuent à la composition du revenu familial à Ambalavao.

Les pépinières commerciales, la production d'ananas et l'exploitation des mines artisanales sont les principales activités secondaires des ménages de la région, à côté de la riziculture. Ces activités, sources sûres et constantes de liquidités pour la population, sont à optimiser afin que les profits résultants aient des retombées sur le niveau de vie de toute la population. Fraslin (2002) propose alors de « combiner une approche par filière, structurée autour de pôles agro-industriels et de marchés régionaux, avec une intervention à l'échelle régionale pour soutenir les producteurs dans leurs efforts de modernisation et d'organisation ».

## **CHAPITRE 3**

### **Liens sociaux et réseaux de producteurs à Ambalavao**

### **3. Liens sociaux et réseaux de producteurs à Ambalavao**

Ce chapitre permettra de comprendre l'importance des liens sociaux dans la gestion de l'économie domestique des ménages ruraux malgaches. Nous verrons dans une première section comment la gestion de l'économie des ménages s'articule avec les actions collectives au sein de la société. Ensuite, la section 2 montrera que sans être totalement différent, le modèle de la vie associative à Ambalavao présente des caractéristiques particulières rattachées à son histoire. Dans la section 3, nous analyserons les dynamiques qui s'opèrent dans les relations entre les stratégies productives des ménages et les réseaux de producteurs.

Dans ses débuts, une grande majorité de sociologues ont eu la tentation de catégoriser l'évolution de la société, comme le passage d'une communauté passée vers une société moderne essentiellement impersonnelle (Tönnies, 1944 ; Aldous, 1972). Cependant, des chercheurs de la *Social Network Analysis* ont mis en exergue la nécessité d'approfondir l'aspect structurant des relations interpersonnelles sur la société (White, 1992).

#### **3.1. Gestion de l'économie domestique et action collective**

La gestion de l'économie domestique des ménages est fortement tributaire des relations qui existent dans la société. En fait, le regroupement des paysans peut être perçu comme une forme de sociabilité construite (Akindès, 2003).

### 3.1.1. La sociabilité au cœur de l'économie rurale

#### A. Parenté et exploitation familiale : conjointement gérées par le Fihavanana

Le *fihavanana* constitue un paramètre non négligeable dans le cadre de la conduite des affaires économiques puisque c'est un élément fédérateur de réseau (Sandron, 2007). La décision d'adhérer ou non à un groupement de paysans fait toujours appel à ce concept. En effet, plus le réseau relationnel du ménage se maille, plus son système de *fihavanana* est complexe. A Ambalavao, un ménage ou un individu choisit de rester un exploitant individuel au nom du *fihavanana* dans la mesure où ne pas s'engager dans un groupement signifie réduire les risques d'occurrence des conflits, menace pour la solidarité communautaire. Mais d'un autre côté, un ménage peut tout aussi bien décider d'intégrer ou de quitter une organisation, selon sa manière et à son niveau, de gérer le *fihavanana*. Cela peut en effet permettre de raffermir, de préserver ses liens de solidarités qui vont ensuite déterminer son réseau de relations.

D'un autre côté, il est aussi fréquent que les effectifs des organisations paysannes diminuent à la suite d'une importante décision modifiant l'existence ou l'orientation de celles-ci. Dans le cas où l'appartenance à un groupement économique met sérieusement en péril les relations familiales, l'individu reste généralement au sein de l'organisation mais gère les risques d'une manière différente. En cas de difficultés graves, les relations de voisinage et de lignage peuvent être détériorées mais jamais complètement rompues. Les enfants des deux familles jouent moins ensemble par exemple. Mais lors d'un grand évènement familial, le *fihavanana* est quand même maintenu à travers la présence, la solidarité, pour faire face ensemble aux adversités.

La pratique du *famadihana*, qui fait de plus en plus l'objet de conflits sociaux, illustre bien l'impact de cette multiplicité des rôles sociaux des individus. L'attachement d'un individu à son réseau primaire, soit la parentèle, le destine à

se conformer à la tradition et donc à pratiquer ce rite. Pourtant, en intégrant un autre cadre relationnel, par exemple religieux, il est « contraint » d'abandonner cette tradition sous peine de sanctions. L'individu doit ainsi faire des choix qui affecteront profondément le déploiement de son réseau personnel de relations, son mode de vie.

## **B. Le recours à l'entraide agricole**

La population rurale des Hautes Terres malgaches n'échappe pas à la prédominance des relations familiales dans la société d'Afrique subsaharienne. Caractérisée par une organisation sociale fortement communautaire, la nature et la qualité des liens sociaux y sont déterminantes dans la construction de l'appareil social (Sow, 2009).

En fait, les liens forts de solidarité entre les membres font des liens familiaux un élément indispensables dans la gestion de l'économie domestique dans le milieu rural (Locoh, 1993). A fortiori, les relations entre parents ou groupes de parenté tiennent une part importante dans la détermination, l'orientation et l'organisation des activités de la population (Waast, 1967). Ces liens de parenté, avec les réseaux d'alliances, déterminent ou contraignent les comportements des ménages et leurs modes de production.

A Madagascar, le noyau familial tient un rôle fondamental dans le système relationnel du milieu rural. Ce noyau, constitué de l'ensemble ascendant – descendant et parent – fratrie, reste le premier et dernier recours des chefs de ménage dans la planification de leur économie domestique. Nos entretiens ont montré que la majorité des pépiniéristes d'Ambalavao reconnaissent la famille comme unité d'exploitation pour leurs activités. Les pères de famille interviewés affirment que « ... *les activités agricoles s'organisent en premier lieu au sein-même du foyer, en fonction de nos enfants et des autres membres éventuels de*

*la famille. C'est l'essence même d'une famille...* » Par ailleurs, l'entraide agricole concrétise les relations familiales dans l'économie domestique du ménage rural.

Mais de nombreux phénomènes démographiques tels que la migration, accompagnés des spécialisations des activités génératrices de revenu ont par la suite intégré à ce système une forte prépondérance du salariat agricole. Les entretiens à Ambalavao ont montré que les paysans exerçant des activités génératrices de revenu particulières sont les premiers à faire appel au salariat agricole pour effectuer leurs travaux. Qu'il s'agisse de tâches rizicoles ou relatives aux activités particulières, une grande majorité des pépiniéristes emploient une main-d'œuvre rémunérée. Plusieurs raisons ont été identifiées dans ce recul de l'entraide communautaire.

Le recours à l'entraide communautaire se fait de moins en moins à Ambalavao, dans la mesure où cela est perçu comme un signe de pauvreté de la famille. Un chef de ménage pépiniériste interviewé a d'ailleurs affirmé que « *Tant qu'il avait toute sa capacité à travailler, sa famille disposerait de ressources suffisantes pour employer un journalier* ». Cette tendance s'observe d'ailleurs dans de nombreuses autres zones rurales du pays (Gondard-Delcroix, 2007). De plus, les pépiniéristes déclarent que faire eux-mêmes leurs travaux de champs est « pratiquement impossible ». Le manque de temps est souvent évoqué. En effet, la main-d'œuvre familiale s'est depuis quelques années dispersée : les enfants, qui auparavant participaient totalement aux travaux, sont maintenant presque tous scolarisés à un âge très précoce. En effet, le Chef *fokontany* d'Ambohibary affirme dans les entretiens que « *tous les enfants de son fokontany âgés de plus de 5 ans sont scolarisés*<sup>48</sup> ». Leur participation dans le revenu familial reste néanmoins significative. Les parents doivent par conséquent modifier la gestion de leur temps. Amener les plus petits à l'école en début de matinée, mettre à leur disposition un repas prêt à midi, s'ajoutent aux

---

<sup>48</sup> Au moment des entretiens, le Fokontany d'Ambohibary compte aux environs de 235 enfants âgés de 6 à 17 ans (Ambalavao, 2010).

nombreuses autres tâches quotidiennes. Outre le manque de temps, l'organisation générale de cette société rurale s'attend aussi à ce que les grands exploitants de pépinières aient les moyens financiers de payer des journaliers. Ainsi, une famille qui s'efforcerait d'effectuer elle-même tous ses travaux montrerait qu'elle a des difficultés financières. Dans ce cas, les rapports de force existant dans cette société se retrouvent modifiés. A fortiori, un père de famille qui demanderait de l'aide auprès d'un autre membre de la famille élargie pour ses travaux délivrerait les mêmes messages, ce qui risque d'altérer son image et donc son statut dans la société.

De plus, l'organisation du travail fourni ne permet pas toujours de bonnes conditions d'entraide. L'entraide cultivée dans le cadre familial ou dans un environnement proche répond en effet, selon les études sociologiques de Van Pevenage (2010), à des principes de gratuité et de réciprocité. Or, la valeur du temps n'est pas la même pour toutes les catégories de paysans, Les activités économiques des familles sont différentes même si la proximité de voisinage pourrait suggérer le contraire. Une journée de travail pour les tâches rizicoles commence très tôt pour éviter les grandes chaleurs du soleil, en moyenne à 4h 30 du matin pour se terminer aux environs de 14h de l'après-midi. De retour des champs, le travailleur peut se consacrer à d'autres activités. Par contre, travailler dans les serres de pépinières nécessite certes de l'ombre mais aussi de la lumière, il faut alors commencer aux environs de 7h 30 du matin jusqu'à tard dans l'après-midi, 15h ou 16h. L'échange de journées de travail entre ces deux catégories devient alors problématique puisque l'une ou l'autre serait toujours désavantagée. Les paysans qui exercent la même activité étant en concurrence, il est difficile d'imaginer un système d'entraide entre eux.

Outre la différence d'horaire entre les catégories d'activités, une distinction doit être faite par rapport à la nature des tâches. A l'instar des autres sociétés rurales malgaches, certains travaux sont considérés dévolus aux hommes et d'autres sont plus appropriés aux femmes à Ambalavao. Cette situation

contribue au cloisonnement entre les catégories. En effet, les tâches relatives aux pépinières sont plutôt effectuées par les femmes : travaux de longue durée et de minutie, surtout pour les germoirs. Tandis que pour les travaux rizicoles, certains travaux sont exclusivement faits par les hommes comme le labour des rizières qui nécessitent plus de force physique. L'entraide communautaire n'est pas toujours possible car toutes les familles n'exercent pas forcément les deux catégories de travail. Mais là encore, il n'y a jamais de rupture totale entre les deux sortes d'activités ; puisque les parcelles où les graines sont semées doivent aussi être labourées par les hommes, de même que le repiquage des plants de riz sont un passage obligé chaque saison pour les femmes.

### ***Type d'entraide au sein des groupes***

Cependant, le *Valin-tanana*<sup>49</sup> se pratique encore entre les membres de la famille restreinte à Ambalavao. Il est effectivement fréquent que deux sœurs ou deux frères s'aident pour leurs travaux, sans qu'aucune rémunération ne soit nécessaire. Cette « entraide de proximité » (Sandron, 2007) se fait alors dans les mêmes conditions que dans la plupart des sociétés rurales. Toutefois, la nature des travaux à effectuer est déterminante dans la mesure où l'échange de journée entre deux familles se fait le plus souvent quand il s'agit de tâches relatives à des produits d'autoconsommation<sup>50</sup> (Ottino, 1962). Les travaux sont effectués à une date convenue par les deux parties. Cette forme d'entraide rejoint celle décrite par Bonvalet et Ogg (2006) dans son concept de « entraide familiale : pratiques et échanges entre familles ».

Deux formes d'entraide sont visibles à Ambalavao. Les familles pratiquent depuis longtemps le *valin-tanana* avec repas durant lequel une famille invite les autres à l'aider dans ses travaux de champs pendant une journée entière et

---

<sup>49</sup> L'entraide communautaire, plus précisément échange de bras.

<sup>50</sup> Par exemple travaux pour un champ de manioc, pour la rizière etc. par opposition à la culture destinée à être vendue.

prépare le déjeuner, et maintenant de plus en plus un petit déjeuner, pour tous. Mais suite aux difficultés dues aux différentes crises comme une mère de famille l'affirme dans nos entretiens, certaines familles n'ont plus les moyens d'offrir le déjeuner. Les *valin-tanana* sont alors de plus en plus sans repas, et les travaux sont aménagés pour que les travailleurs puissent être libérés à midi.

Le *indrana* par contre est une forme d'entraide sans réciprocité. Dans ce cas, la famille ou la personne qui demande à une autre de l'aider pour une tâche n'est pas dans l'obligation de rendre une journée équivalente de travail par exemple. Même si peu de personnes ont recours à cette forme d'entraide, on observe actuellement à Ambalavao une tendance qui évolue vers cette forme d'entraide. Les personnes interrogées affirment que « *Aujourd'hui, les temps sont durs, nous ne pouvons plus compter sur les autres pour se prêter même une journée de travail. D'ailleurs, nous ne pouvons pas les blâmer pour cela...* ».

### **3.1.2. Organisation de producteurs : une forme d'action collective dans l'économie rurale**

Le réseau de relations des ménages ruraux n'est pas statique même si la parenté et les relations sociales d'entraide sont prépondérantes dans l'action collective. De même qu'une personne n'évolue pas au sein d'un seul groupe de normes et de système de relations à la fois, le ménage est appelé à nouer des relations avec d'autres groupes, tout en gardant ses groupes d'appartenance primaires, à travers les alliances qu'elle forme et les activités qu'elle entreprend (Eve, 2002).

Le désengagement de l'Etat par rapport à l'agriculture, les mutations sociales provoquées par l'économie marchande ont entre autres provoqué la coordination horizontale des paysans de même secteur ou de même localité.

Depuis, les rôles des organisations paysannes, ainsi que leur capacité d'intervention dans la société rurale, n'ont pas cessé d'évoluer. Qu'ils résultent de l'initiative locale ou d'incitations extérieures, les organisations paysannes sont présentées comme les supports locaux de développement par excellence. Cependant, ces groupements de paysans font face, dans la pratique, à de nombreux défis.

### **A. Emergence des organisations paysannes dans le secteur agricole**

Les coopératives paysannes et les entreprises coopératives ont été introduites dans les pays africains pendant la période coloniale pour assurer l'approvisionnement des métropoles en culture de rentes et ainsi pour servir l'économie des états coloniaux. Dans les pays africains nouvellement indépendants, le désengagement de l'Etat exigé par les plans d'ajustements structurels imposés dans le cadre des accords de Bretton Woods tel qu'on l'a vu dans le premier chapitre, a donné un rôle incontournable aux organisations paysannes. Les entreprises et toute autre initiative publique devaient se retirer de secteur agricole en vertu du « développement coopératif » (Noumen, 2008). Le secteur a été mis sous la coordination du marché, c'est-à-dire de la loi de l'offre et de la demande. Le paysan africain n'est cependant pas compétitif à cause, entre autres, de la crise agraire et sociale qui a frappé le milieu rural (Delaunay, 1984). Par conséquent, l'industrialisation, l'urbanisation ou encore la monétarisation des relations et de l'économie rurale en général a conduit petit à petit à une plus grande maîtrise des nouvelles formes de relations.

## **1. Rôle des associations paysannes dans le milieu rural**

Les organisations paysannes sont une des réponses à l'introduction du modèle économique capitaliste dans le monde rural. Elles ont été montées en Afrique Subsaharienne selon l'exemple des cadres et règlement de la coopération dans les pays du Nord. Les organisations coopératives, en faisant appel à la coopération libre entre les paysans, stimulent alors la maîtrise du marché et deviennent une forme d'association représentant l'intérêt public. Ces organisations ont été mises en œuvre à travers des « programmes de professionnalisation », encouragés par la Coopération française, menés dans plusieurs pays africains (Prod'homme, 1995).

La première forme de professionnalisation est relative à la conception du métier de paysan qui est à l'origine de la vague d'exode rural qui vide le milieu rural africain de sa jeunesse. Considéré comme pas assez valorisant, l'amélioration de l'activité paysanne comme un « véritable métier » pourvoyeur de revenu serait alors une avancée non négligeable. Dans ce sens, être paysan professionnel pourrait être un métier choisi mais non plus seulement subi. Cependant, des mesures d'accompagnement doivent être mises en place pour permettre au paysan de s'adapter aux conditions changeantes. La structuration des paysans en organisation paysanne, à un niveau national et régional, fait partie de ces mesures d'accompagnement selon Prod'homme. Mais la professionnalisation de l'agriculture passe aussi par une répartition efficiente des responsabilités entre les parties prenantes afin que la production agricole s'améliore qualitativement et quantitativement. Le désengagement de l'Etat doit s'accompagner d'un transfert de compétences vers les opérateurs privés, qui sont appelés à avoir plus d'intervention dans le milieu rural avec les organisations de production. Les structures paysannes et la coordination horizontale entre les paysans de même secteur, de même localité ont alors été encouragées dans le cadre de cette professionnalisation.

Les organisations paysannes jouent un rôle de relais, d'interface, entre les

producteurs et les autres intervenants dans le milieu (Prod'homme, 1995). Dans ce cadre, les paysans appartenant à ces groupes ont une interaction plus intense avec les marchés. Ainsi, les organisations paysannes sont plus présentes dans de nombreux domaines en Afrique subsaharienne: promotion de l'épargne, crédit, approvisionnement, collecte et stockage, information et formation, communication. Michel (1984) constate une certaine homogénéité dans la progression des paysans appartenant à un groupe, même si les inégalités régionales et les variations saisonnières subsistent.

Qualifiées par Crozier et Friedbergh (1997) comme un construit social, ces organisations paysannes favorisent la coopération des acteurs. La création d'association est par conséquent un acte économique basé sur un projet défini et en particulier visant à faire accorder les attitudes et comportements de différents acteurs. En fait, l'intérêt des organisations paysannes réside selon Bouy *et al.* (1998), dans le fait que ces organisations donnent une meilleure capacité de négociation et d'intervention aux paysans qu'elles représentent.

Si la littérature scientifique s'attache à faire des groupements paysans un support local de développement (Boutrais et Crouail, 1986), à Madagascar, les organisations paysannes sont omniprésentes dans les politiques successives de développement rural. L'Etat rejoint la vision utilitariste de Delville (1992) dans le sens où le regroupement paysan est une manière de concrétiser la « responsabilisation des producteurs » (Prosperer, 2007). D'un point de vue économique, les associations paysannes permettent de réduire les asymétries économiques et sociales des politiques publiques. Mais de nombreuses études ont relevé que les organisations paysannes sont à la fois moyens et finalité de développement à Madagascar. Les projets et programmes de développement rural basent par exemple leurs résultats attendus sur le nombre de coopératives ou d'associations paysannes mises en place. Ces dernières ont alors servi l'illusion de la « participation massive et unanime des paysans » (Blanc-Pamard *et al.* 2004).

### ***a. Initiative du regroupement***

Le milieu rural est caractérisé par une grande diversité d'expériences en ce qui concerne l'organisation paysanne. La littérature en recense quelques unes (Zoundi, 2005 ; Banos et Candau, 2006).

L'existence de nombreux groupements paysans découle de l'initiative, d'une politique étatique qui vise à agir sur les activités agricoles (Bouy *et al.*, 1998). Tel est le cas du Togo, du Cameroun ou encore du Niger dans les années 1980 où la majorité des regroupements paysans étaient en relation avec les instances administratives. Les organisations sont ensuite à caractère économique et leur principal objet est de créer et d'accroître les profits économiques. Elles sont initiées ou encouragées par des sociétés de développement ou des ONG. Des concessions de cacao, de vanille ou de café se sont alors développées dans le milieu rural africain. Plus récemment, de nouvelles sortes d'organisations ont vu le jour, à causes de la constatation de déséquilibres dans la relation ville-campagne en majorité. Dénommées le plus souvent « syndicats », ces organisations ont pour but de défendre les intérêts paysans, supposément bafoués par un système capitaliste qui exclut les paysans au profit d'entreprises économiques, de multinationaux ou tout simplement d'intérêts divergents avec d'autres entités. Le « Syndicat des producteurs de coton et de produits vivriers » SYCOV, qui émerge au Mali en 1992 fait partie des premiers du genre à avoir marqué le milieu rural (Bingen, 1994).

Mais il y a aussi les initiatives locales que les paysans ont développées pour diverses raisons. D'un côté, beaucoup d'associations se sont créés à la suite de voyages d'échange, le plus souvent des initiatives exogènes. Cependant, la décision de s'associer et de rester groupés vient toujours des paysans. Cette tendance s'est renforcée depuis la fin des années 80 au Cameroun où des voyages d'échange au Sénégal et au Burkina Faso ont donné naissance à des fédérations de paysans. D'un autre côté, le retour d'anciens émigrés ou des fonctionnaires originaires de la zone suscitent aussi la création d'associations (Delville, 1992).

Les coopératives se développent plus dans des sociétés où les associations traditionnelles d'entraide régissent déjà l'ordre social.

## **B. Organisations paysannes et stratégies productives des ménages**

Appartenir à un groupe apporte une différence significative dans la gestion de l'économie familiale d'un ménage rural. Bertezene (2006 ) définit ces groupes à but lucratif comme un « *espace où les savoirs et les compétences des partenaires interagissent, selon des logiques collectives, se confrontent et s'enrichissent, pour un avenir commun fondé sur des valeurs partagées, une utilité économique et sociale et un accès à des connaissances étendues* ».

Les familles qui appartiennent à une organisation paysanne peuvent ainsi mettre en réseaux leurs investissements. Dans ce sens, les coûts de transaction se trouvent réduits, notamment pour les paysans dont l'économie familiale repose sur une activité en filière (Boutary *et al.* 2012). Il peut s'agir d'embauche de personnel en commun, comme dans l'ancien FITAMIAM (Randriamparany, 2008). Dans la coopérative FANOITRA, spécialisée dans la pépinière commerciale, la prospection commune des intrants est courante. Les paysans qui ont choisi cette option veulent effectuer des investissements conséquents, construits sur la base des petites contributions de chacun.

Dans certains cas, les ménages membres d'une association peuvent aussi bénéficier de l'usage d'un bien privé. La cession d'une parcelle pour le groupe, le prêt d'outils manuel ou à traction animale font partie des pratiques de gestion commune que les groupements d'Ambalavao ont élaborées pendant la campagne de 1994/1995 avec le centre FAFIALA (Rasamoelina, 1995).

Par ailleurs, les groupements de paysans ont un rôle de coordination des activités économiques dans la région d'implantation. La division du travail est

plus poussée dans ce cadre et les activités plus cohérentes. Il s'agit par exemple de commercialisation groupée pour les producteurs d'ananas d'Antamboho.

### Associations de producteurs et accès aux marchés

Les réseaux de producteurs sont avant tout des lieux de mise en commun des compétences, des savoirs et des informations.

Il n'y a pas de système de circulation d'information défini dans le cadre de l'exploitation des pépinières villageoises, autant au niveau national qu'au niveau des paysans d'Ambalavao. L'obtention des informations indispensables à la bonne marche des activités économiques dépend de la place que les acteurs occupent dans la communauté, mais aussi et surtout des réseaux qu'ils ont.

Les membres d'une famille influente, même s'ils n'habitent pas dans les principaux villages des *fokontany*, bénéficient plus que d'autres d'informations importantes. La parenté tient une place importante dans la circulation des informations dans le *fokontany* d'Ambohibary où la majorité des familles appartiennent à une même grande famille. Outre les relations familiales, ils ont aussi accès à des réseaux plus performants, leur permettant ainsi de profiter de la circulation d'information. Ces réseaux peuvent être des relations de *simple voisinage* tout comme des réseaux résultant d'une prospection particulière. Les familles exploitant les carrières sont les premières à prendre contact avec les propriétaires de camions pour s'assurer d'avoir en premier des informations sur des clients.

Ainsi, les entretiens montrent que ce sont les paysans remplissant ces deux conditions qui peuvent prendre des décisions rationnelles relatives à la gestion de leur exploitation familiale.

## **3.2. Le modèle de la vie associative à Ambalavao**

### **3.2.1. Le regroupement des producteurs à Ambalavao**

#### **A. Forme et types de regroupement**

Le terme « organisation paysanne » possède de nombreuses définitions mais généralement une définition large implique une pluralité de fonctions et une portée socio-économique de l'agriculture familiale. C'est ainsi qu'une organisation paysanne est d'abord un regroupement de population rurale et agricole, sous un statut plus ou moins formel, en vue de représenter les intérêts d'une communauté et de prendre en charge des fonctions dépassant les capacités de chacun des membres. Cette définition correspond à la situation des associations de pépiniéristes d'Ambalavao.

Les groupements de paysans que comprend le paysage associatif peuvent revêtir plusieurs formes à Ambalavao. Cependant, la grande majorité d'entre eux ne sont pas constitués légalement et ne peuvent être par conséquent nommés coopératives. Les entretiens ont permis d'identifier pratiquement deux coopératives légalement constituées, spécialisées dans les pépinières commerciales et dans la vente et la transformation d'ananas. La majorité des associations ou des alliances que montent des paysans pépiniéristes présentent les mêmes aspirations. Interrogés sur la nature de leur groupement, les pépiniéristes déclarent qu'il s'agit « de partenariat » entre les exploitants. Le terme « coopération » ou « coopérative » déclenchant presque systématiquement une certaine gêne chez les interviewés. Effectivement, certaines personnes réticentes au regroupement affirment que les coopératives sont des organisations faites pour servir les intérêts des familles déjà riches dans le village. Elles ajoutent aussi : « ... *Nous ne croyons pas que nous avons une chance de vraiment profiter de cela, malgré les explications des animateurs...* »

Dans la région d'Ambalavao, le regroupement et la communauté d'intérêts s'exprime sur une pluralité de bases (Wampfler, 2000). En plus de leur activité professionnelle, les membres des associations de producteurs sont souvent liés par le lieu de résidence. En effet, ils peuvent habiter le même hameau ou des villages voisins. Cette proximité sociale de résidence (Piolle, 1991) leur assure une meilleure efficacité, en l'occurrence dans le cadre de la circulation d'informations.

Cependant, la base de regroupement la plus fréquente est encore les liens de parenté associés au regroupement des pairs. La grande majorité des pépiniéristes appartenant à des associations déclarent être liés par des relations plus ou moins fortes de parenté entre eux. D'ailleurs, les entretiens ont montré que les membres de l'association proviennent d'une même lignée. Un ancêtre commun leur est reconnu (Blanc-Pamard et Ramiarantsoa, 2000). Dans les villages d'Ambohibary par exemple, la lignée de *terak'i Rabe* forment une alliance, certes non officielle, mais effective dans le système de commercialisation des plants. De même, la lignée de *Rakoto* et celle de *Randria* s'organisent au sein de la famille pour mener leurs affaires. De même, les 33 femmes qui composent l'association des producteurs d'ananas à Antamboho ont toutes des liens de parenté. Très peu d'« étrangers » sont rencontrés dans ces groupements paysans. Ainsi, la réussite des activités de l'association permet de rehausser le nom de l'ancêtre tandis que la crainte d'une mauvaise saison motive une bonne gestion.

A Ambalavao, les relations sociales de la vie quotidienne s'articulent de plus en plus autour des échanges professionnels entre pairs. Schmitz (2004) parle d'une « juxtaposition d'une société enracinée et d'une société de réseau ». Dans ce cas, il s'agit d'un réseau des familles exerçant les mêmes activités d'appoint.

De nombreux groupements se sont aussi formés suite à l'éclatement ou à la dissolution d'anciennes associations d'après les entretiens.

## **B. Evolution**

1989 est considéré par le centre comme l'année de départ des groupements à Ambalavao (Rasamoelina, 1995) mais la création de groupements atteint un pic en 1991 avec 17 groupements. Le centre Fafiala, qui appui les groupements ruraux des Hautes Terres Centrales malgaches depuis 1989, a initié de nombreuses études sur la création, la composition et les réalisations de la vie associative à Ambalavao, dans le cadre de son Programme d'Etudes Sociales et Economiques (Lemaraina, 1993). En 1995, 28 groupements sont identifiés par cet organisme d'appui dans tout le territoire de la Commune (Rasamoelina, 1995).

75% de ces groupements créés ont été induits par l'extérieur avec facilitation de l'accès au crédit, qu'il s'agisse d'apport en matériel, financier ou d'appuis techniques. Ces données concernent exclusivement les groupements créés à partir des activités d'animation – sensibilisation pour les paysans de la zone par le centre Fafiala.

Les groupements comptent en moyenne entre 6 et 10 membres et sont majoritairement mixtes. Les leaders des derniers groupements sont le plus souvent des jeunes qui se déplacent fréquemment. Rasamoelina cite le cas des groupements de Masoandro pour le *fokontany* Manakasina et Fivoarana à Moratsiazo. En général, les membres sont d'origines familiales diversifiées, cela s'explique par le souci de ne pas transposer les conflits déjà existants dans les relations sociales quotidiennes aux questions économiques.

### **3.2.2. Réticence au regroupement ?**

Malgré une amélioration du phénomène associatif, les communautés rurales des pays du Sud sont réputées présenter des résistances quant à l'adhésion des paysans aux associations productives. Les statistiques montrent qu'environ 19% des producteurs malgaches sont membres d'une association paysanne (Rakotovao *et al.* , 2001).

#### **A. Rejoindre une association**

Les développeurs, qu'ils appartiennent à la société en question ou à plus forte raison s'ils en sont étrangers, sont confrontés à des refus plus ou moins directs à leur incitation au regroupement. Les paysans d'Ambalavao n'échappent pas à cette tendance. L'administration communale ne recense en effet qu'une vingtaine de groupements d'agriculteurs, toutes branches d'activités confondues, sur une population de plus de 13.000 habitants.

D'après les entretiens, les chefs de famille qui ne sont pas favorables au regroupement affirment que leur réticence provient d'un calcul économique. Intégrer une association implique en effet partager les informations, qu'il s'agisse de l'approvisionnement ou du marché. D'un autre côté, une grande partie des pépiniéristes et des producteurs d'ananas pense que l'adhésion à une association, soit la collaboration, réduirait les profits que chaque famille pourrait gagner.

Mais si les pépiniéristes avancent a priori des raisons telle qu'une meilleure efficacité des exploitations individuelles, une analyse plus poussée des réticences mène à conclure que la préservation du lien social tient une place déterminante dans ces refus. En fait, une collaboration professionnelle amène les pépiniéristes à gérer à la fois un intérêt commun et plusieurs intérêts

particuliers. Et la pratique a montré que la satisfaction du premier n'est pas toujours évidente.

Les Hautes Terres étant caractérisées par une localisation lignagère, les habitants d'un *fokontany* appartiennent souvent à une même famille. D'un autre côté, les activités génératrices de revenu sont relativement propres à chaque *fokontany* à Ambalavao, sans être totalement hermétique. Par conséquent, on retrouve forcément plusieurs sortes de relations sociales qui lient les membres de groupement économiques à Ambalavao : relation lignagère et de voisinage en plus des relations économiques. Cependant, les faits montrent que ces relations deviennent déterminantes. Les décisions qui s'y prennent sont largement motivées par une rationalité économique de profit (Briet, 2007), contrairement aux idées reçues concernant les groupements en monde rural.

Cependant, les décisions prises peuvent désavantager, voire nuire à un membre ou à un autre dans la mesure où les intérêts de chacun ne concordent pas toujours. Mais la logique d'organisation exige que seuls les intérêts de l'organisation sont importants, la règle de la démocratie est acceptée par tous. Nuance doit être toutefois faite concernant cette démocratie. Toute prise de décision devant être précédée d'une exposition de différentes idées, c'est souvent celle d'un membre plus influent que les autres qui est suivie. Cette influence peut prendre la forme d'une supériorité d'ordre familial ou de statut social : meilleur niveau de vie, âge, parcours personnel convaincant. Les grandes lignes des questions abordées au sein des assemblées des associations sont généralement discutées à l'avance dans un cadre plus restreint et de manière officieuse, entre ces membres influents (Fauroux, 1994). Il peut s'agir alors de la détermination du prix des produits ou de la modalité de distribution des bénéfices obtenus. L'avis du reste des membres, constitué entre autres par les plus jeunes ou les moins performants, n'est consulté généralement que pour des applications des grandes questions. Les résultats des concertations des membres sont cependant reconnus comme légitimes et appliqués.

C'est ainsi que pour préserver le *fihavanana*, éventuellement menacé par une décision ou une situation, un membre peut décider de quitter l'organisation. Cela est fréquent dans les organisations paysannes qui voient leur effectif diminuer à la suite d'une importante décision mettant en cause leur existence ou leur orientation. Mais généralement, l'individu se maintient au sein de l'organisation et gère les risques d'une manière différente. Les enfants des deux familles jouent moins ensemble par exemple. Mais lors d'un grand événement familial, la présence est quand même de rigueur. Quoi qu'il en soit, le *fihavanana* peut constituer aussi une contrainte (Sandron, 2007) dans la conduite des affaires économiques des communautés d'Ambalavao.

Des paysans choisissent aussi cependant de rester des exploitants individuels au nom du Fihavanana dans la mesure où ne pas s'engager dans un groupement signifie pour eux réduire les risques d'occurrence des conflits, menace pour la solidarité communautaire.

La réussite des exploitations individuelles ou familiales devient un obstacle de taille dans la constitution d'associations paysannes règlementaires dans cette localité. Une clarification des rôles et obligations de telles institutions dans le cadre de ces exploitations s'imposent alors. Les associations spontanées d'exploitants peuvent néanmoins être considérées comme de véritables constructions sociales à Ambalavao dans la mesure où leur existence et leur réussite ont déjà été testées dans la durée.

## **B. Rester dans une association**

Le regroupement n'est pas une fin en soi et les paysans ne restent engagés que s'ils continuent à voir leur intérêt dans ce type d'organisation. Dans le cas contraire, ils se désintéressent vite de l'association avec leurs pairs. En effet, les organisations paysannes africaines présentent le plus souvent des faiblesses qui rendent incertaines ou même impossibles les résultats économiques escomptés.

La résistance au regroupement à Ambalavao est aussi le résultat d'expériences dans le domaine qui n'ont pas abouti. En effet, du temps des anciens groupements, tels que les FITAMIAM, les associations avaient de multiples visées. Une mauvaise gestion des crédits a contribué à l'éclatement de plusieurs groupements (Randriamparany, 2008).

### **3.3. Dynamique sociale au sein des réseaux de producteurs**

Du point de vue de la dynamique sociale, les organisations de producteurs influent continuellement sur le processus de restructuration sociale, dans la mesure où les liens sociaux qui se créent reflètent les aspects de solidarité au sens large dans la société. Ainsi, la création d'associations devient une étape importante dans la recherche des liens entre mouvements associatifs et le changement social qui s'opère au sein d'une société (Michel, 1984).

De même, les rapports de force et jeux de pouvoir dans la société peuvent être observés et modifiés dans ces associations.

Ainsi, l'organisation de la vie de l'association dépend souvent de la hiérarchie sociale, notamment dans la désignation du dirigeant mais aussi dans l'exercice du leadership. Les négociations menées en interne ou encore les compromis issus des processus de prise de décision au sein du groupe peuvent alors aboutir à des situations d'inclusion ou d'exclusion de certains ménages par rapport à d'autres. Cela peut amener à l'émergence de nouvelles couches sociales au sein de la société.

### **3.2.3. Poids des OP dans le processus continu de restructuration sociale**

#### **A. Liens sociaux : de l'imaginaire social au regroupement**

Les relations sociales ont des effets structurants dans une société (Akindès, 2003). Le rayonnement des relations sociales d'un individu, a priori de faible importance, améliore sa capacité à intégrer un réseau beaucoup plus stratégique. Les conclusions de Grieco (1987), dans le cadre de ses travaux sur l'importance des relations sociales sur l'accès au marché du travail, peuvent être observées à Ambalavao, même si les études ont été élaborées dans un contexte urbain. Deux chefs de ménage, petits exploitants de carrière, ont ainsi affirmé lors de nos entretiens que leur appartenance à l'équipe de foot du *fokontany* leur a permis de prendre contact avec un important propriétaire de carrière de granit de la zone. De fait, ils ont pu mettre en place des stratégies communes de commercialisation de leur produit.

La mise en œuvre des liens sociaux permet à une famille d'affirmer un pouvoir déjà ancré s'il s'agit d'une famille de notables par exemple. Cela permet aussi d'asseoir un nouvel ordre social en modifiant la stratification sociale.

#### **B. Association et réseau de producteurs : jeu de pouvoir et rapport de force**

Les relations entre les membres des associations ne sont pas toujours égalitaires. La position sociale de certains peut déséquilibrer les rapports. Un meilleur parcours personnel, des relations externes performantes pour les débouchés ou encore une qualité de chef *fokontany* peut rehausser l'image d'un pépiniériste par rapport aux autres. La notion de parenté tient aussi une place importante dans ces déséquilibres entre membres. La situation d'une famille ou

d'une lignée par rapport aux autres membres peut favoriser ou au contraire mettre en péril la participation d'un exploitant dans la bonne marche du groupement. Cette forme d'asymétrie correspond à ce que certains auteurs appellent « jeu interne de pouvoir » à travers lesquels se reflètent les contradictions des sociétés rurales qui les englobent. Les relations de voisinage des membres de l'association sont pratiquement toujours similaires aux relations de travail. Les différents aspects d'inclusion ou d'exclusion qui existent dans la vie quotidienne sont clairement traduits au sein des organisations. Un père de famille pépiniériste du village raconte :

*« Le groupement que forment les Terak'i Rabe ne développent pas souvent des relations de partenariat avec les Terak'i Randria, même s'ils appartiennent au même groupe de parenté (Taranaka<sup>51</sup>), puisque leur familles respectives ne sont pas en très bons termes, à cause des implications de leur religion. »*

Certaines religions interdisent en effet à leurs adeptes la pratique du Famadihana.

Ces inégalités de statut social peuvent même être renforcées par des « dissymétries au sein des rapports sociaux »<sup>52</sup>, d'après les termes de Balandier (1967). Au sein d'une organisation alors, un membre jeune à possibilités financières moyennes subit doublement le contrôle des autres membres qui lui sont ascendants. L'âge et l'expérience de ces derniers peuvent freiner la prise d'une position contraire par le jeune. Mais en cas de tensions, les mêmes comportements peuvent être observés à Ambalavao. En cas de différents entre les membres de plusieurs associations, le comportement est souvent la défense réciproque de leurs associations et une « coopération tacite » entre les membres d'une même institution (Goffman, 1967).

---

<sup>51</sup> La dénomination « *terak'i R* » regroupe les membres de la famille sur trois générations, alors que la dénomination « *taranak'A* » fait référence à une lignée d'au-delà de trois générations (Blanc-Pamard, 1987).

<sup>52</sup> Expression utilisée par Georges Balandier (Anthropologie Politique, 1967) pour désigner les conséquences du pouvoir dans une unité sociale en ce qui concerne les inégalités de statut.

### **3.2.4. Dynamique interne de groupe**

#### **A. Exercice du pouvoir au sein du groupe**

Le principal enjeu des dynamiques internes de groupe réside en général dans le poids de chaque membre de groupe dans les processus de prise de décision (Scheufele *et al.*, 2006). C'est ainsi que la notion de « délibération » est mobilisée pour évaluer la contribution de chacun dans la dynamique et l'orientation du groupe. La nature des relations intra-groupe se retrouve alors beaucoup dans le processus de délibération.

Les questions relatives à la délibération sont certes beaucoup plus développées dans le domaine politique. Mais outre ses portées dans la démocratie (Button and Mattson, 1999), la « pluralité de discours » (Holman *et al.*, 2006) est aussi un aspect important de la dynamique interne de groupe. En effet, il s'agit de l'un des aspects incontournables de la gouvernance quelque soit le groupe concerné (Ryfe, 2002). Les groupements paysans présentent alors les mêmes logiques, même si les impacts sur la trajectoire d'un pays en entier ne sont pas a priori évidents.

Les méthodes de délibération au sein du groupe sont alors fonction du type de réseau au sein duquel l'individu est inséré. Les récentes études sur les centralités, notamment par Robert et Mongeau (2014), démontrent la portée de la nature des relations intra-groupes sur les processus de délibération dans ce groupe.

##### **1. Désignation du dirigeant**

Au-delà de l'assurance que l'organisation paysanne va servir son intérêt en plus de celui de son groupe, la course à la direction d'une organisation paysanne contribue au renouvellement de la catégorie dirigeante d'une communauté. En fait, lorsqu'un acteur est en position de force dans le groupe, il bénéficie d'une « centralité de prestige » (Degenne et Forsé, 2004). Sa force réside dans ce cas dans la quantité de personnes qui déclarent être en relation

avec lui et qui considèrent comme importante et valorisante cette relation. Dans ce cadre, les discussions au sein du groupe rejoignent la méthode conventionnelle de délibération, avec des convergences formulées par les personnes dites « centrales ». Ces dernières sont les personnes influentes au sein du groupe car en position de supériorité en termes de notoriété. Cela a toute son importance par exemple lors des discussions de tous les membres du groupe ou du réseau au cours d'une réunion. Même si le statut de « dirigeant » n'est pas toujours explicité, certains membres du groupe auront tendance à se référer à lui pour toutes les décisions ou orientation concernant leur projet en commun.

Cependant, le groupe est aussi un espace pour l'expression d'opinions distinctes de celles des individus influents. Durant les petites discussions mais aussi pendant les grandes réunions, il n'est pas rare que des individus signifient au groupe leur divergence.

### ***a. Leadership et dynamique de groupe***

Le leader, doté le plus de charisme spécifique ou d'avantages scolaires, prend en général l'initiative de la formation du groupement mais aussi le plus souvent la nature du projet qu'il va véhiculer.

Toujours concernant les relations intra-groupes, certains membres de groupes jouent le rôle de pont entre deux réseaux distincts, qui dans une situation normale auraient eu des difficultés pour se croiser. Ces individus occupent une position de « centralité d'intermédiation » (Burt, 1995). Il n'est pas rare à Ambalavao qu'un pépiniériste mette en relation son groupement avec un nouveau réseau de clients, grâce à ses capacités de communication.

En général, l'appartenance d'un individu à un groupe ou encore à un même réseau peut être identifiable par une certaine similitude de discours. La communication entre les membres, et plus précisément l'expression orale des individus, est alors un produit de la dynamique du groupe.

Depuis la fin des années 1980, beaucoup de recherches sur l'observation des mots et expressions partagés entre certains groupes de personnes ont vu le jour

dans les sciences sociales et abouti au concept de « réseau sociosémantique » (Carley, 1991 ; Monge et Contractor, 2003)

Durant nos entretiens, nous avons pu observer des champs sémantiques que chaque groupe d'individus utilise fréquemment. On peut alors identifier des liens entre les individus par des similitudes entre les mots et les expressions employés. En guise d'exemple, l'expression « *manapoaka* » désigne chez le travailleur au sein des carrières de granit le fait de dynamiter un bloc de pierre pour pouvoir les détailler en moellons, alors qu'elle signifie faire des manœuvres de détournement de fonds chez les pépiniéristes.

Dans les groupements à Ambalavao, les fonctions de leader et celle de la présidence se prêtent à confusion. En général, les mêmes personnes s'occupent d'activer les groupements et entretiennent les relations extérieures. Nous avons pu observer aussi que ces leaders appartiennent ou sont liés à la famille dominante dans la communauté.

## **B. Prise de décision dans le groupe**

### **1. Les négociations internes**

Contrairement aux idées reçues, de nombreuses décisions sont soumises à des discussions au sein du groupe. En effet, le groupe se doit d'être plus ou moins homogène avant de pouvoir faire face à l'environnement extérieur. C'est dans ce sens que la définition de l'intérêt commun des membres du groupe constitue une étape importante dans la vie du groupe.

Les membres du groupe, au cours des négociations, se gardent une marge de manœuvre pour pouvoir à la fois assurer leurs intérêts personnels et familiaux mais aussi pour tirer profit des opportunités que représente une décision au sein du groupe. L'analyse des réseaux sociaux, d'après l'Ecole de Manchester, a en effet démontré que tous les acteurs, quelque soit le rayonnement de leur activité sociale, passent en permanence d'une identité à une autre, en fonction de leur perception de la situation et de leurs groupes

d'appartenance (Gluckman, 1940 ; Eve, 2002).

### **a. La notion de compromis**

La prise de décision au sein du groupe revêt une importance particulièrement stratégique. Certains groupes arrivent à retrouver facilement leur intérêt commun à travers leur raison d'être. Selon les membres du groupe, tous essaient de s'accorder pour permettre au groupe d'avancer.

D'autres ont plus de difficultés. L'on constate en effet une sorte d'« hypocrisie » consciente, dans la mesure où les motivations des membres du groupe n'arrivent pas à s'accorder. L'orientation donnée à l'association ou encore la manière dont les décisions importantes sont prises ne correspondent pas toujours aux attentes des membres. En faisant appel au compromis, les individus espèrent garder l'harmonie de la société, le *Fihavanana*, même si le fonds des relations « exprime très souvent des situations conflictuelles » (Pavageau, 1981).

## **C. Pratique de gestion au sein des groupements**

La gestion des groupements est très simplifiée à Ambalavao. Une ou plusieurs personnes se chargent de garder à l'écrit certains faits dans la vie de l'association même si un secrétaire est désigné. En général, très peu d'associations ou de groupements tiennent des procès-verbaux de réunions. Cependant, des faits jugés importants sont couchés sur papier, notamment les flux monétaires.

Les plans périodiques d'activités sont de plus en plus courants dans la gestion des groupements paysans à Ambalavao. D'ailleurs, une formation en business plan est donnée aux membres de groupements par le programme PROSPERER. D'après les entretiens effectués, le véritable défi des groupements est actuellement de rendre les projets d'activités vraiment collectifs, répondant aux réels besoins et aspirations de tous les membres.

De plus en plus de partenaires de développement pratiquent le contrôle par les pairs dans la mise en œuvre des programmes. Le groupement en entier est sanctionné si un membre ne respecte pas les engagements pris par tous. Dans ce cas, les autres membres du groupe pourront exercer une pression morale pour régulariser la situation. L'exemple du groupe AFAKA, un groupement du *fokontany* d'Ambohidavenona appuyé par le Fafiala entre 1989 et 1995 illustre bien ce mode de contrôle. Un des membres a dû se charger du recouvrement d'un débiteur pour sauver l'image du groupe (Rasamoelina, 1995).

### **Conclusion de chapitre**

Olivier de Sardan (1993) affirmait que la confiance et les bases culturelles d'une société conditionnaient la prospérité et la compétitivité d'une Nation. Nous avons vu dans ce chapitre que les dynamiques internes des groupes de producteurs présentaient les mêmes caractéristiques. La culture du regroupement a en effet été très présente à Ambalavao depuis plusieurs années.

Nous avons pu constater que la nature des liens sociaux à Ambalavao rejoint la catégorisation développée par Woolcock *et al.* (2000). Les liens familiaux, basés sur la parenté ou encore le voisinage, offrent des supports dans les tâches de la vie quotidienne. Ce sont les liens d'attachement ou « bonding ». Ces relations sont fondamentales pour l'épanouissement de la personne et pour la bonne marche de la société. La gestion de la main-d'œuvre familiale dépend notamment de la qualité de ces attachements. Pour la population d'Ambalavao, le *indrana* existe toujours même si les relations économiques se développent de plus en plus.

Ensuite, les liens d'acointance ou « bridging » décrivent la relation qui existe entre des personnes d'un même statut social mais qui participent à des groupes différents. Plusieurs ménages de Manankasina et d'Ambohibary sont ainsi pépiniéristes mais ils exercent leurs activités de diverses manières :

individuellement, au sein d'une coopérative ou en groupe informel. De même, les familles productrices d'ananas sont presque toutes membres de la coopérative mais elles appartiennent à divers réseaux pour pouvoir écouler leur produit.

Mais dans certains cas, il existe une personne ou un groupe en particulier qui sert de point d'entrée à un réseau, plus large et plus important, qui est donc déterminant dans le développement d'une activité. Les exploitations familiales dont la production dépend du marché font souvent à cette catégorie de relation. R. est un pépiniériste du village d'*Ambodivona* qui a suivi des formations sur l'agriculture durable dans plusieurs associations. Selon les dires de deux pépiniéristes durant nos entretiens, il a toujours été de son vivant le lien qui a relié les pépiniéristes moyens d'Ambohibary aux grandes plantations d'Ankazobe. Il s'agit des liens instrumentaux ou « linking ».

Les trois catégories de liens s'équilibrent en général dans les sociétés rurales et à Ambalavao aussi. Les entretiens et les observations nous ont cependant permis de conclure que dans certains villages, les liens économiques, ici décrits comme liens d'acointance et les liens instrumentaux, tendent à dominer face aux relations de parenté (Portes, 2000). Certains immigrés venant du Sud des Hautes Terres malgaches, pour travailler dans les carrières, s'intègrent difficilement dans les villages. C'est le cas d'un jeune homme originaire de Behenjy et qui s'est marié avec la fille d'un épicier du village de Manakasina. Suite à des difficultés, le jeune couple a dû se séparer et il a fallu qu'il quitte à la fois le village et son travail, l'employeur du jeune homme ayant des liens de parenté avec le père de la jeune fille.

## **CHAPITRE 4**

### **Vulnérabilité et gestion des risques à Ambalavao**

## **4. Vulnérabilité et gestion des risques à Ambalavao**

Les stratégies de gestion de l'économie familiale sont fortement dépendantes des risques et chocs que les ménages subissent. Dans ce chapitre, nous verrons quels comportements déterminent les différentes stratégies adoptées par les ménages dans le contexte dans lequel ils évoluent. Nous analyserons alors les différentes manières dont les ménages mobilisent leurs ressources familiales (section 2), après avoir mis en évidence les aspects de vulnérabilité auxquels font face les ménages dans le milieu rural en général et à Ambalavao (section 1). Nous verrons ensuite dans la troisième section que la migration contribue dans la construction des stratégies de gestion de l'économie domestique des ménages ruraux à Ambalavao. Dans la dernière section, il s'agira de montrer que les risques ainsi que la conscience d'être dans une situation de vulnérabilité influencent de manière non négligeable le comportement de gestion des ménages. Cela influence aussi la perception qu'ils ont du progrès et leur vision du développement de la société.

### **4.1. La situation de vulnérabilité des ménages ruraux**

#### **4.1.1. Le risque en milieu rural**

##### **A. Risques encourus et chocs avérés**

De nombreux comportements et logiques de gestion des ménages ruraux résultent des événements de la vie quotidienne, situés par Keynes (cité par Lallau, 2008 :4) dans le domaine de l'« inconnu », et que les ménages ont du mal à contrôler et à prévoir. Reliée à cette notion d'incertitude, le risque constitue une problématique à part entière pour une analyse de la société et plus particulièrement dans les pays du Sud. La littérature scientifique a cependant opposé le risque et l'incertitude de multiples manières (Viviani, 1994). De nombreuses nuances d'analyse ont alors vu le jour, en intégrant divers

paramètres tels que l'objectivité ou la subjectivité ou encore l'analyse du jugement des individus dans la gestion de l'économie familiale (Brossier, 1989). A Ambalavao, le comportement des ménages est plus ou moins identique dans les deux cas. De même, nous considérerons à la fois les risques potentiels et les chocs, les risques avérés et devenus réalité dans nos analyses.

L'environnement de production des ménages ruraux malgaches est fortement marqué par ces chocs et risques. Le risque, inhérent à toute activité humaine, renvoie en fait à des aléas affectant, individuellement ou collectivement, les personnes et leur santé, leurs biens personnels et leur patrimoine professionnel. Mais il fait aussi référence aux événements qui ponctuent les cycles de leur vie qui peuvent se traduire par une chute brutale des revenus ou une augmentation imprévue des dépenses. Dans ce dernier cas, on parle plutôt de choc.

Des études récentes nuancent la notion de choc en différenciant « le point d'impact » (Tovo et Saito, 2010). On parle de choc covariant par exemple pour des événements qui frappent tout un réseau social. Une hausse brutale du prix des produits de première nécessité ou encore la sécheresse sont par exemple des événements qui touchent une population entière. Par contre, un choc idiosyncratique remet en question les conditions de vie d'un ménage ou d'un individu : maladie ou perte d'un membre de la famille.

Dans ce sens, la conscience de ces facteurs influence les décisions prises par les ménages, concernant entre autres les incertitudes sur la production et les récoltes, le marché et le revenu en général.

## B. Exposition aux risques

L'agriculture familiale est ainsi continuellement exposée aux risques.

L'insécurité des récoltes est la principale incertitude qui se pose aux paysans. Les agriculteurs malgaches gardent toujours en tête, au moment des activités telles que le semis du riz, que la récolte ne dépend jamais uniquement des techniques ou encore de l'aptitude de chacun mais bien de *Zanahary*, de Dieu. Dans cette représentation, les risques portés par les conditions climatiques sont omniprésents. C'est ce qui donne toute son importance aux variations apportées par le changement climatique dans la vie de l'exploitation familiale.

Les pluies sont par exemple des évènements attendus chaque année, le *fahavaratra*, littéralement le temps des foudres, constitue une période toujours crainte par les paysans. Même si toutes sortes de mesures sont mises en œuvre par la communauté entière, le ménage intégrera toujours le facteur climat dans sa stratégie de production. Le paysan considère plus la possibilité d'être soumis à un aléa plutôt que son intensité et sa fréquence (Moller, 1991).

Les conditions d'écoulement des produits et le marché en lui-même constituent aussi un risque important dans la gestion de l'économie familiale. Dans la majorité des études effectuées sur le milieu rural malgache, le marché et les débouchés sont des paramètres récurrents.

Dans ce contexte, les familles ont peur que les investissements qu'ils font ne génèrent pas assez de bénéfices ou même se transforment en perte pour la famille ; le prix reçu ne couvrent pas les coûts engagés, « *tsy mahaleo ny sarany ny vidiny* ».

### 4.1.2. Aspects de la vulnérabilité des ménages

La vulnérabilité est un concept assez récent, développé par des études de la Banque Mondiale et des Nations Unies pour décrire la situation de nombreuses familles pauvres à travers le monde. Elle met en évidence le sentiment d'insécurité d'un ménage, la manière dont celui-ci perçoit sa situation

et les dangers auxquels il faut qu'il se préserve (Alwang *et al.* 2001). Dans ce sens, les familles pauvres et disposant de faibles moyens sont plus sensibles aux risques que les familles « en bonne situation » (Fafchamps, 1999) et sont donc plus vulnérables. Effectivement, la vulnérabilité correspond selon la définition de Adger (2006) à la susceptibilité d'être affecté par l'exposition aux stress liés aux changements sociaux et environnementaux mais aussi en l'absence de capacité à s'adapter.

Par ailleurs, les ménages des pays les plus pauvres disposent de faibles capitaux et ont du mal à saisir les opportunités qui se présentent à elles. Dans le cadre de notre analyse de la *Sustainable Rural Livelihood*, la vulnérabilité est donc un des aspects de la pauvreté dans la conception de Sen puisque les familles sont dans l'incapacité d'améliorer leur bien-être. Elle correspond aussi pour un ménage à un niveau élevé de risques. Cette notion est par conséquent centrale dans l'analyse de la gestion de l'économie domestique des ménages ruraux. Lallau (2008) considère en effet la vulnérabilité comme le lien qui relie les risques et les capacités des ménages, tels que décrits dans le premier chapitre. En effet, ces « probabilités de voir sa situation ou ses conditions de vie se dégrader face aux fluctuations de la vie » (Rousseau, 2003 : 11) diminuent la capacité des ménages à mobiliser les ressources qui sont à leur portée, quelque soit les risques encourus.

## **4.2. Gestion des risques et mobilisation des ressources familiales**

### **4.2.1. Gestion des risques**

La gestion de risque fait référence à la capacité des ménages à faire face aux événements attendus ou imprévus qui peuvent mettre en péril leur subsistance. L'individu et par extension le ménage dispose donc d'une capacité d'action face aux difficultés auxquelles il fait face (Giddens, 1987).

La littérature scientifique a caractérisé de diverses manières les stratégies mises en œuvre par les ménages pour gérer ces risques et sa situation. Les travaux de Milleville en 1989 considèrent que la gestion des risques dans un ménage rural correspond à la manière dont celui-ci accepte ces risques. Le chef de ménage peut dans ce cas choisir de disperser le risque, ou rallier plusieurs éléments de la gestion pour faire face à un risque potentiel. Il peut aussi le contourner ou l'éviter, selon les moyens qui sont à sa portée.

Mais la typologie classique (Fafchamps, 1999 ; Dercon, 2005) revient à identifier d'un côté les processus développés par les ménages pour se prémunir de tout danger, d'un risque connu ou des incertitudes courantes. D'un autre côté, le ménage peut aussi réorienter ses actions suite à un risque devenu réalité. Lallau (2008) a combiné cette typologie avec des séquences tirées de l'analyse des capacités. Il a alors identifié les actions et réactions des agents en mettant en évidence les dotations en capital des ménages, les opportunités qui s'offrent à eux et enfin les risques encourus. Nous prendrons en compte cette approche pour l'analyse de la situation à Ambalavao.

Mais quelque soit la typologie utilisée, nous rejoignons Alwang (2001) qui considèrent que toute manœuvre de gestion du risque est un investissement que le ménage fait pour son économie familiale.

#### 4.2.2. Stratégies ex ante

Le chef de ménage et la famille entière mettent en œuvre des stratégies pour éviter que les risques ne retombent pas sur l'exploitation familiale. Ces stratégies ex ante concernent surtout des mesures que le ménage prend, suite à ses expériences propres ou aux acquis de la communauté entière (Fafchamps, 1999).

L'épargne est une manière pour les familles de renforcer leur dotation en capital (Rigg *et al.*, 2014). Pour l'ensemble des pays de l'Afrique Subsaharienne, le taux d'épargne des ménages ruraux est de 16% en 2004 contre 22% par exemple en Amérique Latine et n'a plus augmenté depuis les années 1990 (Word Bank, 2006). Les pépiniéristes d'Ambalavao prévoient de faire face à la soudure, durant laquelle leur revenu est en nette baisse par rapport à d'autres périodes de l'année<sup>53</sup>, mais aussi d'affronter la prochaine saison d'exploitation de pépinières en mettant en place un système d'épargne. Le petit élevage est un bon exemple de l'épargne de précaution. Nous avons alors remarqué que la quasi-totalité des ménages interrogés possède une ou plusieurs poules avec les poussins.

Les ménages prévoient aussi de gérer les risques en cherchant, ex ante, à en réduire les effets négatifs. Tovo and Saito (2010) parlent de stratégies de mitigation. Pour les travailleurs dans les carrières de granit, la prévention des difficultés dans la gestion repose sur le capital social, le réseau des mineurs. Ils mettent en place une auto-assurance, informelle, qui leur permettrait de

---

<sup>53</sup> Les paysans affirment gagner aux environ de 5.000 Ariary, soit environ 1, 16 euro par jour durant cette période (2010).

s'entraider en cas de choc important. Un travailleur a alors pu compter sur ses collègues pour assurer sa part de travail quand sa femme a eu un accouchement précoce. Il a pu s'absenter de la carrière durant presque un mois et rentrer chez lui, avec une avance importante sur salaire, ce qu'il n'aurait pu faire si la relation avec ses pairs d'Antsirabe n'était pas de bonne qualité.

Nos observations ont aussi montré que la pratique d'une mère de famille de Manankasina, de ne scolariser que la benjamine de la famille fait partie des mesures ex ante pour prévenir les risques dans son exploitation familiale. Ce que les autres habitants du *fokontany* perçoivent comme une mauvaise gestion est pour elle un moyen de répartir la vulnérabilité de sa famille (Sadoulet *et al.* 2004). D'après les entretiens, elle prévoit en effet que sa fille ne pourra certainement pas aller très loin dans les études *ambony latabatra*, sur les bancs de l'école et qu'il est préférable de la préparer très tôt aux conditions de vie d'une jeune fille à la campagne.

Mais en règle générale, la manière dont le portefeuille familial est géré constitue une stratégie en soi pour se prémunir des risques et chocs. La diversification des ressources du ménages, telle qu'on l'a étudiée dans le deuxième chapitre, sont autant d'opportunités qu'il saisit pour renfoncer « l'existant ».

D'autres mesures sont aussi prises par les ménages pour renforcer leur situation initiale. L'extension des surfaces exploitées, notamment chez les producteurs d'ananas, leur permet par exemple de prévenir une éventuelle baisse de production.

### 4.2.3. Stratégies ex post

Le ménage a recours à plusieurs stratégies après l'occurrence d'un choc ou la réalisation d'un risque. Dans ce cadre, il prend des mesures afin d'adapter ses décisions à l'évènement, de telle sorte que les effets néfastes sur l'exploitation familiale soient moindres. Tovo et Saito (2010) parlent de stratégies d'adaptation. Ces auteurs affirment qu'en Afrique, les stratégies d'adaptation les plus courantes sont « *la diminution de la consommation alimentaire, vendre du bétail, ne pas envoyer les enfants à l'école, émigrer ou faire émigrer temporairement un ou des membres du ménages* » (Tovo et Saito, 2010 :11).

Pour des ménages déjà extrêmement vulnérables, la diminution de la consommation alimentaire n'apporte pas de grande différence dans l'économie familiale (Roudart and Mazoyer, 2010). Une mère de famille a ainsi déclaré que l'habitude alimentaire de sa famille étant déjà assez maigre, elle trouvait difficilement le moyen d'alléger les dépenses quotidiennes en nourriture. Mais il se peut quand même, occasionnellement, qu'elle ne fasse du feu pour que sa famille mange uniquement le soir venu. Elle a ajouté : « *En cas de coup dur, je ne fais du feu que le soir venu pour préparer le repas du soir de ma famille* »<sup>54</sup>.

Les familles puisent alors dans leur capital, leur premier recours étant l'utilisation de l'épargne de précaution. La quasi-totalité des ménages interviewés affirment avoir recours à la décapitalisation à chaque fois que des dépenses surviennent pendant les périodes difficiles. Durant cette période, certaines familles n'hésitent pas à faire de la désépargne. Elles vendent des actifs tels que les bœufs, cochons ou les volailles. En effet, le petit élevage joue le rôle d'épargne cyclique dans les zones rurales (Rakoto, 2013). Il permet aux familles de régler à leur rythme et à leur manière les problèmes de soudure qui ne manquent jamais de se présenter (Doligez, 1996). Cette désépargne suit un processus précis et prévisible pour la plupart des familles. La nature de l'actif à

---

54 *Rehefa sendra ny tena sarotra izahay dia rehefa ahandro sakafo hariva mihitsy aho vao mandrehitra afo ao an-dakozia.*

vendre et donc la dépense à assurer dépend de l'ampleur du choc ou du risque réalisé dans l'exploitation familiale. S'il s'agit par exemple d'un membre de la famille malade, le père de famille vend les poules ou les oies. Mais pour faire face à des dépenses plus importantes telles que des événements familiaux<sup>55</sup>, les familles cèdent des valeurs plus importantes comme les porcs ou les bœufs<sup>56</sup> pour acheter les semences à utiliser pour la saison prochaine.

En cas de choc plus important, certains ménages se replient sur les activités essentielles. C'était le cas d'une famille d'Ambohibary après le décès de la mère de famille. Les autres membres de la famille ont dû arrêter les autres activités génératrices de revenu pour se focaliser sur la riziculture et le petit élevage.

### **4.3. Migration : dispersion des risques dans le ménage**

La migration est utilisée par les familles autant pour prévenir les chocs que pour en atténuer les effets. Dans cette section, nous verrons les formes et rôles de la migration dans la gestion de l'économie familiale.

#### **4.3.1. Aperçu de la migration à Madagascar**

##### **A. Les mouvements de population à Madagascar**

La population malgache a une grande expérience de migration, facilitée par la langue commune du pays. La mobilité de la population est en effet étroitement liée à l'histoire même du peuplement de la Grande Ile. Le contexte géographique et l'impact des différentes crises socio-économiques qui ont

---

<sup>55</sup> Famadihana, circoncision ...

<sup>56</sup> Source : nos entretiens.

touché le pays sont significatifs pour une zone dans la formation de réseaux de migration. Ainsi, les conditions physiques ont déterminé les mouvements des populations au fil des années. C'est ce qui explique les déplacements, temporaires ou définitifs, vers la région Ouest, ou encore vers Ambatondrazaka, l'un des greniers à riz de Madagascar. Cela explique de même le grand flux de déplacement venant des régions Sud de l'île, arides et de moins en moins productives (Freeman *et al.*, 2010).

Les migrants sont perçus de diverses manières dans la société malgache. Plusieurs termes désignent ces personnes parties d'une région pour s'installer, temporairement ou définitivement dans une autre : « venus d'ailleurs, migrants, étrangers »<sup>57</sup>. Ils sont aussi opposés aux propriétaires des terres ou aux descendants de ceux-ci<sup>58</sup>, ceux qui habitent à proximité de la Terre de leurs ancêtres. Ce groupe désigne alors les personnes qui n'ont pas de terre dans les environs, leur *tanindrazana*, terre des ancêtres, étant ailleurs. A Ambalavao, nous avons retrouvé le terme *mpiavy*, « venu d'ailleurs » durant nos entretiens. L'utilisation de ce terme laisse entendre que la migration est perçue dans son sens le plus large : pas de restriction de durée et assez neutre pour préserver les relations sociales.

Dans un contexte de réduction progressive des terres disponibles dans les zones urbaines, une autre dynamique de déplacement se profile depuis quelques années. L'urbanisation qui empiète sur les zones périphériques réduit considérablement les terres disponibles pour des familles qui préfèrent garder un mode de vie d'agriculteurs, ce qui conduit les familles à rechercher des zones pour les accueillir définitivement. D'ailleurs, l'Etat malgache a mis en place des actions politiques afin de faciliter ces migrations. Mais le faible accès aux services sociaux de base dû à un fort enclavement des zones est la principale

---

<sup>57</sup> Respectivement *Mpiavy*, *Mpifindramonina/Mpilaravin'ahitra* et *Vahiny*.

<sup>58</sup> *tompon-tany* ou *tompon-tanindrazana*.

cause de migration évoquée dans les entretiens. Les individus, ou ménages en entier qui décident de changer de lieu de résidence sont ainsi en recherche d'opportunités pour améliorer leur niveau de vie. Tel est le cas d'un paysan venu s'installer dans le *fokontany* d'Antamboho et ayant quitté Antananarivo car il voulait garder sa profession et mode de vie d'agriculteur.

Cependant, ce retour vers le milieu rural poussé par l'extension urbaine n'est qu'une exception. Dans la majorité des cas, les populations rurales migrent vers les pôles urbains. Cet exode rural est motivé par le faible accès des ruraux aux services sociaux de base. La mobilité des populations s'explique par conséquent par la recherche ou la saisie d'opportunités. C'est le cas de la migration des ruraux vers les villes de Madagascar. Les ruraux estiment que les villes leur offrent de plus attrayantes conditions de vie, ou tout au moins des meilleures opportunités. D'après nos entretiens, il s'agit principalement de l'éducation, des soins sanitaires ou encore de la possibilité d'avoir du « *vola maika* », activités économiques à cycle très court.

Actuellement, de nombreux facteurs motivent encore les déplacements des groupes. A l'échelle nationale, des conditions physiques, telles que le climat défavorable à des activités agricoles, obligent les familles à migrer dans des zones plus productives.

A l'instar des grandes villes d'Afrique pourtant, la capitale malgache apparaît « saturée », avec une population estimée à 2 millions d'habitants sur 86km<sup>2</sup>. Les populations des zones périphériques d'Antananarivo ont tendance à croître plus rapidement que dans la capitale. Les études de la FAO concernant les besoins alimentaires ont en effet relevé un taux d'accroissement de 6,3% par an dans les communes périphériques contre 3,4% par an dans la capitale (FAO, 2006).

## B. Origine de la population d'Ambalavao

Plusieurs facteurs se combinent pour expliquer le peuplement à Ambalavao. Cependant, peu de documents relatent le processus, la majorité des informations proviennent de la culture commune de la population et des entretiens que nous avons pu avoir avec les aînés et les personnes âgées dans les villages<sup>59</sup>.

Pendant la période de la royauté, Ambalavao se situe avec Ambohimadana, Tsiafahy, Ambatofahavalo ou encore Ambohijoky dans le Vakinisisaony, la sixième subdivision du royaume Merina. D'après nos recherches, Antamboho, Moratsiazo, Zafimbazahakely, Ampangabe et Ambohidahy étaient rattachés à Ambohijoky dirigé par Rafotsinabodo. Par contre, toute la partie Est, notamment Ambohibary, Ambohibarikely, Lohamandry et Ambohidavenona, était rattaché à Tsiafahy. Durant cette période, la zone, plus particulièrement Ampilanonana, était un gîte d'étape pour les déplacements des nobles<sup>60</sup>, notamment entre Ambohijoky et Andramasina. Quelques familles se sont progressivement installées le long de la route. Les premières familles proviennent aussi des guerres intestines du temps de la royauté. Randriamparany (2008) cite l'exemple d'un *andriana* vaincu venant d'Ambohijoky et qui s'est réfugié à Ankonabe Mahasingana (actuellement dans le *fokontany* Ambohidahy) et y a fondé une famille.

La division administrative durant la colonisation a rapproché ces zones pour délimiter Ambalavao telle qu'on le connaît actuellement. Quand la population avait dépassé les 500 personnes, la zone était devenue un village à part entière dont le chef-lieu était d'abord Ambohibary avant d'être déplacé à Moratsiazo. La première Eglise catholique de la région, dont les vestiges sont encore visibles, était aussi implantée à Ambohibary. Cela explique l'existence d'un *mpiadidy* à Ambohibary, un personnage très important dans l'administration coloniale. Le

---

<sup>59</sup> Notamment pendant les entretiens à Antamboho.

<sup>60</sup> Les *andriana*.

chef *fokontany* et les plus âgés ont affirmé que le dernier *mpiadidy* est mort au début des années 1990, Rabelohataona George, une personne crainte et respectée dans toute la commune. Pendant la période coloniale, les personnes qui voyageaient entre Antananarivo et Fianarantsoa s'arrêtaient souvent dans la localité, et plusieurs d'entre elles s'y sont ensuite installées.

Par ailleurs, l'ouverture de la Route d'Intérêt Local n°5, qui relie Ambalavao à Andramasina, en passant par Bemananony, dans le *fokontany* Ambohidavenona a aussi contribué au peuplement de la région. Beaucoup de travailleurs ayant construit ce *Lalan'ny mpampandry tany*, Route des pacificateurs, ne sont pas rentrés chez eux et se sont installés dans la zone. Plus tard, vers 1922, le chef-lieu était déplacé à Valavao avec l'ouverture de la route reliant Antananarivo à Antsirabe. En 1948, Ambalavao est devenu un Canton (Randriamparany, 2008).

La construction de la Route Nationale 7 en 1950, reliant la capitale au sud de Madagascar, et la construction du chemin de fer ont aussi permis l'installation progressive des travailleurs. Ces derniers auraient d'abord commencé par de petits commerces avant de s'installer définitivement. L'ancienne appellation, Valavao, était devenue Ambalavao, chef-lieu de la commune avec la construction de cette route. Les premiers *fokontany* de la commune ont été créés en 1976.

Actuellement, la population d'Ambalavao est composée principalement de descendants de ces familles anciennes. Mais plusieurs familles se sont aussi installées dans la région après achat de terrain. Les données communales décrivent alors la population comme étant à majorité Merina, et avec une faible part d'origine Antaisaka, Betsileo, Antandroy, des ethnies venant du Sud de Madagascar (Commune rurale d'Ambalavao, 2010).

### **4.3.2. Les principaux réseaux de migration à Ambalavao**

La motivation des individus à émigrer provient en général de leur perception de leur mode de vie, de la conscience de ne plus pouvoir améliorer la vie quotidienne de la famille par les choix socio-économiques qui s'offrent à eux. Mais le déplacement dépend des capacités dont disposent le ménage et des moyens qu'il peut mobiliser.

#### **A.Motivation des ménages à émigrer**

La migration constitue en fait une réponse à la dégradation des conditions de vie dans la zone d'origine. Pour certains, notamment les jeunes, cette pratique est considérée comme un véritable passage obligé. Comme on l'a vu précédemment, l'accès à la terre est de plus en plus difficile dans les pays du Sud. En Afrique Subsaharienne, les rapports sociaux sont marqués par la domination des plus jeunes par les aînés. La migration permet ainsi pour ces derniers de s'en affranchir mais aussi d'acquérir une certaine autonomie économique et sociale (Ruysen and Rayp, 2014). Ces raisons conduisent les jeunes à quitter leur milieu d'origine pour s'installer, définitivement ou de manière temporaire, dans d'autres régions. Il s'agit en général d'un exode rural qui nourrit la rapide urbanisation des grandes villes africaines (de Brauw *et al.*, 2014).

Pour Madagascar, de nombreux auteurs affirment que l'insuffisance des terres agricoles par rapport à la structure familiale est la première cause de la migration (Connell *et al.* 1976 ; Bilsborrow *et al.* 1987 ; Omrane et Ramasinjatovo, 2004).

Pour certaines familles pour lesquelles les activités agricoles sont saisonnières, la migration temporaire apparaît comme la meilleure solution pour augmenter les liquidités disponibles (Vanwey, 2003 cité par Omrane, 2007 : 138). En effet, dans certains cas, la migration est une stratégie pour améliorer les conditions de vie et

accéder à une « position de privilège » (Ellis, 2003). Nous avons constaté ce cas de figure pour deux familles durant nos entretiens. Dans la première, dans le *fokontany* d'Ambohibary, *R.*, le chef de famille, quitte régulièrement sa famille pour travailler dans les grandes plantations d'Anjozorobe pendant les basses saisons de la vente de plants forestiers et horticoles. De même, *T.* une mère de famille pépiniériste de Manankasina, migre tous les ans au mois de mai ou juin vers Morondava et Belo<sup>61</sup>. Elle y vend principalement des articles d'habillement.

A Ambalavao, il est rare que des familles migrent définitivement vers une autre zone. Les jeunes estiment d'après nos entretiens que les activités économiques exploitées dans leur *fokontany* sont de plus en plus saturées et ne permettent plus de véritablement se démarquer. A la grande variabilité des prix et des marchés s'ajoutent les conditions climatiques changeantes qui affectent la capacité des jeunes à mener à bien leurs activités d'agriculteurs. Par ailleurs, il est difficile pour les jeunes d'entreprendre quelque chose de nouveau dans les milieux ruraux. C'est ainsi que deux jeunes hommes respectivement âgés de 18 et 17 ans du *fokontany* de Manankasina, ont décidé de ne plus vivre de la production et de la commercialisation de plants forestiers et horticoles comme leurs parents.

La pauvreté en général et l'insécurité alimentaire poussent aussi les jeunes à quitter leur zone d'origine. Un jeune garçon de 15 ans, originaire de Tsarasaotra situé à environ 2 heures de route d'Ambalavao vers l'Est, a ainsi décidé d'aller habiter avec ses grands-parents à Manankasina car selon lui, « Ici, je *mange régulièrement tandis qu'avant, j'avais toujours faim* », sa mère qui l'élève seule n'ayant pas les moyens de subvenir à tous ses besoins.

Cependant, les revenus obtenus dans le cadre de la migration ne sont pas toujours meilleurs que les gains issus de l'agriculture (Babo, 2006). Certains chefs de famille, notamment les plus âgés, estiment pour une mère de famille de

---

<sup>61</sup> Dans le Sud-Ouest de Madagascar.

Manankasina, que le fait d'envoyer un des membres de sa famille en ville pour un quelconque travail constitue un manque à gagner dans la quantité de travail abattu dans les champs qu'elle cultive.

## **B. Ambalavao : interface de migration**

Le marché du travail local est constitué de « réseaux d'information et de connexions personnelles » en plus d'être un simple fait spatial (Blackburn and Mann 1970). Ambalavao ne déroge pas à ce constat.

### ***1. Ambalavao : un nid d'emploi ?***

D'après nos entretiens, Ambalavao est devenu un « nid d'emploi », surtout depuis la promotion des exploitations de mines artisanales. Des hommes, généralement en groupe et appartenant à de mêmes familles ou venant de mêmes villages, y arrivent régulièrement.

Les contrats de travail entre les migrants et l'employeur se construisent ainsi dans le domaine sur la base de deux aspects complémentaires. D'abord, l'existence de liens de parenté entre les individus conditionne la formation et le maintien d'un réseau de travailleurs dans ce cas-ci (Grieco, 1987). Ensuite, le caractère « ethnique » ou lié à l'origine géographique des individus achèvent de caractériser les employés de carrières les plus recherchés à Ambalavao. Dans la pratique, ce caractère ethnique de l'embauche se construit petit à petit dans l'imaginaire des exploitants de carrières de granit. D'après nos entretiens, l'identité et l'origine géographique des travailleurs est effectivement déterminante dans l'embauche ou non d'un individu qui cherche du travail dans ces carrières. Cela donne à l'employeur l'assurance de la qualité de la main-d'œuvre et ainsi l'assurance de sa satisfaction.

C'est ainsi que l'on peut conclure que l'appartenance à des réseaux externes, à plus forte raison s'il s'agit de réseaux externes basés sur la parenté, contribue

fortement à la nature des relations dans une localité.

L'accueil des migrants est un élément important de la caractérisation de la migration à Ambalavao. Pour les hommes venus travailler dans les carrières de granit d'Ambalavao, l'hébergement est d'abord assuré par le futur employeur. C'est le cas pour J., dont l'employeur a tout de suite réservé un lieu où habiter dès la conclusion du contrat. Cependant, pour ceux qui sont spontanément venus à Ambalavao, les personnes originaires des mêmes villages, les migrants précédemment installés, les hébergent le temps de trouver des employeurs. J.N. a ainsi habité avec J. pendant environ deux semaines avant d'être embauché par le même employeur que lui.

Les familles entières venues s'installer à Ambalavao, comme F. et sa famille à Manankasina, cherchent des résidences individuelles.

#### ***a. Ambalavao : fournisseur de main-d'œuvre***

Par ailleurs, Ambalavao fournit de la main-d'œuvre pour des zones éloignées. Il s'agit surtout de main-d'œuvre qualifiée dont la migration est d'assez longue durée. Ces mouvements de migration sont saisonniers dans cette zone et sont rarement définitifs. « *Nous ne sommes pas trop motivés à partir définitivement d'ici, on est trop habitués et il faudrait alors changer totalement de vie...* »

Mais les déplacements sont en général temporaires : les travailleurs quittent la commune pour une journée, une semaine ou au plus pour trois mois. Des chefs de ménages vont dans la capitale et dans les zones périphériques d'Antananarivo en quête de travail temporaire. Sans être professionnels dans le domaine, ils se proposent comme maçon ou menuisier pour des travaux d'appoint. Les jeunes garçons vont en ville pour chercher un travail dans les entreprises en zones franche. Les jeunes filles se font par contre embaucher en ville en tant que personnel de maison.

Les déplacements qui durent le plus sont ceux qui emmènent les travailleurs dans les grandes zones agricoles du pays. Ce sont surtout les personnes venant

de Manankasina et de Ambohibary qui sont concernées, elles vont jusqu'à Ambatondrazaka ou à Morondava. Les chefs de ménages profitent en effet des décalages des calendriers agricoles, que l'activité des pépinières commerciales permet, pour partir pendant 2 à 3 mois dans ces zones.

#### **4.4. Gestion de l'économie familiale**

La migration est depuis longtemps considérée dans la littérature comme une décision collective impliquant non seulement l'individu qui va se déplacer mais aussi sa famille en entier (Becker, 1991). Cette activité a donc des effets dans la gestion de l'économie familiale, autant concernant la gestion des ressources et des revenus mais aussi dans la gestion du capital social.

##### **4.4.1. Gestion domestique et transfert de revenu**

Le transfert de revenu est à double sens. Le migrant verse régulièrement une partie ou la totalité de son revenu à sa famille restée dans la zone de départ. D'un autre côté, la famille envoie une somme d'argent au migrant en cas de difficulté (Promsopha, 2013).

Tel que prévu dans la nouvelle économie de la migration, les ménages d'Ambalavao bénéficiant de transfert de fonds résistent mieux aux divers chocs qui peuvent subvenir. Ils disposent d'une ressource supplémentaire d'argent.

D'après nos entretiens, le fait d'envoyer leur salaire, en partie ou en totalité, vers le ménage d'origine est un acte naturel, traduisant le sens de l'obligation et la loyauté de la personne envers sa famille. Razafindratsima (2007) a d'ailleurs conclu que les transferts de revenu sont surtout à sens ascendant, c'est-à-dire des jeunes gens vers les plus âgés. En plus d'entretenir les liens familiaux, l'envoi d'argent permet aussi aux familles de faire fonctionner

l'exploitation familiale. Un adulte qui quitte sa famille pour travailler doit envoyer de l'argent pour que celle-ci puisse recruter des travailleurs pour le remplacer. Le revenu en surplus disponible pour le ménage peut être investi dans une activité productive ou non. Pour *R.* un pépiniériste d'Ambodivona, sa femme *N.* économise l'argent qu'il envoie et à son retour, ils achètent régulièrement du matériel utilisé dans la vie quotidienne : groupe électrogène, moto. Mais pour *T.*, le revenu supplémentaire est réinvesti dans l'agrandissement de sa pépinière, notamment l'acquisition de nouvelles plantes et de nouveaux grains forestiers et de nouveaux outils de travail (moto-pompe). Mais dans tous les cas, très peu de familles ayant un ou plusieurs membres migrants font des dépenses « ostentatoires ». Il s'agit plutôt d'investissement.

Cependant, le transfert de revenu a aussi une fonction peu avouée au sein de la famille. On peut dire que cette pratique garantit la place du migrant dans sa famille. Les conditions de vie sont en effet instables dans les zones d'arrivée. Lucas et Stark ont relevé dans leurs études au Botswana que l'individu a besoin d'assurer son possible retour par ce qu'ils appellent un « contrat de co-assurance » (Lucas and Stark, 1985).

#### **4.4.2. Dynamique locale de développement**

Les réseaux sociaux de migration ont des effets différenciés dans la dynamique sociale d'une localité. De nombreuses études ainsi que la pratique ont montré les impacts de l'appartenance à un réseau sur le degré d'intégration des migrants dans une société. Cependant, cela peut aussi être facteur d'exclusion.

## A. Organisation sociale

Les processus migratoires modifient petit à petit les aspects de l'organisation sociale à Ambalavao.

L'arrivée des ouvriers qui travaillent dans les carrières de granit a vu l'essor de la location de logements dans le *fokontany* de Manakasina. Si auparavant, il était rare de voir une famille louer une maison, les chambres ou maisons se libèrent de plus en plus pour héberger les travailleurs migrants. Le loyer dépend du fait que le migrant habite ou non chez son employeur.

D'un point de vue administratif, l'enregistrement des migrants fait partie des attributions du chef *fokontany*. En fait, la gestion des migrations de travail occupe de plus en plus le temps du chef *fokontany*, affirme Ra-Gervais, le chef *fokontany* de Manankasina. Une démarche spécifique est prévue par la loi pour gérer le déplacement des personnes. Chaque personne arrivant dans le *fokontany* doit y déposer son passeport et remplir son carnet, le *karatry ny mpivahiny*.

Cependant, on constate dans la pratique que le système d'enregistrement des migrants manque de fiabilité à Madagascar. A Ambalavao, les chefs *fokontany* se déclarent souvent impuissants lors des litiges opposant les employeurs et les travailleurs migrants. En cas de désaccord en effet, certains travailleurs choisissent de partir en catimini sans leur passeport. Ou d'un autre côté, certains employeurs mécontents saisissent les cartes d'identité de leur employé.

Dans la théorie, les réseaux de migrants et les autres groupes de natifs peuvent entrer en concurrence. Dans les *fokontany* Manakasina et Ambohibary, chez les travailleurs dans les carrières, il n'y a pas vraiment de concurrence dans la mesure où les domaines d'activité des natifs et des migrants sont totalement différents. Les natifs, qui sont en majorité des pépiniéristes, refusent de travailler dans les carrières car c'est un travail qui demande beaucoup de force physique.

De même, les migrants ont quitté leur zone d'origine pour travailler le granit et préfèrent s'y tenir.

## **B. Migration de travail : Intégration et exclusion**

Les migrants installés à Ambalavao sont en général intégrés dans la communauté et participent à toutes les activités de la communauté. Les travailleurs des carrières accompagnent par exemple les jeunes hommes des villages au marché le dimanche. On parle aussi d'intégration car les attributs individuels des membres du réseau ont un poids moindre dans la décision des employeurs de les embaucher, si l'on revient au cas des exploitants de carrières : l'origine de la main-d'œuvre suffit. La concentration d'individus provenant d'Antsirabe dans certaines localités d'Ambalavao s'explique ainsi, notamment dans les *fokontany* où les carrières de granit sont nombreuses : Manankasina, Lohamandry, Ambohibary.

Par ailleurs, les mariages entre pépiniéristes et migrants sont de plus en plus nombreux. La question de la future résidence se pose alors car en tant que migrants les hommes se doivent de revenir dans leur village d'origine alors que la jeune fille est souvent déjà établie en tant que commerçante de jeunes plants et de fleurs. C'est l'une des raisons principales qui ont conduit à l'annulation de l'union entre un jeune migrant venu travailler dans le *fokontany* et une jeune pépiniériste. Mais plusieurs couples migrant-natif existent et ont fondé leur famille dans la zone, comme le cas par exemple d'un homme venant du Sud Est de Madagascar et d'une femme, fille de maçon du *fokontany*.

L'exclusion se situe au moment de l'installation des nouveaux venus dans la localité. En effet, les compétences des travailleurs potentiels ne peuvent pas être systématiquement vérifiées par les employeurs car les candidatures ne sont pas considérées si les travailleurs déjà installés ne soutiennent pas les nouveaux venus. D'éventuelles relations tendues dans les villages d'origine nourrissent

alors automatiquement la méfiance des employeurs potentiels. Par conséquent, il peut arriver que des migrants qui sont venus spontanément chercher du travail restent dans les *fokontany* une ou deux semaines durant sans être embauché. Dans la plupart des cas, ils changent de *fokontany*, notamment à Lohamandry ou changent même de commune pour trouver du travail, à Andramasina par exemple ou en ville à Soamanandrarinny. Dans tous les cas, les plus âgés des personnes interrogées ont rappelé durant les entretiens l'importance du discours du « *fiaraha-monina* » la vie de la communauté à préserver pour éviter d'exclure les nouveaux venus. Les chefs *fokontany* interrogés déclarent de leur côté qu'ils n'ont pas encore relevé de grands manquements à ce principe dans leur *fokontany*, sauf les quelques cas de fuite des travailleurs devant leur dette.

### C. Le retour des migrants

Les impacts de la migration dans les sociétés, émettrices et de destination, sont multiples. Les migrants, notamment les migrants temporaires, sont certes porteurs de liquidités pour leurs familles mais ils apportent aussi et surtout de nouvelles connaissances pour améliorer l'exploitation familiale. Ces gains d'expérience pratique font que la migration donne une impulsion nouvelle pour les villages d'origine et à l'échelle d'un groupe, pays ou village, a un impact sur le développement.

Les jeunes filles qui ont travaillé un temps comme bonne de maison en ville ont par exemple un meilleur sens de l'organisation au sein de la famille. Tel est le cas de *Sarindra* et de *Virginie*, de jeunes mères de famille anciennement bonnes à Antananarivo habitant respectivement Antamboho et Manankasina. D'après nos observations, leur cuisine et la maison dans son ensemble sont remarquablement plus équipées et plus propres que celles d'autres familles.

Les premiers pépiniéristes qui se sont déplacés pour vendre leur force de travail en ville ont pu étoffer leur offre. Si auparavant, il n'y avait quasiment que

des pépiniéristes dans la commune, beaucoup d'entre eux sont devenus actuellement jardiniers et paysagistes. Ils sont très sollicités dans les grandes villas de la capitale et ont chacun un portefeuille de clients très appréciable. Le cas d'un ancien pépiniériste de Manankasina interrogé durant nos recherches de 2010 est remarquable, puisque depuis il a été engagé comme fonctionnaire de l'Etat et travaille au Palais Présidentiel en tant que jardinier.

#### **4.5. Gestion des risques et vision de développement**

Migration et développement sont liés autant dans les théories économiques que d'un point de vue socio-anthropologique. Considérée comme stratégie de subsistance des individus et des ménages, des analystes introduisent depuis quelques années l'idée que la migration est en fait une aggravation du sous-développement dans les pays du Sud.

##### **4.5.1. Evolution historique**

Selon les théories néo-classiques, l'individu consent ou choisit de quitter son lieu d'origine pour rechercher un meilleur revenu. C'est le concept du « *wage differential* » développé par Todaro en 1969 : le surplus de revenu que l'individu qui migre espère obtenir en quittant son lieu d'origine. Dans ce cas, la migration est partie intégrante des processus de développement à la fois pour le lieu d'origine et le lieu de destination dans la mesure où c'est un moyen pour allouer de manière optimale les facteurs de production (De Haas, 2010). Concernant le facteur travail par exemple, le déplacement des migrants crée la rareté de la main-d'œuvre et l'augmentation des salaires dans les zones d'origine. C'est ce que plusieurs auteurs qualifient d'« optimisme développementiste » dans la

théorie de la migration.

Cependant, à la fin des années 60, le renforcement des disparités de revenu entre les zones émettrices et les zones de départ a remis en question la théorie néo-classique. La « croissance équilibrée » et « l'égalisation des prix des facteurs » espérées ne se produisent pas. Cette vision se rapproche de la relation centre-périphérie pour laquelle la migration ampute les régions rurales de son capital humain au profit des pôles urbains, où la main-d'œuvre est de surcroît bon marché. Ceci augmente la dépendance des milieux ruraux à la ville et du point de vue de l'économie internationale, la pérennisation du sous-développement (Almeida, 1973). En outre, la migration contribue à renforcer les inégalités dans la société émettrice. Les familles dont un ou plusieurs membres ont migré s'enrichissent plus que les familles qui n'ont aucun membre migrant. Certains travaux ont aussi montré que l'apport de la migration dans le développement de la région d'origine n'est pas économiquement significatif car les migrants n'investissent pas les revenus obtenus. Ils s'adonnent au contraire à une « consommation ostentatoire » ou font des pseudo-investissements<sup>62</sup> (Lewis, 1986).

Ces deux courants, deux extrêmes de la relation migration et développement, ne se vérifient pas toujours. De Haas (2010) donne un large éventail de cas qui montrent que ces théories sont trop rigides. La perfection économique décrite par les néo-classiques et les mécanismes d'appauvrissement et de paupérisation prédits par les néo-marxistes sont parfois réfutés tous les deux par la réalité.

#### **4.5.2. La migration : une aggravation du sous-développement ?**

Avec le départ des jeunes actifs, la migration contribue à accélérer la baisse de la fécondité. Baillif et Ory ont pu conclure dans leurs études que la fuite d'une

---

<sup>62</sup> Par exemple, rénovation de leur maison.

part importante des actifs d'une population est en effet significative dans la reproduction (Baillif et Ory, 1992).

Si à plus forte raison elle est constatée à grande ampleur, la migration affecte suffisamment la dynamique de la population et par conséquent le phénomène de transition démographique. En fait, la diversification des formes de mobilités peuvent présager que l'équilibre post-transitionnel d'une population est proche. D'après Stark (1991), la migration, qu'elle soit temporaire ou définitive, fait partie des stratégies utilisées par les ménages pour ravitailler la trésorerie en liquidité. Vanwey (2003)<sup>63</sup> affirme par ailleurs que le village d'origine constitue le point de référence dans toute analyse de la migration.

### **Conclusion de chapitre**

Qu'ils se réalisent ou non, les risques et les chocs accroissent la vulnérabilité des ménages ruraux. En frappant un réseau social ou touchant un ménage en particulier, ils ont des impacts sur le comportement du ménage. Nous avons alors vu que les ménages ont chacun leur manière pour faire face aux éléments incertains de la vie quotidienne.

La résilience d'un ménage représente alors sa capacité à anticiper les événements possibles et à y réagir de la meilleure manière. Nous avons vu dans ce chapitre que les comportements des ménages ruraux d'Ambalavao sont à la fois actifs et réactifs. En effet, les familles arrivent à tirer parti des situations, aussi désavantageuses soient-elles, pour améliorer leurs conditions de vie.

Pour ce faire, elles avantagent les mesures ex ante pour gérer les éventuels chocs et se prémunir contre les risques. Le recours à l'épargne, avec la diversification des sources de liquidité, font partie des comportements qui découlent de cette situation.

---

<sup>63</sup> Cité par Omrane, 2007.

D'autres gèrent aussi la conscience de la vulnérabilité par la répartition interpersonnelle des risques et optent pour des stratégies telles que la migration pour assurer leur survie. En plus de diversifier le revenu, la migration d'un membre ou de la famille entière a des impacts certains dans la stratégie productive et dans la gestion de l'économie familiale. Les résultats sont aussi observables à l'échelle de la dynamique de développement la zone. Cela s'est largement vérifié à Ambalavao dans le cadre des apports des migrants dans les activités économiques des différents *fokontany*.

Enfin, les habitants comptent toujours sur des interventions externes : les politiques publiques et les différents programmes de développement.

## **CHAPITRE 5**

### **Innovation et prise de décision en milieu rural**

## **5. Innovation et prise de décision en milieu rural**

L'innovation est actuellement perçue comme le moteur de développement de la société (Corneloup, 2009).

Nous verrons dans une première section que dans la conception de l'innovation les approches utilisées par les différents intervenants ont été faites et défaites en fonction des objectifs qu'ils se sont posés. La deuxième section montrera les offres d'innovations qui peuvent être rencontrées à Madagascar. De nombreuses tentatives d'introduction de nouvelles pratiques sont recensées à Ambalavao, en fonction des entités qui sont intervenues dans le domaine.

Dans la littérature scientifique, il est établi que l'adoption des pratiques innovantes influe sur les dynamiques familiales et communautaires d'un groupe. Dans la section 3, il sera ainsi question des modalités d'appropriation de l'innovation par les ménages et par la société. Dans ce sens, le processus d'adoption des innovations sera étudié plus en profondeur, notamment la place des intervenants intermédiaires dans ce processus.

La dernière section relèvera l'impact des pratiques innovantes dans la gestion de l'économie domestique des ménages ruraux malgaches. Nous verrons que l'expérience de l'introduction de nouvelles pratiques à Ambalavao a touché plusieurs aspects des stratégies productives des ménages ruraux.

## **5.1. Innovation et développement rural**

Les approches utilisées par les « développeurs » ont évolué en même temps que la compréhension de la notion d'innovation.

### **5.1.1. La notion d'innovation**

Nous avons déjà effectué un large état de l'art dans la définition du concept d'innovation dans l'introduction. Deux aspects de cette notion attirent cependant notre attention car ils correspondent au processus qui se met en œuvre dans la commune d'Ambalavao.

#### ***1. Innovation : invention technique et organisationnelle***

Le terme « innovation » faisait initialement référence à la mise à disposition d'une invention technique issue de la science pour la population. Schumpeter en 1935 a marqué l'entrée de la notion dans les sciences humaines et sociales en mettant en évidence les différentes natures de l'innovation. Il l'a en effet défini comme une « combinaison nouvelle de facteurs de production qui peut s'exprimer par la confection d'un nouveau produit, une nouvelle manière de produire, la construction de nouveaux débouchés, ou l'accès à de nouvelles ressources » (Schumpeter, 1935).

En 1970, Boserup est arrivée à la conclusion que l'introduction d'une innovation dans un système agraire résulte de la baisse du rendement agricole et de la fertilité de la terre liées à l'accroissement de la population et corollairement de la pression foncière. En cas d'assimilation et de réussite de la pratique innovante, le rendement retrouve alors son niveau précédent à défaut d'augmenter.

De nombreuses déclinaisons du concept ont alors vu le jour. L'« innovation sociotechnique » a par exemple été pensée dans l'optique que

toute invention technique est « enchâssée » dans le cadre d'une innovation organisationnelle ;

**a. Innovation : processus  
d'apprentissage et de construction  
sociale**

En plus de l'usage, technique ou organisationnel, pour lequel elle a été développée, l'innovation a des impacts sur les liens sociaux qui existent au sein de la communauté. L'innovation affecte alors la structure et la dynamique de la population entière. De nouvelles formes de relations sociales peuvent être générées à partir de l'introduction d'une nouvelle pratique dans la communauté, tout comme cela peut en détruire (Flichy, 1995). A force de modifier les comportements des individus, l'innovation contribue à « construire le territoire » (Quéré, 1995). Les relations de proximité sont alors essentielles dans l'apprentissage des nouvelles pratiques.

Dans ce sens, la sociologie wébérienne met en évidence la notion d'innovation sociale, que nous avons définie dans l'introduction<sup>64</sup>. Cette conception s'inscrit plus dans le long terme, par opposition à une résolution de problèmes ponctuels (Saucier *et al.*, 2006). Plusieurs paramètres conditionnent la réalisation de l'innovation sociale. Résultant de la mobilisation de plusieurs acteurs, elle poursuit une finalité sociale, répond à des problèmes locaux et est donc utile à la communauté (Bourque *et al.*, 2007).

Les mutations qui ont touché la paysannerie ont alors été imputées à l'innovation. Dans l'agriculture familiale, l'innovation est perçue comme le « processus à travers lequel le producteur modifie son système de production pour échapper à une contrainte ou profiter d'une opportunité » (Faure, 2007). L'exploitation agricole en elle-même se retrouve alors modifiée car les différents aspects, interdépendants comme on l'a vu auparavant, sont appelés à être

---

<sup>64</sup> Voir en page 14.

touchés : les modalités de culture et d'élevage en passant par la gestion des flux physiques et monétaires et l'organisation général du travail dans l'exploitation.

Les individus restent cependant fortement intégrés dans des ensembles familiaux et lignagers. Cela réduit considérablement les initiatives individuelles, telles que l'adoption de nouvelles pratiques et permet de maintenir l'équilibre et la stabilité de la communauté (Robertson, 1981).

### **5.1.2. Les approches qui ont porté l'innovation**

La sociologie du développement a été longtemps empreinte de « l'eurocentrisme des sciences sociales » (Guichaoua et Goussault, 1993 cités par Ekomo Engolo en 2001). Cela explique les changements d'approches utilisées pour mener le développement dans la société, en fonction de la conception qu'ils ont de l'innovation et en fonction des « développeurs ».

La diffusion des nouvelles techniques est souvent initiée par la méthode de la vulgarisation. La mécanisation en milieu rural fait partie des innovations les plus importantes en Afrique subsaharienne. Le bétail étant en effet soumis à de nombreux aléas, la traction animale ne suffit plus à effectuer de manière efficace et efficiente les travaux de champs. L'exploitation familiale n'arrive plus alors à maintenir le niveau de production nécessaire. C'est ainsi que l'introduction des outils mécaniques dans les champs ont permis de maintenir un certain niveau de production dans les exploitations. Cependant, les économies locales et régionales n'arrivent pas toujours à s'adapter à ce système mécanisé. En premier lieu, les coûts d'acquisition et de fonctionnement sont importants. Ensuite, les terres africaines sont le plus souvent très morcelées. L'utilisation des machines est donc difficile.

Dans ce cadre, l'Etat avec ses partenaires, principaux acteurs de ce processus, ont déterminé les informations à faire passer aux paysans, selon une méthode plus ou moins standardisée, par l'intermédiaire du vulgarisateur. En fait, c'est à

partir de la Seconde Guerre Mondiale que le secteur agricole a fait l'objet d'une politique de modernisation qui a amélioré les méthodes de production et favorisé la mobilisation collective des agriculteurs (Brunier, 2015). Cette méthode a largement été utilisée à Madagascar. L'Etat a formé de nombreux vulgarisateurs et mis en place une Direction de la vulgarisation agricole et de l'appui à l'organisation des producteurs dans son ministère de l'agriculture.

Outre cet aspect technique, la modernisation a aussi touché l'aspect humain, notamment l'importance de la relation des conseillers agricoles avec les agriculteurs, leurs cibles. La méthode de la familiarisation avec les exploitants et leurs épouses a été par exemple très utilisée dans le but d'avoir une entrée dans la gestion de l'économie familiale des agriculteurs (Rémy, 2006). Par conséquent, les conseillers agricoles ont eu des rôles de plus en plus précis et spécialisés. Les techniques utilisées dans le métier ainsi que les modalités d'interaction avec les exploitants ont fait l'objet de codifications afin de créer un référentiel de métier, à condition que la réalité et la situation locale le permettent.

La démarche de « *recherche – action* » a fait son apparition dans le domaine des sciences sociales avec le chercheur Lewin (1948) dans le but d'un côté, de réduire les écarts qui devenaient de plus en plus marqués entre les chercheurs et l'objet des recherches, et de l'autre dans la volonté des chercheurs à voir les résultats concrets de leurs études dans la résolution des problèmes sociaux. Cette rencontre entre les chercheurs et les usagers permet alors d'initier des transformations dans le système, par une réflexion interne et une démarche participative « tournée vers l'action » (Stringer, 1999). La recherche – action ou encore recherche - intervention vise à la fois la production de connaissance pour la communauté scientifique et la résolution des problèmes sociaux.

Dans le domaine agricole et rural, cette démarche vise à caractériser les modes d'exploitation agricole du milieu rural pour ensuite les améliorer. Abaladejo et Casabianca (1997) ont alors identifié trois principaux objectifs de la

recherche – action. La résolution des problèmes identifiés dans la société vient en premier lieu. Cette démarche vise aussi à former des personnes et à produire des connaissances. C'est dans ce cadre que les intervenants dans le domaine du « développement rural » ont conduit des « expérimentations » en condition de vie réelle pour démontrer et initier des pratiques innovantes chez les ruraux. Ces « développeurs » s'attachent aussi à identifier les problématiques d'intérêt qui se posent aux producteurs et les différents niveaux d'organisation dans la société. Cela permet de renforcer la capacité d'innovation de cette société. Cette approche a été déclinée de plusieurs manières par les praticiens et l'adoption de cette approche a profondément modifié les rapports existant entre les acteurs du développement en milieu rural. Associée à l'apprentissage participatif (Defoer, 2008), la recherche action insiste par exemple sur l'éducation des adultes et le renforcement de capacités, tout en valorisant les connaissances existantes. Les intervenants dans le développement rural se donnent alors le défi de formuler leurs actions en fonction de la demande des paysans. Dans ce sens, la valorisation des savoirs locaux correspond de la même manière à l'innovation que les informations techniques.

L'utilisation de ces approches n'est pas linéaire dans le temps. Les intervenants choisissent l'une ou l'autre en fonction de la situation. Les premiers organismes qui sont intervenu à Ambalavao ont appliqué la recherche action dans le cadre des programmes successifs de reboisement villageois qui y ont été conduits, PARV et FDP (Gabathuler *et al.*, 2014 ; Moller, 1991 ; Randriamparany, 2008). La mission Suisse a effectivement construit son approche en adaptant systématiquement les techniques de production des plants avec des stratégies de diffusion de ces techniques en fonction de l'observation des comportements des villageois.

### **5.1.3. L'offre d'innovation à Ambalavao : une pluralité d'intervenants**

Les offres d'innovation sont multiples et ont touché plusieurs aspects du milieu rural. Beaucoup d'actions pour le développement ont été conduites dans la commune rurale d'Ambalavao, notamment à cause de sa proximité par rapport à la capitale. Les parties prenantes sont - en dehors de la population d'Ambalavao, cibles de ces offres – les intervenants étatiques et ses ramifications (PROSPERER) et les intervenants privés, la coopération suisse FDP, PARV et SAHA.

#### **A. La Coopération Suisse : innovation technique et durabilité**

##### ***1. Les projets de reboisement villageois à Ambalavao***

La problématique de la préservation de l'équilibre écologique face à la dégradation de l'environnement s'est posée dans les Hautes Terres malgaches depuis les débuts des années 1980, mais elle a pris de nombreuses formes au fil du temps et des expériences. L'apparition des exploitations de pépinières dans la Commune Rurale d'Ambalavao fait suite à l'expérience de plusieurs opérateurs d'appui aux reboisements villageois, dont le principal est l'Inter-coopération suisse.

Cette coopération a, de 1988 à 1993, pris la forme du Programme d'Appui au Reboisement Villageois (PARV). Au début des années quatre-vingt, les projets concernant l'aménagement de l'espace rural, notamment dans les pays en voie de développement, ont fait suite à une application locale des politiques globales d'aménagement. Formulées au sommet par les bailleurs de fonds et les responsables nationaux, ces politiques sont appliquées dans des régions que ces derniers jugent appropriées et opportunes. L'opinion des bailleurs de fonds

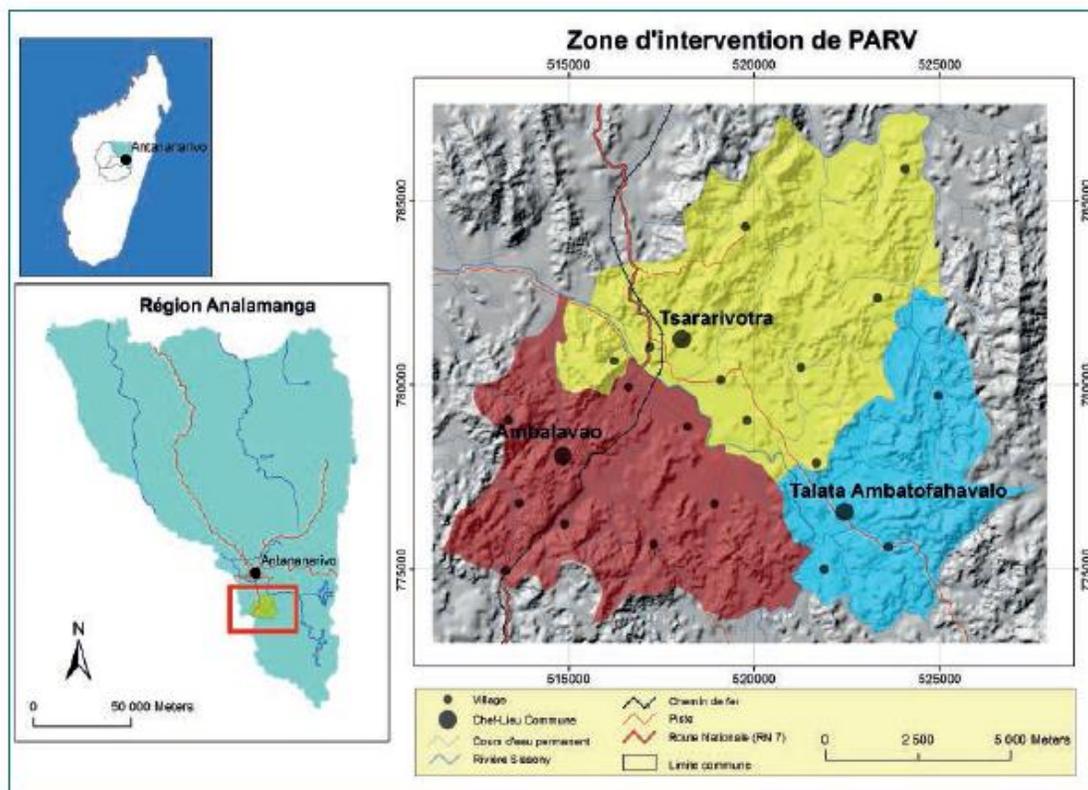
rejoignait cette tendance pour les projets de reboisement à Madagascar: « Toutes les actions concernant les reboisements doivent être pensées et mises au point avant d'être introduites auprès des villageois » (FAO, 1983 :39). En effet, la majorité des projets considérait la population locale comme un obstacle à la protection des arbres, c'est-à-dire la préservation de l'environnement (FAO, 1981).

C'est dans ce contexte qu'une mission suisse a identifié la nécessité d'un projet de reboisement dans les bassins versants d'Antananarivo en 1983<sup>65</sup>. En effet, l'environnement écologique de la capitale était caractérisé par un phénomène répandu d'érosion qui risquait de devenir irréversible. Les rizières, dont la fonction nourricière est essentielle pour la capitale, subissaient les conséquences de cette situation. La régularisation du régime des eaux ainsi que la maîtrise de l'ensablement des bas-fonds devenaient par conséquent urgentes. D'un autre côté, la satisfaction des besoins croissants en matériels ligneux faisait partie des résultats attendus du projet de reboisement. La mission a alors été conduite afin de restituer l'équilibre entre l'environnement humain et l'environnement naturel, soit « promouvoir l'arbre sous toutes ses formes ».

---

<sup>65</sup> D'après le Rapport de mission (1983), le bassin versant d'Antananarivo couvrait une superficie de 390.000 ha.

**Carte 2 : Zone d'intervention du PARV (source : Gabathuler et al. 2014)**



Ambalavao, rattaché au champ de démonstration d'Ambatofahavalo (Moller N°1, 1991), était localisé dans le bassin versant d'Antananarivo Sud ou la Région A du PARV<sup>66</sup> (voir Carte 2). Cette zone a fait partie des 37 collectivités où ce projet a été expérimenté. Le projet consistait à diriger les paysans locaux dans la plantation d'arbres sur les plateaux de la commune. Des comités communaux de reforestation qui fonctionnaient par un système de prime pour les participants, ont été mis en place. En effet, chaque collectivité ayant eu de bons résultats, à savoir un nombre important d'arbres plantés, recevait des « fonds d'appui » (Ramamonjisoa, 1999). Pour le cas d'Ambalavao, 2639 lots ont été

<sup>66</sup>La commune Ambalavao a été classifiée dans la Région A du PARV avec Ambatofahavalo et Tsararivotra. Ces trois communes se trouvent toutes dans la Région Analamanga, district Atsimondrano.

plantés durant le programme sur une superficie de 185,3 ha de terrain<sup>67</sup>. C'est dans le cadre du PARV que les premières pépinières, dites « centrales » ont fait leur apparition dans les collectivités concernées : les paysans aidés des comités communaux de reforestation participaient ensemble au conditionnement des plants nécessaires au projet ainsi qu'à leur entretien. Les bailleurs fournissaient les semences préalablement triées. Ces pépinières sont devenues durant cette première phase de la campagne de vulgarisation des points centraux d'activités partagés entre le personnel du projet et les agriculteurs.

Mais Ambalavao a présenté des particularités plus favorables que les autres sites de la Région A du PARV. C'est ainsi que les deux stations connexes, Ambatofahavalo et Ambohimadana Nord ont été abandonnées au profit d'Ambalavao (Moller N°2, 1991). En plus des reboisements sur terrains domaniaux en cours, ce champ remplit à partir de 1991 plusieurs autres fonctions. Il est alors devenu un site de d'expérimentation et de production de plants pour l'usage local et l'approvisionnement des autres stations encore fonctionnelles du projet.

Face à cette augmentation de la demande en plants, le nombre des pépinières a été augmenté. Des agriculteurs particulièrement formés les ont alors conduites. Elles sont devenues des « pépinières forestières à petite échelle » (Buck, 1990), c'est-à-dire gérées en partie par des paysans. Plusieurs avantages motivent la mise en place de ces pépinières à petite échelle. Cette approche augmente chez les paysans le sentiment de possession relatif aux plantules d'arbres et à la gestion des pépinières. Leur motivation s'en trouve renforcée. De plus, la proximité des centres de pépinière facilite l'entretien et la gestion de celles-ci. Cela permet aussi une mise en valeur des hameaux hôtes dans la mesure où les réunions, visites et autres activités importantes pour la vulgarisation se font à proximité des points de pépinière (Buck, 1990). La gestion des pépinières a pris une envergure particulière à ce stade. En effet, plusieurs facteurs sont à

---

67 Source : Tab.6, Importance des superficies plantées et entretenues dans la région A du PARV. Ramamonjisoa, 1999. p 7.

considérer. Si la détermination de la taille, des espèces à élever, la fourniture des matériaux sont dévolues aux initiateurs du projet, les tâches spécifiques ont été confiées à des paysans, moyennant certes rémunération et formation mais impliquant quand même leur contribution. Il s'agit du conditionnement des terrains, de la préparation des planches de semis ou encore de la mise en pot des plantules.

### ***Les premières pépinières : aspect technique***

La première phase du PARV a été approvisionnée par deux pépinières centrales, avec une capacité annuelle de 30.000 plants chacune. Le choix des essences élevées se basait sur les caractéristiques du sol dans les champs d'observation. Pour Ambalavao, il s'agissait surtout des variétés d'Eucalyptus, de Pins, de Ravintsara. La première campagne de reboisement, de Janvier 1984 à Décembre 1985, a utilisé des plants d'Eucalyptus et de Pin. Ces peuplements sont d'ailleurs retraçables dans le paysage actuel de la commune.

La participation des villageois se situait dans la mise en terre des plants et l'entretien des peuplements. Pour ce faire, le projet comportait un volet de formation continue pour toutes les entités concernées, à savoir les paysans, les agents de vulgarisation et de sensibilisation ainsi que les cadres-responsables. Ces formations incluaient la maîtrise des techniques spécifiques. Le rapport de mission mentionne alors l'introduction du repiquage en gaines de petites dimensions particulièrement pour les plants d'arbres forestiers ou encore la composition du terreau. Chaque habitant d'Ambalavao questionné à ce propos affirme connaître l'existence de ces formations sur la foresterie données dans les années 1980. Cependant, très peu de documents écrits permettent de les retracer auprès des archives communales ou auprès des prolongements des actions suisses à Madagascar. Néanmoins, les entités concernées sont devenues qualifiées pour effectuer les opérations relatives aux pépinières et à la plantation.

### **a. Vers la durabilité**

L'émergence de la préoccupation de « durabilité » sur la scène internationale au début des années 1990 a donné lieu à une modification du référentiel des politiques agricoles et rurales appliquées (CIRAD, 2009). Effectivement, la protection de l'environnement, par la mise en place de projets de peuplement d'espaces ruraux ne peut réellement s'inscrire dans la durabilité que si les populations adjacentes à ces espaces peuvent assurer leur bien-être. Un nouveau programme : Foresterie et Développement Paysan (FDP) est né de ce changement de point de vue. Riche de la capitalisation des acquis du PARV et d'autres opérations de reboisement (Ramamonjisoa, 1999), ce programme a apporté des modifications notables dans le contexte spécifique de la région. De plus, des centres de recherches spécialisés se sont penchés sur le reboisement et les problèmes techniques, notamment FAFIALA<sup>68</sup> entre 1993 et 1996.

Réalisé entre 1996 et 2000, FDP consiste à diffuser de nouvelles techniques agricoles relatives à l'aménagement des espaces. Il avait pour objectif d'enclencher une auto-prise en charge par rapport au reboisement chez les paysans. Van den Breemer *et al.* (1994) parlent d'une foresterie sociale caractérisée par « la mise en place et la protection d'arbres par les paysans eux-mêmes »<sup>69</sup>. Dans ce sens, les paysans d'Ambalavao devaient être capables de conduire eux-mêmes leurs opérations de reboisement, et ainsi sortir de la tutelle des bailleurs de fonds dans leurs actions pour l'environnement. Il s'agit concrètement d'allier foresterie, c'est-à-dire le reboisement et les activités y afférentes, et cultures vivrières. En effet, les initiateurs du programme ont réalisé que la reprise du reboisement villageois passait par la stabilisation, sinon l'augmentation du revenu des ménages participants. Dans un cadre rural, cette augmentation du revenu passait principalement par une amélioration du

---

<sup>68</sup> FAFIALA : Centre d'expérimentation et de diffusion pour la gestion paysanne des collines ou tanety

<sup>69</sup> P. 3

rendement agricole. La réussite du FDP était ainsi conditionnée par l'existence d'une agriculture familiale performante, en plus du bon entretien des peuplements. Les paysans d'Ambalavao étaient donc en charge de l'entretien des zones artificiellement boisées de leur région mais aussi de leur moyen de subsistance. Le temps alloué aux plantations était par conséquent réduit. Cette situation a alors provoqué la propagation des pépinières dans la localité. Chaque famille, ou chaque *fokontany* ayant sa propre organisation du temps, la tenue d'une pépinière centrale, comme c'était le cas durant le PARV, était devenue impossible. Chaque « entité sociale » (Chevrier and Ernest, 1983) c'est-à-dire la famille, le hameau ou le *fokontany* pouvait alors mettre en place sa propre pépinière.

## **B. Le SAHA : budget participatif et innovation organisationnelle**

La commune rurale d'Ambalavao avec la commune de Porto Alegre au Brésil ont été les premières à avoir expérimenté le budget participatif dans la gestion du budget communal (Bacqué et Sintomer, 2001). Le programme SAHA a d'ailleurs constaté à Ambalavao « *une forme embryonnaire de ce processus* » durant ses activités d'accompagnement pour l'amélioration de la gouvernance dans la commune (Programme SAHA, 2009a).

### **1. L'approche du Sahan'Asa Hampandrosoana ny Ambanivohitra**

Depuis 2000, la coopération entre la Suisse et Madagascar continue sous l'appellation de SAHA : Sahan'Asa Hampandrosoana ny Ambanivohitra. La commune, en tant que PALI<sup>70</sup> est devenue l'interlocuteur du SAHA dans le cadre

---

<sup>70</sup> Partenaire Limitrophe : désigne les entités en partenariat avec l'Intercoopération Suisse, selon la terminologie de la coopération suisse.

des actions de développement contrairement aux précédents partenariats. La mission du SAHA consiste à réorienter la collectivité concernée vers le changement afin d'atteindre les objectifs de la région dans trois principaux domaines : la gestion des ressources naturelles, l'économie rurale et la gouvernance locale avec la société civile.

La Commune Rurale Ambalavao a bénéficié du troisième volet du programme, le SAHA III, mis en place en 2008. Il fait suite au premier et au deuxième volet depuis 2001 : le SAHA I et le SAHA II. Ces derniers ont travaillé directement avec les collectivités de base, COBA, afin de rendre ces dernières autant responsables des projets les concernant que les bailleurs de fonds. Mais la portée de ces partenariats est bien limitée par le fait que ces collectivités de base sont isolées les unes des autres et aussi que leurs effectifs sont assez restreints. Le 3<sup>ème</sup> volet de SAHA apporte de nouvelles stratégies qui visent le renforcement des impacts de l'aide dans les régions concernées. Il consiste alors à générer des effets avec la capitalisation des acquis des deux premières phases. D'autres principes viennent s'y ajouter : réduction de la vulnérabilité du PALI<sup>71</sup>, renforcement de sa maîtrise d'ouvrage ou encore initiation/renforcement de la concertation inter acteurs *et alliance* stratégique.

La particularité de ce programme se trouve dans l'approche et la vision qu'il veut concrétiser. Il aspire effectivement à « *procéder à une adéquation entre la logique paysanne 'hôte' du programme et la logique citadine que la plupart des ONG veulent imposer. Le SAHA travaille à ce qu'une démarche participative soit respectée tout au long du partenariat, qui va impliquer plus la collectivité que l'ONG elle-même.* »<sup>72</sup>.

---

<sup>71</sup> Partenaire Limitrophe

<sup>72</sup> Source : nos investigations en 2010. Propos du premier responsable du SAHA Nation lors de la Réunion du 11.07.08 /CRA-08/

Ils procèdent à de nombreuses formations et capitalisation des acquis dans une optique de durabilité. Les partenariats incluent aussi dans une moindre mesure des investissements, pour concrétiser les actions menées.

L'approche de l'ONG SAHA rejoint la notion de besoins collectifs ou besoins sociaux et de résolution d'un problème collectif, développé par Assogba (2010). Par conséquent, leurs interlocuteurs directs ne sont plus seulement les associations ou groupement de personnes mais plutôt les Collectivités Territoriales Décentralisées, donc les communes. SAHA III se distingue ainsi par le fait qu'en plus des représentants « classiques » de la Commune, la société civile soit aussi acteur principal du partenariat, « *Ankolafin-kery samihafa* ». Ce sont les Chef *Fokontany* et leurs adjoints, les présidents d'associations diverses qui représentent la population à une échelle plus proche.

Le « désengagement progressif » figure aussi parmi les approches de l'ONG, afin d'éviter l'esprit d'assistantat vis-à-vis de ses partenaires en limitant la durée de son intervention. Pour la Commune Rurale Ambalavao, le contrat programme concernant le budget participatif a duré un an et demi et s'est terminé en Décembre 2009.

***a. Le procédé du budget participatif :  
une innovation dans la gestion des  
fonds communaux***

L'initiative du Budget Participatif, basée sur les lois concernant la déconcentration, met les citoyens au centre du processus de décision au sein de la commune. Le Budget Participatif fait en effet appel aux simples citoyens et à leurs représentants pour débattre des politiques publiques et décider des ressources publiques disponibles. Les communautés locales interviennent au niveau de la planification, la mise en œuvre et le suivi du budget communal. Elles sont aussi associées aux décisions relatives à l'affectation et au suivi des fonds communaux. La participation de la population se situe concrètement au

niveau de l'identification des problèmes, la priorisation de ces derniers, la mobilisation des ressources à y affecter et enfin le suivi et l'évaluation des actions. Cette approche participative du budget de la commune vise à renforcer la transparence budgétaire, la participation et le contrôle citoyen de l'action publique (Razanaparany, 2008). Précisons que le procédé ne concerne que le Budget d'Investissement, le Fonctionnement reste la prérogative des organes classiques d'élaboration.

Le contrat programme concernant l'appui de l'ONG SAHA pour la mise en œuvre du budget participatif à Ambalavao a été signé le 18 Juillet 2008. Les parties signataires sont le SAHA Imerina, représenté par son premier responsable et le Maire de la Commune d'Ambalavao avec le président du Conseil Communal. 87% des frais sont financés par le SAHA et le reste est supporté par la commune<sup>73</sup>. L'apport du bénéficiaire concerne les questions logistiques, entre autres la fourniture de salles de réunion ou l'indemnisation des participants aux réunions.

### **C. PROSPERER : innovation économique**

Le programme PROSPERER ou Programme de Soutien aux pôles de Micro-Entreprises Rurales et aux Economies Régionales de Madagascar a été conjointement mené à Madagascar par le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de l'Economie et de l'Industrie, avec l'appui financier du FIDA. Ayant pour objectif global de promouvoir l'augmentation des revenus par la consolidation des micro-entreprises rurales, ce programme a été mené dans cinq régions du pays, dont la région Analamanga. Démarré officiellement en 2008, ce programme a été mis en œuvre en vue de contribuer à la réalisation des priorités

---

<sup>73</sup> Le partenariat entre le SAHA et la commune rurale d'Ambalavao s'estime à 103.422.000 Ariary ou à 30.525 euro (change du 25/07/2016, 1 euro à 3.388 ariary) selon le document du contrat (source : données communales/ entretien avec le Maire de la commune).

nationales définies dans le programme de développement du Gouvernement Malgache, le Madagascar Action Plan, dans l'engagement 4 sur le « Développement Rural ».

La stratégie de mise en œuvre du Prosperer se base sur l'appui aux activités structurantes comme la réhabilitation des pistes rurales ou le développement de filières porteuses. Il s'appuie aussi sur un renforcement des capacités des organisations rurales à travers des sensibilisations et appui à des organisations à caractère économique (PROSPERER, 2007).

L'approche utilisée par ce programme a certains traits de la vulgarisation agricole, bien que les responsables s'en défendent durant nos entretiens. Ils avancent en effet que la participation et le partenariat local est la première étape de la mise en œuvre. Cependant, les relations qui existent entre les agents du programme et les familles participant au programme sont telles que ces dernières assimilent les formateurs et conseillers du PROSPERER au *Fanjakana*, l'Etat. Les agents des programmes approchent la commune pour avoir accès à une base, à des cibles avant de procéder à des évaluations de besoins en formation et renforcement de capacité.

## **5.2. Relation de groupe et adoption de nouvelles pratiques**

L'adoption d'une pratique innovante peut être remise en cause si celle-ci n'apporte pas un bénéfice immédiat pour la famille ou si elle va occasionner des coûts plus importants. Cette théorie explique sans doute la raison pour laquelle le package technique de la JICA a séduit plusieurs familles du *fokontany* Manakasina. Pendant la saison 2015, une vingtaine de ménages ont effectivement accepté d'appliquer la technique de cet organisme parce que divers dotations leur ont été fournies par le programme. Chaque ménage a obtenu de petits outillages agricoles, sarcleuses et pulvérisateurs, en plus de semences « améliorées ». Le seul inconvénient selon les familles pratiquantes étant l'obligation de répondre aux appels des techniciens pendant les séances de suivi, et l'obligation de les attendre pour pouvoir amorcer la récolte le temps venu.

Les comportements des ménages devant les pratiques innovantes dépendent beaucoup des coûts sociaux de ces pratiques mais aussi des relations de groupe dans lesquelles les familles sont insérées. En fait, les entretiens ont montré que, pour les ménages d'Ambalavao, l'adoption d'une nouvelle pratique ou d'un comportement innovant se fait sur trois niveaux.

### **5.2.1. Adoption des innovations exogènes : avantages perçus**

#### **A. Gouvernance et innovation**

L'expérience a été considérée comme une réussite à Ambalavao. Des échanges ont été organisés au niveau de la commune sous forme de partage de bonnes pratiques (Programme SAHA, 2009b) et au niveau national pour la diffusion du procédé dans les autres communes.

L'application du budget participatif a entraîné de grands changements dans le rapport des citoyens d'Ambalavao avec leurs élus. La confiance entre les

dirigeants et la population s'est accrue dès les débuts du programme, selon les dires des concernés. Les citoyens ont eu une meilleure disposition à payer les impôts et taxes car ils ont une connaissance accrue des flux financiers de la commune. La commune a alors affiché une forte augmentation de ses ressources financières de la commune venant d'une hausse du taux de recouvrement des impôts. Les données communales montrent que les impôts perçus entre 2008 et 2009 ont doublé, de 27.615.000 ariary à plus de 58.000.000 ariary. Cependant, une faible diminution a été observée à partir de 2009 à cause de l'instabilité politique qui a touché le pays, et plus particulièrement les zones proches de la capitale. Les enquêtes que nous avons menées ont confirmé ces déclarations de l'administration. Toujours dans le cadre de l'amélioration de la relation entre les citoyens et les élus, des formations et sensibilisation citoyenne ont été menées. Ces sensibilisations ont été menées dans le but de s'assurer la contribution de chacun dans le développement de la commune, notamment en matière d'impôts.

Les diverses formations concernant entre autres la gestion de marché publique a aussi permis aux responsables de la commune d'assurer leurs fonctions dans la légalité. Le Maire de la commune et le Secrétaire Technique de la Commune, cibles de la formation, ont en effet déclaré n'avoir eu aucune qualification par rapport à leur responsabilité après l'élection. Par conséquent, l'innovation consiste en la mise en place de la transparence dans les opérations d'achat de matériels et de prestation de service, un des motifs de la non reconduction de l'ancien maire à son poste selon les chefs *fokontany* interrogés.

La communication institutionnelle de la commune a aussi été modifiée dans le cadre du partenariat avec le SAHA : des écriteaux, des panneaux indiquant les principales *fokontany* ou encore une vitrine décrivant la commune. La mise en œuvre d'une plate-forme de participation de la société civile aux activités de la Commune et à son développement. L'association dénommée ATOME, réunissant des jeunes et des opérateurs économiques de la commune ont vu le jour suite au partenariat avec le SAHA.

## B. Accès au marché et visibilité économique

Avant l'intervention du PROSPERER, nous avons identifié deux catégories de marché à Ambalavao: le marché local et le marché extérieur.

Le marché local, qui se tient chaque dimanche dans un des *fokontany* de la Commune, est pris au sens figuré du terme à Ambalavao puisqu'il est en effet axé sur l'approvisionnement de la campagne en articles venant de la ville et ne favorise pas la commercialisation des produits dans la commune. De nombreux pépiniéristes n'avaient alors pas de point de vente en dehors de la commune. De même, les producteurs d'ananas ne disposaient que de l'emplacement créé au début de l'activité, sur le bord de la route nationale RN7 dans le *fokontany* Antamboho. Pour ces marchés locaux, la clientèle se compose en majorité des personnes qui empruntent la route nationale RN7. En effet, de nombreux étals sont installés tout au long de la route et servent de vitrines pour les producteurs.

D'après nos entretiens, la difficulté qui se pose pour eux durant les ventes se situe en premier lieu au niveau de la communication. Une part de la clientèle est en effet étrangère. Ces derniers ne sont pas toujours accompagnés d'interprète. Or, peu de pépiniéristes comprennent et parlent des langues étrangères. Dans le cas contraire, il arrive que les interprètes prennent une marge de bénéfice sur le prix de vente annoncé. Mais la clientèle est aussi composée d'entreprises ou d'institutions qui veulent effectuer des opérations de reboisement.

La présentation des produits est aussi une difficulté majeure dans la commercialisation de ces produits. Cela s'applique surtout pour la vente d'ananas, un produit destiné à la consommation. Même s'ils prennent des allures de « *voandalana* », souvenirs de voyage, les installations pour la consommation sur place ne séduisent pas toujours les clients.

D'un autre côté, le marché extérieur concerne surtout les pépiniéristes qui sortent de la commune pour vendre leur produit. Les vendeurs s'installent dans les pavillons du marché aux fleurs de la commune urbaine d'Antananarivo, accessibles en payant des redevances communales. Les intermédiaires non producteurs prédominent dans ce marché mais leurs produits viennent d'Ambalavao. Des producteurs issus de familles de grands exploitants d'Ambalavao y sont aussi retrouvés ainsi que certains représentants d'associations paysannes, à côté des vendeurs venant d'autres localités productrices. Avoir une place dans ces pavillons était alors la meilleure stratégie pour ces pépiniéristes pour faire de bonnes ventes, car cela leur donnait de la visibilité et des facilités de contact avec les clients, par proximité. Par ailleurs, les producteurs qui n'ont pas accès à ces pavillons, par manque de place ou de moyens pour les louer, travaillent dans l'illicite. Certains aménagent des points de vente non règlementés dans les zones plus ou moins fréquentées de la ville. Cette situation provoque des problèmes avec les autorités car ces vendeurs ne s'acquittent pas des taxes. Mais certains producteurs, en majorité des petits exploitants, marchent durant la journée dans les ruelles pour proposer leurs produits à des particuliers. Ils peuvent ou non atteindre la capitale, selon le cas. Questionnés sur les profits obtenus par ce procédé, les pépiniéristes affirment gagner au moins trois journées-travail par jour de bénéfice. Même si le véritable intérêt se trouve pour certains producteurs, dans le fait même de se déplacer, c'est-à-dire quitter le village pour aller en ville, la majorité d'entre eux ont affirmé que c'est l'inexistence de point de vente rentable qui les poussent à se déplacer ainsi.

### ***1. Les apports du programme***

PROSPERER vise entre autres la création et l'appui des réseaux d'organisations professionnelles qui répondent aux besoins de développement des entreprises rurales. Dès la première année, le programme a pu enregistrer plus de 700 associations et groupements de base dans les zones d'intervention

contre 150 attendus (République de Madagascar, 2010). Les regroupements de paysans sont ici considérés selon leur degré d'organisation. Les coopératives, groupements informels et associations existants à Ambalavao sont catégorisés parmi les associations et groupements de base. Les données communales n'ont pas pu nous fournir le nombre d'associations de producteurs créées grâce au programme PROSPERER.

Les formations données dans le cadre du programme ont fortement modifié l'agriculture familiale à Ambalavao. Les responsables communaux et les participants ont déclaré que les producteurs sont plus professionnels. Les principales cibles du programme PROSPERER sont les familles productrices de plants forestiers et horticoles de Manankasina et d'Ambohibary ainsi que les producteurs d'ananas du *fokontany* Antamboho.

Les renforcements de capacité se sont portés sur l'amélioration de la qualité et des techniques. Les familles pépiniéristes produisent des variétés de plants rares et à haute valeur ajoutée en plus des variétés courantes. Nous avons pu remarquer que les serres des paysans regroupés sont plus fournies et plus diversifiées que celles des autres, n'ayant eu aucune relation avec le PROSPERER.

Mais d'après les responsables de la commune et les familles participantes, le plus important apport du programme est la transformation du système de commercialisation des produits, notamment la commercialisation des plants forestiers et horticoles à Ambalavao. Les formations en marketing et commercialisation ont permis de modifier la stratégie de commercialisation des produits. D'un côté, des écriteaux annonçant les produits phares de la localité sont visibles tout au long de la route nationale : les plants forestiers et horticoles et les ananas. Un nouveau point de vente a été mis en place à Ampilanonana pour les pépiniéristes. Les familles participantes ont affirmé que la visibilité des produits phares de la localité a été améliorée. Par ailleurs, les techniques de

vente utilisées par les pépiniéristes ont changé. Ils affirment qu'actuellement, la prospection de nouveaux clients ainsi que le maintien du contact avec les anciens leur prend beaucoup plus de temps qu'auparavant. De même, ils affirment pouvoir mieux faire face à la concurrence, que ce soit au marché local d'Ampilanonana que dans les pavillons en ville. L'amélioration de la qualité et de la diversité des produits offerts par les pépiniéristes d'Ambalavao leur assurent une bonne réputation auprès des clients, à cause des formations suivies. Ce qui contribue au maintien d'« un bon niveau de prix ».

### ***a. Organisation familiale***

La vente des plants forestiers et horticoles dans les marchés de la capitale et la création du marché d'Ampilanonana, amène les vendeurs – producteurs d'Ambalavao à adopter une certaine organisation dans leur quotidien. Les marchés sont effectivement permanents et sont assez loin des villages. Un membre de la famille se trouve par conséquent responsable à plein temps de la vente.

Les travaux dans les serres doivent alors être assurés par le reste de la famille. Dans certains cas, les membres de la famille sont obligés de se séparer les uns des autres afin de pouvoir s'occuper des deux aspects de leur travail. Le recours à la main-d'œuvre locale est plus fréquent même si les familles sont assez réticentes à introduire un étranger dans l'exploitation. Un membre de la famille doit alors rester pour assurer l'ouverture des pavillons et les autres opérations. Ce sont surtout les pères de famille qui séjournent quelques jours par semaines dans la capitale, à proximité du point de vente, dans les quartiers d'Anosibe ou d'Anosy à Antananarivo notamment. Le vendredi, les époux se retrouvent puisque jour de marché, la mère de famille apporte de « nouveaux arrivages » dans les pavillons. Les enfants en bas âge se retrouvent confiés à l'un ou l'autre des parents, ou même aux grands-parents. Les enfants des pépiniéristes – vendeurs sont considérés comme plus riches par leurs pairs dans

les villages d'origine. Les vacances scolaires sont l'occasion pour toute la famille d'être réunie.

La création du marché d'Ampilanonana pose des difficultés pour l'organisation familiale. D'une part, les familles ont dû faire le choix entre tenir un pavillon dans l'emplacement du PROSPERER et continuer à vendre régulièrement en ville. La division du travail au sein de la famille a aussi été touchée. En effet, ce sont les mères de familles qui assurent la vente dans ce marché, les hommes trouvant l'emplacement trop isolé. Pour la majorité des familles participantes, il incombe à la jeune fille de la famille d'assurer les tâches ménagères de la maison si la mère de famille ne peut pas le faire avant de partir. Cela ne manquera pas d'avoir des impacts sur la scolarisation des jeunes filles.

### **C. Agriculture familiale et Gestion de l'environnement**

L'actuelle ampleur des pépinières commerciales d'Ambalavao témoigne de la marque des anciens projets de reboisement qui ont été menés dans cette zone. Ces anciennes opérations ont en effet laissé des impacts non négligeables dans l'environnement agro-écologique de la zone mais aussi dans l'organisation de la population elle-même.

#### ***1. Intégration du reboisement dans l'activité de l'agriculture familiale :***

La mise en œuvre de ces programmes successifs de reboisement villageois a aussi contribué à l'aspect actuel du paysage agro-écologique d'Ambalavao. Depuis l'intervention des programmes de l'inter-coopération, en 2006, près de 16% de la zone d'intervention des programmes sont couvertes de forêts contre 4% vers la fin des années 1980 (Savaivo, 2011). Les surfaces forestières sont

effectivement composées par les parcelles de reboisement et les autres parcelles envahies par la dissémination naturelle des grains.

Outre les changements physiques, les anciens projets de reboisement ont aussi permis un changement de vision dans la conduite du développement autant du côté des « développeurs » que de la population locale. En effet, les projets de reboisement avaient été initiés par des intervenants externes à la communauté, avec le but de protéger l'équilibre écologique. Ils mettaient l'accent sur l'importance de l'arbre dans l'écosystème. A fortiori, la population locale était considérée comme un « ennemi » de la forêt. La participation de la communauté locale se limitait à l'exécution des instructions.

Le passage de ces projets de reboisement à Ambalavao a permis à la population locale d'être entièrement partie prenante des actions menées dans leur région. L'Homme devient le centre des opérations manœuvrées, même s'il s'agit de reboisement. En fait, les anciennes campagnes de reboisement représentent selon l'OCDE (OCDE, 2003) la « première forme de démarche participative du pays ». Le reboisement, quel que soit son niveau, fait effectivement partie des exploitations familiales avec la riziculture, les cultures vivrières et l'élevage (Chevrier et Gabathuler, 1983). Beaucoup de familles d'Ambalavao ont intégré le reboisement dans leurs exploitations familiales, qu'ils aient ou non été bénéficiaires des projets. En 2011, des enquêtes d'évaluation ont montré qu'en moyenne, une famille ayant participé à ces programmes a 47 ares de surfaces boisées, contre 7 ares pour les familles non participantes.

### ***a. Diversification des activités économiques du ménage***

Les ménages disposant de surfaces boisées découlant ou non directement des programmes, peuvent diversifier leurs sources de liquidités : production de poulet de chair, production de charbon et surtout professionnalisation de leurs pépinières commerciales. La vente de charbon peut en effet procurer des

revenus ponctuels pour ces ménages, le sac de charbon étant vendu dans la localité de 2.000 ariary à 3.500 ariary, selon qu'il s'agisse de charbon de pin ou d'eucalyptus.

L'exploitation des plants forestiers et horticoles a continué en tant qu'activité personnelle des paysans d'Ambalavao. La création et la vente de plants n'étaient génératrices de revenu que pour un noyau restreint de paysans formés. Au fil des années, ils ont formé à leur tour d'autres personnes pour les aider, qui sont aussi devenus des exploitants principaux. C'est ainsi que les pépinières commerciales se sont répandues parmi les paysans des *fokontany* Ambohibary et Manankasina et de leurs environs.

### ***b. Travail en groupe***

Le passage de ces projets marque aussi le début de la mobilisation communautaire à Ambalavao. Les méthodes utilisées lors du lancement du PARV ont en effet valorisé les formations et pratiques en groupe. Nos entretiens ont ensuite fait ressortir que ces travaux en groupe ont favorisé les mariages et les partenariats économiques, notamment à Ambohibary.

## **5.2.2. Parties prenantes et appropriation de l'innovation**

La réalité a démontré que les familles paysannes ne se préoccupent pas seulement des profits économiques et que malgré les prédictions, elles peuvent choisir d'adopter et d'utiliser les progrès techniques (Sourisseau, 2012).

## A. Appropriation de l'innovation

L'appropriation ou encore l'assimilation d'une nouvelle pratique ou d'une innovation est considérée comme l'aboutissement sinon la condition d'existence d'une innovation (Alter, 2000). Dans certaines régions reculées de Madagascar, les savoirs locaux, qui ont contribué à la construction de la société, sont partie intégrante de la société. Toute « mise en débat », même s'il ne s'agit pas de remise en question, devient difficile. La situation n'est certes pas la même à Ambalavao. La diversité des offres d'innovation, présentes de manière quasi-permanentes, a contribué à façonner la manière dont la population reçoit les pratiques innovantes. En fait, l'adoption des innovations dans les exploitations familiales est étroitement liée à l'environnement institutionnel, socio-économique et politique de la zone (Zoundi *et al.*, 2005). La propension d'un ménage à adopter une pratique innovante dépend selon Mendras et Forsé (1983) de plusieurs facteurs. D'après ces auteurs, l'innovation fait en général référence à une pratique, un mode de fonctionnement plus complexe que d'habitude. Il doit ensuite être possible d'intégrer cette pratique dans le système de production déjà en place. En corollaire, l'acteur concerné doit être dans la possibilité d'une part de l'essayer pour expérimenter le changement escompté et d'autre part d'observer ces changements par rapport aux pratiques initiales. Ainsi, l'innovation doit apporter un avantage perceptible, même s'il est relatif, par rapport à la situation initiale.

Ces études de Mendras et Forsé (1983) ont aussi permis de dégager une typologie décrivant les comportements des individus par rapport à une innovation. Reprise par Assogba (2010), cette typologie a permis de mesurer le degré d'appropriation d'une innovation au sein d'une société selon le statut et le profil de la personne. Les pionniers et les innovateurs décident en premier lieu d'adopter l'innovation. Il s'agit en général de personnes ayant un statut particulier dans la société ou une position sociale leur permettant de donner exemple au

reste de la population. C'est ainsi que la majorité des intervenants pour le développement qui souhaitent intervenir dans une communauté rurale de Madagascar passent par les autorités traditionnelles ou tout au moins par les chefs *fokontany*. Après avoir constaté la réussite des expériences des leaders et des innovateurs, la majorité suit ensuite le mouvement. Le reste de la population est ensuite qualifié de retardataires, qui adoptent l'innovation parce qu'elle est devenue un comportement généralisé, et de réfractaires, s'ils choisissent de ne pas suivre le mouvement d'ensemble.

L'appropriation est ici fonction du temps de réaction de la famille par rapport à l'innovation et ainsi du groupe d'appartenance dans cette typologie. A Ambalavao, les jeunes sont souvent comptés dans le groupe des innovateurs. Comme on l'a vu supra, ils ont un rapport plus libre avec les risques. Par contre, les pionniers sont en général des personnes ayant eu de nombreux déplacements de travail. Ils expérimentent les nouvelles pratiques «*seuls, sans le soutien de leurs congénères* » (Mendras et Forsé, 1983 :77). Pour ces deux groupes, l'appropriation est une suite logique de l'adoption de l'innovation car elle résulte en général de la conviction et de l'expérimentation personnelle. Dans ce cadre, l'innovation est intégrée dans la vie quotidienne de la population et est par conséquent transmise aux générations suivantes. Ensuite, le comportement de la majorité est motivé par une longue réflexion suite aux expériences des premiers groupes ou simplement par imitation. L'appropriation de l'innovation est alors moyenne pour ces individus et le risque de recours aux comportements précédents est grand.

## **B. Effets inattendus**

A l'instar de la société africaine en générale, des logiques différentes sont mises en œuvre dans les tentatives d'amélioration de la vie des paysans. A Ambalavao, la principale logique relève de la technique. Certains de ces offres ont été accompagné de la mise en place d'infrastructures collectives. Il s'agit par

exemple du site de démonstration et du marché du PROSPERER ou encore des points d'eau du *fokontany* Ambohibary.

Le site construit par le PROSPERER au début du programme, est destiné à la mise en commun des plants des producteurs en tant que vitrine des pépinières commerciales mais aussi à la vente de ces plants. Ce site a cependant posé problème à la population et n'est actuellement utilisé qu'en tant que site de stockage en vue des contrôles des agents du programme. Situé en plein village, le site ne convainc pas les jeunes qui sont chargés de la vente dans les pavillons au bord de la RN7. En effet, ces points de vente éloignés de leur lieu d'habitation leur procurent de l'intimité par rapport aux autres habitants du village. Une interaction assez intense est en effet observée entre les jeunes filles vendeuses de plants et les jeunes hommes travaillant dans le transport, dans une dynamique de mise en couple des jeunes.

Il a été vu dans le chapitre 3 qu'une organisation paysanne repose sur une base sociale existante, même si elle en reproduit les rapports de domination et les inégalités. Cette base sociale garantit une meilleure appropriation de l'innovation et une meilleure viabilité des pratiques innovantes dans le temps (Diemer, 2012).

Dans ce sens, le groupement des paysans est une innovation en soi. Cette pratique reflète en effet la prise de conscience de la marche d'une transition sociale et décision d'y faire face et de s'y adapter. Il permet aussi de faire une analyse du changement social dans le temps, notamment les changements qui s'opèrent dans la société après les vagues de regroupements, et dans l'espace, à l'intérieur et à l'extérieur d'une organisation paysanne par exemple. En Afrique subsaharienne, par exemple au Burkina Faso, l'appartenance à des groupes sociaux, informels ou formels, est déterminante dans la décision du producteur par rapport à une innovation (Foy, 2000).

## C. Diffusion de l'innovation et canaux de transmission

Certains facteurs, liés aux caractéristiques de la zone et de la population, influencent l'appropriation de l'innovation par la population à Ambalavao. Ces caractéristiques vont ensuite déterminer les canaux de transmission des innovations.

### 1. Le facteur temps

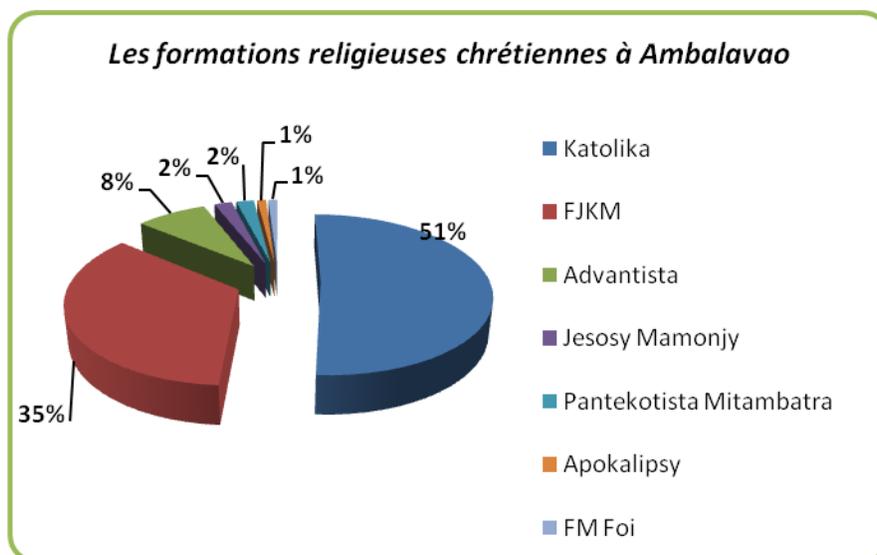
Lavoie *et al.* (2003), affirment qu'une innovation réelle et effective s'organise en spirale, c'est-à-dire que « chaque nouvelle étape prend ancrage sur les résultats des précédentes étapes ». L'amélioration de la riziculture des Hautes Terres malgaches s'est faite de cette manière. Dans un premier temps, les techniciens de la riziculture ont mis en exergue la nécessité de repiquer les plantules en ligne. Après cette étape, les sensibilisations se sont portées sur l'âge des plantules. Le *ketsa 8 andro*, littéralement *plantule de 8 jours*, est devenu le leitmotiv du programme PAPRIZ. Cependant, les paysans de certaines zones, notamment celles où l'altitude est la plus élevée et les températures les plus basses, ont constaté que les plantules de 8 jours n'étaient pas viables. A partir de là, on parle actuellement de la nécessité de connaître les besoins des plantules au lieu de considérer seulement leur âge. Cela équivaut entre autres à ne procéder au repiquage que quand la plantule dépasse les 3 feuilles.

Le parcours n'est évidemment pas linéaire et synchronisé pour tous les paysans. Chacun conduit son exploitation selon les conditions existantes et les résultats de la précédente étape (Rogers, 1983). L'innovation devient par conséquent une démarche que le ménage fait à la fois en interne et dans le cadre de ses relations avec les autres. Il s'agit d'une itération d'observation « in situ » des expériences de ses pairs mais aussi à travers les débats ouverts initiés par les différents intervenants (Darré, 1996).

### **a. Le facteur religion**

Nous avons pu constater que le facteur religion était un déterminant dans le comportement des ménages face à une nouvelle pratique (Hervieu-Léger, 1989). En fait, la dominance d'une religion ou encore la diversité des formations religieuses au sein de la communauté est centrale dans la diffusion d'un concept d'innovation.

L'arrivée du Christianisme à Ambalavao peut être située dans la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, avec l'ouverture de l'Ecole des 12, *Sekolin'ny 12 lahy*, et la construction d'un premier temple par la London Missionary Society LMS en 1869 à Tsiafahy, une zone proche. Mais le premier temple de la commune d'Ambalavao a été créé en 1870 à Moratsiazo, anciennement Ikelilanosina. Dans ce même *fokontany*, l'Eglise catholique s'est développée à partir de 1916 (Rahaingosalama, 1999). C'est à partir des années 1980 que d'autres formations religieuses, telles que le *Jesosy Mamonjy* ou les Adventistes des 7<sup>èmes</sup> jours, sont entrées à Ambalavao. Actuellement, plusieurs formations religieuses existent même si la religion chrétienne Catholique reste majoritaire, pour plus de la moitié de la population (Figure 1 ; Commune Rurale d'Ambalavao, 2010).



**Figure 1 Les formations religieuses chrétiennes à Ambalavao**

Source : Commune Rurale d'Ambalavao, 2010

Les *fokontany* de Manankasina et d'Ambohibary peuvent être considérés comme des zones à dominance religieuse. En effet, la question religieuse se retrouve dans presque la totalité des discussions au quotidien. Les fidèles d'une même église se retrouvent souvent partenaires dans les activités économiques ou appartiennent au moins à un réseau informel construit sur la base de leur relation à l'Eglise.

A Ambohibary en particulier, beaucoup de relations économiques sont initiées par les leaders de développement catholiques, regroupés dans les VSF *vaomiera sosialy sy fampivoarana*, littéralement Commission Sociale de Développement, qui font des animations sur les techniques de marketing ou encore l'amélioration de la gestion de l'économie familiale. Un animateur de cette commission et pépiniériste d'Ampany, un village d'Ambohibary, déclare avoir une préférence pour s'associer avec ses confrères de l'Eglise catholique. Ce sont par exemple les pépiniéristes de cette communauté religieuse qui produisent les mêmes variétés de plants, les plus recherchées pour la saison courante. La question de confiance est le plus souvent mentionnée. De même, le réseau des personnes appartenant à une même religion génèrent aussi des liens de solidarité, pouvant aller de la solidarité sociale à la coopération économique. Les

personnes interrogées reconnaissent que leur communauté religieuse fait partie de leur recours en cas de difficultés dans la vie quotidienne. L'adhésion à une nouvelle formation religieuse a des impacts notables sur la diffusion des nouvelles pratiques. En effet, des comportements identiques ont pu être notés entre les ménages qui ont changé de confession. Une mère de famille du *fokontany* d'Ambohibarikely a mentionné durant les entretiens: « *Depuis que moi et ma famille sommes devenus adventistes, nous avons abandonné l'élevage du porc. Nous ne sommes d'ailleurs pas les seules, au moins quatre autres familles sont dans le même cas que nous. Pour pallier cela, nous nous sommes mis à élever plus de poules* ».

### **5.2.3. Les trois niveaux de l'adoption d'une innovation**

La problématique de l'adoption d'une innovation dans le milieu rural de Madagascar met à jour une double relation. La première concerne l'impact de l'innovation sur l'exploitation familiale. La seconde porte sur l'adaptabilité de l'innovation. Les intervenants intermédiaires jouent un rôle particulier dans le processus d'adoption d'une pratique innovante.

Il s'agit en général d'élargir la perspective des paysans dans le cadre d'une proposition de plusieurs possibilités de développement, soit les amener à s'ouvrir à plusieurs points de vue pour qu'ils aient une meilleure compréhension de leur environnement, des défis et des opportunités qui sont pressentis. Les objectifs du programme PROSPERER du Ministère de l'Agriculture rejoignent cette approche.

Certains intervenants font référence à la gestion des délibérations en groupe dans le cadre de leur animation pour le développement. Ils ont pour objectif d'impliquer les membres du groupe dans la construction des décisions dès le démarrage du processus. L'occasion est donnée à chacun de s'exprimer

afin de trouver sa place et sa contribution dans les décisions à prendre (Bunker and Alban, 1997). Dans ce cas, la décision concerne l'adhésion ou non à une pratique innovante.

Dans le monde du développement, les efforts des intervenants en matière de développement sont principalement concentrés dans l'amélioration des capacités techniques des paysans : renforcement des connaissances en techniques agronomiques ou agroécologiques, comment exploiter les ressources disponibles, comment se procurer les ressources dont on a besoin pour faire profit.

Or, la pratique a montré que l'innovation, surtout s'il s'agit d'une nouvelle pratique, n'est réellement adoptée que si elle est acceptée et appropriée au sein de l'imaginaire collectif d'un groupe, que si elle devient un réflexe communautaire pour les membres de ce groupe. En effet, dans la société malgache comme pour de nombreux pays en voie de développement, c'est la communauté – la pression qu'elle exerce, l'éducation qu'elle dispense, les processus de socialisation et d'intégration qu'elle met en œuvre à l'égard des individus – qui façonne les comportements et la personnalité des individus. Ainsi, il est indispensable de prendre des dispositions pour que l'introduction d'une pratique innovante soit intégrée dans le système familial et social. La pratique devrait être retrouvée dans les normes et les valeurs régissant la société, le groupe en question afin qu'elle soit insérée dans l'organisation familiale autant dans le temps que dans l'espace.

Il s'agit par exemple de la gestion de la main-d'œuvre familiale, des rapports de genre dans les travaux domestiques, de la dynamique familiale et des liens sociaux. L'introduction du repiquage en ligne illustre cet exemple. Les pratiques de *valin-tanana* permettent l'apprentissage par tous et l'intégration de cette nouvelle technique. L'innovation doit alors s'assurer d'avoir un effet structurant au sein de la société.

### **5.3. Gestion de l'économie domestique et des nouvelles pratiques**

L'adhésion à de nouvelles pratiques a des effets plus ou moins perceptibles sur la gestion de l'économie familiale. Les différents aspects de la gestion de l'économie domestique des ménages ruraux sont généralement touchés : l'utilisation d'outils de gestion simplifiés, la prise de conscience de la nécessité de gérer le temps comme une ressource, le recours à l'investissement même si la diversification des sources de liquidité est pratique courante, une meilleure stratégie de vente et de conquête du marché, l'amélioration des outils agricoles, le recours à une épargne d'accumulation. Par ailleurs, l'innovation dans la gestion fait aussi référence aux impacts psychologiques des relations et échanges avec d'autres paysans : notamment la décision de considérer les nouvelles pratiques comme « innovation ».

Un long processus s'opère au sein du ménage dans l'adaptation de l'organisation familiale avec les innovations envisagées, autant techniques qu'organisationnelles. La gestion de l'économie domestique du ménage se modifie ainsi petit à petit dans ce que David (2001) qualifie de « contextualisation du changement ».

Chia (1987) définit la gestion de l'économie domestique comme « *les actes concrets par lesquels un agent économique (l'agriculteur) essaye de maintenir le fonctionnement de son unité de production (le système famille-exploitation) et d'adapter celle-ci aux changements internes ou externes en vue d'atteindre les objectifs qu'il se fixe* ».

### **5.3.1. Diversification et promotion de entrepreneuriat familial**

#### **A. Impacts psychologiques**

Les producteurs peuvent difficilement se projeter dans l'avenir dans le cadre de la gestion de leur exploitation agricole. Ils évoquent dans les entretiens les contraintes liées aux facteurs de production (manque de terre ou plus fréquemment manque de liquidité pour pouvoir investir).

Les différentes interventions visant à introduire de nouvelles pratiques dans la commune ont eu des impacts psychologiques, notamment sur la représentation que les jeunes ont du métier d'agriculteur. Le métier fait comme on l'a vu précédemment l'objet d'une perte d'intérêt car considéré comme peu rémunérateur. Les conditions de vie l'accompagnant sont aussi peu enviables comme les services sociaux de base inexistantes, notamment pour les jeunes ayant bénéficié de séjour en ville ou d'une scolarisation poussée. Les diverses interventions ont alors permis de démontrer que l'amélioration des activités économiques dans le cadre de l'agriculture familiale est possible.

Les thèmes de l'entrepreneuriat rural font aussi partie des innovations apportées par les programmes ruraux de développement à Ambalavao. L'exploitation familiale est appelée à être plus professionnelle, c'est-à-dire pouvant affronter le marché, tout en assurant ses rôles fondamentaux. Les projets interviennent alors dans l'élargissement de l'horizon des participants, par l'intermédiaire des échanges divers.

#### **B. Optimiser la production**

A Ambalavao, la facilitation de l'accès aux moyens de production a toujours fait partie des interventions des « développeurs ». Qu'il s'agisse d'outils manuels, de

sarclouse ou de bétail, la majorité des groupements appuyés par FAFIALA avant 1995 ont alors pu se procurer ces divers outillages.

L'engrais est la base de toute activité agricole dans une exploitation familiale. Les familles interrogées ont alors amélioré la qualité et la quantité de leur engrais depuis quelques années. En fait, l'objectif pour elles est que l'exploitation familiale dispose de la quantité nécessaire pour assurer les activités agricoles. Dans le même sens, la famille peut élargir la surface exploitée si elle a assez d'engrais pour produire. En général, l'engrais utilisé dans les exploitations familiales d'Ambalavao provient de l'élevage : lapins, poules, zébu ou cochon. L'innovation consiste alors pour ces familles à transformer ces déchets pour obtenir de l'engrais organique.

De plus en plus de familles utilisent aussi les semences améliorées pour la riziculture en vue d'une amélioration du rendement rizicole. Dans la première phase du programme PAPRIZ, la totalité des exploitations familiales contactées a accepté de semer du X265 dans leurs rizières, au détriment du *vary botry* traditionnel. Les résultats officiels concernant le rendement de la récolte de riz n'était pas encore disponibles auprès des responsables du programme. Cependant, les familles déclarent avoir eu une bonne récolte durant l'année 2015-2016.

L'amélioration de la production passe aussi par l'utilisation de petit outillage agricole. Certains travaux, fastidieux et difficiles, nécessitent en effet beaucoup de temps. Les offres en matière d'outils agricoles sont nombreuses sur le marché. Cependant, les paysans ne peuvent pas se permettre d'investir. Par ailleurs, les outils agricoles existant sur le marché nécessitent aussi un entretien et des coûts de fonctionnement qui sont chers. Ainsi, les familles d'Ambohibary qui investissent dans une motopompe pour l'arrosage dans les pépinières doivent prévoir le prix du carburant tout au long de l'année.

La majorité des familles d'Ambalavao n'est donc pas encline à investir dans des outils. L'acquisition de nouveaux outillages agricoles se fait principalement dans le cadre de projets ou programmes financés par des intervenants externes. Ces outils font partie des dotations apportées. L'utilisation de la sarcleuse dans les rizières est par exemple acquise dans la zone depuis les interventions de l'interopération suisse dans le cadre du programme FDP. La quasi-totalité des exploitations agricoles d'Ambalavao utilise cet outil.

### **C. Marketing en milieu rural**

La mise sur le marché de nouveaux produits constitue une innovation en soi (Jacques et Michel, 1993). On a vu précédemment que le marché à Ambalavao pose problème autant pour les familles paysannes et celles exerçant des activités économiques secondaires.

On a pu constater que les familles participant aux différents programmes de développement dans les *fokontany* ont amélioré leur technique de vente. Durant nos observations de 2010, aucun pépiniériste ne disposait de vitrine pour exposer en condition réelle ses produits. Mais actuellement, nous pouvons constater que plusieurs familles ont aménagé des jardins à proximité de leur habitation ou de leur point de vente pour exposer les plants ornementaux qu'ils vendent, notamment les plus chers et les plus rares. Selon leur dires, ces pépiniéristes ont eu plus de ventes depuis l'existence de ces jardins.

Le fait qu'ils appartiennent à des associations de production leur permet aussi d'afficher des prix plus élevés, en jouant sur la notoriété de l'association. C'est le cas des producteurs d'ananas qui vendent leur confiture à un prix deux fois supérieur à celui sur le marché. Ces producteurs déclarent les ventes enregistrées leur permettant de faire tourner l'association et d'avoir des marges de bénéfices pour chaque membre.

La permanence des produits est aussi un atout développé par ces familles. La mise en place d'un marché permanent de plants forestiers et ornementaux à Ampilanonana ainsi que l'existence d'ananas tout au long de l'année à Antamboho assurent la fidélisation de la clientèle.

### **5.3.2. Contrôle des dépenses familiales**

#### **A. Apparition des outils de gestion de l'économie familiale**

L'utilisation des outils de gestion découle d'un processus de rationalisation et d'apprentissage qui considère ces outils comme la formalisation de l'action organisée dans l'entité, et par conséquent dans le ménage (Moisdon, 1997).

Il s'agit de supports matériels permettant d'appliquer le mode de gestion introduit dans le cadre d'une intervention externe. D'un côté, ces outils permettent à ces intervenants de suivre les pratiques des ménages, quant à l'appropriation des nouvelles pratiques introduites. Mais de l'autre, l'appropriation dépend du degré de formalisation de l'outil.

L'utilisation des outils de gestion simple représente en fait un changement notable dans la manière de gérer l'économie familiale. En effet, relever ses dépenses périodiques amène les familles à se rendre compte des volumes de dépenses qu'elles font pour chaque rubrique. Dans les exploitations familiales d'Ambalavao, les dépenses de sucre et de café, les dépenses de communication (crédit téléphonique) détiennent une part importante dans les dépenses mensuelles des familles. Les familles peuvent alors par la suite retoucher leur consommation.

Cependant, les outils de gestion sont le plus souvent standards en Afrique. Les ménages peuvent difficilement les adapter en fonction de leur contexte local. Le

carnet de gestion est le principal outil de gestion utilisé par les ménages d'Ambalavao. Le principe est celui de la soustraction des dépenses aux recettes des familles. Mais la famille peut choisir de faire ces opérations en fonction des activités entreprises par la famille ou chronologiquement. A Ambalavao, cette pratique se heurte dans les exploitations familiales à la culture de l'oralité de la société malgache, qui rend difficile le passage vers la mise en écrit des dépenses familiales. De plus, l'exercice se révèle fastidieux, dans la mesure où se rappeler des détails des dépenses journalières n'est pas dans les habitudes. Le fait de se rendre compte des parts de certaines dépenses dans le budget de la famille a un effet psychologique important. Par exemple, si la famille se rend compte que le père de famille dépense une part importante du budget en cigarettes, alcool ou crédit de communication, cela engendrera des conflits entre les conjoints, ou avec les enfants plus âgés.

La gestion écrite des trésoreries est néanmoins acquise dans les associations et les coopératives. Ces dernières ont toutes un cahier de gestion.

## **B. Budgétisation**

La budgétisation est un réflexe que beaucoup de familles rurales ne possèdent pas. Les programmes de développement, notamment le FDP et plus récemment le PROSPERER, ont intégré cette pratique dans leurs interventions dans le but de faciliter la gestion financière des ménages et des groupements paysans.

La mise en place d'un budget permet à la famille et aux groupements de prévoir les recettes attendues sur une exploitation et les dépenses qui peuvent être engagées. La budgétisation permet aussi de réduire autant que possible les charges relatives de l'exploitation, en identifiant les rubriques les plus dépensières.

La budgétisation constitue par conséquent un outil efficace de prise de décision au sein du ménage ou du groupement. c'est à partir de cette pratique par

exemple qu'un pépiniériste d'Ambohibary a pu décider de recourir à un emprunt pour développer ses activités. De même, un groupe de producteurs d'ananas indépendants d'Antamboho ont décidé de faire un emprunt. *“Il nous a fallu emprunter de l'argent pour pouvoir réellement démarrer notre activité car se cotiser ne figurait pas dans nos options, et nous voulions faire quelque chose de professionnel ...”*

### C. Epargne

L'existence d'une épargne est essentielle dans l'économie familiale. Dans la représentation malgache, l'épargne est une préparation de la famille à affronter un choc même si la nature de celui-ci n'est pas encore connue. C'est d'ailleurs le sens de l'adage *«Prévenir les temps incertains et inconnu »* ou *“Mitsinjo ny vody andro ho merika”*. Mais souvent, l'épargne est un garant de l'investissement.

En observant les ménages ruraux d'Ambalavao, on a pu constater que la majorité ne possède pas d'épargne en numéraire. 66% des personnes interrogées ne consacre aucune part de leur revenu à l'épargne contre seulement 18% qui réservent entre 25% et 50% de leur rentrée d'argent à l'épargne.

Les familles sont en constante situation de besoin de liquidité. Cela explique la difficulté, sinon *l'impossibilité* de l'épargne en citant les mères de famille interrogées. D'ailleurs, celles qui le peuvent déclarent qu'elles ne consacrent pas plus du quart de leur revenu périodique à l'épargne. Les familles font alors face aux situations « de chocs » en ayant recours à divers stratégies ex post, comme on l'a vu précédemment, notamment par l'endettement et la décapitalisation.

La mise en place d'une épargne en numéraire constitue donc une innovation en soi pour ces ménages ruraux d'Ambalavao afin de disposer d'assez de liquidité pour faire face aux diverses nécessités telles que maladies ou obligations sociales. L'épargne ainsi constituée peut aussi être mobilisée, le cas échéant, pour investir et améliorer sa production.

### **Conclusion de chapitre**

Les activités de production en milieu rural sont difficilement rentables, selon les paysans. Ces derniers vendent immédiatement leur récolte à un prix qui ne permet pas le renouvellement de l'investissement qu'ils ont fait, notamment les semences pour la saison prochaine, et la satisfaction des besoins fondamentaux de la famille. Les familles les plus démunies vendent leur récolte avant même leur maturité, *varo-maitso*, pour rembourser des dettes ou faire face à des situations d'urgence. Pour les pépiniéristes et les producteurs d'ananas d'Ambalavao, les intermédiaires achètent les produits à bas prix.

D'après nos études, l'innovation correspond à Ambalavao à une combinaison d'inventions techniques et organisationnelles. En tant que processus d'apprentissage et de construction sociale, le tissu social résulte d'une itération entre stabilisation et introduction de nouvelles pratiques. Les parties prenantes ont eu recours à une capitalisation et une actualisation des savoirs locaux et à l'adoption de nouvelles techniques introduites par des intervenants externes, notamment dans l'agriculture familiale. Dans le cadre de l'accompagnement familial et de la recherche – action, diverses formations et renforcement de capacité ont été menés à Ambalavao, ainsi que des échanges entre les pairs.

A Ambalavao, les intervenants dans le domaine de l'accompagnement familial introduisent de nouvelles pratiques de gestion. Durant un entretien, un d'entre eux a affirmé que « ... *la gestion est la meilleure façon d'améliorer l'économie*

*d'une famille, surtout dans une zone comme Ambalavao où les activités génératrices de revenu sont nombreuses... ».* Ces dernières ont pour objectif de valoriser les stratégies productives des ménages ruraux, notamment la manière dont ils conduisent leur exploitation familiale. Dans ce sens, les familles sont appelées à connaître les mécanismes de la gestion d'une économie domestique afin d'avoir une idée de la direction qu'elles veulent donner à leur exploitation familiale.

## Conclusion

### Agriculture familiale et développement à Madagascar

#### **Lien entre agriculture familiale et développement**

Dans les pays en développement, où l'espace rural reste significatif, la dynamique de l'agriculture est déterminante dans la croissance économique. Dans les régions rurales asiatiques par exemple, la transformation et la disponibilité des intrants apportent une grande valeur ajoutée pour l'agriculture. La majorité des produits ruraux sont de plus mis sur le marché (Haggblade *et al.*, 2007). La situation est paradoxale en Afrique subsaharienne. Les statistiques officielles affirment que les familles vivant en milieu rural sont pauvres et vivent en dessous du seuil de pauvreté. Nous constatons pourtant sur le terrain que les ménages ruraux malgaches organisent leurs exploitations familiales de sorte à se sentir moins pauvres que les indicateurs classiques ne le suggèrent. En fait, les activités économiques permettent aux familles de s'intégrer dans la société, en maintenant les différents rapports qui y existent. Une forme particulière de développement est alors à rechercher pour le monde rural malgache, plus proche de la réalité et intégrant toutes les dimensions de l'agriculture familiale.

Dans la société rurale malgache actuelle, et notamment à Ambalavao, la domination de la parenté dans les modes de production reste importante à côté d'un système de plus en plus intégré dans le marché. Nous avons alors pu voir entre autres que les rapports marchands sont un prolongement des relations sociales dans cette zone : rapports de parenté, relation de voisinage ...

Les politiques publiques concernant l'agriculture familiale et le développement rural sont appelées en général à mettre en place un environnement sain stable et incitatif pour que l'agriculture puisse assurer son rôle. Outre cette fonction de sécurisation de la production, la population attend

aussi de l'Etat qu'il assure une redistribution équitable des richesses issues du secteur. La vulnérabilité des ménages malgaches, quelles que soient les activités économiques qu'ils pratiquent, est cependant de plus en plus marquée. A l'instar de la politique même de L'Etat, la Commune n'a pas de véritables apports dans la réduction de la vulnérabilité des ménages malgaches, notamment dans la gestion des risques. Ces derniers, comme les Malgaches en général d'ailleurs, ressentent l'inexistence d'assurance pour l'agriculture familiale comme un risque en plus. C'est le cas notamment du vide juridique concernant l'exploitation minière dans la commune. L'administration a certes règlementé les rapports entre les opérateurs et la commune sur les taxes à payer. Cependant, les droits et obligations des deux parties sont encore flous, notamment en termes de sécurisation de l'investissement des familles.

### **Les leçons de l'expérience**

Les obstacles au développement sont divers dans la société malgache comme dans l'ensemble des pays en voie de développement dans le monde.

La majorité des programmes de développement, qu'ils aient été formulés par des nationaux ou des expatriés, comporte des biais urbains. Selon les adeptes de ce point de vue, ils sont en effet formulés en fonction de l'intérêt des centres urbains ou des pays développés. Madagascar est par exemple appelé à devenir un grenier à nourriture pour les pays de l'Océan Indien. Les grands investissements ruraux sont alors facilités au détriment des petites exploitations agricoles familiales concernant pourtant 80% de la population malgache. La résilience des ménages ruraux malgaches est alors souvent remise en cause par la politique globale de l'Etat, comme c'est le cas des grandes entreprises appuyées par l'Etat qui réquisitionnent les ressources (terre, eau ...). Les actions de développement présentent alors des incohérences et un manque de

coordination, ce qui explique l'échec des interventions pour le développement rural.

Dans le même sens, l'apport en bien public dans les espaces ruraux est presque inexistant à Madagascar. Les investissements publics se concentrent dans les pôles urbains et sectoriels tel que le tourisme. L'exemple du centre de santé de base d'Ambalavao illustre bien cette situation. Ce CSB de niveau II n'est approvisionné en médicaments que très rarement. Les médecins n'étant disponible que rarement aussi, les patients sont généralement pris en charge par des stagiaires. Ce mauvais fonctionnement est à l'origine de la réticence des paysans à avoir recours aux services de santé de l'Etat, et les incite à rester dans les villages pour les accouchements ou les maladies.

Les initiatives<sup>74</sup> de l'Etat pour faciliter l'installation des jeunes ruraux vont dans ce sens.

### **L'agriculture familiale à Ambalavao**

Cette thèse nous a permis d'avoir un aperçu de l'agriculture familiale à Ambalavao. Nos études nous ont permis de regrouper les exploitations familiales à Ambalavao en deux catégories. Les familles fortement orientées vers le marché, et exploitant des activités génératrices de revenu spécifiques telles que l'exploitation des carrières, les familles pépiniéristes et les familles productrices d'ananas. En second lieu, il y a les familles dont l'économie familiale est basée sur la riziculture, l'élevage et diverses cultures maraichères. Elles produisent principalement pour l'autoconsommation et ont une relation faible et occasionnelle avec le marché. A l'échelle de la commune toute entière, les familles paysannes sont les plus nombreuses. Cependant, dans les *fokontany* étudiés, la première catégorie domine.

---

74 avec le programme Formaprod.

## Stratégies productives

L'approche de la *Sustainable Rural Livelihood* nous a permis d'identifier les stratégies de production des ménages d'Ambalavao. Yung et Zaslaysky (1992) définissent les stratégies des producteurs comme des « moyens agricoles, mais non exclusivement tels, pour parvenir à atteindre des objectifs de maintien, croissance et reproduction de leur unité de production familiale dans un contexte plus ou moins marqué par l'incertitude ».

La manière dont une famille planifie sa production et son économie domestique est ainsi fonction de sa capacité et de sa dotation en capital.

La stratégie est alors **offensive** pour les ménages ayant une forte capacité de mobiliser ses capitaux. En disposant de liquidités et en mobilisant leurs relations sociales, ces ménages pratiquent l'intensification dans leurs exploitations. Dans ce cadre, les moyens dont dispose le ménage lui permettent de modifier de plus en plus le milieu en agissant sur les facteurs qui auraient pu le limiter : intrants, travail ou encore liquidités.

Ils peuvent alors augmenter le degré de diversification de leur culture en investissant dans des activités génératrices de revenu particulières, les pépinières forestières et horticoles, les carrières de granit ou la production d'ananas que nous avons étudiées plus particulièrement. Sans totalement abandonner l'agriculture familiale, ces familles tendent de plus en plus à se spécialiser dans ces activités, plus accaparantes en termes de temps et de moyens, au détriment des activités purement agricoles.

Certains ménages pratiquent par contre une stratégie plus **défensive**. Cela peut être par choix, mais ces ménages sont en général faiblement dotés en capital et ont de faible capacité à les mobiliser. Leurs exploitations familiales sont plus extensives, ils affectent le minimum d'intrants sur une unité de production, tout en assumant les risques de baisse de la productivité. Ces ménages, déjà

vulnérables, visent ainsi la dispersion des risques qui peuvent subvenir. Dans ce sens, l'exploitation familiale est ravitaillée par une forte diversification des spéculations. Les pratiques techniques telles que l'association ou la rotation de culture marquent les cultures maraichères. Au niveau des ménages ruraux, très peu peuvent en général se projeter dans l'avenir dans la gestion de leur exploitation familiale. Leur stratégie productive se résume en général à une « survie » à cause de la faible dotation en capital : manque de terre ou de force de travail. Ils pratiquent un ensemble d'activités, par diverses démarches ou comportements avec l'objectif de satisfaire leurs besoins fondamentaux face aux problèmes immédiats, à défaut de pouvoir améliorer leur situation économique dans le concept de développement (Freudenberger, 1998). A Ambalavao, les ménages déclarent que le manque de trésorerie les empêche d'opérer des changements dans la gestion de leur économie familiale. Cependant, nous pouvons ajouter que le manque de vision par rapport aux opportunités freine les ménages dans leur progrès. Cela peut avoir diverses origines mais le conformisme dans l'éducation est la principale que nous avons constatée.

Si les ménages réagissent différemment face à des chocs agricoles importants ou à un évènement climatique contraignant, certaines stratégies leur sont communes pour minimiser les risques attendus. La migration en fait partie et la gestion de la terre en tant que capital sont ainsi communes à tous les ménages d'Ambalavao. On constate un refus de faire des investissements sur un terrain dont la situation foncière est incertaine. Malgré une nette embellie dans les dernières 25 années (Gabathuler, 2014), cela explique la faible existence des arbres fruitiers, de reboisement dans une zone qui a été longtemps pilote dans la production des plants forestiers et horticoles et ancien site de projet de reboisement villageois. Toujours dans une perspective de gestion des risques, les familles n'acceptent pas de concentrer plusieurs innovations proposées sur une même activité. Les enquêtes ont montré qu'elles sont extrêmement réticentes à opérer plusieurs changements à la fois dans leur exploitation

familiale : par exemple changer de semences ou d'engrais et adopter un nouvel itinéraire technique sur une même parcelle et durant une même année.

## **L'innovation**

A Ambalavao, l'innovation correspond à de nouvelles pratiques organisationnelles en plus des pratiques technico-économiques.

Ces changements opérés au sein de la société découlent en premier lieu d'interventions suite à des événements qui peuvent les obliger à adapter leurs pratiques. Cependant, l'introduction de nouvelles pratiques est en général une initiative externe opérée dans le cadre d'une action de développement.

Mais quelque soit l'initiative, les jeunes participent activement à la transformation de l'agriculture familiale d'Ambalavao. Ces derniers ont plus de facilités pour s'associer et ont un comportement plus entreprenant face aux risques. En fait, le regroupement de paysans constitue une innovation sociale en soi. Cela reflète en effet la prolifération des formes de solidarités, pour l'amélioration des conditions de vie des paysans.

Outre le regroupement, la migration constitue aussi un canal important dans la diffusion de nouvelles pratiques. Nous avons vu que le véritable apport des migrants pour leur société d'origine était plus les gains d'expériences que les transferts de revenu, plus ponctuels.

Par ailleurs, le temps et l'approche utilisée jouent un rôle important dans l'appropriation d'une innovation à Ambalavao. Les améliorations des techniques de gestion, utilisation d'un outil de gestion ou encore maîtrise d'une technique de vente particulière, visées par les intervenants n'ont pu être observées qu'après un certain laps de temps et des aménagements dans l'approche utilisée.

## Liens sociaux

La mise en équilibre de ses intérêts propres et de son choix de rejoindre un groupement détermine aussi la manière dont les ménages gèrent leurs exploitations familiales. Si la raison d'être des organisations paysannes est en théorie d'améliorer les capacités techniques, dans la pratique, la motivation des dirigeants se résume dans la recherche de financements ou des appuis de la part d'intervenants extérieurs pour améliorer leur statut social et parfois leurs conditions de vie.

La structuration des liens sociaux en association fait partie d'un processus d'apprentissage commun par lequel les individus façonnent la société. Les associations paysannes contribuent au fonctionnement économique de la société. Elles assurent aussi les relations avec les interlocuteurs du développement, privés et publics. Nous avons alors remarqué que la négociation économique est encore « balbutiante » entre les parties prenantes à Ambalavao : les groupements, les services techniques et la commune.

Au vu de la situation qui prévaut à Ambalavao, on peut affirmer que l'agriculture familiale constitue en elle-même un lien autour duquel se réunissent les membres de la famille par sa fonction nourricière. Elle a aussi une relation ambivalente au niveau de la société. L'agriculture familiale permet de resserrer les relations sociales mais elle puise aussi ses ressources dans la manière dont la société en général vit ces relations sociales.

## **Pour des stratégies de développement plus réalistes**

A l'issue de cette recherche, il est apparu que la planification du développement rural exige l'intégration de plusieurs dimensions dictées par la localité dans les actions menées mais aussi dans les approches utilisées.

Les actions de développement, quelque soit leur niveau, gagneront par conséquent à être centrées sur une réelle connaissance de la population et de ses besoins.

### **Planifier le développement rural à Ambalavao**

Planifier le développement dans la commune rurale d'Ambalavao demande à considérer plusieurs éléments.

L'amélioration des conditions de vie des ménages constitue encore un enjeu d'actualité pour cette commune. L'accès de la population aux services sociaux de base, tels que l'éducation ou l'eau potable, est encore limité. De même, le désenclavement constitue un enjeu de taille pour cette commune dans la mesure où l'accès à plusieurs *fokontany* est encore difficile. L'amélioration des routes permettrait en effet de faciliter l'écoulement des produits à haute valeur ajoutée et de réduire les charges liées au transport.

La promotion de nouveaux métiers, en rapport avec l'histoire et les potentialités de la population est aussi une piste d'amélioration de la situation socio-économique de la commune. D'un côté, la production de bois ou autre produits

ligneux, en tant que produit final de la filière permettrait aux paysans d'Ambalavao d'augmenter leur revenu et à la collectivité de percevoir des taxes supplémentaires. Quelques paysans affirment que le prolongement de l'exploitation serait vital pour l'économie de la commune. La reprise d'un reboisement villageois de bonne qualité, que le but soit la production ou l'agrément, devrait donc être inscrit dans les axes d'action de la commune. En effet, la proximité de la grande agglomération d'Antananarivo où la demande en bois est sans cesse croissante, ainsi que la grande superficie des terrains disponibles permettent d'envisager cette reprise. Par ailleurs, l'expérience et la compétence des pépiniéristes constituent un atout considérable pour cette commune. Ambalavao de ce fait peut s'inscrire dans le cadre du processus d'industrialisation du pays, dans la mesure où cette localité pourrait approvisionner des industries du bois (papeterie entre autres). D'un autre côté, la demande en jardiniers-paysagistes dans les villes et la périphérie d'Antananarivo est de plus en plus marquée. L'expérience de la commune dans le domaine leur permettrait de se démarquer sur un marché déjà attaqué par des paysans venant d'autres communes rurales.

La question de la vente des produits se pose aussi dans la commune d'Ambalavao. Le marché dominical de la commune est en effet en perte de vigueur depuis plusieurs années par rapport à ceux d'autres communes. Le jour du marché pose le problème de la pertinence car beaucoup d'acteurs ne sont pas disponibles le dimanche. L'emplacement du marché, sur l'ancien pont, ne favorise pas les échanges car il est étroit. Pendant nos visites dans le marché, nous avons pu constater que les principaux produits issus de la commune sont absents. Cependant, il reste un lieu privilégié pour les paysans, car on y trouve les produits de première nécessité. Par ailleurs, les petits marchés isolés, à Antamboho pour les ananas et à Ampilanonana pour les plants forestiers et horticoles, n'arrivent pas à assurer la visibilité des produits. L'existence d'un marché dynamique et représentatif serait alors essentielle pour l'économie de la commune et un atout non négligeable pour les ménages exerçant des activités génératrices de revenu particulières.

La protection des investissements des familles par une législation plus conséquente concernant la carrière de granit et par la sécurisation foncière permettant d'accélérer la titrisation des terres par des mesures de facilitation.

### **Le progrès à l'échelle des ménages**

Une meilleure connaissance des nouvelles techniques issues de recherches faites par des organismes qualifiés pourrait permettre d'améliorer les activités génératrices de revenu pratiquées par les ménages d'Ambalavao. On peut par exemple citer les découvertes concernant l'utilisation de germoirs en papier, pour les pépiniéristes, pour remplacer les gaines en plastiques plus nocives à l'environnement et surtout plus chères.

Concernant la jeune génération, le problème relatif à l'enseignement constitue un obstacle de taille dans la poursuite des études. Dans ce sens, les difficultés quotidiennes relatives à la fréquentation d'une école : distance, sous-alimentation ou malnutrition, difficultés financières dans le ménage, découragement par l'environnement direct masquent les horizons que pourrait offrir une formation plus poussée. Un renouvellement du savoir laissé par les anciens bailleurs de fonds, pour la production d'ananas et l'activité de pépiniériste, s'impose alors comme condition pour maintenir la contribution de l'activité dans le développement de la communauté. A cela s'ajoute une meilleure orientation des jeunes par des formations générales ou professionnelles. L'objectif est alors par exemple de permettre aux producteurs d'ananas de s'investir plus dans la transformation des produits.

Outre les problèmes d'éducation et de formation, la contribution de la foresterie dans le développement d'Ambalavao a été aussi partiellement remise en cause par le caractère flou de la propriété foncière. La bonne marche des anciennes opérations de reboisement a été interrompue par des litiges fonciers. Un éclaircissement des limites des terrains domaniaux et publics permettrait

certainement de faciliter la reprise du reboisement villageois. Toujours dans ce sens, des facilitations dans la titrisation des propriétés encourageraient sans doute les pépiniéristes à s'engager dans le reboisement de proximité, et ainsi à les inciter à élargir leurs produits finaux, arbres ou fruits<sup>75</sup>. Il paraît alors évident que la mise en place d'un guichet foncier, tel que prévue par l'Etat, déblocuera cette situation foncière conflictuelle.

Par contre, les pépiniéristes d'Ambalavao parviennent à leur niveau à se positionner dans le cadre des marchés, dans la mesure où la question des débouchés ne se pose que rarement. Par conséquent, la pauvreté absolue, entendue au sens de l'absence de liquidités ne frappe pas particulièrement les pépiniéristes d'Ambalavao. Toutefois, les autres communautés opérant dans le même domaine étant nombreuses, les opérateurs d'Ambalavao doivent se préparer à la conquête de nouvelles parts de marché. D'un autre point de vue, le niveau relativement élevé du revenu de la population n'a pas systématiquement lancé le processus « classique » d'amélioration des conditions de vie. Du moins, les effets positifs d'un tel démarrage sont inégalement répartis entre les exploitants. Nous avons effectivement constaté un début de clivage social qui se met progressivement en place. La majorité des pépiniéristes d'Ambalavao est effectivement caractérisée par une augmentation progressive du revenu et un mode de vie en transition vers le type suburbain. Une minorité affiche par contre un revenu stable intégré dans un mode de vie rural. Paradoxalement, une part non négligeable de la population répond aux caractérisations classiques des ménages ruraux pauvres. N'exerçant ni le métier de pépiniériste ni aucune autre exploitation familiale telle que l'artisanat ou l'élevage, cette population vit d'un niveau de revenu faible.

---

<sup>75</sup>

Source : nos entretiens

### *Investir dans la durabilité*

Des mesures d'accompagnement devraient être prises en vue de l'épuisement des ressources dans la commune d'Ambalavao. Les exploitations minières dans les carrières illustrent bien ce besoin. Les collines n'étant pas encore à vocation d'habitation après les exploitations des carrières, le reboisement de ces sites semble être une solution adéquate pour cultiver la responsabilité des exploitants et assurer la reconstitution des sites.

Dans le même sens, les exploitations de plantations d'ananas ont une durée de vie bien déterminée. Les terres se retrouvent ensuite appauvries et difficilement exploitables pour d'autres spéculations. Il serait donc intéressant d'envisager des plans pour le futur.

### **En conclusion**

Nous nous sommes posé la question dans le cadre de cette thèse de savoir comment les interactions entre l'innovation, les liens sociaux et les stratégies productives affectent la situation socio-économique des ménages ruraux. Notre analyse s'est faite de deux manières : en nous focalisant sur les filières de produits et les activités génératrices de revenu mais aussi en étudiant les implications des groupes et des espaces dans les dynamiques sociales

La réponse est multiple, notamment pour la population d'Ambalavao. Cependant, on peut affirmer que l'innovation et les liens sociaux, inhérentes aux sociétés malgaches, constituent eux-mêmes des stratégies dans la gestion de l'économie familiale. Ces stratégies reflètent alors à la fois les aspects du monde rural malgache en général et les aspirations des ménages.

Beaucoup d'actions sont menées dans le monde rural au nom du progrès. Les parties prenantes se doivent alors de mieux comprendre les évolutions qui sont en cours dans ce milieu pour permettre à l'agriculture familiale malgache de s'adapter et se construire autour de son identité et des multiples processus d'innovation qui l'entourent.

## Bibliographie

A.

**Abaladejo C et Casabianca F.** (1997). Des multiples légitimités de la recherche-action. In *La recherche-action*, Abaladejo et Casabianca. Eds, INRA, pp 11-26.

**Adger W.** (2006). « *Vulnerability* ». Global Environmental Change n°16. pp 268-281.

**Agence Nationale D'appui Au Developpement Rural Anader** (2008).[www.anader.ci](http://www.anader.ci)

**Akindès F.** (2003). « *Le lien social en question dans une Afrique en mutation* ». In : Boulad-Ayoub J. et Bonneville L. dir. *Souverainetés en crise*. Coll. Mercure du Nord. Québec: L'Harmattan/Les Presses de l'Université Laval, pp. 379-403.

**Alderman H. and Praxon C.** (1994) “*Do the poor insure? A synthesis of the literature on risk and consumption in developing countries*”, Proceedings to the 4<sup>th</sup> International Economics Association Meeting, Moscou.

**Aldous J.** (1972). «An Exchange between Durkheim and Tonnies on the Nature of Social Relations». *The American Journal of Sociology*, vol. 77 n°6 pp 1191-1200.

**Almeida C.** (1973). Emigration, espace et sous-développement. *International Migration*, 11(3), pp 112-117.

**Alter N.** (2000). *L'innovation ordinaire*. Collection Sociologies, Presses Universitaires de France. Paris.

**Alwang J. et al.** (2001). “*Vulnerability: A View from Different Disciplines*”. Social Protection Discussion Paper Series n° 115, The World Bank, Washington DC, June.

**Amselle J. L. et al.** (1978). Migration et société néo-traditionnelle: le cas des Bambara du Jitumu (Mali). *Cahiers d'études africaines*, pp 487-502.

**Ancey** (1974). Relation de voisinage ville – campagne : une analyse appliquée à Bouaké, sa couronne et sa région, Côte d'Ivoire. Paris: Coll. ORSTOM 70. 258 p.

**Andreani J. C. et Conchon F.** (2003). Les méthodes d'évaluation de la validité des enquêtes qualitatives en marketing. *Congrès des tendances du marketing, Novembre.*

**Andriamahazo et al.** (2004). "Concilier exploitation des ressources naturelles et protection de la forêt: Cas du Corridor Forestier de Fianarantsoa (Madagascar)."

**Andriamanalina B.S. et al.** (2014). Les jeunes ruraux, l'agriculture et l'accès au foncier : cas de Madagascar. In *The next decade of land policy in Africa: Ensuring agricultural development and inclusive growth*, 20p.

**Andrianirina N., Ballet J., Rabevohitra N. et Rasolofo P.** (2010). Madagascar dans la tourmente. Analyses socio-économiques de la crise en zones rurales. L'Harmattan. Coll. Ethique Economique. 138 p

**Assogba Y.** (2010). Théorie systémique de l'action sociale et innovation sociale. Université du Québec en Outaouais, ARUC-ISDC, série « *Recherche* » n°31, 14p.

**Auerbach C. and Silverstein L. B.** (2003). *Qualitative data: An introduction to coding and analysis.* NYU press. 202 p.

B.

**Babo A.** (2006). Opportunités sociales et économiques et développement du vivrier marchand à Bouaké (Côte d'Ivoire). In : *Cahiers Agricultures* vol. 15 n° 3, mai-juin 2006.

**Bacqué M. H. et Sintomer Y.** (2001). Gestion de proximité et démocratie participative. In *Annales de la recherche urbaine*, pp. 148-155. SPPU-MATET.

**Baillif et Ory (coord.)** (1992). Fécondité et insularité. Actes du colloque international de Saint-Denis de la Réunion, Saint-Denis de La Réunion, du 11 au 15 mai 1992. Conseil général de la Réunion.

**Balandier G.** (1967). *Anthropologie politique*. «Domaine du politique». (1ère éd.). Paris, PUF: pp 28-59.

**Baldwin G. B.** (1970). Brain Drain or Overflow. *Foreign Affairs*, 48 (2). pp 358-372.

**Banos V. et Candau J.** (2006). Recomposition des liens sociaux en milieu rural. De la fréquentation d'espaces à la production de normes collectives ? *Espaces et sociétés*, vol. 4 n°127, pp 97-112.

**Banque mondiale** (2008). Les ménages ruraux et leurs voies de sortie de la pauvreté. In *Rapport sur le développement dans le monde*, Banque mondiale. Washington.

**Bardhan P. and Udry C.** (1999). "*Development microeconomics*". Oxford University Press 242 p.

**Barel Y.** (1986). Le social et ses territoires. In Auriac F. et Brunet R. *Espace, jeux et enjeux*, Fayard : Paris, pp 131 – 139.

**Bebbington A.** (1999). "*Capitals and capabilities: a framework for analyzing peasant viability, rural livelihoods and poverty*". *World development*, 27 (12), pp 2021-2044.

**Becker G.** (1991). *A Treatise on the Family*. Harvard University Press : 304 p

**Benoit-Cattin M.** (2007). *L'agriculture familiale et son développement durable*. Économie rurale [En ligne]: <http://economierurale.revues.org/>

**Benoit-Cattin M. et Dorin B.** (2009). Les sentiers de la dépendance alimentaire en Afrique sub-saharienne. In: 3<sup>èmes</sup> Journées de recherches en sciences sociales / INRA; SFER; CIRAD, 09, 10 et 11 décembre 2009, Montpellier, France. 15 p.

**Bertezene S.** (2006). Quelles sont les conditions de succès d'un réseau ? Le cas des réseaux gérontologiques, *AIMS, Annecy, Juin*.

**Bilsborrow R-E. et al.** (1987). *The impact of origin community characteristics on rural-urban out migration in a developing country.* in *Demography*, vol. 24, n°2, pp 191-210.

**Bingen R.J.** (1994). *Agricultural Development Policy and Grass roots Democracy in Mali: The Emergence of Mali's Farmer Movement.* *African Rural and Urban Studies*, Vol. 1 n° 1, Michigan State University Press, pp. 57-72.

**Blackburn R. M. and Mann M.** (1979). *The Working Class and the Labour Market* , pp. 1-34. Palgrave Macmillan UK.

**Blanchemanche S. et al.** (2000). Multifonctionnalité de l'agriculture et statuts d'activité. In: *Économie rurale*. N°260. Le droit rural. Analyses économiques, juridiques, sociologiques pp 41-51.

**Blanc-Pamard C et Ramiarantsoa H. R.** (2000). Le terroir et son double. Tsarahonenana 1966-1992. Madagascar. ORSTOM - IRD - Paris - *A travers champs*. 254 p.

**Blau P. M. and Scott W. R.** (1962). *Formal organizations: A comparative approach.* Stanford University Press.

**Blundo G.** (1992). Le conflit dans "l'entente". Coopération et compétition dans les associations paysannes du bassin arachidier sénégalais. In : *Bulletin de l'APAD* n°4 pp 33-49.

**Bonnaud** (2002). L'innovation en matière de développement local : élément de relecture des rapports villes / campagnes ? *Modernités de la ruralité*. N°9

**Bonnefond P.** (1988). La notion de système de production. *Cahier Sciences Humaines*. Vol. 24 n°1 pp 137-144.

**Bonvalet C. et Ogg J.** (2006), Enquêtes sur l'entraide familiale en Europe, Bilan de 9 collectes, INED, Paris, 264 p.

**Boschma R.** (2004). Proximité et innovation. In: *Economie Rurale*. n°280, Proximité et territoires. pp 8-24.

**Boserup E.** (1970). Evolution agraire et pression démographique, Paris, Flammarion, 218 p.

**Bosse-Platière H.** (2005). L'avenir familial de l'exploitation agricole. *Économie rurale* N° 289-290. pp 10 – 29.

**Boucher S.R., Carter M., and Guirkingner C.** (2007). "Credit Constraints and Productivity in Peruvian Agriculture." Working Paper No. 07-005. Department of Agricultural and Resource Economics, University of California - Davis.

**Bouquet E. et al.** (2007). Trajectoires de crédit et vulnérabilité des ménages ruraux. Le cas des CECAM de Madagascar. *Autrepart* (44), pp 157-172.

**Bourdier F.** (2012). Nouvelle agriculture et transformations familiales sur les hauts plateaux du nord-est cambodgien. *Autrepart*, (62), pp. 217-235.

**Bourdieu P. et Passeron J.-C.** (1987). La reproduction - éléments pour une théorie du système d'enseignement. Paris: Les Éditions de Minuit.

**Bourgeois R. et Meuriot V.** (2011). Croissance agricole et sortie de pauvreté : que nous apprennent les trajectoires des ménages ruraux en Indonésie ? *Mondes En Développement*, vol. 4, n°33.

**Bourque D., Proulx J. et Fréchette L.** (2007). *Innovations sociales en Outaouais. Rapport de recherche.* Alliance de recherche université-communauté/Innovation sociale et développement des communautés (ARUC-ISDC), Université du Québec en Outaouais (UQO), Série Recherches n°5.

**Boutary M. et al.** (2012). PME et groupements : antinomie définitive ou nouvelle nécessité ? *Revue Des Sciences De Gestion*, (257), pp 101-109.

**Boutrais J. et Crouail J.C.** (1986). Les projets de développement de l'élevage en Centrafrique. In : *Dynamique des systèmes agraires : l'exercice du développement.* Paris : ORSTOM, 1986, pp 71-92. (Colloques et Séminaires). Dynamique des Systèmes Agraires, Paris, 1984-1985.

- Bouy M., Dasnière, J. et Loua F.** (1998). Organisations Professionnelles Agricoles et Décentralisation: Cas des Groupements d'Éleveuses et d'Éleveurs en Haute Guinée Ouest (Guinée Conakry). *Bulletin de l'APAD*, (16).
- Briet A.P.** (2007). *Petite paysannerie et incertitudes dans les Hautes Terres malgaches*. Paris; Antananarivo : Université de Paris 5 ; IRD, 397 p. Thèse
- Brossier J.** (1989). Risque et incertitude dans la gestion de l'exploitation agricole: quelques principes méthodologiques. In Eldin, M., Milleville, P. *Le risque en agriculture*. Paris : ORSTOM, pp 25-46. (*A Travers champs*).
- Brossier J. et al.** (1997). Gestion de l'exploitation agricole familiale. Eléments théoriques et méthodologiques, Dijon, ENESAD-CNERTA, 215 p.
- Brunier S.** (2015). Le travail des conseillers agricoles entre prescription technique et mobilisation politique (1950-1990). *Sociologie Du Travail*, doi:10.1016/j.soctra.2014.12.001
- Bryceson D.F.** (2002). *The scramble in Africa: Reorienting Rural Livelihoods*. World Development vol. 30 n°5. pp 725-739.
- Buck** (1990). Approvisionnement de semences, gestion de pépinières, plantation, protection et gestion d'arbres. USA: Care international: agroforestry extension training sourcebook.
- Bunker B. and Alban B. T.** (1997). *Large Group Interventions: engaging the whole system for rapid change*. San Francisco, CA : Jossey-Bass.
- Burt R. S.** (1995). Le capital social, les trous structuraux et l'entrepreneur. *Revue française de sociologie*, 36, pp 599-628.
- Butault J.P, Delame N. et Lerouvillois P.** (2005). Activité extérieure et revenus des ménages agricoles. *Économie rurale. Agricultures, alimentations, territoires*, (289-290), pp 75-90.
- Button M. and Mattson K.** (1999). *Deliberative Democracy in Practice: Challenges and Prospects for Civic Deliberation*. *Polity*, 31, pp 609-637.

**De Brauw A. et al.** (2014). The role of rural–urban migration in the structural transformation of Sub-Saharan Africa. *World Development*, 63, pp 33-42.

**Le Bourdieu F.** (1974). *Hommes et paysages du riz à Madagascar, étude de géographie humaine*. Madagascar, Antananarivo : Imprimerie du FTM, 639 p.

C.

**Capillon A.** (1993). Typologie des exploitations agricoles. Contribution à l'étude régionale des problèmes techniques. Thèse de Doctorat de l'INA-PG, Tome I, Institut National Agronomique Paris -Grignon, France.

**Carley K. M.** (1991). A Theory of Group Stability. *American Sociological Review*, 56, pp 331-354.

**Cavaillé B.** (2009). *Alphabétisation durable et production économique : agricole, artisanale, industrielle.... Production agricole, formation des ruraux et alphabétisation*. Lyon.

**Chambers R. and Conway G.** (1991). *Sustainable rural livelihoods: practical concepts for the 21<sup>st</sup> century*. Brighton, IDS Discussion Paper 296.

**Chaperon P, Danloux J et Ferry L.** (1993). Fleuves et rivières de Madagascar. Ed. ORSTOM. Paris : 604 p.

**Chauveau J.P.** (1979). Occupation spatiale et historique économique et social du Baulé (Cote d'Ivoire). « Maitrise de l'espace agraire et développement en Afrique tropicale ». CNRST – ORSTOM, Paris, Mémoires n°89. pp 45 – 51.

**Chayanov A.V.** (1966). *The Theory of Peasant Economy*, transl. en éd. .by Thorner, D., B.Kerblay and R./E.F. Smith. Homewood, Ill. Richard M. Irwin, 317p.

**Chevrier P. et Gabathuler E.** (1983). Identification d'un projet "Reboisement villageois" dans la région des bassins versants d'Antananarivo. Sion et St-Cergues.

- Chia E.** (1987). Les pratiques de trésorerie des agriculteurs. La gestion en quête d'une théorie. Thèse de 3eme cycle, Faculté de Sciences Economiques, Université de Dijon, France, 510p.
- Chia E. et al.** (2006). Les exploitations agricoles familiales sont-elles des institutions? *Cahiers agricultures*, vol. 15 n°6, pp 498-505.
- CIRAD** (2009). Changement climatique et agriculture. L'environnement et la sécurité alimentaire en jeu. Cirad : décembre 2009.
- Coleman J.** (1988). Social capital in the creation of human capital, *American Journal of Sociology* (94), pp 95-121.
- Collier P.** (2002). *Social capital and poverty: a microeconomic perspective. The role of social capital in development: An empirical assessment*, pp 19-41.
- Commune Rurale d'Ambalavao.** (2010). Monographie. Ambalavao. 35p
- Connell J. et al.** (1976). *Migration from rural areas: the evidence from village studies*. Oxford University Press. 228 p.
- Coordination Sud** (2007). *Défendre les agricultures familiales: lesquelles, pourquoi?* Commission Agriculture et alimentation de Coordination SUD, GRET.
- Corneloup J.** (2009). Comment est abordée la question de l'innovation dans les sciences sociales ? *Revue de géographie alpine* T. 97 n°1-2009.
- Courade G.** (1994). L'intensification agricole à l'épreuve de l'ajustement: le devenir d'une agriculture familiale intensive en Afrique subsaharienne. *C.R. Acad. Agric. Fr.*, vol. 80, n°8, pp 163-174. Séance du 19 octobre 1994.
- Couty P.** (1989). Risque agricole, périls économiques. In Eldin, M., Milleville, P. *Le risque en agriculture*. Paris : ORSTOM, pp 561-568. (A Travers champs).
- Crozier M. et Friedberg E.** (1997). L'acteur et le système: les contraintes de l'action collective. Paris: Seuil.

D.

**Dannequin F et Diemer A.** (2000). L'économie de l'agriculture familiale de Chayanov à Georgescu-Roegen. *Colloque SFER, Paris, Novembre 2000. 11 p.*

**Darré J.P.** (1996). L'invention des pratiques dans l'agriculture, Paris, Karthala, 194 p.

**David A.** (2001). Logique, épistémologie et méthodologies en sciences de gestion : trois hypothèses revisitées. In « *Les nouvelles fondations des sciences de gestion. Eléments d'épistémologie de la recherche en management* », Eds David A. et al. Vuibert-FNEGE, Paris, pp 83-109

**Debouvry P.** (2004). *Développement du capital humain du secteur agricole au Sénégal. Tome I : Les constats et propositions.*

**Decoudras P. M.** (1997). À la recherche des logiques paysannes. Editions Karthala: France 144 p.

**Deere C. D.** (2005). *The Feminization of Agriculture? Economic Restructuring in Rural Latin America.* United Nations Research Institute for Social Development 69p.

**Defoer T. et al.** (2008). *Curriculum d'apprentissage participatif et recherche action (APRA) pour la gestion intégrée de la culture de riz de bas-fonds (GIR) à Madagascar : Manuel du facilitateur.* ADRAO, Cotonou, Bénin et AKF, Genève, Suisse.

**Degenne A. et Forsé M.** (2004). Les réseaux sociaux. Une approche structurale en sociologie. Paris: Armand Colin.

**Dégrange B.** (2001). La mise à l'épreuve d'une profession. Le travail de redéfinition du métier d'éleveur charolais. Thèse de doctorat de sociologie effectuée sous la direction de Philippe Fritsch et Bruno Lémerly. Université Lumière, Lyon 2.

**Delame N.** (2001). La pluriactivité gagne du terrain dans les exploitations professionnelles. *Agreste Cahiers N° 2.*

- Delville P. L.** (1992). Groupements villageois et processus de transition. Groupements villageois et processus de transition. *Cahier des Sciences Humaines*, vol. 28 n°2, pp 327-343.
- Dercon S.** (2005). Risk, Poverty and Vulnerability in Africa. *Journal of African Economies*, Volume 14, n°4, pp 483–488.
- Deslauriers J. P.** (1987). *Les méthodes de la recherche qualitative*. Sillery: Presses de l'université du Québec.
- Destais C. et Piton S.** (2013). L'économie mondiale 2014. Editions La découverte, collection Repères, Paris : pp 5-22.
- Diemer A.** (2012). Technology and Sustainable Development: Myth or Reality? *Crisis, innovation and sustainable development: the ecological opportunity*, pp 96-114.
- Dixon J. and Gulliver** (2001). Farming Systems and Poverty: Improving Farmers' Livelihoods in a Changing World. FAO & Banque Mondiale. Rome & Washington: 2001.
- Doligez F.** (1996). Etudes comparées de l'impact économique des systèmes de crédit rural. *Tiers-Monde* n°145 ; pp 187 - 202.
- Downing T.E. (1991).** *Vulnerability to hunger in Africa. A climate change perspective.* *Global environmental change*. pp 365-380.
- Droy et al.** (2006). *Décentralisation foncière*. Grain de sel n°37 Décembre 2006 - Février 2007, pp 5-6.
- Duby G. et Wallon A.** (Dir.) (1975). Histoire de la France rurale. Seuil, collection Histoire, Points, Paris.
- Dufour M.** (2006). Etat des lieux de la diversification des exploitations agricoles du Limousin Enjeux, poids et acteurs. Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie de Rennes, Septembre 2006 - Janvier 2007. Conseil Régional du Limousin-Service Animation Agricole et Forêt.

**Dumont R.** (1962). « *L'Afrique noire est mal partie* ». Paris : Editions du Seuil (Etampes, Impr. la Semeuse). 287 p.

**Dupriez H. et De Leener P.** (1990). Les chemins de l'eau : ruissellement, irrigation, drainage. Paris, l'Harmattan: 380p.

**Durand C.** (2007). Les paysans de *l'Alaoatra*, entre rizières et *tanety*. Etude des dynamiques agraires et des stratégies paysannes dans un contexte de pression foncière. Lac *Alaoatra*, Madagascar. Mémoire d'Ingénieur. 121 pages.

E.

**Eisner E. W.** (1981). On the differences between scientific and artistic approaches to qualitative research. *Educational Researcher*, 10(4), pp 5-9.

**Ekomo Engolo C.** (2001). Mutations socio-économiques et conditions de vie des ménages ruraux au Cameroun. In *Revue française de sociologie*, 42-2. pp 281-294.

**Ellis F.** (2000). *Rural livelihoods and diversity in developing countries*. Oxford, Oxford University Press.

**Ellis F.** (2003). *A Livelihoods Approach to Migration and Poverty Reduction*. Department for International Development (DFID).

**Eve M.** (2002). Deux traditions d'analyse des réseaux sociaux. *Réseaux*, N°115, pp 183-212.

**Ezzy D.** (2002). *Qualitative analysis : Practice and innovation*. Crows Nest : Allen & Unwin.

F.

**Fafchamps M.** (1999). Rural poverty, risk, and development. *Center for the Study of African Economies*. Oxford University.

**Food and Agricultural Organization FAO** (2006). Faostat Website, vol. 2006, Food and Agriculture Organisation of the United Nations, Statistics Division.

**FAO Madagascar** (2005). Plan d'action national pour la sécurité alimentaire PANSA – Madagascar. Rapport 05\*033 TCP - MAG. 208 pages.

**Farrington J. et al.** (1999). *Sustainable livelihoods in practice: early applications of concepts in rural areas* (Vol. 42, pp. 1-2). London: ODI.

**Faure G.** (2007). L'exploitation agricole dans un environnement changeant. Innovation, aide à la décision et processus d'accompagnement. Habilitation à Diriger des Recherches. Université de Bourgogne.

**Fauroux E.** (1994). « *Les échanges marchands dans la société pastorales de l'ensemble méridional de Madagascar* » in Aubertin Catherine et Cogneau Denis (éd.), Marché et développement. *Cahier des Sciences Humaines*, vol.30 (1-2) : pp 197 – 210.

**FIDA** (2010). Rapport sur la pauvreté rurale 2011. Éd. Fonds International de Développement Agricole. Italie.

**Flichy P.** (1995). L'innovation technique : récents développements en sciences sociales. Vers une nouvelle théorie de l'innovation, Paris, La Découverte, 255 p.

**Fligstein N.** (1985). The spread of the multi-divisional form among large firms, 1919-1979. *American Sociological Review*, (50) pp 377-391.

**Food and Agricultural Organization and World Bank.** (2001). *Farming system and Poverty: Improving Farmers' Livelihoods in a Changing World*. Rome, Italie: FAO.

**Food and Agricultural Organization** (1981). Rapport de la conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural. Rome: FAO.

**Food and Agricultural Organization** (2013). Cadre stratégique pour le développement de l'horticulture au Burundi. Rome: 100 p.

**Foy L.** (2000). Comment la connaissance des réseaux de circulation de l'information agricole peut-elle contribuer à l'élaboration d'un conseil de gestion aux exploitations? Etude comparative des réseaux de circulation de l'information agricole dans trois groupes ethniques de la zone cotonnière du Sud-Ouest du Burkina Faso, Univ. IAH Larenstein, 83p.

**François E.** (1927). La production de fruits à Madagascar. In *Revue de botanique appliquée et d'agriculture coloniale*. N°75 pp 714 – 724.

**François P J.** (1963). Budget et alimentation des ménages ruraux en 1962 : rapport de synthèse. INSRE et Ministère des finances et du Commerce de la République Malgache. Paris : INSEE et CINAM. Tome 2 : 285 pages.

**Fraslin J.-H.** (2002). Quel avenir pour les paysans de Madagascar ? Association FERT pour l'Océan indien et l'Afrique orientale.

**Fraval P.** (2000). Eléments pour l'analyse économique des filières agricoles en Afrique sub-saharienne. Ministère des Affaires Etrangères - Direction générale de la coopération internationale et du développement.

**Freeman, Rasolofohery et Randriantovomanana (2010).** Tendances, caractéristiques et impacts de la migration rurale-urbaine à Antananarivo, Madagascar. Unicef : 20 ans - Convention relative aux droits de l'enfant.

**Fremeaux** (1977). Développement agricole: Comportement d'adaptation et d'innovation. In *Économie rurale*, vol. 119, issue 1.

**Freudenberger K.S.** (1998). Brousse, bovins, et bien être. Une étude sur la gestion des ressources familiales et communautaires dans le village d'Andalandranovao, Madagascar. Rapport d'une étude de cas d'une RRA. LDI, 34p.

G.

**Gabathuler E et al.** (2014). Reboisement paysans sur les Hautes Terres centrales de Madagascar. Capitalisation de projet de reboisement paysan et de ses impacts après 25 ans. *Centre for Development and Environment* (Suisse) – *Savaivo Madagascar* – Ministère de l'Environnement Madagascar. CDE Suisse : 32 pages.

**Galland O.** (2009). Les jeunes. Paris : Découverte

**Gannon F. et Sandron F.** (2006). Echange, réciprocité et innovation dans une communauté paysanne. Une lecture conventionnaliste. *Revue Economie Rurale*: <http://economierurale.revues.org/index741.html>

**Gastellu J. M.** (1980). L'arbre ne cache pas la forêt ou: usus, fructus et abus. *Cahiers ORSTOM: Sciences humaines*, 17(3-4), pp 279-282.

**Gibbon P.** (2011). "Experiences of Plantation and Large-Scale Farming in 20<sup>th</sup> Century Africa", *DIIS Working Paper*, n° 2011/20, Copenhague, Danish Institute for International Studies, 56 p.

**Giddens A.** (1987). *Social Theory and Modern Sociology*. Stanford University Press.

**Gluckman M.** (1940). Analysis of a social situation in modern Zululand. *Bantu studies*, 14(1), pp 1-30.

**Goffman E.** (1967). *Interaction ritual, essays on face-to-face behaviour*. Anchor books edition. Doubleday and Ge Garden City. New York

**Gondard-Delcroix et Rousseau** (2004). « *Vulnérabilité et Stratégies durables de gestion des risques: Une étude appliquée aux ménages ruraux de Madagascar* », *Développement durable et territoires*, Dossier 3, consulté le 04 avril 2013. <http://developpementdurable.revues.org/1143>

**Gondard-Delcroix** (2007). Risque, pluriactivité rurale et dynamique de pauvreté: une application en milieu rurale malgache. *Dynamique rurale à Madagascar: perspectives sociales, économiques et démographiques*.

**Goodman D. and Redcliff M.** (1991). *Refashioning Nature*. Routledge, London and New York.

**Grieco M.** (1987). *Keeping it in the Family. Social Networks and Employment Chance*, London, Tavistock.

**Groupe Polanyi** (2008). La multifonctionnalité de l'agriculture. Une dialectique entre marché et identité. Paris, éd. Quae : Coll.Synthèses

**Guerrien B.** (1997). Théorie des jeux et gestion. In *Joffre P., Simon Y., Encyclopédie de Gestion*, 3, pp 3324-3336.

**Guichaoua A. et Goussault Y.** (1993). Sciences sociales et développement. Paris : Armand Colin.

H.

**Haggblade S. et al.** (2007) *Sectoral Growth Linkages between Agriculture and the Rural Nonfarm Economy*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.

**Hervieu-Léger D.** (1989). *Tradition, Innovation and Modernity. Research Notes in Religion et modernité. Social Compass*, 36(1), pp 71-81.

**Holman P., Devane, T. et Cady S.** (2006). *The Change Handbook: The Definitive Resource on Today's Best Methods for Engaging Whole Systems*. Williston, VT : Berrett-Koehler.

**Hugon P.** (1998). « Avantages comparatifs, compétitivité et organisation des filières. »

**Huijsman A.** (1986). Choice and uncertainty in semi-subsistence economy: a study of decision making in a Philippine village. PhD Thesis University of the Philippines, Diliman, Quezon City. 201p.

I.

**Institut National de Statistiques INSTAT (2012).** Le Secteur Informel à Madagascar en 2012 : Poids économique et social importants en déconnexion avec le système formel. ENQUÊTE NATIONALE SUR L'EMPLOI ET LE SECTEUR INFORMEL – ENEMPSI 2012 Tome 2. PNUD – DIAL – BIT. 94p.

**Institut National de Statistiques INSTAT (2013).** Enquête nationale sur le suivi des objectifs du millénaire pour le développement à Madagascar - Etude nationale. INSTAT : 262p.

J.

**Jacques P et Michel D.** (1993). De l'idée au produit. Paris : Librairie Eyrolles.

**Janin P.** (1998). Stratégies d'accès aux aliments des ménages ruraux après la dévaluation' (région de la Vallée du Bandama en Côte d'Ivoire). ORSTOM. [horizon.documentation.ird.fr](http://horizon.documentation.ird.fr)

**Jayne T. S. et al.** (2006). "Community-Level Impacts of Aids-Related Mortality: Panel Survey Evidence from Zambia." *Review of Agricultural Economics* 28, n°3(2006a): pp 440-57.

**Jouve P.** (1994). Le diagnostic des conditions et modes d'exploitation agricoles du milieu. De la région à la parcelle. In Min Coopération-Karthala, *L'appui aux producteurs ruraux*, Paris, pp 57-98.

K.

**Kirk J. and Miller M. L.** (1986). *Reliability and validity in qualitative research*. Sage.

**Komlos J.** (1996). Penser la révolution industrielle. In: *Histoire, économie et société*, 15<sup>e</sup> année, n°4. pp. 615-629. [http://www.persee.fr/doc/hes\\_0752-5702\\_1996\\_num\\_15\\_4\\_1890](http://www.persee.fr/doc/hes_0752-5702_1996_num_15_4_1890)

**Krippendorff K.** (2003). The dialogic reality of meaning. *The American Journal of Semiotics*, 19(1/4), 17-34.

L.

**Lallau B.** (2008). « Les agriculteurs africains entre vulnérabilité et résilience. Pour une approche par les capacités de la gestion des risques », *Revue Française de Socio-Économie*, n° 1, pp 177-198.

**Lamarche H.** (1991). L'agriculture familiale. Comparaison internationale. II : une réalité polymorphe. Paris, l'Harmattan, Coll. Alternatives rurales.

**Lavoie L., Marquis D. et Laurin P.** (2003). La recherche-action. Théorie et pratique. Manuel d'Autoformation. Québec, Presses de l'Université du Québec, 229 p.

**Le Roy X.** (1993). Innovation et culture cotonnière : l'exemple de la Côte d'Ivoire septentrionale. 10 p. Séminaire Innovations et Sociétés, Montpellier : ORSTOM

**Lemaraina** (1993). Etude sur les groupes dans la zone d'Ambalavao Centre Fafiala, Rapport note de parcours n°8, Centre Fafiala.

**Lémery B.** (2003). Les agriculteurs dans la fabrique d'une nouvelle agriculture / *Farmers in the making of a new agriculture. Sociologie du Travail*, (1). pp 9–25.

**Lewin K.** (1948). Action research and minority problems. Resolving social conflicts, *Journal of social issues*, No 2, pp 34-46.

**Lewis J. R.** (1986). *International Labour Migration and Uneven Regional Development in Labour Exporting Countries*. *Tijdschrift Voor Economische En Sociale Geografie*, 77 (1). pp 27-41.

**Locoh T.** (2002). Structures familiales et évolution de la fécondité dans des pays à fécondité intermédiaires d'Afrique de l'Ouest. *Bulletin démographique des Nations Unies* N°48/49 ; pp177-192.

**Losh B. et al.** (2013). Une nouvelle ruralité émergente. Regards croisés sur les transformations rurales africaines. Atlas pour le programme Rural Futures du NEPAD. CIRAD.

**Lucas and Stark** (1985). *Motivations to remit: Evidence from Botswana*. In *Journal of Political Economy*, 93(5): pp.901-918.

M.

**De Maio L. et al.** (1999). *Computable General Equilibrium Models, Adjustment and the Poor in Africa*. *World Development* Vol. 27, n°3, pp. 453-470.

**Malik K** (2013). Rapport sur le développement humain 2013. L'essor du Sud: le progrès humain dans un monde diversifié, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

**Malton P.** (1979). Income distribution among farmers in northern Nigeria: empirical results and policy implications. *African Rural Economy* n°18. Michigan State University.

**Marczewski J.** (1965). Révolution industrielle et sous-développement (Book Review). *Economic Journal*, 75(299), pp 611-613.

**Marshall E., Bonneville J.R. et Francfort I.** (1994). Fonctionnement et diagnostic globale de l'exploitation agricole. Une méthode interdisciplinaire pour la formation et le développement. Dijon, ENESAD-SED, 174 p.

**Mayaud J.-L.** (1999). La petite exploitation rurale triomphante. France, XIXe siècle. Paris, Belin.

**Mbetid-Bessane E. et Gafsi M.** (2002). Faiblesse de la main-d'œuvre familiale et diversification des activités dans les exploitations agricoles de la zone cotonnière en Centrafrique : Quel enseignement pour le conseil de gestion aux agriculteurs ? Savanes africaines : des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis. Actes du colloque, mai 2002, Garoua, Cameroun. Prasac, N'Djamena, Tchad - Cirad, Montpellier, France.

- Mbétid-Bessane E., Havard M. et Djondang K.** (2006). Evolution des pratiques de gestion dans les exploitations agricoles familiales des savanes cotonnières d'Afrique centrale. *Cahiers Agricultures*, vol. 15 n°6, pp 555-561.
- Mc Michael P.** (1994). *The Global Restructuring Of Agro-Food Systems*. Cornell University Press. Ithaca and London: 305p.
- Mendras H.** (2000). L'invention de la paysannerie: Un moment de l'histoire de la sociologie française d'après-guerre. *Revue française de sociologie*, pp 539-552.
- Mendras H. et Forsé M.** (1983). *Le changement social. Tendances et paradigmes*, Paris, Armand Colin Éditeur.
- Miarimanana** (2008). Contribution à la mise en place d'un *Fokontany* Ami de WASH. Cas du *Fokontany* d'Antamboho, Commune Rurale d'Ambalavao, District d'Atsimondrano, Région Analamanga. Université d'Antananarivo, Département Sociologie. 98 p : Antananarivo.
- Michel F.** (1984). Les créations d'associations : un indicateur de changement social. In: *Revue de l'OFCE*. n°6. pp 125-145.
- Mills B., delNinno C. et Rajemison H.** (2004). Commune shocks, household assets, and economic well-being in Madagascar. In *Selected Paper for Presentation at American Agricultural Economics Association Meetings, Denver Colorado*.
- Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche MAEP** (2004). Lettre de Politique de Développement Rural. [www.maep.gov.mg/lpdr](http://www.maep.gov.mg/lpdr)
- Minten B et al.** (2006). Riz et pauvreté à Madagascar, World Bank.
- Minten et al.** (2003). Agriculture, pauvreté rurale et politiques économiques à Madagascar. USAID – CORNELL University – INSTAT – FOFIFA.
- Moisdon J.C.** (1997). Du mode d'existence des outils de gestion, Paris, Ed. Seli Arslan, 286p.
- Moller K.** (1991). Notes sur les observations faites dans les trois champs de démonstration du PARV. Centre Fafiala : Etude Expérimentation Agroforesterie.

30 p.

**Monge P. and Contractor N.** (2003). *Theories of Communication Networks*. Oxford University Press.

**Montebault S.** (2005). Madagascar : Analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (CFSVA). Collecte et analyse des informations secondaires. PAM : 2005.

**Morganti N.** (2001). *Promouvoir la circulation de l'information économique au sein du monde rural*. Note thématique Filière. Antananarivo.

**Mucchielli A., Corbalan J. A. et Ferrandez V.** (2004). *Étude des communications: Approche par les processus*. Armand Colin.

**Mutsaers, Henk and Kleene P.** (2012). *What is the matter with African agriculture? Veterans' visions between past and future*. KIT Publishing, Amsterdam.

N.

**Nations Unies** (2013). *World Population Prospects: the 2012 Revision*. Population Division, Department of Economic and Social Affairs.

**Netting R.** (1993). *Smallholders, householders: farm families and the ecology of intensive, sustainable agriculture*.

**Norman D. W.** (1973). *Economic Analysis of Agricultural Production and Labour Utilization among the Aussa in North of Nigeria*. African rural employment, paper N°4. Department of Agricultural Economics, Michigan State University.

**Noumen R.** (2008). *Les coopératives : des utopies occidentales du XIXe aux pratiques africaines du XXe*. *Revue Française De Gestion*, (188/189), pp271-282.

**Ntsama M.** (2009). *Survival Strategies of Rural Households Cameroon in the Context of Crisis*. PhD. Student in Development Economics, University of Yaoundé II –Soa.

O.

**OCDE.** (2003). Agriculture et environnement : enseignement tiré des 10 ans de travaux de l'OCDE. Paris: Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

**Omrane M. et Ramasinjatovo N.** (2004). Inégalités spatiales en matière d'accès à la terre en milieu rural malgache : impact sur les comportements démographiques et socio-économiques. In Jauze J.M. et Guebourg J.L. (coord.), *Inégalité et spatialité dans l'Océan Indien*. Actes du colloque de Saint Denis de la Réunion, Centre de Recherche et d'Etudes en Géographie de l'Université de la Réunion CREGUR. L'Harmattan : pp 219 – 231.

**Omrane M.** (2007). Accès à la terre, dynamique démographique et ancestralité à Madagascar. Paris : L'Harmattan Coll. Populations.

**Organisation Internationale du Travail OIT.** (2008). Enquête nationale sur le travail des enfants à Madagascar 2007. Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC) - Genève: OIT. 108 p.

**Ottino P.** (1962). Paysannerie malgache et développement. In F. Perroux, *Cahier de l'Institut de science économique appliquée* ; Série F N° 17 (pp. 71-101). Paris.

P.

**Paul J.L. et al.** (1994). Quel système de référence pour la prise en compte de la rationalité de l'agriculteur : du système de production agricole au système d'activité. *Les Cahiers de la Recherche Développement*, n°39- 1994. CIRAD.

**Pavageau J.** (1981). Jeunes paysans sans terres. L'exemple malgache. Une communauté villageoise en période révolutionnaire. L'Harmattan. Coll. Alternatives paysannes. Paris : 207p.

**Pecqueur B. et Colletis G.**(2004). Révélation de ressources spécifiques et coordination située. The 4th Congress on Proximity Economics, Proximity, Networks and Coordination.Marseille.

**Peemans J. P.** (1995). Modernisation, globalisation et territoires: l'évolution des regards sur l'articulation des espaces urbains et ruraux dans les processus de développement. *Revue Tiers Monde*, pp 17-39.

**Pélissier P.** (1976). *Les riziculteurs de Hautes Terresmalgaches et l'innovation technique*. Université de Paris X. Cahier ORSTOM, série Sciences Humaines, vol. XIII, N°1, pp 31-56.

**Pernet F.** (1982). Résistances paysannes. Presses universitaires de Grenoble, Grenoble.

**Pesneaud F.** (1997). La riziculture des hautes terres de Madagascar : les performances bridées d'un système de production. *Economie de Madagascar*, 2 : pp 89-111. Banque Centrale de Madagascar/Instat.

**Piette A. et albert J. P.** (1996). Ethnographie de l'action. L'observation des détails.

**Piolle**(1991). Proximité géographique et liens sociaux : de nouvelles formes de territorialité ? *L'espace géographique* vol. 20 n°4, pp 349-358.

**Platteau J. P.** (1998). Une analyse des théories évolutionnistes des droits sur la terre. *Quelles politiques foncières pour l'Afrique rurale*, pp 123-130.

**Pool I. (1992).** "Fertility, Migration and Development in the Pacific." In Baillif Y. et Ory C. (coord.) Fécondité et insularité. Actes du colloque International Saint-Denis de la Réunion. pp 265-280.

**Portes A.** (2000). The two meanings of social capital. In *Sociological forum*, Vol. 15, No. 1, pp. 1-12. Kluwer Academic Publishers-Plenum Publishers.

**Prod'homme J. P.** (1995). Diversité des organisations rurales en Afrique noire et prémices d'un mouvement paysan. *Économie rurale*, vol. 228 n°1, pp 48-53.

**Programme SAHA.** (2009 a). *Budget participatif: Guide du facilitateur à l'intention des facilitateurs du BP.* 2009. p. 48. Vol. Manuel 1: Guide.

**Programme SAHA.** (2009 b). Capitalisation des expériences en budget participatif à Madagascar. 2009. p16.

**Promsopha G.** (2013). Migration permanente, vente de terre et gestion informelle des risques de subsistance. *Revue Economique*, vol. 64 n°3, pp 505-517.

**PROSPERER** (2007). Rapport de pré-évaluation. République de Madagascar. 14p.

Q.

**Quéré L.** (1995). L'espace public comme forme et comme événement. In *Prendre place. Espace public et culture dramatique. Colloque de Cérizy. Paris: Ed. Recherches* pp. 93-110.

**Quesnel A. et Vimard P.** (1987). Système de production et dynamiques de populations en économie de plantation. Un exemple : le plateau de Dayes (Sud-Ouest Togo). *Cah. Sci. Hum.* Vol. 23 n°(3-4) pp 483-503.

R.

**Raharison L.** (2006). "Dualité entre héritage et vente de terres dans l'accès à la terre. Le cas de l'Imerina (Hautes terres centrales de Madagascar)." [http://www.mpl.ird.fr/colloque\\_foncier/Communications/PDF/Raharison.pdf](http://www.mpl.ird.fr/colloque_foncier/Communications/PDF/Raharison.pdf) .

**Rabemanambola M., Rakotoarisoa J. et Rieutort L.** (2009). « Entre ville et campagne : les adaptations du maraîchage paysan sur les Hautes Terres centrales malgaches », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, N°247, pp 285-310.

**Rahaingosalama J.M.** (1999). *Moratsiazao, mitahiryinona ?* Recherche pour l'obtention d'une licence en Théologie – Histoire des religions. Antananarivo : 40p.

**Raharinirina S.** (2009). Utilisation des denrées alimentaires d'origine animale dans la nutrition humaine – Ambalavao, District Atsimondrano. Thèse de Doctorat en Médecine Vétérinaire. Université d'Antananarivo, Faculté de Médecine.

**Rakoto JM** (2013). Comment améliorer la contribution du secteur élevage dans la croissance économique du pays ? Ministère de l'élevage.

**Rakoto Ramiarantsoa H.** (1997). *Paysanneries merina des Hautes Terrescentrales malgaches : une ethno-agronomie déphasée ?* In Environnement et développement. Les Cahiers D'outre-mer. Vol. 50 N° 197. pp 43-55.

**Rakoto Ramiarantsoa H.** (1998). « Mérité du paysage et comportement d'alliances : des signes de l'ascendance austronésienne à Madagascar ». Paris, ORSTOM, PRODIG, pp. 651-656.

**Rakotomalala M., Blanchy S. et Raison-Jourde F.** (2001). *Usages sociaux du religieux sur les Hautes-Terres malgaches, Les ancêtres au quotidien*, Paris, L'Harmattan, 529 p.

**Rakotonaivo F.** (2003). *Ny riba malagasy*. Fianarantsoa, Baingan'Ambozontany, 391 p.

**Rakotovao JM et al.** (2001). Quel est le poids réel de la dynamique d'organisations paysannes ? note d'analyse UPDR, Document de travail.

**Rakotovazaha J.** (2004). Impacts économiques des migrations de moyenne durée en milieu rural malgache. In Institut Austral de Démographie. Actes du séminaire du 01 Octobre 2004. pp 55-62.

**Ramamonjisoa B.** (1999). Rapport de compilation et d'analyse des données existantes sur le secteur des plantations forestières de Madagascar. Etat des plantations villageoises et familiales malgaches d'aujourd'hui. Commission Européenne - Food and Agricultural Organization.

**Ramasinjatovo N.** (2007). Organisation et perception de l'espace en Imerina, Madagascar. Thèse de Doctorat en Sciences Sociales. Université Paris Descartes.

**Rambeloarisoa G** (1998). Etude de feux de brousse dans trois Firaïampokontany d'Antananarivo Atsimondrano, concernés par le reboisement villageois. Cas d'Ambatofotsy, Tsararivotra et Ambalavao. Centre FAFIALA n°26 : 38p.

**Ranaivomanana L.** (2013). Étude de Diversification des Moyens de Subsistance à Madagascar 2013. Rapport: SF-FAO/2013/26. FAO-SmartFishProgramme of the Indian Ocean Commission, Ebene, Mauritius.182p.

**Randriamparany Z.** (2008). Impacts des successions des projets sur les organisations paysannes. L'exemple de Fikambanan'ny Tantsaha Mivondrona Ambalavao FITAMIAM dans la Commune Rurale d'Ambalavao, Sous-prefecture d'Antananarivo Atsimondrano. Mémoire de Maitrise. Université d'Antananarivo. Faculté des Lettres et Sciences Humaines. 126 p.

**Randrianarison L.**(2003). Revenus extra-agricole des ménages ruraux et pauvreté. In Minten B. *et al. Agriculture, pauvreté rurale et politiques économiques à Madagascar*, Cornell Food and Nutrition Policy Program. pp 56-59.

**Rasamoelina E.** (1995). Etude sur la dynamique des groupements d'Ambalavao à travers la base de données permanente. Rapport – Note de parcours N°15. Programme d'Etudes Sociales et Economiques. Centre Fafiala.

**Ratsimanohatra M. R.** (2009). Les questions financières comme principal handicap au développement rural : Cas de la commune rurale d'Ambalavao District Atsimondrano, Région Analamanga. Mémoire de Maitrise, Université d'Antananarivo - Faculté De Droit, d'Economie, De Gestion et de Sociologie.

**Raunet M.** (1991). Structure et fonctionnement d'un bas-fondrizicultivé dans les Hautes Terres malgaches. Séminaire International, Bas-fonds et riziculture. Fonctionnement, agronomie, aménagement. Antananarivo : 9-14 Décembre.

**Razafimandimby H.** (1995). Gestion des ressources agricoles dans le bassin versant de l'lkopa, Antananarivo Madagascar. Mémoire de DEA en lettres et sciences sociales. Géographie. Université de la Réunion.

**Razafindratsima N.** (2007). « *L'entraide matérielle et financière entre parents et enfants à Antananarivo* ». In Les relations intergénérationnelles en Afrique: approche plurielle. Antoine P. Nogent-sur-Marne : CEPED, 255 p.

**Razakavololona A.** (2011). Indicateurs de vulnérabilité des exploitations agricoles face aux variables climatiques et démographiques : application à la riziculture dans la région du Lac Alaotra (Madagascar). Thèse de Doctorat en Sciences Agronomiques – Université d'Antananarivo – IRD – CIRAD.

**Razanaparany**(2010). Contribution des pépinières villageoises dans le développement de la Commune Rurale d'Ambalavao. Mémoire de Master en Economie et Gestion – option Population et Développement à l'Université Catholique de Madagascar.

**Reardon T. et al** (1993). *Agriculture-led income diversification in the West African semi-arid tropics: nature, distribution, and importance of production linkage activities*. In Atsain A. et al. *African Economic Issues*.

**Rémy J.** (2006). Entre familles, marchés et politiques publiques : le conseiller agricole. *INRA Mensuel* 127, pp 38–40.

**République de Madagascar** (2010). Programme de soutien aux pôles de microentreprises rurales et aux économies régionales PROSPERER. Rapport d'activités. Ministère de l'Agriculture - Ministère de l'Economie et de l'Industrie – Fédération des chambres de commerce et d'industrie. 58p.

**République du Niger** (2003). Savoirs paysans et innovations: Eléments de capitalisation de l'expérience du PAIIP. Cellule Technique de Promotion de l'Initiative Et de l'Innovation paysannes : Mai 2003

**Rigg J., Nguyen T. and Luong T.** (2014). The Texture of Livelihoods: Migration and Making a Living in Hanoi. *Journal Of Development Studies*, vol. 50 n°3, pp 368-382.

**Robert F. et Mongeau P.** (2014).Caractéristiques sociosémantiques des méthodes conventionnelles et alternatives de délibération », *RISCP* [En ligne], 12 | 2014, mis en ligne le 01 février 2015. <http://communiquer.revues.org/1236>.

**Robertson A.** (1981). Les innovations techniques et leurs incidences sociales. In : *Revue Internationale des Sciences Sociales*, vol. XXXIII n°3. 1981. pp : 5-22.

**Rogers E.M.** (1983). *Diffusion of innovations*, New York, Free Press (third edition)

**Roudart L. et Mazoyer M.** (2010). Les agricultures familiales en souffrance d'accès aux ressources. *Mondes En Développement*, 2010/3 n° 151, p. 7-8.

**Rousseau S.** (2003). « Capabilités, risques et vulnérabilité ». In Dubois *et al.* (dir.), *Pauvreté et développement socialement durable*. P.U. de Bordeaux, Bordeaux. pp. 11-22.

**Rousset N.** (2012). *Economie du changement climatique: des politiques d'atténuation aux politiques d'adaptation* (Doctoral dissertation, Université de Grenoble).

**Ruyssen I. and Rayp G.** (2014). Determinants of Intraregional Migration in Sub-Saharan Africa 1980-2000. *Journal of Development Studies*, vol. 50 n°3, pp 426-443.

**Ryfe D. M.** (2002). The Practice of Deliberative Democracy : A Study of 16 Deliberative Organizations. *Political Communication*, 19, pp 359-377.

S.

**Sen A.** (1992). *Inequality Reexamined*. Harvard University Press.

**De Sahn *et al.*** (1999). Structural adjustment reconsidered: Economic policy and poverty in Africa. PA Dorosh, SD Younger.

**De Sardan J.P.** (1993). Une anthropologie de l'innovation est-elle possible, Séminaire d'Economie Rurale « Innovation et sociétés », 13-16 septembre 1993, Montpellier, pp 33-49.

**Sadoulet E. *et al.*** (2004). *Can Conditionnal Cash Transfert Program Improve Social Risk Management? Lessons For Education And Child Labour Outcomes*. Washington DC :Banque Mondiale, Discussion paper n°0420.

**Sandron F.** (2007 b). Pauvreté et lien social dans une commune rurale des Hautes Terres malgaches. Colloque International : La pauvreté rurale à Madagascar : caractéristiques, dynamiques et politiques publiques. Antananarivo INSTAT, ROR, IRD, DIAL 23-24 avril.

**Saucier C. et al.** (2006). « Développement et territoire ». In KLEIN J. L. et HARRISSON D. (dir.) *L'innovation sociale. Émergence et effets sur les transformations des sociétés*. Québec, Presses de l'Université du Québec, pp. 377-395.

**Savaivo** (2011). Evaluation des impacts, identification des facteurs de succès et capitalisation des expériences du projet de Reboisement villageois dans le bassin versant de Sisaony (PARV). Rapport final, projet Q913, ESSAP/Madagascar.

**Scheufele D. A. et al.** (2006). Democracy Based on Difference: Examining the Links between Structural Heterogeneity, Heterogeneity of Discussion Networks, and Democratic Citizenship. *Journal of Communication*, 56, pp 728-753.

**Schmitz S.** (2004). Nouvelles mobilités et réseaux sociaux locaux en milieu rural. *Mobilités, fluidités... libertés?* pp 59-69.

**Schumpeter J.** (1935). Théorie de l'évolution économique. Recherche sur le profit, l'intérêt et le cycle de la conjoncture, Paris, Dalloz.

**Schwartz A.** (1989). Modernisation de l'agriculture et transformation des rapports sociaux de production chez les Ngam-Ngam et les Tchokossi du Nord-Togo. L'impact du «projet Namiélé ». Cahier Sciences Humaines 25 (3) 1989 : pp 357-367.

**Scoones I.** (2009). Livelihoods perspectives and rural development. *The Journal of Peasant Studies*, 36(1), pp 171-196.

**Sebillotte M. et Soler G.** (1990). Le processus de décision des agriculteurs. Première partie : acquis et questions vives. In « *Modélisation systémique et système agraire. Décision et organisation* », Eds Brossier J ., Vissac B., Le Moigne J.L., Paris, France, INRA, pp 93-101.

- Servolin C.** (1988). L'agriculture moderne. Seuil, Paris.
- Sibelet N. et Dugué P.** (2007). Processus d'innovation dans les exploitations familiales. In Gafsi Mohamed (éd.) *et al. Exploitations agricoles familiales en Afrique de l'Ouest et du Centre : enjeux, caractéristiques et éléments de gestion.* Versailles: éd. Quae, pp 349-367.
- Simon H.A.** (1981). The sciences of the Artificial, Cambridge, MIT Press
- Simon J. L.** (1990). *The Unreported Revolution in Population Economics.* Public interest, n°101 pp 89-100.
- Simpson B.M** (2000). Adoption et adaptation de techniques agricoles innovantes dans le sud-ouest du Mali. *Autrepart* pp 5-27.
- Singh, Squire and Strauss (1986).** *Agricultural Household Models.* Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- Skeldon R.** (1990). *Population mobility in developing countries.* Belhaven Press.
- Souffrin E.** (1992). Impact de la baisse de naissance sur l'économie domestique à la Réunion. Quelques aspects ethno-psychologiques.
- Sourisseau JM et al.** (2012). Représenter la diversité des formes familiales de la production agricole. Approches théoriques et empiriques. Document de travail ART-Dev 2012-01.
- Sow M.** (2009). Réduire l'extrême pauvreté et la faim en milieu rural. Conférence internationale *CIPD, OMD : mêmes objectifs?*
- Stark O.** (1991). *Migration of labour.* Cambridge, MA Blackwell. 406p
- Steiner P.** (2012). Marché, transaction et liens sociaux: l'approche de la Sociologie Économique. *Revista De Sociologia E Política,*
- Steyer et Zimmermann** (2004). Influence sociale et diffusion de l'innovation. *Mathematics and Social Sciences* vol. 42, n°168, pp. 43-57.
- Stringer E.T.** (1999). *Action-Research,* Second Edition, Etats-Unis, Sage Publications, 229 p.

**Sylvander B.** (1995). Les conventions de qualité dans le secteur agro-alimentaire : aspects théoriques et méthodologiques. Communication au Colloque de la société française d'économie rurale, *La qualité dans l'agro-alimentaire : questions économiques et objets scientifiques*. Paris : 26 et 27 Octobre.

T.

**Tabutin D et Schoumaker B.** (2004). La démographie de l'Afrique au sud du Sahara des années 1950 aux années 2000. Synthèse des changements et bilan statistique. Vol. 59 N°3, pp. 519-62.

**Terpend N.** (1997). Guide pratique de l'approche filière. Le cas de l'approvisionnement et de la distribution des produits alimentaires dans les villes. *Revue et collection. Aliments dans les villes, FAO–Rome, Italie, 26p.*

**Teyssier A.** (1990). Les bassins-versants d'Imamba et d'Ivakaka, Analyse d'un système agraire en vue d'un projet de gestion de l'espace rural. CIRAD/DSA, 82p.

**Teyssier A.** (1994). Projet de sécurisation foncière et d'aménagement des bassins-versants d'Amparafaravola. Propositions pour un réaménagement institutionnel de la faisabilité d'une deuxième phase du projet Imamba-Ivakaka. CIRAD-SAR, 13 p.

**Todaro M.** (1969). *A model for labor migration and urban unemployment in less developed countries*. *American Economic Review* n°59, pp. 138-148.

**Tönnies F.** (1944) *Communauté et société. Catégories fondamentales de la sociologie pure*, trad. de la 8<sup>e</sup> édition par J. Leif, Paris, Presses universitaires de France.

**Tovo M. et Saito J.** (2010). Effets du changement climatique sur le rôle des enfants dans les stratégies de gestion du risque : une étude appliquée aux ménages ruraux du Sénégal. Banque Mondiale: Juin 2010. 143 p.

**Townsend P.** (1985). *A Sociological Approach to the Measurement of Poverty-- A Rejoinder to Professor Amartya Sen. Oxford Economic Papers*, 37(4), pp 659-668.

## U.

**United Nations International Children's Fund UNICEF (2015).**

<http://sowc2015.unicef.org>

## V.

**De Vreyer P. et al.** (2008). Pauvreté et structure familiale, pourquoi une nouvelle enquête. *Stateco*, 102, pp 261-275.

**Van den Breemer et al.** (1994). Anthropologie et foresterie sociale: une exploration théorique. *Bulletin de l'APAD* (7).

**Van Pevenage I.** (2010). La recherche sur les solidarités familiales ; quelques repères. *Idées économiques et sociales*, n° 162, 6 p.

**Vermeersch S.** (2006). Liens territoriaux, liens sociaux : le territoire, support ou prétexte ? *Espaces et Sociétés*, vol.3 n°126, pp 53-68.

**Viviani J.L.** (1994). Incertitude et rationalité. *Revue française d'économie*, vol. IX, n° 2, pp. 105-146.

Vrieling et al. (2011). *Variability of African farming system from phonological analysis of NDVI time series. Climate change.*

## W.

**Waast R.** (1967). *Plaine de Tananarive : esquisse des cadres sociaux : la parenté.* Littérature grise Tananarive: ORSTOM. 151 p.  
[http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins\\_textes/pleins\\_textes\\_7/carton06/13260.pdf](http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_7/carton06/13260.pdf).

**Walker T.S. et al** (1993). *Fluctuations in Income in Three Villages of the Semi-Arid Tropics on Peninsular India*. ICRISAT Economics Programs.

**Wampfler B.** (2000). Contribution des organisations paysannes au financement de l'agriculture. <http://microfinancement.cirad.fr/fr/news/BIM>

**Webber C.M. and Labaste P.** (2010). Building competitiveness in Africa's agriculture: a guide to value chain concepts and applications. Washington DC: The World Bank.

**Weber M.** (1947). *The Theory of Social and Economic Organization*, A. H. Henderson et Talcott Parsons (eds.). Glencoe, IL: Free Press, pp. 329-341.

**White H.** (1992), *Identity and Control: A Structural Theory of Social Action*, Princeton, NJ, Princeton University Press.

**Wong Y.** (1996). « *The Economics of Rice in Madagascar* », World Bank, Antananarivo.

**Woolcock et al.** (2000). *Social Capital: Implication for Development Theory*. Research and policy, World Bank Research Observer, vol. 15 n°2.

**World Bank** (1987). *Madagascar Population and Health Sector Review*. World Bank, Washington D.C.

**World Bank** (2005). "Well-Being and Poverty in Ethiopia: The Role of Agriculture and Agency." World Bank gray cover poverty assessment. World Bank, Poverty Reduction and Economic Management 2 (AFTP2), Country Department for Ethiopia, Africa Region.

**World Bank** (2006). "Africa Development Indicators 2006." World Bank.

**Wrigley E.A. and Schofield R.S.** (1981). *The Population History of England 1541-1871: A Reconstruction*, Londres, E. Arnold.

Y.

**Yabile K.** (2013). Déterminants de la sous-alimentation des ménages en Cote d'Ivoire: cas des régions centre et centre-est. *European Scientific Journal*, (14), 207.

**Yung J.M. et Zaslaysky J.** (1992). Pour une prise en compte des stratégies des producteurs. *Documents systèmes agraires*, 18, CIRAD.

Z.

**Zoundi J.S. et al.** (2005). Economie familiale et innovation agricole en Afrique de l'ouest. Vers de nouveaux partenariats. *Document de synthèse : Initiative du Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (SCSAO)*. OCDE.

## ABREVIATION ET SIGLE

AGB	Associations Et Groupements De Base
AGETIPA	Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public et d'Aménagement
CECAM	Caisses d'épargne et de crédits agricoles mutuels
COBA	Communauté De Base
EPP	Ecole publique primaire
FDP	Foresterie et développement paysan
FIDA	Fonds International de Développement Rural
FITAMIAM	Association des Paysans Fédérés d'Ambalavao <i>Fikambanan'ny Tantsaha Mivondrona Ambalavao</i>
FORMAPROD	Formation De Formation Professionnelle Et d'Amélioration De La Productivité Agricole
FRAM	Association des Parents d'élèves <i>Fikambanan'ny Ray Aman-Drenin'ny Mpianatra</i>
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MAP	Madagascar Action Plan
MEEM	Mouvement d'entraide pour les enfants de Madagascar
MER	Micro-Entreprises Rurales
OdR	Observatoire Du Riz
OIT	Organisation internationale du travail
ONG	Organisation non gouvernementale
PALI	Partenaires Limitrophes
PARV	Programme d'Appui au Reboisement Villageois
PROSPERER	Programme de Soutien aux Pôles de Micro-Entreprises Rurales et aux Economies Régionales de Madagascar

SAHA	Cercle d'action pour le développement en milieu rural <i>Sahan'Asa Hampandrosoana Ny Ambanivohitra</i>
SOMALAC	Société malgache d'aménagement du Lac Alaotra
VIH/SIDA	Virus de l'immunodéficience Humaine / Syndrome d'immunodéficience acquise
ZAP	Zone Administrative et Pédagogique

## LISTE DES CARTES ET FIGURES

La Commune Rurale d'Ambalavao .....	25
Répartition des personnes enquêtées.....	36
Zone d'intervention du projet PARV .....	190

## GLOSSAIRE

*Adidy* : obligation, devoir

*Alabotry* : vol sur pieds

*Fady* : tabou

*Famadihana*: exhumation des ancêtres

*Fararano*: période de récolte du riz *vaky ambiaty*, « deuxièmes semailles de riz », dans les Hautes Terres malgaches

*Fihavanana* : lien de solidarité, d'interdépendance entre les membres d'une famille, entre voisins, entre membres d'une communauté.

*Fokontany*: division administrative de base à Madagascar, communauté villageoise dans le milieu rural et quartier dans les grandes villes.

*Hira gasy*: chant folklorique typique des Hautes Terres de Madagascar.

*Indrana* : prêt, se dit de la pratique des Hautes terres malgaches pour demander à un membre de sa famille ou à une connaissance d'effectuer des travaux non rémunérés.

*Kapoaka*: gobelet qui sert à quantifier plusieurs denrées alimentaires, notamment le riz, les grains ou les petits poissons séchés.

*Mololo* : paille du riz coupé et battu.

*Mpiadidy* : notable, une personne désignée par le chef de canton pendant la colonisation, pour percevoir les impôts et diriger le village.

*Mpiavy*: immigré, se dit d'une personne ou d'une famille qui n'est pas originaire du lieu.

*Mpisompatra* : qui fait le mal exprès.

*Mpitaiza olona* : personne qui vit avec une entité occulte que la population vient voir pour résoudre un problème (vol, santé ...) ou pour exaucer des vœux.

*Santa-bary*. prémices de la récolte de riz de l'année.

*Sarakantsaha* : rémunération du travail journalier

*Tanety* : flanc de colline où les paysans pratiquent des cultures pluviales, colline déboisée.

*Vahiny* : visiteur, qui ne s'installe pas.

*Vaky ambiaty* : « deuxièmes semilles de riz » récoltée du mois de mars jusqu'au mois de mai, par opposition à *vary aloha*, littéralement « riz en avance », riz de la première saison récolté entre décembre et février.

*Valin-tanana* : échange de bras.

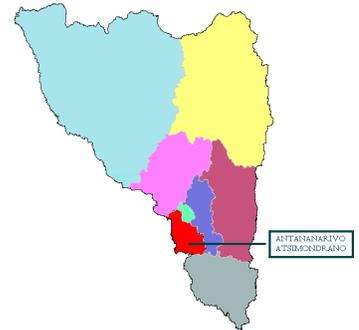
*Vaomiera Sosialy sy Fampivoarana* : commission sociale pour le développement, chargée de l'animation de la Pastorale Sociale de l'Eglise catholique

*Vata* : unité de mesure du riz au temps de la royauté.

*Voandalana* : souvenirs achetés lors des voyages à rapporter pour les proches.

# ANNEXES

**ANNEXE 1**  
**LOCALISATION DE LA COMMUNE RURALE D'AMBALAVAO**



## ANNEXE 2

### Guide d'entretien – chef de ménage

<b>Le chef de ménage</b>	
1. Age	
2. Sexe	
3. Religion	
4. Niveau de scolarisation	
5. Formations complémentaires suivies	
6. Domaines de la formation	
7. D'où êtes-vous originaire ?	
8. Depuis quand êtes-vous installé ici ?	
<b>Le ménage</b>	
9. Nombre de membres du ménage	
10. Nombre d'enfants - âge	
11. Autre membre du ménage - âge	
12. Quelle est sa relation avec vous ?	
13. Nombre d'enfants scolarisés	
14. Niveau de scolarisation	
15. Lieu de scolarisation	
16. Niveau de scolarisation le plus élevé dans la famille	
17. Combien de fois par jour mangez-vous ensemble dans la famille ?	
18. D'habitude, de quoi votre alimentation est-elle composée ? (matin – midi – soir)	
19. Cela change-t-il en fonction des saisons ?	

<b>Economie domestique</b>	
20. Quelle est votre principale activité économique ?	
21. Avez-vous d'autres sources de revenu ?	
22. Comment se fait la répartition des travaux entre vous (dans la famille) ?	
23. A quelle occasion faites-vous appel au salariat agricole ?	
24. Quels outils agricoles utilisez-vous ?	
<b>Riziculture</b>	
25. Cultivez-vous du riz ?	
26. Quelle technique rizicole utilisez-vous ?	
27. Achetez-vous les engrais ?	
28. Quand avez-vous changé de semences pour la dernière fois ?	(évolution depuis 2 ou 3 ans)
29. Quels autres intrants devez-vous acheter pour cultiver le riz ?	(engrais – semences – autres intrants)
30. En général, y a-t-il eu du changement dans votre manière de cultiver le riz durant les dernières saisons ? Pourquoi ?	Changement? Raison du changement ?
<b>Activité économique</b>	
31. Faites-vous des cultures de contre-saison ?	
32. Pourquoi avoir choisi cette spéculation ?	
33. Utilisez-vous une technique de production particulière ?	Technique de production utilisée
34. Quelles sont les principales dépenses relatives à cette activité ?	Intrants utilisés (engrais – semences – autres intrants)
<b>Elevage</b>	
35. Exercez-vous une activité d'élevage ?	Petit élevage ? (bétail – basse-cour)
36. Pourquoi ?	Destination des produits de l'élevage

<b>Formation du revenu du ménage</b>	
37. Laquelle de vos activités occupe le plus votre temps ?	
38. Quelle activité vous apporte le plus de revenu ?	
39. Quelle activité vous apporte le moins de revenu ?	
<b>Gestion des récoltes/produits</b>	
40. Quels sont vos principaux produits ?	
41. Disposez-vous d'un lieu de stockage des récoltes ?	
42. La majorité de vos productions est-elle à : - Vendre - Consommer	
43. Y a-t-il une part particulière destinée à être vendue ?	
44. Vendez vous votre récolte de riz ? A quelle occasion ?	Destination de la production (vente, consommation ; part de récoltes vendues ; période de vente)
45. En quelle période de l'année êtes-vous plus enclin à vendre vos produits ?	
<b>Propriété foncière</b>	
46. La superficie du terrain que vous exploitez a-t-elle augmenté depuis 3 ans ?	Evolution de la surface cultivée sur 2 ou 3 ans (surface, nombre de parcelles)
47. Combien de parcelle de rizière cultivez-vous ?	Nombre de parcelles de rizières du ménage
48. Est-ce que vous louez un terrain ?	Statut vis-à-vis des parcelles (propriétaire, métayer, locataire)

<b>Relations sociales</b>	
49. Selon vous, la pratique du « valin-tanàna » est-elle toujours d'actualité ?	Formes de solidarité sociale
50. En général, combien de fois fait-on appel au valin-tanana au cours d'une saison ?	Fréquence de l'appel au valin-tànana
51. En quelles périodes fait-on le plus appel au valin-tanana?	Période de recours au valin-tànana
52. Selon votre pratique, quel aspect du valin-tanàna a le plus changé maintenant ?	Evolution de la pratique (sur 2 ou 3 ans)
<b>Innovation</b>	
53. Quel changement notable voyez-vous dans vos pratiques quotidiennes depuis les cinq dernières années?	
54. Selon vous, qu'est-ce qui a déclenché ce changement ?	
55. Relation entre les adhérents au programme (liens de parenté, autres liens)	
56. Tous les membres viennent-ils tous du village?	
57. Comment avez-vous pris connaissance du projet ?	
58. Qu'est-ce qui vous a convaincu de travailler avec le PROSPERER ?	
59. Motivations pour ne pas y adhérer	
60. Qu'avez-vous espéré de ce partenariat avec le PROSPERER ?	

## ANNEXE 3

### Guide d'entretien – Focus group

Démographie du *fokontany* :

>caractéristique démographique de la population

*Relation sociale dans le fokontany*

Participation aux activités communautaires : types de travaux communautaires, profil des participants, profil des non participants

*Innovation*

Appréciation et vision générale sur l'accueil des pratiques innovantes par les habitants du *fokontany*

*Stratégie productive des ménages*

Gestion de l'économie domestique : les principales modalités de prise de décisions

## ANNEXE 4

### Extraits d'entretien

- ② / Ambodirano
- 2v. baovao : - tabona ny zareso.  
- tsy mampahalala ny doma.
  - Zana. kazo, fambolena vary, mangahazo, karamana
  - Vary : tsy miova ny teknika : vary faritaka.  
tanimbary mandreso : tsy mely ny tany
  - Zana kazo : - mandany jobana bobo.  
- tsy manafaky antoka.  
- mijandanja ny revenue
  - Miompy abou, gira  
vata mipetraka.
  - φ manao voly avotra : be rano.
  - φ miividy dezika : dezika bazaha : betra.
  - Fijampitarana ara : φ mianaka.  
• F : leleh : angady  
veva : manondraka  
zanaka : sabajo, miandry gira
  - φ mpikarama.
  - φ nanaraka fijanana. : attentes : fanatsarana  
volny avotra eny an. hanely
  - Miividy Ω ny fikambanana : mijanina. (U mahantatra) 31

pop<sup>o</sup> 780.

⑥



15 ans pot pot

Ambulatoire 6 km<sup>2</sup> et  
3 km<sup>2</sup> ligier.

⑦ fahizana mitaita : ny fy nandia fianarana kokoa.  
maha ny savoir-fé -  
savoir-vivre.

⑧ Botswana

ny vohiny nanampy ta) fampiasana

1984 : taif<sup>o</sup> reboim (→ papirik → exploit<sup>o</sup>)  
≠ forme<sup>o</sup> en associa<sup>o</sup> mis en tâche d'huile

TEDEC (Antsirabe) : SRA. / SEI ))  
3. noyau de pers. q'prennent l'innova<sup>o</sup>  
ad ?  
Pkw ? → the sources d'inf<sup>o</sup>  
( m'idea. )  
→ rencontres vinté échanges.  
= "tantaha leader"  
→ acmt ↑ = adm (P<sup>o</sup> demo, P)

idy avotra : vity pku : petit pois : moty fity  
ouy  
anana.  
≠ ehimie ny organie  
seulem a pot.

propose : nis. d'instrue<sup>o</sup> : ± 1/4 ( les aith/s ) m s f the  
bacheliers.  
→ ≠ délai (10 mois / années) aut q l'innova<sup>o</sup> ne soit  
animé

origine : ≠ terans feno.  
pms fahizana mitaitana.  
≠ résistance : akute : omere ftn familia<sup>o</sup>  
pms q'ls ≠ q'ls immédiate  
forme<sup>o</sup> marketing.

fampiasana : eo a) a.

## ANNEXE 5

### Répartition des personnes interrogées durant les entretiens

#### Entretien individuel

<b>Acteurs</b>	<b>Effectif</b>
Bureau exécutif de la commune	5
<i>Fokontany</i> Manankasina	19
<i>Fokontany</i> Ambohibary	15
<i>Fokontany</i> Antamboho	8
<i>Fokontany</i> Ampangabe	2
<i>Fokontany</i> Ambohibarikely	2
Total	51

#### Focus group

<b>Acteurs</b>	<b>Effectif</b>
<i>Fokontany</i> Manankasina	11
<i>Fokontany</i> Ambohibary	20
<i>Fokontany</i> Antamboho	13
<i>Fokontany</i> Ampangabe	18
<i>Fokontany</i> Ambohibarikely	13
Total	75

### Catégorisation par sexe des personnes interviewées

	<b>Masculin</b>	<b>Féminin</b>	<b>Total</b>
<b>Entretien individuel</b>	20	31	51
<b>Focus group</b>	22	43	75
<b>Total</b>	42	74	126

### Catégorisation par âge des personnes interviewées

<b>Tranche d'âge</b>	<b>Effectif (Pourcentage)</b>
[17 – 24[	37%
[25 – 59[	49%
60 ans et plus	14%
<b>Total</b>	<b>100%</b>

## ANNEXE 6

### Quelques photos

Les fleurs élevées en pot dans les pépinières



**Les travailleurs comptant les moellons produits pendant une journée de travail, avec la propriétaire de la carrière de granite**



## Table des matières

<b>REMERCIEMENTS.....</b>	<b>2</b>
<b>RESUME.....</b>	<b>4</b>
<b>ABSTRACT .....</b>	<b>5</b>
<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>6</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>7</b>
1.1.    Le contexte du développement rural à Madagascar.....	8
1.2.    Madagascar, un pays à vocation agricole.....	14
1.3.    Concepts-clés.....	15
1.3.1.  Innovation.....	15
1.3.2.  Liens sociaux.....	16
1.3.3.  Stratégies productives des ménages ruraux.....	17
1.4.    Problématisation.....	18
1.5.    Le terrain.....	20
1.5.1.  Les Hautes Terres Centrales de Madagascar.....	21
1.5.2.  Un milieu naturel fragilisé.....	22
1.5.3.  La commune rurale d'Ambalavao.....	23
1.6.    Approche et méthodologie.....	27
1.6.1.  La démarche qualitative.....	27
1.6.2.  Plan d'observation.....	28
1.6.3.  Technique d'enquête.....	29
A.  Les démarches utilisées.....	29
B.  Les sources de données : la population étudiée.....	34

C.	Limites de la démarche.....	41
1.7.	Articulation de la thèse.....	43
<b>1.</b>	<b>L’agriculture familiale, au centre de l’organisation sociale d’Ambalavao.....</b>	<b>48</b>
1.1.	Agriculture familiale, une pluralité de concepts.....	48
1.1.1.	Multifonctionnalité de l’agriculture familiale.....	49
A.	La production : un enjeu au niveau de la famille.....	49
B.	L’agriculture familiale : élément structurant du milieu rural.....	50
1.1.2.	Evolution structurelle de l’agriculture familiale.....	50
A.	Les systèmes d’exploitation agricole dans les pays industrialisés.....	51
B.	Approches et courants de pensées.....	54
C.	Relation ville-campagne : un des moteurs des mutations du monde rural ....	56
D.	Agriculture familiale et ajustements structurels dans l’économie rurale africaine.....	57
1.2.	Aspects actuels de l’agriculture familiale.....	58
1.2.1.	Le modèle de la « Sustainable Rural Livelihoods ».....	59
A.	Capabilities – functioning – doings/beings.....	60
B.	Choix et mobilisation des capitaux.....	61
1.2.2.	Organisation familiale de la production à Ambalavao.....	62
A.	Structure des ménages ruraux.....	62
B.	Ménage, famille et système de production.....	63
C.	Fécondité en milieu rural et décision sur le nombre d’enfants à avoir.....	65
D.	Le rapport avec la terre.....	66
E.	Mobilisation de la force de travail intrafamiliale à Ambalavao.....	72
1.2.3.	L’agriculture familiale dans un monde rural en mouvement.....	75
A.	Changement climatique : déterminant des rapports avec l’espace.....	76
B.	Cycle de vie et organisation de la production au sein de la famille.....	77
C.	Scolarisation des enfants : nouveaux rapports familiaux et nouvelles fonctions dans la reproduction sociale.....	80

Conclusion de chapitre .....	85
------------------------------	----

## **2. Economie familiale et pluriactivité rurale.....87**

2.1. Pluriactivité rurale en Afrique sub saharienne.....	88
2.1.1. La pluriactivité en question : en Afrique Subsaharienne et à Madagascar.....	88
2.1.2. L'illusion de l'intensification.....	89
2.1.3. Les aspects de l'économie familiale rurale.....	92
A. La riziculture : une empreinte des Hautes Terres malgaches.....	92
B. La diversité des activités d'appoint.....	97
2.2. Activités génératrices de revenu à Ambalavao.....	99
2.2.1. Système de production et approche verticale.....	99
A. Introduction des activités en filière : une démarche d'innovation.....	100
B. Approche verticale.....	101
2.2.2. Les Pépinières Forestières et Horticoles.....	102
A. La production de plants forestiers et horticoles.....	102
B. Place actuelle dans l'économie familiale.....	104
2.2.3. Production et commercialisation d'ananas.....	106
2.2.4. Exploitation de carrière de granit à Ambalavao.....	107
A. Origine de l'activité économique.....	107
B. Les ménages qui pratiquent l'activité et notion d'investissement.....	108
2.3. Structure du revenu.....	110
2.3.1. Formation du revenu familial : les ressources.....	110
2.3.2. Satisfaction des besoins et dépenses familiales.....	113
2.3.3. Trajectoire du ménage et variabilité du revenu.....	115
2.3. Consommation et marché de produits.....	117
2.3.1. Des exigences de la sécurité alimentaire.....	117

A. Habitudes alimentaires familiales.....	117
B. La sécurité alimentaire.....	118
2.3.2. Contraintes du marché.....	119
A. Un enclavement relatif.....	119
B. Difficultés relatives au marché.....	120
Conclusion de chapitre .....	122

### **3. Liens sociaux et réseaux de producteurs à Ambalavao.....124**

3.1. Gestion de l'économie domestique et action collective.....	124
3.1.1. La sociabilité au cœur de l'économie rurale.....	125
A. Parenté et exploitation familiale : conjointement gérées par le Fihavanana..	125
B. Le recours à l'entraide agricole.....	126
3.1.2. Organisation de producteurs : une forme d'action collective dans l'économie rurale.....	130
A. Emergence des organisations paysannes dans le secteur agricole.....	131
B. Organisations paysannes et stratégies productives des ménages.....	135
3.2. Le modèle de la vie associative à Ambalavao.....	137
3.2.1. Le regroupement des producteurs à Ambalavao.....	137
A. Forme et types de regroupement.....	137
B. Evolution.....	139
3.2.2. Réticence au regroupement ?.....	140
A. Rejoindre une association.....	140
B. Rester dans une association.....	142
3.3. Dynamique sociale au sein des réseaux de producteurs.....	143
3.3.1. Poids des OP dans le processus continu de restructuration sociale.....	144
A. Liens sociaux : de l'imaginaire social au regroupement.....	144
B. Association et réseau de producteurs : jeu de pouvoir et rapport de force.....	144

3.3.2. Dynamique interne de groupe.....	146
A. Exercice du pouvoir au sein du groupe.....	146
B. Prise de décision dans le groupe.....	148
C. Pratique de gestion au sein des groupements.....	149
Conclusion de chapitre.....	150

#### **4. Vulnérabilité et gestion des risques à Ambalavao.....153**

4.1. La situation de vulnérabilité des ménages ruraux.....	153
4.1.1. Le risque en milieu rural.....	153
A. Risques encourus et chocs avérés.....	153
B. Exposition aux risques.....	155
4.1.2. Aspects de la vulnérabilité des ménages.....	155
4.2. Gestion des risques et mobilisation des ressources familiales.....	157
4.2.1. Gestion des risques.....	157
4.2.2. Stratégies ex ante.....	158
4.2.3. Stratégies ex post.....	160
4.3. Migration : dispersion des risques dans le ménage.....	161
4.3.1. Aperçu de la migration à Madagascar.....	161
A. Les mouvements de population à Madagascar.....	161
B. Origine de la population d'Ambalavao.....	164
4.3.2. Les principaux réseaux de migration à Ambalavao.....	166
A. Motivation des ménages à émigrer.....	166
B. Ambalavao : interface de migration.....	168
4.4. Gestion de l'économie familiale.....	170
4.4.1. Gestion domestique et transfert de revenu.....	170
4.4.2. Dynamique locale de développement.....	171

A.	Organisation sociale.....	172
B.	Migration de travail : Intégration et exclusion.....	173
C.	Le retour des migrants.....	174
4.5.	Gestion des risques et vision de développement.....	175
4.5.1.	Evolution historique.....	175
4.5.2.	La migration : une aggravation du sous-développement ?.....	176
	Conclusion de chapitre.....	177

## **5. Innovation et prise de décision en milieu rural.....180**

5.1.	Innovation et développement rural.....	181
5.1.1.	La notion d'innovation.....	181
5.1.2.	Les approches qui ont porté l'innovation.....	183
5.1.3.	L'offre d'innovation à Ambalavao : une pluralité d'intervenants.....	186
A.	La Coopération Suisse : innovation technique et durabilité.....	186
B.	Le SAHA : le budget participatif et innovation organisationnelle.....	192
C.	PROSPERER : innovation économique.....	195
5.2.	Relation de groupe et adoption de nouvelles pratiques.....	197
5.2.1.	Adoption des innovations exogènes : avantages perçus.....	197
A.	Gouvernance et innovation.....	197
B.	Accès au marché et visibilité économique.....	199
C.	Agriculture familiale et Gestion de l'environnement.....	203
5.2.2.	Parties prenantes et appropriation de l'innovation.....	205
A.	Appropriation de l'innovation.....	206
B.	Effets inattendus.....	207
C.	Diffusion de l'innovation et canaux de transmission.....	209
5.2.3.	Les trois niveaux de l'adoption d'une innovation.....	212
5.3.	Gestion de l'économie domestique et des nouvelles pratiques.....	214

5.3.1. Diversification et promotion de entrepreneuriat familial.....	215
A. Impacts psychologiques.....	215
B. Optimiser la production.....	215
C. Marketing en milieu rural.....	217
5.3.2. Contrôle des dépenses familiales.....	218
A. Apparition des outils de gestion de l'économie familiale.....	218
B. Budgetisation.....	219
C. Epargne.....	220
Conclusion de chapitre.....	221
<b>Conclusion.....</b>	<b>223</b>
Agriculture familiale et développement à Madagascar.....	223
Lien entre agriculture familiale et développement.....	223
Les leçons de l'expérience.....	224
L'agriculture familiale à Ambalavao.....	225
Stratégies productives.....	226
L'innovation.....	228
Liens sociaux.....	229
Pour des stratégies de développement plus réalistes.....	230
Planifier le développement rural à Ambalavao.....	230
Le progrès à l'échelle des ménages.....	232
En conclusion.....	234
<b>Bibliographie.....</b>	<b>236</b>
<b>ABREVIATION ET SIGLE.....</b>	<b>269</b>
<b>LISTE DES CARTES ET FIGURES.....</b>	<b>271</b>
<b>GLOSSAIRE.....</b>	<b>272</b>

<b>ANNEXE 1</b>	<b><u>Localisation de la commune rurale d'Ambalavao</u></b>	<b>275</b>
<b>ANNEXE 2</b>	<b><u>Guide d'entretien-chef de ménage</u></b>	<b>276</b>
<b>ANNEXE 3</b>	<b><u>Guide d'entretien – Focus group</u></b>	<b>280</b>
<b>ANNEXE 4</b>	<b><u>Extraits d'entretien</u></b>	<b>281</b>
<b>ANNEXE 5</b>	<b><u>Répartition des personnes interrogées durant les entretiens</u></b>	<b>283</b>
	<b>Table des matières</b>	<b>287</b>